AGES D'HISTOIRE — 1914-1919

RIE a, 10

S. R.

MEMBRE DE PLUSIEURS SOCIÉTÉS SAVANTES

CHRONOLOGIE

E LA GUERRE

DIXIÈME VOLUME

(1er JANVIER-30 JUIN 1919)

Successu crescat honestum !
(LUCAIN, IX, 571.)

GER-LEVRAULT, LIBRAIRES-ÉDITEURS
NANCY-PARIS-STRASBOURG

Prix net : 3 francs

Cook

Chronologie

de la Guerre

(1er JANVIER-30 JUIN 1919)

BEI

DU MÊME AUTEUR

Chronologie de la Guerre. Volumes in-12.

I.	Du 31 juillet au 31 décembre 1914	40 cent.
II.	Du 1er janvier au 30 juin 1915	50 cent.
III.	Du 1er juillet au 31 décembre 1915	90 cent.
IV.	Du 1er janvier au 30 juin 1916	1 fr. 25
V.	Du 1er juillet au 31 décembre 1916	1 fr. 75
VI.	Du 1er janvier au 30 juin 1917	3 fr. »
VII.	Du 1er juillet au 31 décembre 1917	3 fr. »
VIII.	Du 1er janvier au 30 juin 1918	3 fr. »
IX.	Du 1er juillet au 31 décembre 1918	3 fr. 50
X.	Du 1er janvier au 30 juin 1919	3 fr.
Les 10 volumes		20 fr.

(Volumes 30, 68, 94, 114, 128, 142, 150, 160, 164 et 169 des *Pages d'Histoire 1914-1919*.)

BERGER-LEVRAULT, ÉDITEURS,

HMod
P.1344

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1919

Les opérations militaires

S. R.

MEMBRE DE PLUSIEURS SOCIÉTÉS SAVANTES

CHRONOLOGIE

DE LA GUERRE

DIXIÈME VOLUME

(1er JANVIER-30 JUIN 1919)

Successu crescat honestum!
(LUCAIN, IX, 571.)

281987
30 . 1 . 33

BERGER-LEVRAULT, LIBRAIRES-ÉDITEURS
NANCY-PARIS-STRASBOURG
1919

CASWELL LIBRARY
UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Chronologie de la Guerre

(1er JANVIER-30 JUIN 1919)

JANVIER

Mercredi 1er janvier. — Après avoir vu le président de la République, Wilson part le soir pour Rome.

On raconte (*Revue des Deux Mondes*) l'horrible martyre des Français du Nord transférés dans un camp malsain dit de « représailles » entre Kovno et Vilna.

Les entrepôts de la Compagnie de chemin de fer du Great Eastern brûlent à Londres ; il y a 50 millions de dégâts.

On déclare à Rome que la ville de Fiume, où est installée une base navale française, est sous le régime de l'occupation interalliée.

Le *Corriere della Sera* espère que l'arrivée de Wilson arrêtera les germes d'impérialisme dans les pays victorieux (allusion à la démission de Bissolati, qui refuse de s'associer à une politique d'annexions).

Une grande manifestation de catholiques et de luthériens à Berlin proteste contre la politique anticléricale du ministre des cultes Hoffmann, qui veut séparer l'Église de l'Etat et a déjà supprimé la surveillance des écoles par le clergé.

Le *Berliner Tageblatt* évalue à 400.000 le nombre des chômeurs à Berlin.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* demande que les élections pour la Constituante se fassent aussi en Alsace-Lorraine; ce serait un acte élémentaire d'équité d'agir comme les Allemands en 1871.

On a constaté la provisionite (*Hamsterei*) dans toutes les demeures seigneuriales de l'Allemagne; au château de Berlin, il y avait pour 1 million de marks de victuailles (*Temps* du 6).

Gazette de la Croix : « C'est la plus mauvaise et la plus amère année de l'histoire de l'Allemagne. 1918 efface même le souvenir de 1806. La parole de l'Écriture s'est réalisée pour nous : *Tu seras honnie parmi les nations.* Nous ne pouvons en accuser ni Dieu ni le monde; nous n'avons qu'à nous frapper la poitrine devant la fosse que nous nous sommes creusée à nous-mêmes. »

2.000 soldats français entrent à Budapest, où des bagarres ont lieu entre Roumains et Magyars.

Des fusiliers marins grecs ont débarqué à Smyrne.

Le Gouvernement bolcheviste a dépensé en 1918 46 milliards de roubles; les impôts ne rentrent pas.

Depuis ce jour, les lettres circulent (?) gratuitement en Russie.

Le Gouvernement espagnol renvoie à Odessa, par un vapeur affrété, 600 sujets russes, turcs et bulgares *indésirables.*

Il y a de l'agitation au Canada contre l'emploi de soldats canadiens à Arkhangel.

Non seulement la Croix-Rouge américaine ravitaille les régions dévastées de la France, mais elle envoie une commission de secours dans les Balkans et en Roumanie.

Une division navale française entre dans le Sund.

Le torpilleur français *Enseigne-Henry* heurte une mine dans la Mer Noire, mais peut regagner Constantinople (4 victimes).

Le yacht anglais *Polaire,* ramenant des marins à l'île Lewis (Hébrides), se jette à la côte (250 victimes).

En 1918, le monde a construit 5.447.000 tonnes (1.866 navires), dont 3.000.000 aux États-Unis et seulement 14.000 en France, où les chantiers maritimes ont été absorbés par les besoins de la guerre.

Jeudi 2 janvier. — La Commission allemande d'armistice affirme que sur le front ouest, abstraction faite des garnisons, il y a seulement 20 divisions, dont les classes anciennes sont déjà licenciées.

Les Gouvernements alliés confient à l'administration américaine le ravitaillement des régions libérées. Hoover sera directeur général (la Belgique et la France sont exclues du programme).

Le capitaine Ladoux, ancien sous-chef du 2e bureau au ministère de la Guerre, est arrêté pour avoir détourné un rapport concernant les affaires Caillaux et Humbert.

E. Henriot (*Temps*), constatant la servilité allemande dans la vallée du Rhin, écrit : « Dans *Parsifal*, Hundry, tombant aux pieds de Gurnemantz, n'a qu'un cri : *Dienen!* C'est toute la pensée profonde de la race allemande. » Dans le même article, il est question du caractère « idéaliste » de l'occupation américaine de Trèves, où se produisent des « fraternisations regrettables ».

En vue des élections à l'Assemblée constituante, les réunions publiques sont permises dans la zone occupée.

Le préfet de police Eichhorn, qui a été arrêté, est convaincu d'avoir été un agent de Joffé ; il a fait livrer aux spartacistes 60.000 revolvers, 120 mitrailleuses et 15 autos blindés ; il a essayé d'empêcher l'entrée des troupes régulières à Berlin.

Les secrétaires d'État Wurm, Kautsky et Bernstein donnent leur démission.

On dit que Liebknecht dispose de beaucoup d'argent et paie ses propagandistes jusqu'à 100 marks par jour ; un soldat touche 30 marks. Deux usines de Neukoelln travaillent à fournir des munitions.

Plusieurs corps allemands se concentrent dans la province de Posen. La désannexion des territoires polonais de la Prusse est considérée comme inadmissible, même par les socialistes de gouvernement.

Paderewski arrive à Varsovie comme délégué du Comité national polonais de Paris. Il est reçu avec enthousiasme.

Un anonyme (*Débats*) montre longuement que le bolchevisme n'est qu'une machine de guerre dressée par les Allemands, qui s'est retournée contre ses auteurs.

On télégraphie d'Arkhangel au *Morning Post :* « Le bolchevisme ne sera jamais écrasé avant que les Alliés n'aient occupé Moscou. Si les Alliés ne viennent pas au secours de la Russie, elle se jettera dans les bras de l'Allemagne. »

Un aviateur britannique bat le record de la hauteur (9 kilomètres).

Vendredi 3 janvier. — Cathal Bruga, membre du Parlement pour Waterford, est arrêté à Dublin.

A Marseille s'ouvre un Congrès français dit de Syrie, organisé par la Chambre de commerce et son président Adrien Artaud (*Temps* du 4).

Le *Matin* publie une carte des points de chute des bombes allemandes par Zeppelins et Gothas sur Paris (29 août 1914-16 septembre 1918).

Wilson parle à la Chambre italienne, faisant des allusions discrètes à l'appétit des annexions, qui doit céder au nouveau droit des peuples à disposer de leur sort.

Gnesen, Robowo, Wreschen et les trois quarts du gouvernement de Posen sont aux mains des Polonais qui se sont emparés des dépôts d'armes et de munitions. Le *Vorwärts* demande l'envoi de troupes purement allemandes pour désarmer les Polonais et dissoudre leurs organisations.

Parlant à Stuttgart pour l'unité de l'Allemagne, von Payer a vivement attaqué la Bavière et Kurt Eisner. Il dit que l'autonomie de l'Alsace et de la Lorraine, qui aurait évité bien des malheurs, n'a pu être réalisée à cause de l'opposition du roi de Bavière.

Le *Times* publie un rapport de la Commission navale alliée qui, ayant visité l'Allemagne, n'y a trouvé ni misère ni famine.

Une division de la marine et une division de la cavalerie de la Garde s'élèvent contre les agitateurs du groupe spartaciste ; elles assureront les élections à l'Assemblée et veilleront à la sécurité des séances.

Un communiqué allemand nie que l'Allemagne favorise à un titre quelconque le bolchevisme.

Le Gouvernement d'Ebert expulse Radek de Berlin.

Brockdorf-Rantzau expose son programme : il veut faire

une paix de justice, d'accord avec les principes de Wilson et leurs conséquences; il n'admettra pas de dérogation au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes.

La *Deutsche Tageszeitung* annonce que les autorités militaires britanniques débarquées dans les provinces baltes auraient remis un ultimatum au haut commandement allemand : « Ou bien les troupes allemandes s'opposeront à l'avance des forces bolchevistes et réoccuperont Walk et Wenden, ou bien les troupes de l'Entente entreront en Allemagne. »

Dans la nuit du 2 au 3, 4.000 Tchéco-Slovaques, sous les ordres d'officiers italiens, occupent Presbourg, où la population est en grande partie allemande et magyare. De nombreux fugitifs arrivent à Vienne.

Le *Temps* publie une lettre de Salzbourg, montrant la puissance des idées pangermanistes dans le pays. Un journaliste socialiste a dit au rédacteur de la lettre : « Les Allemands d'Allemagne et d'Autriche n'oublieront jamais l'humiliation du 11 novembre. »

Franchet d'Esperey transfère son quartier général de Salonique à Constantinople.

Le Gouvernement turc décide d'exiler les membres du comité Union et Progrès.

Le ministre de Roumanie Antonesco écrit à Éd. de Rothschild, président du Consistoire des Israélites de France, qu'un décret-loi doit paraître accordant le droit de citoyen à tout israélite né en Roumanie.

Hoover dit que l'Allemagne devrait fournir des navires pour le transport des vivres destinés aux régions qu'elle a saccagées comme à elle-même.

Samedi 4 janvier. — Au cours de la réunion de la Commission d'armistice à Spa, le maréchal Foch et l'amiral anglais commandant dans la Baltique ont protesté contre l'appui donné par les Allemands aux bolcheviks.

La *Nation* (Londres) fait observer que, dans 3 sur 9 des comtés de l'Ulster, les Sinn-Feiners ont été élus avec de grandes majorités.

La crue de la Seine devient dangereuse; il pleut sans relâche. Le Rhône et la Garonne débordent aussi.

La situation alimentaire dans les régions françaises libérées est déplorable ; on se plaint de la lenteur des secours.

Un décret abroge en France un certain nombre de mesures concernant la fabrication et la vente de victuailles (œufs, riz, pâtes, etc.).

Le *Matin* publie la carte des points de chute des Berthas.

E. Lavisse : « Il n'est pas possible de ne pas faire la Société des Nations et il n'est pas possible, du moment qu'elle constitue un tribunal, que son premier acte ne soit pas d'amener à son banc le premier des criminels dont elle entend supprimer l'industrie. »

Les *Débats* disent que les Italiens se comportent en conquérants à l'égard des Serbo-Croates et que des conflits sanglants ont déjà eu lieu [la plupart des feuilles n'en parlent pas].

A 3 heures de l'après-midi, Wilson est reçu par le Pape dans la salle Clémentine.

Hertling meurt à Rukpolding (Bavière).

Les minoritaires du Gouvernement prussien, démissionnaires, se solidarisent avec les membres démissionnaires du Gouvernement de l'Empire.

Dans la *Frauen-Zeitung*, Agnès von Behlow adjure les mères allemandes de ne plus habiller leurs enfants en marins, les marins ayant trahi l'Allemagne et obligé de conclure un armistice ignominieux. Sur quoi le *Vorwärts* attaque « la sale Agnès » et dit que la responsabilité des désastres allemands retombe sur la classe des junkers à laquelle elle appartient.

La Commission du ravitaillement de l'Entente arrive à Vienne.

Temps : « Les Alliés ont un droit et un devoir : le droit d'interdire à l'Allemagne tout envoi de troupes contre les Polonais et le devoir d'envisager une occupation interalliée de la Pologne prussienne. »

Dans la région de Lemberg, les Polonais ont pris des bolcheviks commandés par des officiers allemands qu'ils ont contraints de signer leurs photographies.

Les Polonais de la Pologne allemande décident de ne pas prendre part aux élections pour le Parlement allemand, mais à celles pour la Diète de Varsovie.

Riga est aux mains des bolcheviks, les Lettons ayant refusé de défendre la ville ; le théâtre est en feu (?).

Gorki est élu membre du bureau du soviet de Petrograd.

Les volontaires finlandais débarquent en grand nombre à Reval.

Les bolcheviks ont libéré quelques détenus français.

Le *Times* parle de l'impérialisme bolcheviste et dit que, de tous les gouvernements actuels, celui de la Russie est le moins démocratique. On prétend que Lenine aurait offert aux spartacistes le concours de 3 millions de bolcheviks.

Le Japon rappelle 34.000 soldats de Sibérie.

La *Nature* (Londres) dit que la grippe a tué 6 millions de personnes ; aux Etats-Unis, en 1918, elle a fait 350.000 victimes. Pendant le dernier trimestre de 1918, elle a tué trois fois plus d'hommes que la guerre.

Dimanche 5 janvier. — La ville de Rennes « adopte » Vouziers.

Alors que pour 45 produits alimentaires et matières premières les prix ont haussé aux États-Unis de 210 %, ils ont haussé de 260 % en Angleterre et de 384 % en France. Ce pays est donc gravement « handicapé » en vue d'une reprise industrielle (Déclaration de la mission des ingénieurs américains en France).

Les autorités municipales de Lausanne s'opposent à la réunion dans cette ville de la conférence ouvrière annoncée pour le 13 janvier.

Deux autos blindés, arrivés le soir à Amerongen, essaient, dit-on, d'enlever Guillaume II ; mais les soldats hollandais les mettent en fuite (?).

Le Luxembourg décide de sortir du Zollverein.

Wilson se rend à Gênes, puis à Milan.

Temps : « Chacun des discours que Wilson a prononcés à Rome contient un appel à la conscience des peuples, une exhortation en faveur d'un monde nouveau qui reposerait sur le droit et sur l'amitié. Entre les lignes, on devine sans peine que le Président souhaite un arrangement équitable entre les Italiens et les Yougoslaves, ainsi qu'entre les Italiens et les Grecs. »

La foule spartaciste à Berlin proteste contre la desti-

tution du préfet de police Eichhorn. Liebknecht dit que les chefs du Gouvernement sont des criminels et que le prolétariat doit s'armer contre eux. Eichhorn paraît à un balcon de la Préfecture de police et affirme qu'il restera à son poste.

On déclare que 180 divisions allemandes ont été démobilisées et que la démobilisation des autres est en cours.

Le Gouvernement français fait savoir que la vente des œuvres d'art de Potsdam, pour lesquelles des marchands auraient fait des offres, serait contraire aux clauses de l'armistice.

Les Bulgares n'ont pas évacué la Dobrudja et y entretiennent des bandes de comitadjis.

Les sept forts de Posen sont aux mains des Polonais, qui occupent aussi Gnesen.

Une tentative de coup d'État réactionnaire, organisée par le prince Sapieha, échoue à Varsovie. Les émeutiers relâchent les ministres après les avoir arrêtés.

Journal de Genève : « Le général Pilsudski n'est pas soutenu par les Alliés. Le Gouvernement français continue à considérer comme gouvernement légitime du pays un comité de gens qui n'ont pas mis les pieds en Pologne depuis plus de quatre ans. »

On assure que Broussilov a été exécuté par le soviet de Moscou [pas vrai].

L'opinion espagnole ne semble pas favorable à la proposition anglaise d'échanger Gibraltar contre Ceuta ; en revanche, elle demande l'hispanisation complète de Tanger.

La Norvège entend réclamer à l'Allemagne un milliard de couronnes, valeur de ses navires torpillés.

Lundi 6 janvier. — Le patriote lithuanien Gabrys arrive à Paris pour demander l'aide de l'Entente contre l'impérialisme bolcheviste, dont l'objet est de tendre la main au bolchevisme allemand pour se ruer sur l'Europe occidentale.

Le député Turmel meurt avant d'être jugé.

Pendant la semaine passée, comme pendant la précédente,

la grippe a fait 142 victimes. L'épidémie n'est nullement terminée.

Endommagée par la violence de la crue, la *Samaritaine* coule en Seine.

Colosimo, ministre des Colonies, reçoit à Rome la mission senoussiste, venue d'Afrique par Naples ; cette mission a aussi été reçue par Orlando.

Eichhorn s'est fortifié dans les écuries du château à Berlin. Le matin, des manifestants pénètrent chez le nouveau préfet de police Ernst et installent des mitrailleuses.

Des cortèges majoritaires parcourent les rues de Berlin avec des pancartes : *Liberté, égalité, fraternité ! A bas les spartacistes !* Scheidemann exhorte la foule à ne pas supporter plus longtemps la Terreur.

On tente, pour finir la bataille des rues, une transaction ; mais comme Ebert et Scheidemann exigent la soumission complète des insurgés, les bagarres continuent.

Les spartacistes s'emparent des arsenaux de Spandau.

Il y a des troubles sérieux à Kœnigshütte (district d'Oppeln). Le Conseil des soldats de la province de Silésie a proclamé la loi martiale.

On publie à Munich le texte de la loi fondamentale de la République de Bavière.

Kurt Eisner dit à un journaliste : « Nous désirons une Allemagne unie, comprenant l'Autriche allemande. Chaque État doit posséder une autonomie complète. Berlin doit cesser d'être le centre du pouvoir ; l'Assemblée nationale doit siéger à Wurzbourg. »

On prétend que le désarmement des troupes allemandes a commencé en Posnanie et dans la Prusse orientale.

L'Université de Cracovie nomme docteurs *honoris causa* Clemenceau, Foch et le cardinal Mercier.

Le Gouvernement yougoslave, constitué le 21 décembre, notifie à l'Entente et aux neutres la fusion du royaume de Serbie avec le Montenegro et le peuple serbo-croate d'Autriche-Hongrie.

Le Gouvernement monténégrin de Paris proteste contre la

grande Skoupchina, qui a proclamé la réunion du Monténégro à la Serbie et la déchéance de la dynastie monténégrine.

Le Congrès roumain de Czernovitz réunit la Bukovine à la Roumanie.

Le Conseil municipal d'Athènes nomme citoyens d'honneur Wilson, Clemenceau, Lloyd George, Venizelos et Foch.

On dit que l'armée antibolcheviste, au cours des opérations de Koucheva à Perm, a capturé 31.000 hommes, 120 canons, 1.000 mitrailleuses, 180 trains et les charrois de toute la troisième armée des soviets.

Odier, ministre de Suisse, est détenu à Petrograd en représailles de l'expulsion des bolcheviks par la Suisse. Les prisonniers anglais à Moscou sont maltraités. On dit que la véritable dictatrice à Petrograd est une certaine Jacobleva, âgée de vingt-deux ans. La ville n'a plus que 800.000 habitants ; les tramways ne circulent plus ; des gens meurent de faim dans les rues. La garde rouge, bien nourrie, compte 50.000 soldats.

On fait des récits horribles des cruautés commises par les bolcheviks entre l'Ukraine et Vilna.

Nouleus, revenu de Russie, dit que la force des bolcheviks est plus apparente que réelle et que les Alliés doivent travailler à la briser.

On met en circulation à Arkhangel de nouveaux billets imprimés en Angleterre, garantis par le Trésor russe et un fonds anglais spécial.

Théodore Roosevelt, âgé de soixante ans, meurt à 4 heures du matin.

Mardi 7 janvier. — Wilson revient à Paris.

Le *Daily Mail* publie un projet de Société des Nations, qu'aurait adopté le Gouvernement américain.

Les Sociétés industrielles de Roubaix-Tourcoing décident de surseoir à tout travail tant qu'elles ne sauront pas comment seront réglés les dommages de guerre.

Le *Temps* cite des exemples extraordinaires de gaspillages commis à l'arsenal de Roanne. Or, l'État prétend conserver cet arsenal pour y construire du matériel de chemin de fer. Les Chambres de commerce de Roanne et de Lyon ont protesté contre les agissements de bureaucrates aussi prodigues

des deniers de l'État qu'ignorants de leur métier. « Le pays est las de la politique étatiste. Il a pu la subir pendant la guerre ; il doit en être délivré. C'est pour lui une question de vie ou de mort. » Le même journal montre que la désorganisation des transports est la conséquence de la militarisation des chemins de fer.

La crue de la Seine (en augmentation de 0m50 depuis hier) devient tout à fait inquiétante ; l'Yonne et la Marne montent également.

Le *Moniteur officiel de l'Empire allemand* ordonne la démobilisation de l'armée et de la marine.

Radek a reparu à Berlin. Il a dit qu'il ne considérerait sa mission comme terminée que le jour où les Allemands et les Russes auront repris la guerre contre les Français, les Anglais et les Américains.

Les spartacistes sont maîtres à Düsseldorf et à Mühlheim. On se bat toujours à Berlin. Il y a des troubles à Munich, Halle, Schwerin, Mannheim, Dortmund et Brunswick.

Les régions de Koritza et du nord de l'Épire, occupées pendant deux ans par les troupes françaises, ont été remises aux autorités grecques.

On dit à Copenhague que Trotski est en mésintelligence avec Lenine.

On dément le meurtre de Kropotkine.

Rivet (*Temps*) publie un long article sur l'antisémitisme en Pologne et ses causes. Ce sentiment vise surtout les juifs récemment immigrés de Russie, élément russificateur dont l'antagonisme avec les Polonais était cultivé par le tsarisme ; il s'adresse aussi aux juifs bolchevistes des faubourgs de Varsovie.

Mercredi 8 janvier. — Wilson déclare qu'il veut siéger à la Conférence non comme chef d'État, mais comme premier ministre.

Gauvain (*Débats*) trouve imparfait le projet américain de Société des Nations. Il n'admet pas que les ambassadeurs de la Conférence permanente soient des membres de cabinet ; il faut qu'ils soient placés au-dessus des partis.

Temps : « Ceux qui parlent d'un impérialisme français nous offensent. Ce n'est pas en demandant pour notre pays des sécurités légitimes qu'on risque de déchaîner un nouveau

conflit dans le monde : c'est en les lui refusant qu'on saperait les bases mêmes de la paix. »

Le roi d'Italie reçoit la mission senoussiste au Quirinal.

A Berlin, il n'y a plus de tramways ni de chemins de fer. Les spartacistes occupent toutes les gares du nord de la ville. Mais la situation du parti de l'ordre s'améliore par suite de l'afflux de troupes fidèles.

Dans la nuit du 7 au 8, Joffé télégraphie qu'il attend, pour rentrer en Allemagne, la chute prochaine du gouvernement d'Ebert.

Kramarz se plaint de la Pologne, qui a occupé les districts miniers de Silésie et chassé les ingénieurs tchèques, entravant ainsi les arrivages de charbon. Il n'est pas sans inquiétude sur le bolchevisme, entretenu par des agitateurs venus de Russie.

Un attentat est commis à Prague contre Kramarz par un socialiste, mais ne réussit pas.

On arrête à Budapest les membres de la Croix-Rouge russe qui font de la propagande bolcheviste.

Les volontaires allemands enlèvent Weissenhöhe aux Polonais.

Denikine bat les bolcheviks sur la Kuma (Caucase) et fait 1.000 prisonniers.

Mannerheim est généralissime de l'armée finlandaise.

Scavenius, ministre de Danemark en Russie, arrivé à Londres, dit que toutes les décisions de la Conférence de la paix seront inutiles si l'intervention contre les bolcheviks ne se produit pas.

Le département de la guerre à Washington annonce que le total des forces des États-Unis en Sibérie et en Russie atteint 13.000 hommes.

Jeudi 9 janvier. — Les plénipotentiaires français à la Conférence sont Clemenceau, Pichon, Klotz, A. Tardieu, J. Cambon ; Dutasta est secrétaire.

Orlando et Sonnino arrivent à Paris.

Le général von Winterfeld communique à Spa une note relative à la remise immédiate par l'Allemagne des machines enlevées aux régions évacuées et vendues à l'industrie allemande (texte dans le *Temps* du 14). Il s'agit d'environ

10.000 machines et d'un très grand outillage conservé à Brême, en Silésie, etc.

Mort d'Étienne Lamy, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Gauvain (*Débats*) relève que la propagande bolcheviste à Berlin est soutenue par des éléments conservateurs qui cherchent la revanche de la défaite par la propagande de la Révolution à l'ouest et la restauration monarchique par suite de l'excès du mal. Les billets de banque russes sont échangés par les banques de Berlin pour des marks. « Il faut le répéter plus fort que jamais : le bolchevisme est un fléau qu'il est nécessaire d'extirper sans retard si l'on veut l'empêcher de dévaster l'univers. Si chacun contemple en dilettante les ravages commis chez le voisin, tous seront atteints. »

Après cinq jours de lutte, les spartacistes ne résistent plus que dans la banlieue est de Berlin. Mais l'agitation grandit à Düsseldorf, Hambourg, Dortmund et Cassel.

Les bolcheviks occupent Vilkomir.

Le prince Ratibor quitte Madrid avec le personnel de l'ambassade.

Vendredi 10 janvier. — Nouveau ministère Lloyd George, avec Curzon président du Conseil, Austen Chamberlain aux Finances, W. Churchill à la Guerre, A. Mond aux Travaux publics.

Le maximum de la crue de la Seine (6 m. à Austerlitz) s'est produit ce matin.

La grande-duchesse de Luxembourg a abdiqué.

D'Annunzio adresse aux Dalmates une lettre violente, où ni la France ni Wilson ne sont épargnés (traduction complète dans la *Revue*, avril 1919, p. 48).

Les troupes du Gouvernement reprennent la gare de Silésie à Berlin. Dans la Leipzigerstrasse, les spartacistes ont employé des lance-flammes ; leurs adversaires ont eu recours au canon et aux gaz.

Kurt Eisner télégraphie à Ebert : « Il faut finir la guerre civile ; sinon, l'Allemagne périra. »

Hindenburg, qui était venu, dit-on, à Berlin offrir ses services, est revenu à Cassel.

Le *Drapeau rouge* (Munich) prétend qu'Erzberger aurait

proposé à la France d'agir en commun avec l'Entente contre les bolcheviks.

On publie (*Matin*) une conversation d'Hertling trois jours avant sa mort. Il a dit qu'au mois de juin l'Allemagne savait qu'elle jouait son va-tout, mais croyait que la fatigue obligerait l'Entente à demander la paix en septembre. Le sort du monde s'est décidé entre le 15 et le 18 juillet. Il a dit aussi que les autorités militaires avaient insisté pour le bombardement de Paris, que le Gouvernement déconseillait. Il craint que la Prusse se morcelle et disparaisse de la carte.

A Budapest, le Conseil national reconnaît Karolyi comme dictateur.

Le *Moniteur officiel roumain* déclare annexée la Transylvanie, conformément aux décisions de l'Assemblée nationale d'Alba-Julia (1er décembre 1918).

Un conseil de guerre turc condamne Enver et Djemal à un an de prison comme déserteurs.

On affirme que les Turcs, évacuant l'Arménie, enlèvent tout, pour que les habitants meurent de faim.

Les Polonais reprennent Lemberg aux bolcheviks.

Paderewski aurait été blessé par un bolchevik polonais.

Boris Savinkov, ancien ministre de la Guerre, dit au *Times* que la Révolution russe est finie, parce qu'elle est l'œuvre de paysans qui voulaient avoir des terres et, les possédant aujourd'hui, sont conservateurs.

L'*American Hebrew*, passé en d'autres mains, se déclare formellement opposé au sionisme.

A Buenos-Ayres, troubles antisémites dirigés, en apparence, contre les bolcheviks. Les journaux appellent cela la « chasse aux Russes » (9-14 janvier).

Samedi 11 janvier. — A la suite d'incidents qui se sont produits à Folkestone et ailleurs (à propos de la démobilisation), le Gouvernement anglais fait savoir qu'il gardera des forces sérieuses sur le pied de guerre pendant la période critique des pourparlers. Cette communication a pour but d'écarter un optimisme devenu aussi général que dangereux.

On déclare qu'il n'y a plus de prisonniers de guerre en Allemagne.

L'*Humanité* publie une réponse que le Gouvernement français a adressée au Gouvernement britannique (5 janvier), qui proposait d'admettre les bolcheviks à la Conférence. Pichon a formellement refusé de traiter ces gens comme un gouvernement régulier.

On commente le rendement des impôts français en 1918. Il y a déficit de près d'un milliard sur les impôts indirects ; la taxe sur les paiements, éludée par la fraude, a donné 210 millions au lieu des 781 prévus.

Gauvain (*Débats*) s'élève contre une paix de marchandage. Avant tout, il faut supprimer l'État prussien, création des Hohenzollern ; la Prusse doit renoncer à tous droits sur la rive gauche du Rhin.

Général Malleterre, *Temps :* « Sans le Rhin, la France est toujours en péril d'attaque et d'invasion. Avec le Rhin, plus de danger ; la ligne Hindenburg est reportée sur la rive droite, à la distance nécessaire pour que les armées allemandes ne puissent plus franchir le Rhin. »

Le Conseil des ministres belges a décidé de diriger sur la Hollande tous les Allemands résidant en Belgique.

La République est proclamée à Luxembourg.

Bissolati, qui devait expliquer sa démission à la Scala de Milan, n'a pu parler à cause de la violence des manifestations du public.

Dans la nuit du 11 au 12, les spartacistes, qui occupaient encore le quartier des journaux à Berlin, capitulent. Les troupes du Gouvernement ont repris l'Hôtel de Ville de Spandau ; le chef des spartacistes a été fusillé.

Skoropadski, fugitif, arrive à Berlin, d'où il se rendra en Suisse.

Le prince-régent, à Belgrade, passe en revue les troupes serbes et françaises.

Le Conseil suprême du peuple polonais proclame l'incorporation de Posen à la Pologne.

La mission Paderewski à Varsovie, qui avait pour but de créer un gouvernement de coalition, a échoué par suite des exigences des conservateurs.

Un anonyme (*Débats*) expose l'action de l'Allemagne dans la révolution bolcheviste.

Chekri-Ganem, président du comité syrien, transmet à Clemenceau des télégrammes de groupes représentant 600.000 adhérents, qui demandent que la France soit seule chargée de rétablir la Syrie dans son intégrité et sa liberté.

La semaine passée, 419 personnes sont mortes du choléra à Bombay et 287 de pneumonie.

Le montant des prêts faits par les Etats-Unis aux Alliés dépasse 44.940 millions.

Nation (*N. Y.*), p. 37 : « Clemenceau et Wilson veulent tous deux la paix, mais Clemenceau la veut pour la sécurité de la France et Wilson pour la liberté des peuples. »

Grève générale, accompagnée de troubles, en Argentine; on compte 120 morts. Des prêtres ont été tués; l'église du Sacré-Cœur à Buenos-Ayres a été saccagée.

On aurait découvert à Montevideo un complot bolcheviste embrassant l'Uruguay et la province de Buenos-Ayres.

Dimanche 12 janvier. — Lloyd George, Sir Robert Borden, Hughes et d'autres arrivent à Paris; Bonar Law y vient en avion.

Les délibérations préliminaires du Congrès de la paix commencent au quai d'Orsay. Foch expose que les livraisons de matériel ferroviaire par l'Allemagne sont insuffisantes (1.967 locomotives sur 5.000; 61.000 wagons sur 150.000).

Le Conseil a décidé d'envoyer en Pologne par Danzig les deux divisions polonaises qui sont en France, une division américaine et une division interalliée de trois régiments. En outre, on enverra en Pologne assez d'officiers pour encadrer trois divisions polonaises recrutées sur place et on leur fournira du matériel.

On dit que Pichon insiste sur la situation particulière de la France qui, attaquée sans raison, a souffert le plus et a le droit d'être protégée à l'avenir contre de pareilles agressions.

Les journaux français réclament le rétablissement de la liberté de la presse; la France ignore ce qui se passe et se pense en Angleterre. On objecte en haut lieu le manque de papier.

A une réunion de la Fédération socialiste de la Seine,

on crie : Vive Lenine ! Vive Trotski ! Vive Liebknecht ! Aucun orateur ne peut se faire écouter.

Les *Débats* font observer que les arguments de Pichon ont dû paraître convaincants, car le Gouvernement britannique est maintenant d'accord avec le nôtre pour ne pas inviter les bolcheviks à la Conférence.

Bidou, dans une conférence, dit que les derniers plans de Foch auraient annihilé les armées allemandes ; elles ont crié grâce quand elles se sont senties perdues.

Tardieu dit au cercle Volney : « Notre paix sera la paix des peuples, comme notre guerre a été la guerre des peuples. »

Au Congrès du parti ouvrier belge, Vandervelde soutient l'idée d'une conférence internationale où participeraient les Allemands et les Autrichiens. L'auditoire se montre hostile à ce projet.

L'autorité militaire, à Luxembourg, dissout le Comité de Salut public.

Le soir, les combats dans les rues cessent à Berlin. De grands cortèges se dirigent vers la Chancellerie pour remercier le Gouvernement.

Aux élections bavaroises pour la Constituante, les partis bourgeois l'emportent de 200.000 voix sur les socialistes, qui en ont 340.000. Les femmes des conférences religieuses se sont rendues aux urnes en rangs serrés. En Wurtemberg, les socialistes ont 56 sièges contre 83.

On télégraphie de Varsovie que la situation de la Pologne est très alarmante ; 20.000 bolcheviks avancent vers la ville par trois routes.

On annonce que les bolcheviks sont maîtres de Riga et de Vilna ; le Gouvernement lithuanien s'est retiré à Kovno.

L'idée dominante du Congrès de Syrie qui s'est tenu à Marseille est de protester contre la division de la Syrie en zones d'influence, prévue par le traité secret franco-anglais de 1916. La Syrie, pourvue de ses limites historiques, doit être une ; aucune partie n'en doit être rattachée à une confédération arabe dont la tête serait au Hedjaz (voir *Temps* du 13).

Pertes causées en Angleterre par les raids aériens : 1.260 civils tués, 3.490 blessés ; 310 soldats tués, 551 blessés. Les femmes et enfants tués sont au nombre de 708, les blessés de 1.982.

Lundi 13 janvier. — Le *Daily News* se réjouit de voir figurer en tête de l'ordre du jour des conférences la question de la création de la Ligue des Nations. Cette question est la clef non seulement du règlement politique mondial, mais du règlement social des nations individuelles.

Times : « La journée d'hier sera inscrite dans l'histoire du monde, car elle a marqué le premier pas dans les préliminaires de la conférence interalliée qui dictera les conditions de la paix générale. M. Wilson était assis à côté des représentants des puissances associées à l'Amérique dans la lutte. »

Les Allemands d'Alsace-Lorraine adressent une protestation à Wilson; ils prétendent que 400.000 d'entre eux sont cruellement traités (*N.-Y. Nation*, p. 379).

Maurras (*Action française*) propose d'expulser tous les Allemands d'Alsace-Lorraine avec leurs vêtements seuls et d'installer des Français dans leurs logis. « Cette idée justicière (*sic*) n'est pas venue à l'État français, par ce simple motif qu'elle eût comporté un soulagement pour ses nationaux et une charge pour l'ennemi. »

Rachilde (*Information*) publie un violent article contre les droits politiques des femmes. Ce sont souvent des malades, incapables de juger sainement; ce sont toujours, à peu d'exceptions près, des personnes incapables d'administrer. « Les femmes du peuple confondent le droit de vote avec celui de boire et de fumer... La maternité est incompatible avec les agitations des tribunes... Il y a des empêchements absolus à diriger les affaires de l'État quand on voit rouge... Jamais une femme ne saura organiser une œuvre. L'homme emporte quelquefois la caisse, mais la femme est incapable de la tenir. »

La grippe a fait 151 victimes à Paris pendant la semaine (au lieu de 142).

Seippel (*Journal de Genève*) rappelle le mot de Carl Spitteler à Zurich : « La bave fait partie des munitions de guerre. » Il répond en quelques mots aux injures qui ont été versées sur lui depuis quatre ans par des patriotes d'estaminet et des apaches.

L'Italie a démobilisé 900.000 hommes.

12.000 Italiens débarquent à Sebennico.

Eichhorn est en fuite; le nouveau préfet de police à Berlin est Richter.

On dit à Genève que les Allemands, à Vilna, ont désarmé les Polonais et les bolcheviks.

Le *Temps* regrette une fois de plus qu'il y ait deux gouvernements polonais, l'un à Paris reconnu par les Alliés, l'autre à Varsovie, que connaît seul la Pologne. La mission du Gouvernement de Varsovie, arrivée à Paris le 4 janvier, n'a été reçue qu'une fois au quai d'Orsay, où le Gouvernement polonais de Paris a quotidiennement accès. « Il faut mettre fin au schisme de la Pologne. »

Troubles au Portugal; un gouvernement militaire insurgé s'est installé à Santarem.

L'émir Abdallah, fils du roi du Hedjaz, fait son entrée à Médine et va prier sur la tombe du Prophète.

Buenos-Ayres est soumis au régime martial; on dit que les émeutes ont fait 1.000 victimes. On a arrêté 2.000 agitateurs, la plupart russes et catalans.

Mardi 14 janvier. — Le Gouvernement américain nie qu'il veuille envoyer une division en Pologne, contrairement aux assertions positives de certains journaux.

On dit que Sazonov représentera, à la Conférence de Paris, les gouvernements d'Omsk et du Kouban.

La Chambre luxembourgeoise confie le pouvoir à la grande-duchesse Charlotte. La dynastie est donc maintenue.

Le Gouvernement interdit à Milan une réunion où devaient être revendiquées Fiume et la Dalmatie.

Wilson aurait dit à Orlando qu'en dehors de Trieste et du Trentin il n'admettait aucune des réclamations territoriales de l'Italie, pas même Fiume, seul accès des Slaves du sud à la mer. Les Italiens reprochent à Wilson de ne pas comprendre leurs besoins stratégiques.

La *Lettre aux Dalmates* d'Annunzio paraît dans la *Gazzetta di Venezia;* il y est question du « peuple de la revanche enivré de victoire », des « 32 dents du sourire indéchiffrable de Wilson », etc. L'Angleterre, la France et les États-Unis sont accusés de travailler contre l'Italie dans la question yougo-slave.

Ebert dit au *Daily Express* que les sacrifices consentis par l'Allemagne lors de l'armistice sont dus au kai-

sérisme, mais que la République ne doit pas en consentir de nouveaux, surtout à l'Est. Il faut s'en tenir aux 14 points de Wilson.

Les Esthoniens sont entrés à Dorpat.

Des foules de Russes, mourant de faim, arrivent de Petrograd en Finlande.

Le paquebot *Chaouïa,* allant de Marseille à Constantinople, touche une mine et coule près de Messine. Sur 790 passagers, 184 seulement sont sauvés.

Avec la grande-duchesse de Luxembourg, on énumère 25 souverains détrônés depuis le début de la guerre. Le *Gotha* de 1919 en compte 24, dont 2 empereurs, 6 rois, 2 tsars, 6 princes, 5 grands-ducs et 5 ducs.

Mercredi 15 janvier. — Les négociations pour la prolongation de l'armistice commencent à Trèves dans le wagon de Foch. Erzberger donne lecture d'une longue protestation ; il dit que la démobilisation de l'armée est terminée, que l'Allemagne a tout fait pour remplir ses engagements, tandis que les Alliés ont violé les leurs en privant les territoires occupés de communications avec l'Allemagne et par la manière d'agir des autorités françaises en Alsace-Lorraine. Il termine en menaçant l'Entente d'une révolution bolcheviste et en glorifiant l'avenir de l'Allemagne qui, durement éprouvée, va *per crucem ad lucem.*

La Conférence de la paix prend des décisions touchant le nombre des délégués de chaque pays. Il est décidé que les délibérations ne seront pas publiques, ce qui motive les protestations des journalistes anglais.

Deschanel, réélu président de la Chambre, fait à cette assemblée des compliments auxquels on serait heureux de s'associer sans réserves (*Débats*).

Dubost, réélu président du Sénat, prononce un discours dont on vote l'affichage. Il demande qu'on rende la liberté à l'industrie et au commerce et qu'on limite le rôle de l'État accapareur ; il faut supprimer les organismes créés par la guerre et dont la survivance est un abus.

A la Société de statistique, on montre la gravité de la

situation des chemins de fer français qui travaillent à perte. Il faut relever les tarifs, car toute entreprise de transports doit faire ses frais.

Le forçat Berthon rétracte toutes ses accusations contre Ch. Humbert.

A la suite de la démission de Nitti, ministre du Trésor, tous les ministres remettent leur portefeuille à Orlando.

On arrête à Berlin Liebknecht et Rosa Luxemburg, qui sont assassinés dans la soirée par des officiers sous prétexte qu'ils ont voulu prendre la fuite.

Brockdorff-Rantzau dit à des journalistes que l'Allemagne accepte complètement et avec enthousiasme l'idée d'une Ligue des Nations.

Bülow et Kühlmann sont à Berlin.

Le comte Westarp déclare qu'il se retire de la vie publique.

Les Polonais ont occupé Bromberg. On parle à Berlin d'envoyer contre eux une armée commandée par Hindenburg.

On dit que 20.000 Monténégrins se seraient insurgés contre le régime nouveau d'union avec la Serbie ; on accuse les Serbes de nombreux actes de violence.

Le général Denikine a adhéré au gouvernement de l'amiral Koltchak. Avec les cosaques de Don, les anti-bolchevistes disposent de 400.000 hommes.

On prétend que le décret pour la nationalisation des femmes a été mis en vigueur en Russie. Des commissaires de l'amour libre ont été nommés dans plusieurs villes ; des femmes respectables auraient été flagellées pour avoir refusé de s'y soumettre (*Temps* du 18).

La Chambre proclame la loi martiale dans toute l'Argentine.

Jeudi 16 janvier. — Gauvain (*Débats*) regrette qu'à la Conférence on ait attribué une voix au Montenegro, qui n'existe plus comme État indépendant, et qu'on tienne pour inexistante la constitution de la Grande Serbie.

On prépare en Angleterre une « armée d'occupation », formée des hommes qui ont passé le moins de temps sous les drapeaux.

A la Chambre, Clemenceau raconte qu'il a montré à Wilson un télégramme destiné à la *Tribune* (*N.-Y.*), disant que le président avait menacé les Alliés de retirer les troupes américaines si l'on ne faisait pas droit à ses demandes. Wilson a répondu : « Quel abominable mensonge ! »

Basly demande à la Chambre qu'on s'occupe immédiatement de la loi sur les dommages de guerre.

Clemenceau annonce que tous les territoriaux et les deux classes 1905-1906 seront démobilisés le 31 mars.

Henderson annonce (*Humanité*) que la Conférence socialiste internationale se tiendra à Berne.

L'*Écho de Paris* accuse de trahison un lieutenant français prisonnier à Ingolstadt qui aurait collaboré au *Journal des Ardennes* et à la *Paix* de Berlin.

Le 3 % est à 62,55.

On dit que les classes allemandes 1918-1919 (500.000 hommes) ont été maintenues sous les drapeaux.

La presse signale une forte propagande bolcheviste à Vienne et à Budapest.

Bratiano, arrivé à Paris, dit que les Allemands, les Autrichiens et les Bulgares ont tout enlevé en Roumanie.

Les bolcheviks occupent Kovno.

Vendredi 17 janvier. — L'armistice est prolongé d'un mois avec clauses nouvelles concernant le matériel agricole à livrer, les prisonniers russes à rendre, la destruction des sous-marins en chantier, etc. L'armistice nouveau admet l'échange des wagons d'Alsace-Lorraine contre des instruments agricoles. Il paraît qu'aussitôt après l'armistice du 11 novembre les Allemands ont renvoyé 20.000 wagons à l'intérieur. La flotte de commerce allemande, pour ravitailler l'Allemagne et le reste de l'Europe, devra être mise sous le contrôle des Alliés et des États-Unis.

« Avec une assemblée diplomatique de 50-70 membres, le secret est impossible à garder... La garantie de la moralité de pareils débats consiste dans la menace de divulgation de propositions immorales. » (*Débats.*)

Le Gouvernement français annonce qu'il soumettra

un projet aux Chambres sur la déclaration obligatoire de la tuberculose et le traitement des malades nécessiteux (dépense annuelle, 100 millions).

Le ministère Orlando est reconstitué.

D'après le commandement allemand, il lui reste 5 divisions entières à l'ouest, 32 à l'intérieur et 19 en Russie.

Radek, arrivé à Brunswick, prend la direction du mouvement spartaciste.

Paderewski est nommé premier ministre à Varsovie.

Piatz, président du Conseil esthonien, met en avant le projet d'un État finno-esthonien (Reval et Helsingfors).

Les garanties constitutionnelles sont supprimées en Catalogne.

L'ordre est rétabli au Portugal.

Samedi 18 janvier. — Quarante-huit ans après la proclamation de l'Empire allemand dans la Galerie des Glaces à Versailles (voir Welschinger, *Débats* du 27 juin), les représentants des puissances coalisées contre les puissances de proie s'assemblent au quai d'Orsay pour consacrer la destruction de l'œuvre inique de 1871 (*Débats*). Poincaré ouvre la séance ; il demande que des garanties efficaces soient données aux nations qui ont été et qui peuvent être encore le plus exposées à des agressions.

Sur la proposition de Wilson, Clemenceau est nommé président de la Conférence des préliminaires de paix. Clemenceau dit : « La Société des Nations est ici, elle est en vous ; c'est à vous de la faire vivre et, pour cela, il faut qu'elle soit dans vos cœurs. » Il ajoute que, suivant le programme de Wilson, il s'agit de faire non une paix de territoires ou de continents, mais une paix des peuples. En tête du programme de la Conférence figure la responsabilité des auteurs de la guerre.

Les employés alsaciens de Mulhouse, où sévit le chômage, demandent à Clemenceau l'expulsion des employés allemands.

Le Conseil municipal de Zara ayant demandé que cette ville soit italienne ainsi que toute la Dalmatie, la Diète de Dalmatie proteste (le 1er février) au nom des

Yougo-Slaves, qui sont 620.000 sur 640.000, et s'adresse à la Conférence de la paix.

Quatre chefs spartacistes prisonniers, qui tentaient de fuir, ont subi le sort de Liebknecht.

Erzberger dit que Foch estime à 30 milliards les dommages faits en Belgique et dans le Nord de la France, à 20 milliards les autres dommages. Comme garanties de paiement, les Alliés exigeraient, dit-on, la remise des chemins de fer et des forêts.

On proteste en Allemagne contre la livraison de machines agricoles à l'Entente.

L'Allemagne déclare qu'elle n'a plus aucun prisonnier, aucun condamné qui soit privé de communications avec sa famille.

L'Allemagne proteste auprès de la Russie contre l'aide donnée par les soviets à l'insurrection de Berlin.

L'état de guerre est déclaré entre l'Ukraine et le Gouvernement de Moscou.

Vu les incessantes agitations des Jeunes-Turcs, le commandement anglais a pris la direction de la police à Constantinople.

Dimanche 19 janvier. — Kramarz, premier ministre tchéco-slovaque, arrive à Paris.

Un nouveau parti dit populaire (clérical) se forme en Italie et absorbe l'*Unione popolare*.

Les élections allemandes au suffrage universel (femmes comprises) sont un succès pour le parti d'Ebert.

Un décret du ministre allemand de la Guerre prescrit le rétablissement de la discipline dans l'armée, tout en admettant les conseils élus de soldats.

Par l'entremise de Selma Lagerlof et des femmes suédoises, les mères allemandes font appel à la générosité des femmes des pays victorieux, demandant du pain pour les mères et les enfants, ainsi qu'une paix dictée par la bonté et la modération.

Manifestations antisémites à Budapest; on pille des cafés.

Védrines vient se poser en avion sur la terrasse des Galeries Lafayette à Paris.

Lundi 20 janvier. — On invoque (*Matin*) le précédent américain du major Wirtz, convaincu de cruauté envers des prisonniers du Nord, qui fut pendu à la suite de la victoire des Confédérés.

On publie un passage d'un agenda de Martini, relatant des propos pessimistes tenus en Italie par Caillaux (décembre 1916).

Pour la troisième semaine, il y a 1.028 décès à Paris, dont 89 attribués à la grippe.

Un projet de constitution allemande, dressé par Ebert, divise la Prusse en huit républiques.

La *Gazette de Francfort* blâme violemment Poincaré d'avoir dit qu'aucune des nations représentées à la Conférence n'est responsable de la guerre. La *Gazette* dit que l'opinion du monde réclame une véritable Ligue des peuples, non une Ligue servant à voiler des alliances et des ambitions.

Nouveau soulèvement monarchiste à Oporto.

Mardi 21 janvier. — Le Parlement Sinn-Fein se réunit à Dublin et vote une déclaration d'indépendance.

Ador, président de la République helvétique, est reçu à Paris.

On propose à Paris, pour résoudre la question adriatique, que l'Italie se borne à occuper Pola, Lussin, Lissa et Valona.

Par suite d'une grève des usines de gaz et d'électricité, tout Berlin est plongé dans l'obscurité à partir de 8 heures du soir.

Après la prise de Narva, les avant-gardes esthoniennes avancent jusqu'à 120 kilomètres de Petrograd, où 60.000 ouvriers sont en grève à cause de la famine.

On publie le texte d'une lettre insolente adressée par le Gouvernement bolcheviste à Wilson.

Mercredi 22 janvier. — Sur la proposition de Wilson et de Lloyd George, les Gouvernements alliés invitent les gouvernements actuels de Russie et de Sibérie à déposer les armes et à se réunir le 15 février dans l'île de Prinkipo avec des représentants des Alliés et des Etats-Unis. La Finlande et la Pologne ne sont

pas conviées ; l'invitation est faite au nom de la Société des Nations.

La Ligue française pour le droit des femmes demande au Parlement la déclaration immédiate des droits de la femme.

La *National-Zeitung* (Bâle) remarque qu'à part quelques rares socialistes indépendants, aucun groupe ne s'est encore levé en Allemagne pour reconnaître les fautes de ce pays. Il n'y a pas de réaction contre le pangermanisme.

Un décret [illégal, à bon escient] paraît au *Moniteur roumain*, accordant la nationalité à tous les étrangers résidant en Roumanie et ne relevant d'aucun gouvernement étranger.

Les bolcheviks occupent Orenbourg.

On détaille (*Journal de Genève*) les infâmes accaparements et friponneries au moyen desquels Enver et ses complices ont réalisé de grandes fortunes en Turquie.

Jeudi 23 janvier. — La décision de la Conférence relative à la Russie est mieux accueillie en Angleterre qu'en France.

Sazonov et Bourtsev déclarent qu'on ne peut causer avec des assassins.

Loti publie un appel pour le ravitaillement des Turcs qui, dit-il, meurent de faim et de froid.

L'Assemblée nationale allemande (qui compte trente femmes) est convoquée pour le 6 février au théâtre de Weimar.

A Hambourg et à Brême, violentes protestations contre la livraison de la flotte marchande allemande, consentie par les délégués allemands à Trèves.

La majorité des prêtres tchéco-slovaques, dans une réunion à Prague, demande l'élection des évêques par le clergé, l'usage de la langue nationale dans les offices, l'abolition du célibat et de la tonsure.

Le 22 et le 23, les bolcheviks attaquent sur le front d'Arkhangel ; les Américains et les Russes évacuent leurs positions de Shenkursk.

On se bat à Lisbonne, où une partie de la garnison s'est prononcée pour la monarchie.

Vendredi 24 janvier. — La Conférence décide que les Alliés démobiliseront suivant un plan commun, qu'une armée interalliée d'observation sera maintenue, que l'unité de commandement subsistera et qu'aucun empiétement dû à la violence ne sera ratifié.

Les gouvernements d'Omsk, d'Ekaterinoslav, d'Arkhangel et de Crimée refusent d'envoyer des délégués pour conférer avec les assassins de leurs frères et les destructeurs de la patrie russe.

Milioukov, à Londres, déplore l'invitation faite par les Alliés ; la seule manière de résoudre le problème russe est de renverser un régime de voleurs et de coupe-jarrets.

Le *Daily Mail* publie la photographie du plus grand canon du monde, le canon de 457 de la marine anglaise, monté sur un monitor.

J. Longuet (*Populaire*) proteste contre le maintien du blocus de l'Allemagne.

Le métro et les tramways de Paris se déclarent subitement en grève. Le Gouvernement réquisitionne personnel et matériel.

Metz « adopte » Pont-à-Mousson.

Le maréchal Foch ayant décidé de rendre effective l'occupation des têtes de pont, le général Winterfeld annonce, à Spa, qu'il se démet de ses fonctions et cesse d'être membre de la Commission de l'armistice.

Nouveaux troubles à Berlin et à Hambourg.

Sous prétexte d'y maintenir l'ordre, des bandes allemandes ravagent la Posnanie (voir *Débats* du 22 février 1919).

Les Lithuaniens battent les bolcheviks à 35 kilomètres à l'est de Kovno et leur font 6.000 prisonniers.

Le cuirassé *Vasco de Gama* bombarde les monarchistes à Lisbonne. Les républicains assiègent Oporto.

Par 53 voix contre 18, le Sénat américain vote 500 millions pour le ravitaillement de l'Europe orientale.

Samedi 25 janvier. — Une proposition préalable pour la constitution d'une Société des Nations est soumise à la Conférence. La Société sera ouverte à toute nation civilisée à qui on pourra se fier pour en favori-

ser les desseins; elle assurera l'accomplissement des obligations nationales qui ont été contractées.

Les petites puissances ayant protesté contre le nombre insuffisant de délégués qu'on leur accorde, Clemenceau, invoquant son expérience parlementaire de 49 ans, dit qu'on fait d'autant moins de besogne qu'on est plus nombreux.

Wilson a dit : « Nous devons nous assurer le moyen de tenir la science en laisse et de la mettre entre les fortes mains de la civilisation qui doit la diriger. » (*Débats* du 27; cf. plus haut, 15 juin 1916).

Le *Daily News* fait savoir que la Grande-Bretagne est disposée à laisser des questions comme celles de l'avenir de la Palestine, de la Mésopotamie et des colonies allemandes à la décision de la Société des Nations.

Par ordre syndical, signé *Midol*, tous les trains du P.-L.-M. s'arrêtent pendant une minute.

L'entrée de la monnaie et des billets de banque russe est prohibée en France.

Un meeting pro-bolcheviste est interdit à Bordeaux.

La *Deutsche Allgemeine Zeitung* (officielle) proteste contre le mémoire de Larnaude et Lapradelle qui conclut à la mise en accusation de Guillaume II.

On constate que les Allemands, dans les Flandres, ont détruit ou endommagé 144 églises.

La réponse de Tchitcherine à l'invitation d'aller à Prinkipo est pleine de réserves; la note proteste contre le choix du lieu de réunion.

Broussilov n'est pas mort, mais en liberté à Moscou.

On assure à Copenhague que les bolcheviks continuent à collaborer avec l'Allemagne par l'entremise des socialistes danois.

La révolution monarchiste est vaincue au Portugal.

Dimanche 26 janvier. — Wilson visite la cathédrale de Reims où il est reçu par le cardinal Luçon.

Deschanel dit à la Sorbonne : « Il faudrait rayer de notre vocabulaire ces vieux mots faits pour de vieilles idées : intolérance, tolérance. Ce n'est pas tolérance qu'il faut dire, c'est respect. »

Temps : « Les mots de Wilson signifient évidemment

qu'il faudra instituer un contrôle international sur l'industrie métallurgique, mécanique et chimique des pays convaincus d'avoir préparé des agressions ou suspects d'en préméditer. Voilà une idée qui mérite de faire son chemin. » [Mais le contrôle doit s'appliquer à tous les pays, pas seulement aux pays actuellement *suspects*.]

A un meeting organisé par la Fédération socialiste de la Seine, plusieurs orateurs glorifient les bolcheviks; les chefs socialistes, débordés, ne peuvent pas placer un mot.

Le major Paulus (*Gazette de Francfort*) combat l'idée répandue en Allemagne que l'effondrement a résulté de l'insurrection. Ludendorf a été vaincu pour avoir eu une stratégie de joueur; il aurait dû ramener un million d'hommes sur le front ouest, au lieu d'en conserver une partie dans l'est à cause des stipulations de Brest-Litovsk.

Le *Vorwärts* dit que, les vaincus étant exclus des délibérations, la paix durable que tous désirent porte dès sa naissance des germes de mort.

Ebert a dit à des journalistes que l'Allemagne doit également repousser les intérêts dynastiques et le particularisme; le mot d'ordre de l'Allemagne doit être : Ni anarchie ni hégémonie!

Pour ne pas livrer la flotte marchande, un grand nombre d'officiers et de marins allemands, poussés par le Gouvernement, déclarent ne vouloir naviguer que sous le pavillon national. Il y a des grèves d'inscrits maritimes à Hambourg.

La *Gazette rouge* de Petrograd fait connaître la proposition de conférence à Prinkipo sous le titre : « Capitulation universelle de la classe moyenne. » Lenine télégraphie à Zinoviev : « Notre triomphe est complet. Wilson, Lloyd George et Clemenceau demandent la paix. »

Un anonyme raconte, dans les *Débats*, les débuts du bolchevisme sous les auspices de l'Allemagne.

Les aviateurs Coll et Roget, partis de Miramas à 2h 10, atterrissent à Alger à 6h 30 (183 kilom. à l'heure) et reviennent à 19 heures à Rosas.

Lundi 27 janvier. — La Conférence aborde la question des colonies; Wilson demande l'internationalisa-

tion des colonies allemandes. Il a été fait allusion à un traité secret conclu en 1916 par l'Angleterre et le Japon, qui devait recevoir les Carolines et le groupe Marshall. L'Australie réclame la Nouvelle-Guinée comme compensation de ses pertes, supérieures à celles des États-Unis.

Le *Morning Post* seul attaque le projet de la Ligue des Nations et dénonce les intentions de l'Allemagne contre la Pologne.

Midol, qui a commandé la grève d'une minute, est arrêté ; des mesures sont prises contre de nombreux cheminots mobilisés du P.-L.-M.

On constate la réapparition de chapeaux hauts de forme : « Ce Lazare n'était qu'endormi. » (*Débats.*)

L'abbé Lemire, député d'Hazebrouck, est reçu par le Pape.

Wilhelmshafen est au pouvoir des spartacistes.

La fête de Guillaume II est célébrée au quartier général allemand en présence du maréchal Hindenburg et du général Grœner. Le parti national-libéral a télégraphié à Guillaume pour l'assurer de sa fidélité. Plusieurs journaux publient des articles pour démontrer qu'il n'a pas voulu la guerre.

Brockdorff demande que les responsabilités de la guerre soient étudiées par une commission de neutres ; il dit que l'Allemagne ne peut entrer dans la Société des Nations comme un paria, mais seulement avec des droits égaux.

On dit à Berne que la démobilisation allemande n'est pas sérieuse, que l'Allemagne conserve 30 divisions et que les usines d'aviation travaillent sans relâche.

Le Gouvernement hongrois proteste contre l'occupation de territoires qui lui appartiennent de droit. Il y a des troubles à Budapest.

Un journal de Sofia ayant demandé l'union de la Bulgarie et de la Serbie, le *Samouprava*, journal de Belgrade, répond que c'est impossible, vu la perfidie et les crimes des Bulgares à l'égard des Serbes.

Les Polonais et les Tchèques sont aux prises en Silésie, se disputant les mines de charbon.

Zinoviev, au soviet de Petrograd, parle avec inso-

lence de l'Entente et traite la bourgeoisie française de clique de pillards (*Débats* du 12 février).

Les avances effectives des États-Unis aux Alliés dépassent 43 milliards.

On dit à Washington qu'au moment de la signature de l'armistice les Alliés disposaient sur le front ouest (y compris les non-combattants) de 6.427.000 hommes, dont 2.559.000 Français, 1.778.000 Anglo-Portugais, 1.950.000 Américains, 200.000 Belges et Italiens.

Le Pérou fait appel à la Société des Nations pour juger son différend avec le Chili.

Mardi 28 janvier. — Les villes belges d'Andenne, de Visé, de Tamines, de Dinant et de Louvain portent plainte contre Guillaume II pour assassinat.

La *Nation belge,* journal clérical, demande que la Palestine soit attribuée à la Belgique.

Eisner, au Congrès de Berne, reconnaît les fautes de l'Allemagne et du parti socialiste ; il incrimine surtout le militarisme. A propos du document Lerchenfeld, il raconte que Solf lui en reprocha la publication en disant : « Cela va nous coûter 100 milliards. »

Une note officieuse hongroise (voir *Temps* du 31) raconte la débâcle de l'armée austro-hongroise par suite de refus d'obéissance à partir du 21 octobre 1918.

Quatre grands-ducs sont fusillés à Petrograd, en même temps que 144 hommes et 26 femmes accusés d'avoir pris part à un complot anglo-français.

Les troupes du général Skhouros prennent Vladikavkaz, faisant 50.000 prisonniers aux bolcheviks. Toute la région au nord du Caucase, de la Mer Noire à la Caspienne, est délivrée des pillards.

Mercredi 29 janvier. — Première réunion à Paris d'une commission interalliée d'enquête en Pologne.

Les gouvernements de Pologne s'étant mis d'accord, Dmowski expose leurs revendications à la Conférence.

Les Français prennent possession de Kehl et des ports de la rive droite du Rhin.

Il n'y a rien de vrai dans des histoires très répandues de rixes sanglantes entre officiers américains et français à Paris, notamment à une taverne de la rue Royale.

Les socialistes belges ayant refusé de participer à la Conférence de Berne, Vandervelde donne sa démission de président du bureau socialiste international.

La police hollandaise arrête Chalgounov et d'autres propagandistes russes.

Jeudi 30 janvier. — Rejetant le système des annexions, même en ce qui touche les îles du Pacifique et le sud-ouest africain, le Comité des Dix, docile aux avis de Wilson, décide que les colonies allemandes seront administrées par la Société des Nations qui contrôlera les Puissances chargées de l'occupation. Les représentants du Japon, de l'Australie et de l'Afrique du Sud ont protesté.

Léon Savadjan, directeur de la *Revue des Balkans,* adresse à la Conférence un violent réquisitoire contre l'ex-tsar de Bulgarie.

L'Angleterre décide le maintien d'une armée de 900.000 hommes.

Au théâtre de Strasbourg, Marcel Habert prononce l'éloge de Deroulède et dit que l'union sacrée doit être durable.

G. Chastenet écrit au *Temps,* pour demander que l'on fasse venir à Paris le deuxième obélisque de Karnak, encore gisant en place, que Méhémet-Ali avait donné à la France.

Le Gouvernement de Berlin publie le projet d'une constitution de l'Empire. Le paragraphe 6 prévoit que la guerre et la paix seront soumises à une loi d'Empire ; le président de l'Empire n'aura que la direction des affaires politiques.

La *Gazette de Francfort* dit qu'il est temps pour la nation allemande d'élever la voix. Si on ne traite pas l'Allemagne en peuple libre, elle saura, tôt ou tard, reprendre ses droits par la force. Elle ne peut admettre qu'on lui inflige une indemnité de guerre qui la plongerait pour des dizaines d'années dans la misère.

Le Conseil national wende annonce la réunion en un État de la haute et de la basse Lusace.

L'opinion américaine est très émue d'un article du *New-York Times* sur l'organisation de la propagande allemande parmi les troupes américaines d'occupation sur le Rhin. Les agents de propagande sont des officiers allemands en retraite, des fonctionnaires et le clergé catholique. Cette propagande est essentiellement anti-française.

Vendredi 31 janvier. — Bratiano, au nom de la Roumanie, revendique l'ensemble du banat de Temesvar.

Les Polonais et les Tchèques ont consenti à l'envoi d'une délégation de la Conférence à Teschen pour assurer l'exploitation pacifique des mines.

Trois canonnières anglaises mouillent sur le Rhin devant Strasbourg.

A la Chambre, pour justifier l'évacuation de Briey en 1914, Viviani rappelle le sacrifice consenti dès l'abord par la France pour écarter tout soupçon d'agression dans une guerre qu'elle ne voulait faire que forcée. Le roi Georges avait télégraphié à Poincaré : « J'admire la limitation que la France s'est imposée elle-même en ce qui concerne sa défense militaire. » Mais il reste la question posée par Engerand : Pourquoi n'a-t-on pas bombardé Briey?

Wendel dit à la Chambre que le résultat des bombardements aériens sur des usines a été presque nul.

Les *Débats* montrent le danger de la légende en voie de formation sur l'abandon et le non-bombardement de Briey, à la suite des discours d'Engerand et de Viviani dont la Chambre a voté l'affichage. « Il est non seulement insensé, il est criminel d'écrire que la guerre a été prolongée de deux années parce qu'il existait, au Grand Quartier Général ou ailleurs, des hommes qui ne voulaient pas attaquer Briey. »

Au 31 janvier, la dette française atteint 172 milliards, soit 89 milliards consolidés, 22 à terme, 61 flottants.

Grand verglas à Paris; la circulation est presque impossible.

Max Nordau, *Le Peuple juif :* « Bientôt des colonnes sans fin de juifs se mettront en route pour porter leur amour et leur énergie dans cette Palestine qui leur sera ouverte pour créer une nouvelle civilisation juive, pour la développer à leur propre bénéfice, mais aussi pour l'offrir au monde

sans demander s'il a mérité leur don. » [Les avocats d'un exode général des juifs vers la Palestine sont considérés, par les juifs raisonnables, comme des imbéciles malfaisants.]

L'enquête sur les pogroms de Lemberg, conduite par des officiers anglais, a établi que ce mouvement avait été organisé par les Polonais et n'était nullement spontané (*Amer. Hebrew*, p. 294, 304). Sous la présidence de Bernadotte, oncle du roi de Suède, un meeting d'indignation à ce sujet a eu lieu à Stockholm.

Une partie de la garnison de Petrograd est en révolte ; il y a de nombreux morts.

En décembre et janvier, plus de 10.000 personnes sont mortes à Petrograd où sévit le typhus.

FÉVRIER

Samedi 1er février. — Une enquête du général Hirschauer prouve que les Allemands n'ont cessé d'utiliser pour des fins militaires la cathédrale de Strasbourg, alors qu'ils ont faussement accusé les Français d'utiliser de même celle de Reims (*Débats* du 11).

Le recteur d'Upsal écrit à Thamin, recteur de Bordeaux, demandant la reprise des relations scientifiques internationales (réponse négative, *Débats* du 18 mars).

Dans une grande réunion des démocrates nationaux à Vienne, on décide, au chant du *Deutschland über Alles,* la réunion de l'Autriche allemande à l'Allemagne. Expulsée de l'Allemagne par Bismarck, l'Autriche doit y rentrer.

On arrête à Constantinople plusieurs membres du Comité *Union et Progrès.*

Un officier hollandais, qui a visité Lemberg après les pogroms, parle d'officiers polonais, accompagnés de dames, qui ont dérobé des fourrures et des vêtements de prix. Des officiers montés ont excité les soldats au pillage (*New-York Nation,* 5 avril, p. 531).

Les Finlandais ont pris Walk ; les bolcheviks sont maîtres de Kiev, où les troupes de Petliura se sont rendues en partie ; le reste serait dispersé.

Le gouvernement de Kiev adresse un ultimatum à celui de Varsovie, demandant l'évacuation immédiate des territoires contestés.

Mme Brechkovskaïa, à New-York, proteste contre la Conférence de Prinkipo et met en doute le bon vouloir des Alliés à l'égard de la Russie. Au lieu d'y intervenir pour mettre fin au bolchevisme, ils ne songent qu'à leurs intérêts.

Dimanche 2 février. — Le prince régent de Serbie arrive à Paris.

Kœnigsberg est aux mains des spartacistes.

On écrit au *Times* que l'armée allemande garde ses cadres intacts.

Erzberger proteste contre la confiscation des colonies allemandes. Si l'Allemagne n'a plus d'armée, il lui reste son droit. Le programme de Wilson donne à l'Allemagne un droit inviolable sur son domaine colonial. Le vol qui se prépare attaque l'existence même de la Société des Nations.

On publie le traité du 17 août 1916 entre l'Entente et la Roumanie, qui devait recevoir, entre autres territoires, le banat de Temesvar.

Les Ukrainiens pillent et massacrent les juifs d'Elizabethgrad.

Lundi 3 février. — Wilson vient à la Chambre française et y prononce un discours où, pour la première fois, au lieu de *Ligue des Nations*, il dit *Société des Nations*, aux applaudissements frénétiques de l'extrême gauche. Il demande aux gouvernements « le sacrifice d'une légère indépendance d'action » pour créer cette Société tutélaire et rendre inutiles les armements.

Bourgeois remet à Wilson les vœux formulés au sujet de l'organisation de la Société des Nations par les grandes associations des pays alliés. Ces vœux réclament un organisme pour le strict contrôle des armements.

Les Commissions de réparation des dommages et des responsabilités de la guerre se réunissent pour la première fois ; Klotz préside la première, Lansing la seconde.

De 4f80 en septembre 1916, le prix du beurre à Paris s'est élevé à 23 francs.

La Conférence socialiste s'ouvre à Berne ; Branting rend hommage à la mémoire de Jaurès et loue Wilson. A. Thomas accuse les socialistes allemands d'avoir failli à leurs engagements en votant les crédits de guerre et en approuvant, du moins par leur silence, les crimes de leur Gouvernement.

Le majoritaire allemand Wells défend la social-démocratie allemande et attaque vivement la France qui a voulu obliger Kerenski à continuer la guerre et qui, par les conditions de l'armistice qu'elle imposa, réduit l'Allemagne à la famine. Il

menace la France de la vengeance allemande ; sur quoi Renaudel démontre que les social-démocrates allemands furent les complices du Gouvernement, malgré les engagements qu'ils avaient pris.

Les Allemands commencent leurs opérations en Pologne.

Un armistice de sept jours est conclu sur le front de Silésie (Polonais et Tchèques).

Le grand-duc Alexandre, actuellement à Paris, raconte au *Matin* les crimes des bolcheviks, qui ont assassiné 16 Romanov. « Si vous n'intervenez pas maintenant, soyez certains que l'Allemagne interviendra à son heure. Ce peuple aujourd'hui à votre merci cache en lui une haine qui trouvera sa première revanche en Russie. »

Un grand nombre de juifs américains adressent à Wilson une protestation contre le projet d'un Etat juif en Palestine, les juifs constituant une minorité religieuse, non une nation.

Mardi 4 février. — Les Français occupent Hoechst.

Gauvain (*Débats*) appuie les revendications de la Grèce, présentées la veille par Venizelos, et dit que l'Europe ne sera pas en repos tant que les Bulgares ne seront pas réduits à l'impuissance comme les Prussiens.

Le 3 % est à 64,75, le 5 % à 91,85.

Kautsky, à Berne, dit qu'il est nécessaire d'établir les responsabilités de la guerre. Une commission, présidée par Branting, est nommée à cet effet.

Les troupes gouvernementales entrent de force à Brême et y mettent fin au régime communiste.

On dit à Rotterdam qu'il y a un mouvement en Allemagne contre le renouvellement de l'armistice. La *Deutsche Tageszeitung* déclare que l'Entente est aussi incapable que l'Allemagne de reprendre la guerre.

La loi martiale est proclamée à Vienne, où la disette a donné prétexte à des pillages.

Les élections polonaises assurent une forte majorité à Paderewski.

Mercredi 5 février. — Le *Journal officiel* promulgue la loi accordant aux indigènes d'Algérie l'accession à la cité française.

L'Association égyptienne de Paris demande pour l'Égypte le droit de disposer d'elle-même ; elle réclame l'admission de ses délégués à la Conférence.

Nail, garde des sceaux, dépose un projet de loi renforçant les pénalités contre la spéculation et l'accaparement.

La France rétablit les relations diplomatiques avec la Finlande.

Dans un train de Paris à Metz, des wagons flambent ; les voyageurs descendus sont pris en écharpe par un autre train (6 morts, 16 blessés). On suspecte (à tort) un crime allemand.

Au sujet de la responsabilité de la guerre, la Conférence de Berne vote une résolution insignifiante, qui renvoie cette question à un congrès futur. C'est un succès pour les majoritaires allemands.

Il y a 220.000 sans-travail à Berlin.

Les bolcheviks font savoir qu'ils sont prêts à envoyer des délégués à Prinkipo ; mais tous les partis antibolchevistes ont refusé. Les bolcheviks déclarent aussi qu'ils sont prêts à payer les coupons des emprunts russes ; ils promettent aux Alliés des concessions minières et forestières [qu'on ne leur a pas demandées].

On calcule à Washington que l'Entente n'eut la supériorité numérique qu'à partir du 1er juillet 1918 (1.556.000 baïonnettes contre 1.412.000) ; le 1er novembre, les Allemands étaient 1 contre 2.

Jeudi 6 février. — Fayçal, fils du roi du Hedjaz, demande à la Conférence la constitution d'un Empire arabe très étendu.

Les Français, à Hoechst, réquisitionnent les usines de matières colorantes et de produits pharmaceutiques.

L'abbé Daniel (pseudonyme), dans un livre intitulé *Le Baptême du sang*, publie une lettre (sans date) de Pie X à François-Joseph, exigeant le rétablissement de la paix. Le même auteur prétend que les Allemands et leurs complices ont assassiné Pie X, le cardinal Rampolla et le cardinal Ferrata [fantaisies].

Le Congrès de Berne vote le projet de la Commission relatif à la Société des Nations.

L'Allemagne adresse un ultimatum aux Polonais et les somme d'évacuer le territoire prussien.

Matin : « L'attitude de l'Allemagne change de jour en jour. Elle s'affermit et se fait parfois arrogante vis-à-vis de l'Entente. Elle devient franchement hostile à l'égard des Polonais. »

Fred. Naumann dit au *Chicago Daily News* que l'Allemagne, dans vingt ans, aura repris sa place à la tête du commerce et de l'industrie.

On arrête à Constantinople 40 membres du parti Union et Progrès, sous l'inculpation de spéculations illicites, de massacres d'Arméniens et de Grecs, de mauvais traitements infligés à des prisonniers.

Une grève générale, accompagnée de mouvements bolchevistes, éclate à Seattle (États-Unis).

Vendredi 7 février. — Le Comité des Dix discute, avec l'assistance de Foch, les questions militaires posées par l'attitude de l'Allemagne, qui refuse d'arrêter l'offensive contre la Pologne.

Lloyd George rentre en Angleterre.

La Chambre vote la nouvelle loi contre l'accaparement, mais en écartant la compétence des conseils de guerre.

Le Sénat adopte une proposition de résolution de Paul Doumer, tendant à nommer une commission d'enquête sur les faits de guerre.

Le *Matin* dit que les aviateurs français avaient défense de bombarder les usines de Briey et que les Anglais devaient se conformer à cette défense, inspirée, prétend-on, par un des ingénieurs de Wendel à Jœuf.

Le journal *Le Lorrain* publie une circulaire confidentielle d'où il résulte que l'Allemagne prévoyait le siège de Metz pour février 1917.

On constate que le beurre vaut 7 francs à Cologne, 18 francs à Paris.

Le 3 % est à 65f 10.

Mort du célèbre biologiste Raphaël Blanchard.

A Berne, Troelstra, approuvé par Longuet, demande qu'un plébiscite soit organisé en Alsace-Lorraine par des autorités neutres. Kautsky dit que le plébiscite est inutile, que la population a manifesté ses sentiments ; pourtant, ce serait

un exemple à donner au monde. Grumbach proteste contre tout plébiscite, Renaudel aussi. Molkenbuhr, au nom des majoritaires, retire la demande de plébiscite ; mais Mistral, de la délégation française, persiste à le réclamer.

Le Parlement allemand s'ouvre à Weimar par un discours d'Ebert qui se plaint de la dureté des conditions de l'armistice et fait appel aux principes de Wilson pour sauver l'Allemagne.

Ed. David, élu président de l'Assemblée allemande, dit que l'Alsace-Lorraine appartenait à la vie du peuple allemand ; il ne cessera pas de réclamer pour elle le droit de disposer de son sort, conformément aux principes de Wilson. (*Vifs applaudissements.*)

Les Allemands se disent prêts à accepter un plébiscite dans le Slesvig du Nord.

La Carinthie, consultée par un plébiscite, demande à une énorme majorité d'être rattachée à l'Autriche allemande.

Le Conseil des ministres turcs ordonne la saisie des biens du comité Union et Progrès.

Mannerheim, régent de Finlande, est invité par le roi de Suède à se rendre officiellement à Stockholm entre le 12 et le 14 février.

Julius Kahn, député américain de Californie, dit que les États-Unis ont enfin supprimé *l'hyphénisme* (Germano-Américains, Irlandais-Américains) ; ce n'est pas pour admettre le type nouveau du Judéo-Américain. Il se déclare opposé au sionisme et regrette que Wilson ait paru approuver ce mouvement (*Amer. Hebrew*, p. 333).

Samedi 8 février. — La Conférence crée un conseil économique supérieur qui s'occupera du ravitaillement, du blocus, du fret, des matières premières et des finances. On prétend à Londres (*Nation*, p. 569) que l'initiative en est venue de Wilson, auquel la France aurait fait opposition.

Hughes dit qu'il faut établir la dette totale de l'Allemagne et lui laisser ensuite le soin de démontrer dans quelle mesure elle est insolvable. Klotz pose le principe qu'il y a des créances privilégiées.

Le *Matin* publie un article, semé de blancs énormes par la censure, sur le réveil allemand.

La *Liberté* fait allusion à des dissentiments au sujet

des nouvelles conditions de l'armistice ; les Alliés « les plus éloignés du danger » ne semblent pas empressés à soutenir les exigences des autres.

Clemenceau dit au correspondant de l'*Associated Press* que la guerre, gagnée militairement, ne l'était pas au point de vue industriel, commercial et financier. La France est dans une situation beaucoup moins favorable que l'Allemagne pour la reprise du travail.

Temps : « La Conférence de Paris, réunie après deux mois d'attente, n'a encore abouti à aucune décision. Aucune frontière de l'Allemagne n'est encore tracée. Voilà ce qui encourage la propagande pangermaniste. Voilà ce qui rend chaque fois plus délicat le renouvellement de l'armistice. On veut guérir le mal ? Le remède est tout indiqué : qu'on dicte enfin la paix. »

Le ministère des Finances annonce la publication d'un ouvrage allemand confidentiel, imprimé en février 1916 par les soins de l'État-Major, qui dresse un plan pour la destruction systématique des industries françaises.

On constate que les Allemands, pendant les derniers mois de la guerre, ont détruit en France 5.000 kilomètres de voie, 500 ponts, 1.010 passages, 12 tunnels, 165 réservoirs, etc. En revanche, le 1er février, ils n'avaient livré que 1.385 locomotives sur 2.600 et 34.971 wagons sur 70.000.

Wendel écrit au *Matin* que ni lui ni ses ingénieurs ne se sont jamais opposés au bombardement de Briey.

J. Reinach, dans une lettre ouverte à Clemenceau (*Débats*), demande que la section historique du ministère de la Guerre publie le plus tôt possible une histoire des opérations pour couper court à des campagnes calomnieuses (Briey).

Un correspondant naïf propose aux *Débats* de déménager la Porte Noire de Trèves pour la transporter à Douai, Saint-Quentin, Montdidier ou Noyon.

Dans la nuit du 7 au 8, le thermomètre descend à Paris à — 12°.

A Berne, sur la proposition de Jouhaux, on crée un office international du travail, faisant partie de la Société des Nations.

Le *Tempo*, journal italien, fait un grand éloge de l'Allemagne et dit que tous les États démocratiques doivent pardonner à une nation qui confesse ses fautes.

Gauvain, *Débats :* « L'union des Autrichiens allemands au nouvel Empire républicain créerait une situation incompara-

blement moins dangereuse pour nous que l'alliance des Empires centraux. Elle compenserait à peu près les pertes de l'Allemagne, tandis que l'ancienne alliance dressait contre nous un bloc de 120 millions d'habitants. »

Le soviet de l'Ukraine accepte le principe d'une conférence, mais à Paris, non à Prinkipo.

La Conférence politique russe de Paris proteste contre la proposition de Tchitcherine, jugée impudente. Les bolcheviks ne cherchent qu'à se ménager en Russie un foyer d'où ils puissent entretenir l'agitation dans le monde.

Le duc de Montpensier écrit à Gomez Carrillo pour demander que la France et l'Espagne soient désormais étroitement unies.

Les États-Unis reconnaissent l'union serbo-yougoslave.

L'avion *Goliath* (Farman), avec 10 passagers, va de Paris à Londres en trois heures quarante.

Deux torpilleurs français sont reçus avec enthousiasme à Gothenbourg.

Dimanche 9 février. — Huit commissaires chargés d'enquêter sur les affaires de Pologne quittent Paris par train direct pour Varsovie.

A. Gauvain (*Débats*) s'élève contre la « dénationalisation systématique » qui, pratiquée surtout par l'Autriche-Hongrie, fausse d'avance les résultats des plébiscites. « Lorsqu'il y a eu violence, comme en Arménie et en Asie Mineure, il est défendu d'hésiter : ce serait encourager les pires abominations que de s'en tenir aux statistiques qui enregistrent leurs résultats. »

Dans la nuit du 8 au 9, on a noté — 17° au mont Valérien.

Dernburg dit que les colonies anglaises et françaises devraient être aussi internationalisées. L'Allemagne déclinerait toute responsabilité pour une paix que l'on voudrait faire sans elle.

La *Gazette de Francfort* consacre un numéro entier à l'Alsace-Lorraine, déclarée terre allemande et que la France, encore liée par le traité de Francfort, n'avait pas le droit d'occuper.

Les Saxons du Banat et de Transylvanie font adhésion à la Roumanie.

Le Gouvernement d'Arkhangel mobilise les classes de 1878 à 1892.

Du 9 au 19, les bandes de Petliura se livrent à des pogroms et à des massacres à Jitomir.

Lundi 10 février. — Excepté le *Times,* les journaux anglais manifestent quelque inquiétude du ton du discours d'Ebert et des préparatifs allemands.

Daily Mail : « On ne peut parer au danger qu'en forçant l'Allemagne à démobiliser immédiatement. Pour le maintien de la paix intérieure, une petite force réelle est tout ce dont l'Allemagne a besoin et tout ce qu'on peut lui confier. »

Manifestation à Rome pour l'union de Fiume et de la Dalmatie à l'Italie ; les étudiants dalmates sont acclamés.

Un mouvement contre-révolutionnaire se dessine en Hongrie.

On dit qu'un grand nombre de familles turques ont quitté Constantinople pour l'Asie Mineure.

La Diète polonaise s'ouvre par un discours de Pilsudski ; Radziwill, doyen d'âge et président provisoire, annonce la prise de Brest-Litovsk.

On prétend en Allemagne que les Polonais commencent une attaque générale contre la Prusse.

Le paquebot *Touraine* reprend le service du Havre à New-York.

Le cuirassé français *Mirabeau* s'échoue devant Sébastopol.

Mardi 11 février. — Rentrée du Parlement anglais. Dans le discours du trône, le Roi annonce des réformes importantes à l'intérieur.

Lloyd George dit au Parlement que les délibérations de la Conférence ont fait des progrès inespérés vers un accord. Une Commission internationale étudie la question des sanctions, une autre celle des indemnités. La Ligue des Nations se constitue au milieu d'un vif mouvement de sympathie. Le ministre met en garde contre les tendances à la violence qui pourraient annihiler en quelques semaines les résultats de

cinq ans de sacrifices. Aux Lords, Curzon dit qu'il ne saurait être question de rétablir par la force l'ordre en Russie; on peut causer avec les bolcheviks sans les reconnaître, car on n'admet pas le brigandage par le fait de converser avec des brigands.

Les journaux anglais approuvent Clemenceau; mais le *Daily News* fait observer qu'une fois la Ligue des Nations établie, ce n'est pas à la France seule qu'il incombera de défendre sa frontière. Le *Times* dit que les Allemands ne comprennent pas, mais doivent comprendre, que l'armistice accordé à leurs prières était l'équivalent d'une victoire militaire complète.

Gauvain (*Débats*) : « On s'est reposé pendant trois mois sur le mol oreiller du *wait and see* et l'on découvre subitement que le temps n'a pas travaillé pour nous. »

En présence du renchérissement continuel, Boret dit à la Chambre qu'il faut revenir à la liberté du commerce.

A Notre-Dame-des-Victoires, célébrant le 60e anniversaire des apparitions de Lourdes, le cardinal Amette a enlevé les crêpes attachés aux deux bannières que l'Alsace-Lorraine avait envoyées en 1872.

L'*Osservatore* publie un article plein d'admiration pour le discours d'Ebert et pour l'Allemagne. Il insiste sur la nécessité d'admettre l'Allemagne dans la Ligue des Nations.

Les Yougo-Slaves s'adressent à Clemenceau et à Wilson, demandant à ce dernier de servir d'arbitre entre eux et l'Italie.

L'Assemblée nationale allemande vote la nouvelle Constitution. Ebert est élu président du Reich par 277 voix sur 379.

Le ministre prussien Sudekum fait prévoir une banqueroute de l'État et la confiscation éventuelle des revenus privés.

L'offensive allemande aux environs de Bromberg est suspendue.

L'état de siège est proclamé à Hambourg.

Les soviets de Moscou suppriment les comités de soldats et essaient de rétablir l'ancienne discipline.

Le général Judenitch a obtenu du Conseil d'État finlandais le droit d'organiser, sur territoire finnois,

des détachements russes pour la lutte contre les bolcheviks.

Il y a de la tension entre le Japon et la Chine.

L'aviso français l'*Ailette* arrive à Hambourg pour y procéder à une enquête sur la flotte commerciale allemande.

Mercredi 12 février. — Après de longues conférences, les conditions du nouvel armistice sont arrêtées à Paris. Il s'est agi de mettre l'Allemagne définitivement hors d'état de reprendre la guerre contre les Alliés ou de la faire aux Polonais.

Au dire du *New-York Herald,* la France réclame la constitution d'une armée et d'une flotte internationales, à quoi l'Angleterre et les États-Unis sont opposés.

Les journaux anglais donnent des extraits d'un livre sensationnel de l'amiral Jellicoe : pendant longtemps et à plusieurs égards, la flotte anglaise a été inférieure à la flotte allemande par la qualité du matériel.

E. D. Morel, écrivant à la *Nation* (Londres), proteste contre les résolutions qui excluent l'Allemagne de l'Afrique.

Le Gouvernement luxembourgeois fait savoir à Clemenceau qu'un plébiscite prononcera sur le régime politique de ce pays.

La Conférence syndicaliste de Berne (distincte de la Conférence socialiste internationale) vote un projet pour la constitution d'un *surparlement* du travail, exerçant un pouvoir mondial sur la répartition des matières premières, les transports, etc. Les États devront désarmer, la volonté des classes ouvrières suffisant à maintenir la paix.

Interviewé à Wieringen, le Kronprinz dit que la guerre a été déchaînée par Édouard VII ; la création de l'Entente a été le commencement de la guerre mondiale. La Russie, dont les ressources sont presque toutes latentes, est le seul pays qui puisse payer les frais de la guerre. Le prince dit qu'il travaille chez le forgeron du village, pendant que son père scie du bois.

Les Allemands, après un vif combat, prennent Bomst, Unruhstadt et Neudorf, occupés par les Polonais en Posnanie.

Scheidemann est premier ministre ; les autres ministres sont des hommes déjà connus.

L'Assemblée de Weimar proteste contre le maintien en captivité des prisonniers de guerre allemands.

Ebert dit à la *Nouvelle Presse libre* que puisque la France traite l'Alsace-Lorraine en territoire français, l'Allemagne peut abandonner ses scrupules et adhérer franchement à l'union avec l'Autriche.

Scheidemann dit à un journal que les Allemands peuvent se trouver obligés de quitter la table des négociations, non pour prendre les armes, mais pour laisser à l'Entente la responsabilité d'une paix qui ferait le jeu du bolchevisme.

Gauvain (*Débats*) fait observer que dans le désir d'échapper aux conséquences du grand crime collectif de l'Allemagne impérialiste, Ebert se comporte absolument comme un Hohenzollern.

Le quartier général de Hindenburg est à Kolberg, une des citadelles des *junker*.

Radek est arrêté à Charlottenburg ; on a confisqué dans sa villa de grosses sommes. C'était le centre de la propagande bolcheviste ; une insurrection spartacienne était préparée pour le mois de mars ; les bolcheviks devaient franchir la frontière le même jour.

Franchet d'Esperey, arrivé sur le cuirassé *Patrie*, est reçu avec enthousiasme à Constantinople.

La mission interalliée arrive à Varsovie.

Les États-Unis ont accepté la proposition du Japon de remettre l'exploitation des chemins de fer sibériens sous le contrôle des Alliés.

La Chambre américaine vote les crédits pour l'armée (540.000 hommes) et la marine (programme de trois ans).

On parle, aux État-Unis, de déporter des milliers d'anarchistes étrangers.

Jeudi 13 février. — Le renouvellement de l'armistice exige : 1° que l'Allemagne exécute les clauses de la convention du 11 novembre (livraison de matériel) ; 2° qu'elle cesse toute hostilité en Pologne, une ligne de démarcation étant fixée ; 3° qu'elle désarme sous le contrôle effectif des Alliés. La sanction du contrôle

serait la dénonciation de l'armistice avec préavis de soixante-douze heures.

Le Conseil allié de ravitaillement fait diriger sur l'Allemagne 30.000 tonnes de graisse et de porc, 250.000 boîtes de lait condensé, etc.

Les mineurs anglais, n'ayant pas obtenu l'augmentation demandée de 30 %, décident que le travail s'arrêtera le 15 mars.

Loucheur dit au Sénat qu'il est impossible d'améliorer rapidement la situation des régions libérées : « La bonne volonté ne reconstruit pas, ne transporte pas ; elle engendre des circulaires, voilà tout. »

Gauvain, *Débats :* « La plupart des Allemands s'imaginent encore que leur défaite une fois consommée, ils peuvent tranquillement reprendre le cours ordinaire de la vie. Ils se sentent vraiment la conscience trop légère. Il faut les rappeler au sentiment de leur responsabilité. »

Matin : « La manœuvre allemande consistait à nous tâter et, si possible, à nous diviser. Les Alliés ont été fermes et ont fait preuve d'une unité absolue. Il est apparu clairement à Wilson, comme aux autres ministres alliés, que le refus d'exécuter maintenant les prescriptions de l'armistice signifiait pour nous la certitude que l'Allemagne refuserait d'exécuter plus tard les conditions de paix. »

Le général Segre, chef de la mission italienne à Vienne, enlève et envoie en Italie 64 tableaux du Musée impérial que les Autrichiens, avant 1866, avaient pris en Lombardie et en Vénétie.

Scheidemann expose à l'Assemblée nationale le programme gouvernemental, comportant le refus d'une paix de violence, le rapatriement immédiat des prisonniers allemands, la réception de l'Allemagne dans la Ligue des Nations avec droits égaux, le désarmement général et réciproque.

Grève des transports à Berlin ; beaucoup de magasins sont fermés.

La *Leipziger Volkszeitung* déclare que l'ère de la Révolution a commencé.

La *Gazette de Francfort* dit que l'Allemagne ne peut pas résister par les armes, mais passivement, en attendant que des difficultés surgissent entre les vainqueurs.

Le *Correo Español* publie la lettre de Don Jaime reniant l'attitude prise pendant la guerre par cet organe officiel du jaimisme. C'est un soufflet donné à Cerralbo et à Vasquez de Mella, carlistes germanisants.

Une contre-révolution a éclaté à Porto ; Païva Couceiro, chef des monarchistes, est arrêté.

Le Gouvernement des États-Unis envoie des troupes à Seattle, où des bolcheviks fomentent des troubles.

Les cinq Croix-Rouges des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et du Japon décident de porter leur activité sur la protection de l'enfance, l'hygiène et tout ce qui tient à la santé publique. Un congrès est convoqué à cet effet pour le 1er avril.

Vendredi 14 février. — A 3h 30, Wilson dépose sur le bureau de la Conférence le projet de convention entre les nations. Le même soir, il quitte Paris à 8h 20 pour une courte absence.

Le projet Wilson a été adopté par les délégués des 14 États représentés à la Commission spéciale chargée d'élaborer ce document.

Plan général de la Ligue des Nations : 1° elle se compose de tous les Etats alliés ; elle pourra en admettre d'autres à la majorité de plus des deux tiers des voix ; 2° elle a pour but de préserver les Etats adhérents de toute agression ; de prévenir les guerres entre adhérents par l'arbitrage et au besoin par la mise en commun des ressources ; d'établir dans le monde des conditions de travail équitables ; d'administrer, par mandat, certains territoires coloniaux ; 3° elle interdit de se livrer à des armements exagérés ou cachés ; d'admettre la fabrication privée de munitions et d'articles de guerre ; de conclure des arrangements secrets.

On apprend que la France, la Yougoslavie et la Pologne ont voté ensemble pour un projet différent de celui qui a été adopté : 1° maintien des décisions de la Conférence économique de Londres ; 2° maintien de l'unité de commandement militaire interallié.

Première réunion de la Commission de l'armistice à Trèves (Foch, Erzberger, etc.). Brockdorff définit la politique extérieure de l'Allemagne et se plaint des exigences de ses ennemis ; l'Allemagne ne permettra pas qu'on entame son intégrité à l'est.

Débats : « Il y a pour 75 milliards de dégâts ; les puits de mines, dont 101 ont été absolument détruits, exigeront à eux seuls 2 milliards de dépense et dix ans de travail. La population de ces pays, naguère si laborieuse, si active, a perdu son ressort. Elle est, en présence de tant de ruines, une ruine humaine. »

Wilson écrit à l'Association française pour la Ligue des Nations : « Un des avantages de nos réunions et de nos conversations consiste à découvrir qu'après tout nous pensons tous de la même façon. »

A. Michel dit, dans une conférence, que la cathédrale de Reims peut être facilement réparée, mais il demande avec insistance qu'on ne fasse aucune restauration à la sculpture. [Mais la sculpture de Reims est inséparable de l'architecture et indispensable à la réparation du monument.]

On déclare officiellement en Allemagne qu'il n'y a plus que 450.000 hommes sous les drapeaux.

Fehrenbach est élu président de l'Assemblée nationale.

Le *Drapeau rouge* (Berlin) affirme que Liebknecht et Rosa Luxemburg ont été assassinés et que le crime avait été préparé dans tous ses détails par les carabiniers de la Garde (*Journal de Genève,* 17 février).

Journal de Genève : « Le 11 novembre, le maréchal Foch ne savait pas combien grande était sa victoire ; il ne savait pas qu'il pouvait demander aux Allemands tout ce qu'il voulait. On assure qu'il se contenta d'adapter aux circonstances nouvelles un projet d'armistice préparé en 1916, au moment de la bataille de la Somme, par le maréchal Joffre. ... Après la guerre sous-marine, après la paix de Brest, après l'armistice, il n'y avait plus pour l'Allemagne, semblait-il, aucune faute à commettre. Les Allemands en ont découvert une nouvelle et ils la font : celle de prétendre n'avoir pas été vaincus. Contre une Allemagne qui aurait encore des crocs, aucune condition ne serait assez dure, y compris le contrôle permanent des finances et des fabrications de guerre. »

Th. Reinach (*Amer. Hebrew,* p. 448) montre que l'esprit du second Isaïe préside à la Conférence de Paris et inspire la Société des Nations.

Samedi 15 février. — Le parti catholique d'Alsace, réuni à Strasbourg, réclame le maintien des écoles primaires sur base religieuse et leur caractère bilingue, le respect des droits traditionnels des asso-

ciations religieuses et le transfert des autorités responsables de Paris à Strasbourg.

Hoover, à un dîner au cercle Volney, dit que les Allemands devraient remplacer tête par tête le bétail des régions françaises dévastées; on ne nourrit pas les enfants avec de l'argent, mais avec du lait.

Vu la vulnérabilité de la frontière française, Léon Bourgeois réclame un contrôle permanent de la limitation des armements, ainsi qu'une organisation permanente pour prévoir et préparer les moyens militaires et navals destinés à assurer l'exécution des obligations contractées par la Ligue.

Gauvain, *Débats :* « C'est bien d'une Ligue qu'il s'agit, et c'est de quoi il convient de féliciter d'abord la Conférence. Il n'y aura ni sur-État, ni phalanstère, ni *meeting*... L'Allemagne n'aura pas le droit de réclamer son admission *ipso facto*, comme son gouvernement en manifeste dès aujourd'hui l'intention. »

Les 40 députés unifiés du groupe socialiste parlementaire dissident protestent, dans la *France libre*, contre les irrégularités et escamotages de la Conférence de Berne, où Belges, Italiens, Suisses et Américains n'étaient pas représentés. Ils mettent en garde le prolétariat révolutionnaire contre la propagande de ces deux extrêmes : les social-démocrates gouvernementaux d'Allemagne et les dictateurs bolchevistes de Russie.

Midol, secrétaire des cheminots du P.-L.-M., qui a ordonné la grève d'une minute, est condamné, par le Conseil de guerre de Bourges, à un an de prison avec sursis.

Sharp, ambassadeur des États-Unis à Paris, donne sa démission.

Le ministre des Affaires étrangères de Hollande fait une déclaration acerbe, déclarant impossible toute cession de territoire à la Belgique.

Toutes les usines ont été vidées à Liége; il ne reste que des murs (*Gaulois*).

Eug. Schiffer, secrétaire aux Finances, dit à l'Assemblée que l'Allemagne a dépensé 146 milliards, couverts par 93 milliards d'emprunt, plus 58 milliards de bons du Trésor et de billets. Ainsi l'on a dépensé 160 milliards et on n'en a voté que 146. Schiffer demande un crédit de 25 milliards qui portera les crédits de guerre à 171 milliards. Il dit que l'armée est réduite (fin janvier) de 8 millions à 1 million d'hommes. On doit compter, à l'avenir, sur 19 milliards de

dépenses courantes. Le Gouvernement ne songe ni à annuler les emprunts ni à saisir les dépôts.

Le Gouvernement allemand répond à la publication de Klotz par un plaidoyer d'une mauvaise foi puérile : il ne s'agissait pas pour l'Allemagne de détruire l'industrie française, mais d'aider à ses progrès en substituant des usines meilleures à celles qu'on détruisait.

Le socialiste indépendant Haase réclame, à Weimar, le plébiscite en Alsace-Lorraine et un compromis avec les Polonais.

Kurt Eisner ayant pris parti pour les C. O. S., on attend des événements graves à Munich.

Il y a des bandes spartacistes dans la zone belge de Duisburg.

La *Nation* (Londres) dit que l'Allemagne pourra payer cher son impuissance à renouveler son personnel politique.

Les Anglais ont occupé Nicomédie, Angora et Konieh (?).

Une forte armée rouge attaque les Esthoniens sur le front Narva—Pskov—Wolmar. Trotski a déclaré que la prise de Petrograd par les Esthoniens serait la fin de la Révolution.

Bombardés par des navires anglais, les bolcheviks abandonnent Windau.

Les Cosaques massacrent les juifs de Proskourov.

La révolution portugaise est finie ; les chefs monarchistes sont sous les verrous.

La guerre a coûté 123 milliards aux États-Unis.

The Weekly (New-York) dit que le bolchevisme est un mouvement contre la démocratie, contre le gouvernement du peuple par lui-même ; c'est une tentative de substituer au gouvernement de la majorité celui d'une oligarchie composée non des meilleurs, mais des pires éléments de la communauté.

Dimanche 16 février. — La convention de renouvellement de l'armistice est signée ce soir à 6 heures.

Clemenceau déclare qu'il accepte la participation des femmes aux élections municipales.

Le dernier groupe d'enfants français réfugiés en Hollande est rapatrié.

Le prince de Galles est l'hôte du général Pershing à Chaumont.

La reine d'Italie, avec ses filles, arrive à l'hôtel Meurice.

Le *Figaro* fait allusion à des nuages qui viennent d'Amérique et les *Débats* disent que le ton des correspondants américains cause en France de douloureuses surprises. Ainsi le *World* accuse la France de retarder la conclusion de la paix, le *Washington Post* dit qu'elle fait de l'obstruction, etc. La *Nation* de New-York est devenue nettement hostile à la France, après avoir montré de tout autres sentiments pendant la guerre.

Walter Berry écrit à la *Liberté :* « Que le correspondant du *New-York Times* aille rejoindre son confrère qui, il y a quelques mois, affirmait à ses lecteurs américains que le général Pershing voulait se battre en duel avec le maréchal Foch ! Tout cela, c'est *Deutschland über Paris !* »

Journal de Genève : « N'oublions pas qu'en 1914 la guerre ou la paix ont tenu à un fil et que la moindre organisation internationale, quelque débile qu'elle fût, eût sans doute suffi à éviter l'effroyable cataclysme. »

Viviani dit à Mons : « La Belgique a rendu un double service, d'abord moral, en faisant de cette guerre une lutte pour le droit et la justice, ensuite militaire, en permettant à la France de terminer sa concentration. »

Une commission interalliée, arrivée à Kiel à bord du croiseur anglais *Comus*, menace de couler les sous-marins allemands non livrés s'ils ne sont pas désarmés en quarante-huit heures.

On suit avec attention et plaisir, en Allemagne, les symptômes d'une grave crise ouvrière en Grande-Bretagne.

On se plaint, en Allemagne, de la faiblesse d'Erzberger dans les dernières négociations. La ville de Brême proteste contre la livraison à l'Entente de la flotte commerciale.

Dans une réunion à Munich, le général Mongelas exhorte l'Allemagne à résister aux exigences des Alliés.

Un diplomate danois aurait qualifié Brockdorff de « masque à pointe ».

Les élections pour la Constituante autrichienne ont lieu au milieu d'une vive agitation.

Les pertes austro-hongroises sont de 687.000 morts, 855.000 disparus, 1.230.000 prisonniers.

On raconte en Sibérie que le Tsar est vivant au Kremlin,

que l'Impératrice et sa famille sont dans un couvent à 40 milles de Moscou, etc.

L'*Humanité* publie une lettre d'adhésion des socialistes japonais au gouvernement des soviets.

Taft approuve le projet de Ligue des Nations, alors que d'autres sénateurs le combattent comme portant atteinte à la doctrine de Monroë.

Hugh Wallace (de Seattle) est nommé ambassadeur des États-Unis à Paris.

Un dirigeable militaire anglais, avec 12 passagers, vient de tenir l'air pendant cent heures.

Lundi 17 février. — On annonce que le renouvellement de l'armistice comporte, entre autres, les conditions suivantes : 1° Helgoland sera démantelé ; 2° le canal de Kiel, démantelé, sera ouvert au commerce ; 3° la flotte allemande, internée aux Orcades, arborera le pavillon britannique.

Une note communiquée à la presse dit que, pour un budget futur de 18,5 milliards, nous ne percevons que 8 milliards d'impôts. Il s'ensuit une forte baisse à la Bourse.

La guerre a fait perdre à la France plus de 3 millions d'habitants, soit 1.400.000 morts et disparus, 1.000.000 d'excès des décès civils sur les naissances, etc. (Bertillon, *Matin*). La natalité française est tombée à 10 pour mille. En Allemagne, celle des villes est tombée de 28 à 17. Même en Norvège, le taux a baissé de 29 à 25.

La France a perdu pendant la guerre 4 cuirassés, 4 croiseurs cuirassés, 1 croiseur, 22 torpilleurs, 14 sous-marins, 5 croiseurs auxiliaires, 4 canonnières, 62 chalutiers, 4 vedettes, au total 110.000 tonnes (Angleterre, 550.000 ; Italie, 76.000 ; Allemagne, 350.000 ; Autriche, 65.000).

P. Loti, qui fait campagne en faveur des Turcs, publie (*Figaro*) ces mots d'un officier français revenu des Dardanelles : « Nous sommes au moins 120.000 Français prêts à proclamer à votre suite combien les Turcs ont été pour nous hospitaliers et doux, presque fraternels. »

La Revue *Les Marges* ayant demandé à ses lecteurs de désigner les monuments les plus laids de Paris, le grand Palais et le monument de Gambetta ont réuni le plus de suffrages.

La grippe est en recrudescence à Paris.

L'Italie n'accepte pas, pour son différend avec les Yougo-Slaves, l'arbitrage de Wilson; c'est la Conférence de la paix qui doit statuer.

Brockdorff a donné, puis retiré sa démission.

Il y a des grèves dans tout le bassin de la Ruhr.

Wendel, chef de la police à Francfort, dit à un correspondant de l'*Intransigeant* : « C'est notre régime qui a donné l'Alsace à la France. Quarante-quatre ans de militarisme prussien ont détruit pour toujours les sentiments des Alsaciens pour l'Allemagne. »

Une terrible misère, aggravée par le typhus, sévit en Roumanie.

On évalue à 25 milliards les dégâts de guerre en Pologne.

L'armée Denikine a fait de grands progrès dans le Caucase, atteignant les bords de la Caspienne. En douze jours, elle a capturé 31.000 hommes.

Les soviets de Moscou (Lenine) et de Petrograd (Trotski et Zinoviev) sont en désaccord, les premiers désirant traiter avec l'Entente.

Mort de sir Wilfried Laurier, ancien premier ministre canadien.

Les *Débats* publient des détails sur les menées allemandes dans l'Amérique latine.

Mardi 18 février. — Depuis un mois, sous des influences qu'on devine, les grèves anglaises présentent un caractère nouveau. Elles sont déclarées sans avis préalable, parfois malgré les chefs des trade-unions et au mépris des contrats collectifs signés par eux. C'est du pur bolchevisme. On signale d'ailleurs, parmi les ouvriers, la présence d'émissaires russes.

On rappelle que l'Allemagne, par la bouche de ses représentants autorisés, a déclaré : 1° qu'elle ne pouvait pas payer d'indemnité; 2° qu'elle devait conserver ses colonies; 3° qu'elle ne céderait ni l'Alsace-Lorraine ni la Posnanie; 4° qu'elle voulait annexer 9 millions d'Autrichiens; 5° qu'elle entendait entrer de plain-pied dans la Ligue des Nations. — Si ces prétentions étaient admises, la France serait le pays vaincu et ruiné de demain (*Matin*).

Gauvain (*Débats*) trouve trop modérées les conditions du

nouvel armistice : les Polonais, notamment, ne sont pas efficacement protégés.

Très attaqué à l'assemblée de Weimar par les nationaux-libéraux à propos des conditions de l'armistice, Erzberger rappelle aux hommes de ce parti qu'ils ont conduit l'Allemagne à la ruine.

Les élections autrichiennes ont donné 74 socialistes, 27 chrétiens-socialistes, libéraux et pangermanistes, 1 juif, 1 tchèque.

Une délégation alliée part de Varsovie pour Lemberg, bombardé sans relâche par les Ukrainiens, afin d'y ramener la paix. Les Polonais sont encore maîtres de la ville.

Mercredi 19 février. — Sous la présidence de Bryce, un meeting se tient à Londres pour demander la restitution de Sainte-Sophie au christianisme.

Le matin, comme Clemenceau sortait de chez lui, un anarchiste, Cottin, tire sur lui un coup de revolver et le blesse à l'épaule. Cottin se dit « ami de tous les hommes, y compris les Allemands ». La blessure de Clemenceau est assez sérieuse.

On annonce (à tort) que le prince héritier d'Angleterre épousera la princesse Yolande d'Italie.

A la suite d'une émeute réactionnaire à Munich, le prince Joachim de Prusse y est arrêté. On prétend que les spartacistes bavarois sont les instruments des conservateurs.

Erzberger, vivement applaudi, dit à Weimar que le maintien en captivité des prisonniers allemands est une barbarie sans exemple dans l'histoire.

Les Esthoniens se sont retirés aux environs de Pskov et perdent du terrain sur le golfe de Riga ; ils sont à court de munitions.

Les Polonais ont battu les bolcheviks près de Kovel, leur prenant 150 canons.

Le torpilleur *Oriflamme* capture dans la Baltique deux vapeurs allemands naviguant sans autorisation.

Jeudi 20 février. — On annonce la fondation à

Paris d'une union juridique internationale qui proposera des lois à la Société des Nations et codifiera les règles du droit des gens.

Une note française constate que les déclarations faites à la presse par le Gouvernement allemand au sujet des protestations remises par Erzberger diffèrent notablement des textes reçus.

Les Alliés font savoir à Erzberger que les blessés et prisonniers malades seront rapatriés le plus tôt possible.

La France a démobilisé 1.400.000 hommes, l'Italie 1.170.000, les États-Unis 1.300.000. L'Angleterre a démobilisé à peu près autant que la France, où l'on compte avoir démobilisé 2.700.000 hommes le 5 avril.

On perquisitionne à Paris dans les milieux bolchevistes.

Le Gouvernement allemand ayant décidé la dissolution de tous les conseils communaux et ordonné de nouvelles élections pour le 2 mars, le maréchal Foch interdit la mise à exécution de cet édit dans les territoires occupés.

Troubles graves à Brunswick, suscités par Eichhorn, qui a pris le nom de K. Kuhl.

A Weimar, Mme Louise Zietz et le député Koch, socialiste indépendant, attaquent le Gouvernement ; il y a des incidents tumultueux ; le Dr Loewengard, représentant du gouvernement de Gotha, est expulsé. Les socialistes indépendants et les nationaux libéraux votent contre les crédits.

Ce jour, comme déjà le 12, les Slovènes arrachent les drapeaux italiens qui, à Laybach et à Saloch, ornaient des trains ramenant des prisonniers italiens d'Autriche. Des officiers malades sont brutalement expulsés par les autorités de Laybach (?).

Malgré la convention conclue à Paris le 3 février, les Tchèques refusent d'évacuer Teschen.

Émeute communiste à Budapest ; l'état de siège est proclamé.

La Commission interalliée partie pour Lemberg n'a pu dépasser Przemysl, les Ruthènes ayant bombardé la voie ferrée et le train. Les délégués adressent un télégramme menaçant au général ukrainien.

Turkhan pacha constitue un gouvernement en Albanie.

Les bolcheviks adressent un ultimatum à la Finlande.

L'émir d'Afghanistan meurt assassiné.

Vendredi 21 février. — D. Cochin dit à la Chambre que pendant la guerre on a tiré 200 millions de coups de 75. Loucheur dit qu'en septembre 1918 on était inquiet sur les réserves d'explosifs.

Guilbeaux et Hartmann sont condamnés à mort par contumace. Dans son réquisitoire, le lieutenant Mornet a exprimé le regret qu'on trouvât toujours des articles de Romain Rolland dans les journaux publiés avec la complicité de l'ennemi.

Barbusse publie un nouveau livre, *Clarté :* « La terre, le ciel... Je ne vois pas Dieu. Je vois partout l'absence de Dieu. Personne ne le vit jamais. Il n'y a pas d'autre preuve de Dieu que le besoin qu'on en a. Dieu est le nom de tout ce qui nous manque. C'est notre rêve porté au ciel, c'est une prière, ce n'est pas quelqu'un. On met tous ses bienfaits dans l'éternel futur, on les cache dans l'inconnu. »

La reine d'Italie quitte Paris le soir.

Le *Journal de Genève* s'approprie le bon mot qui court : « M. Clemenceau préside la Conférence, M. Wilson la dirige. » Dans le même article, il montre l'origine de la légende de « Clemenceau sabotant la paix », créée par quelques correspondants de journaux américains à Paris et reprise avec zèle en Allemagne.

Kurt Eisner, président du Gouvernement de Bavière, est assassiné dans la Prangerstrasse par le comte d'Arco-Valley, qui est blessé lui-même par un soldat. Au Landtag, comme le ministre Auer flétrissait ce meurtre, des coups de feu partis d'une tribune l'ont blessé ainsi que d'autres. La séance a été levée.

A Berne, où il avait honnêtement reconnu la responsabilité de l'Allemagne et blâmé ses méthodes de guerre, Eisner disait : « En prononçant ce discours, je viens de signer mon arrêt de mort. » On lui en voulait aussi d'avoir démasqué et dénoncé la presse allemande, à la solde de la grande industrie.

Le soir, un Comité de onze membres est nommé à Munich ; Lewyn en est le chef et annonce une constitution bolcheviste. Il y a des troubles à Augsbourg et à Bayreuth.

Scheidemann dit à Weimar que les spartacistes du bassin de la Ruhr ne sont pas des ouvriers inquiets, mais des brigands.

Le banquier Herbert Gibbs dit que l'Allemagne peut payer 15 milliards par an.

Les troupes du Gouvernement occupent Wilhelmshafen.

La Diète polonaise confirme les pouvoirs de Pilsudski.

On croit à Londres au déclin rapide du bolchevisme.

Samedi 22 février. — Le premier train direct de Bruxelles arrive à la gare du Nord de Paris en douze heures.

Nation (Londres) : « Espérons que les résultats des élections autrichiennes inclineront Pichon à abandonner la politique d'une séparation forcée de l'Autriche allemande et de l'Allemagne. » Le même organe proteste contre la continuation de l'alliance de guerre dans la Ligue des Nations et contre le vague des stipulations concernant le désarmement. C'est moins une ligue internationale qu'une nouvelle Sainte Alliance, d'où la volonté directement exprimée par les peuple est exclue ; c'est un congrès de Vienne sans un Talleyrand allemand.

Débats : « L'Allemagne révolutionnaire possédait un homme sincère, droit, qui conformait ses actes à ses doctrines et qui voulait résolument rénover son pays : un hobereau l'a assassiné. Cet assassinat prouve au monde entier que la nouvelle Allemagne ressemble comme une sœur jumelle à l'Allemagne de Guillaume II. »

Une nouvelle demande de poursuites contre Humbert, du chef de corruption, est déposée au Sénat.

Pendant la semaine qui vient de finir, 908 personnes sont mortes à Paris de la grippe et des maladies respiratoires (350 de plus que la semaine précédente). Il y a aussi aggravation à Londres.

Le torpilleur *Oriflamme*, avec ses prises, sort du canal de Kiel, se rendant à Dunkerque ; on dit que les Allemands lui avaient d'abord refusé le passage.

La presse française s'élève contre le projet de l'amirauté anglaise consistant à couler dans l'Atlantique la majeure partie des navires allemands internés aux Orcades.

Dimanche 23 février. — Révolution dans le pays

de Bade. Mannheim est occupé par les spartacistes; l'état de siège est proclamé à Carlsruhe.

Otto Bauer, ministre des Affaires étrangères, quitte Vienne pour Weimar; il va négocier l'incorporation du nouvel État à l'Allemagne.

Gauvain, *Débats* : « Si l'Allemagne annexe l'Autriche, nous érigerons la Rhénanie de la rive gauche en État indépendant, sous le contrôle militaire allié, et la Rhénanie se laissera certainement faire. Les Allemands ne doivent pas être les seuls à vouloir et à agir. »

Les bolcheviks attaquent avec violence sur le front esthonien et lancent 1.000 obus sur Narva.

Quatorze anarchistes espagnols sont arrêtés à New-York sous l'inculpation de complot contre Wilson.

Grâce à une invention qui permet aux avions de voler dans l'air raréfié, Louis Bréguet a parié qu'avant cinq ans ils feront 500 kilomètres à l'heure (*Matin*).

Lundi 24 février. — Il y a 500.000 chômeurs en Grande-Bretagne.

La France reconnaît la Pologne comme État indépendant et souverain.

Le *Matin* proteste contre l'impôt projeté de 25 °/₀ sur le capital et demande [sans expliquer comment] que « l'Allemagne paie d'abord ».

Sur l'ordre du Gouvernement de Berlin, le C. O. S. de Weimar est dissous.

L'Allemagne demande pour 5 milliards de matières premières et de vivres; elle s'engage à les payer en titres étrangers, en charbon, potasse et articles fabriqués.

L'Association de la presse allemande demande, par une proclamation insérée dans tous les journaux, que la population d'Alsace-Lorraine ait le droit de disposer de son sort par vote libre.

On réclame, à Varsovie, le retour des troupes polonaises restées en France sous le général Haller.

Une suspension d'armes est conclue entre Polonais et Ruthènes.

Le Cabinet Romanonès est démissionnaire.

Wilson, débarqué à Boston, a dit qu'il était satisfait de la marche de la Conférence et frappé par la modé-

ration de ceux qui ont présenté des revendications nationales. L'Amérique doit achever l'œuvre commencée et assurer la paix du monde ; c'est la Ligue des Nations qui en fournira la garantie.

Borah parle au Sénat américain contre la Ligue des Nations et demande le « retour à l'américanisme pur ». La Ligue, suivant lui, profitera surtout à l'Empire britannique; le pacte a été tiré presque en entier du projet du général Smuts.

Aux cris de : « Pas de bière, pas de travail ! » les ouvriers américains protestent contre le projet d'interdiction des boissons alcooliques, y compris la bière et le vin.

Mardi 25 février. — La question marocaine est soumise au Conseil des Dix. Il faut abandonner l'œuvre diplomatique purement négative que l'Allemagne a poursuivie dans ce pays. On rappelle que Romanonès a dit aux Cortès : « La zone marocaine de l'Espagne est un excellent instrument d'échange. »

Le premier régiment revenant de la guerre (2e grenadiers) débarque à Londres. Il reste 12 hommes du bataillon d'origine, mais pas un officier.

Le ministre dit au Sénat que 900.000 tonnes de *frigo* ont été fournies sans qu'on ait constaté un seul accident.

Loucheur déclare que la crise de charbon est terminée.

Tewfik constitue un ministère qui se dit indépendant.

Wilson est de retour à Washington.

Mercredi 26 février. — Clemenceau, hors de danger, fait sa première sortie à Versailles.

Gauvain, *Débats :* « Il ne doit rester de l'acte d'Algésiras que ce qui aurait si bien pu être assuré sans lui : l'égalité économique. »

Une force japonaise se heurte, au nord d'Alexievsk (Sibérie), à des forces bolchevistes dix fois supérieures ; un bataillon japonais est anéanti.

Jeudi 27 février. — A propos d'un document publié par la *Démocratie nouvelle* (le rapport de Guilbeaux), les *Débats* réclament des poursuites, pour intelligences avec l'ennemi, contre plusieurs *kienthaliens*.

L'*Humanité,* rappelant l'ouvrage de Ch. H. Lea sur l'Inquisition, proteste contre les procédés analogues employés à l'égard de Caillaux.

Le *Corriere della Sera* se fait l'avocat de la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. L'Italie, dans une société des peuples libres, n'a rien à craindre d'une nation limitrophe, mais aurait tout à craindre d'une confédération danubienne. Le même article s'élève vivement contre l'opposition de la presse française à une volonté nationale librement exprimée.

Une note officielle, publiée à Berlin, dénonce le scandale des maisons de danse où l'on *tangue* jusqu'au matin.

Vendredi 28 février. — Deux commissions sénatoriales demandent qu'on n'institue pas d'impôts nouveaux avant que la dette ennemie ait été réglée et une provision obtenue.

Tout le monde se plaint en France de la prodigalité du Gouvernement et presque tout le monde y pousse. Bokanowski dit que le milliard semble être devenu l'unité de compte [approche des élections].

Sembat, *Heure :* « On nous dupe, on nous leurre quand, par le mirage des tributs de guerre, on nous berce de l'espoir que les Allemands nous feront des rentes. »

Au nom de la Commission du budget, L. Dubois évalue les dommages de guerre subis par la France à 119.801 millions, dont 96.559 directs (mines et usines, 11.138; chemins de fer, 6.266, etc.).

La reine de Roumanie est l'objet d'une ovation à l'Opéra.

Pendant le Congrès des C. O. S. à Munich, des soldats sont entrés dans la salle et ont arrêté Lewyn et Muhsam; mais, à la suite d'une courte négociation, ils les ont relâchés.

Le général Lettow-Vorbeck, défenseur de l'Est africain, est ramené à Rotterdam par un navire anglais. Dans la soirée, au club allemand de Rotterdam, il se plaint de la façon honteuse dont l'Allemagne a traité son empereur.

Wilson signe la loi affectant un crédit de 500 millions au ravitaillement de l'Europe.

Lodge dit au Sénat américain qu'avant un an les Puissances qui ont signé le projet de Ligue des Nations se battront pour savoir ce qu'il veut dire.

MARS

Samedi 1er mars. — L'Alliance républicaine démocratique appose sur les murs une affiche signée de A. Carnot : « L'Allemagne doit payer d'abord. »

Le *Matin* fait observer que « veiller sur le Rhin » n'empêchera pas l'attaque brusquée si l'on ne supprime pas l'aviation allemande (P. Gasnier).

Gauvain (*Débats*) examine la thèse sioniste : « Pour tout homme sensé, il s'agit seulement de donner aux juifs des facilités d'établissement en Palestine, sous les auspices de l'État chargé d'administrer la Palestine. » Il proteste contre la prétention de certains juifs polonais, tchéco-slaves et roumains de faire reconnaître les juifs comme nation : « C'est le système du ghetto transposé, c'est le plus sûr moyen de raviver des haines assoupies. »

L'*Intransigeant* s'élève contre l'idée anglaise de supprimer les sous-marins, « seule arme qui permette aux nations faibles de défendre leur indépendance sur mer ».

Nation (Londres) : « Franchement, nous sommes las d'entendre parler des *special claims* de la France. Nous aurions cru qu'elle avait surtout besoin d'une longue paix ; ses prétentions vont à introduire de nouveau dans le monde une intolérable rivalité pour les armements » [à propos du désir exprimé en France de recevoir une partie de la flotte allemande que les Anglais proposent de couler].

Pour faire contrepoids à la C. G. T., on crée la C. N. P. (Confédération nationale du patronat).

La grippe est stationnaire à Paris (901 victimes au lieu de 908).

Commencement de l'heure d'été en France.

Orlando déclare admettre que les droits nationaux de l'Italie soient limités par des compromis.

On dit que la famine tue 800 personnes par jour en Allemagne (*London Nation*).

Réjouissances à Petrograd pour commémorer l'assas-

sinat d'Alexandre II et la création de l'armée rouge. Zinoviev, parlant à l'assemblée générale des soviets, dit que l'armée rouge est destinée à combattre pour le grand idéal communiste, tant à Londres et à Paris qu'à Rome. Il dit que les bolchevistes sont en contact avec les spartacistes allemands et que leur action sera bientôt coordonnée.

L'état de siège est proclamé à Madrid, où quelques boutiques ont été pillées.

Dans une lettre à la Chambre américaine, Wilson écrit : « La proposition de couler la flotte allemande me semble l'avis de gens qui ne savent que faire. »

Au Sénat américain, Knox déplore l'exclusion des Puissances centrales qui aura pour résultat la formation de deux ligues hostiles, alors qu'il en faut une seule. Il faut aussi qu'un des articles du pacte définisse la guerre comme un crime international. Plusieurs sénateurs républicains demandent que Wilson, avant de repartir pour Paris, convoque le Congrès.

L'île Maurice demande son retour à la France et envoie à cet effet une délégation à la Conférence de la paix.

Dimanche 2 mars. — Maurice Muret (*Débats*) met en garde contre une campagne commencée en Allemagne, ayant pour objet de faire passer Guillaume II pour fou.

Berlin acclame les troupes revenant de l'Est africain.

Un congrès du parti minoritaire s'ouvre à Berlin.

Les Anglais occupent le chemin de fer de Brousse.

Attaquées sur le front d'Arkhangel, les troupes alliées ont dû se replier d'un mille environ.

Refusant de laisser aux Polonais Lemberg et la région pétrolifère, les Ukrainiens dénoncent l'armistice et recommencent à bombarder Lemberg.

Malgré l'opposition des républicains, le Sénat américain adopte le projet d'un emprunt de 35 milliards.

Lundi 3 mars. — W. Churchill dit qu'il faut exiger de l'Allemagne tout ce qu'elle peut payer, la surveiller et la ravitailler. « La plus belle alliance de ce

monde est celle de la paix et de la miséricorde; la pire est celle de la faiblesse et de la rancune. »

Lloyd George, au dîner des Gallois, dit que les petites nations ont une tendance à imiter les grandes et à s'étendre au delà de leurs frontières ethniques.

Le *Times* reconnaît que la situation géographique de la France est exceptionnellement dangereuse et qu'elle a le droit d'exiger des garanties sous forme de remaniements territoriaux, dans la limite des principes de la Ligue des Nations. Il faut aussi fortifier les États nouveaux qui se constituent de la Baltique à l'Adriatique, car c'est également à l'est que les barrières de la civilisation pourraient être forcées.

Parlant à un banquet de la Colonie sud-américaine, Viviani dit : « Notre capitale est trop près de nos frontières et, comme il ne nous plaît pas de déplacer notre capitale, il faut déplacer autre chose. »

L'*Information* est suspendue pour avoir publié des indications sur les clauses du prochain armistice.

Les troupes du Gouvernement rentrent à Kœnigsberg.

Les Allemands attaquent de nouveau les Polonais.

Le soir, grève de tous les transports à Berlin.

On signale, en Allemagne et en Autriche, la multiplication rapide des maisons de jeu.

Le général March évalue à 7.354.000 le nombre des soldats tués ou morts de leurs blessures dans la guerre mondiale (Russie, 1.700; Allemagne, 1.600; France, 1.305; Autriche, 800; Angleterre, 706; Italie, 460; Turquie, 250; Belgique, 102; Bulgarie, 100; Roumanie, 100; Serbie et Monténégro, 100; États-Unis, 50).

Mardi 4 mars. — Lloyd George adresse un appel aux patrons et aux ouvriers britanniques.

Le premier train de charbon de la Sarre arrive à Paris.

Dans une lettre à G. de Maizière (*Petit Parisien*), Sylvain Lévi écrit : « Je ne suis pas du tout de ceux qui croient nécessaire, utile ou possible de constituer un État juif en Palestine. » Théodore Reinach écrit au même journal : « Cet État minuscule qui, par le plus absurde des anachronismes, reposerait sur une base religieuse exclusive, ne cor-

respond pas au vœu des neuf dixièmes d'israélites dispersés à travers le monde. »

La grève générale commence à Berlin ; il y a des coups de feu et des victimes. L'état de siège est décrété ; Noske, ministre de la Guerre, est investi du pouvoir exécutif. Trois divisions sont dirigées en hâte sur la capitale, où l'on arrête des bolchevistes russes.

L'état de siège est aussi proclamé à Halle, où il y a de violentes bagarres.

Privés de moyens de transport, d'eau et de gaz, les médecins de Leipzig font grève.

A l'ouverture de l'Assemblée constituante de Vienne, le président exprime le désir de tous les députés de s'unir à l'Allemagne.

Attaqués depuis le 25 février par 10.000 bolcheviks, les Alliés évacuent Kherson.

Parlant à l'Opéra de New-York, Wilson dit qu'il ne reviendra pas avant d'avoir assuré la paix du monde. Sans la Ligue des Nations, le traité de paix ne serait qu'un chiffon de papier. La Ligue mettra fin aux intrigues et aux coups de force.

Wilson a dit : « L'Allemagne n'aurait jamais pu déclarer la guerre si elle avait laissé le monde ouvrir la discussion à propos de l'agression de la Serbie, fût-ce pendant l'intervalle d'une semaine... Les hommes d'État n'ont pas eu une claire vision des besoins des nations, qu'ils ont laissées gémir sous les gouvernements turc, autrichien ou allemand ; mais les peuples ont eu cette vision et c'est à cette vision que doit répondre l'ordre nouveau... L'âme du monde s'est éveillée et doit être satisfaite. »

A cause de l'obstruction des républicains, le Sénat américain a dû clore sa session sans que les crédits nécessaires aient été votés.

Mercredi 5 mars. — Le Comité des Dix s'occupe du ravitaillement de l'Autriche-Hongrie. On envoie actuellement 800 tonnes par jour ; il en faudrait 3.000.

La Chambre et le Sénat autorisent le Gouvernement à porter de 33 à 36 milliards le montant des avances de la Banque de France.

Ribot, au Sénat, se déclare contre l'impôt sur le capital et met en garde contre les appels trop fréquents à la Banque de France.

Le comité du parti socialiste, réuni à Paris, demande le rapatriement des prisonniers allemands.

Pour protester contre l'intervention des Alliés en Russie, un Russe tire deux coups de revolver dans la cour de l'Élysée.

Le *Matin* reproduit un dessin allemand, destiné à montrer les garanties des emprunts de guerre : 9 milliards de fer, 4.400 milliards de houille, 1.250 milliards de potasse, etc.

La reine de Roumanie, avec trois princesses royales, arrive à Paris.

Lloyd George revient à Paris.

Erzberger, à Weimar, regrette que le Gouvernement prussien n'ait pas fait droit plus tôt aux vœux du peuple polonais.

Hindenburg, à Kolberg, dit que la situation de l'Allemagne est très grave à l'est et que la Prusse Orientale ne doit pas être livrée de nouveau aux hordes russes. « Je connais les Polonais. Le pays nous appartiendra, ou appartiendra aux bolcheviks, mais pas à un tiers. »

Grève générale à Dresde.

Les troupes allemandes battent les bolcheviks et reprennent Riga.

Le Gouvernement russe remet en liberté tous les prisonniers français.

Le soviet de Moscou, dans un appel désespéré, dit que des milliers d'ouvriers quittent tous les jours la ville, sans souci du sort de leur patrie.

Le matin, Wilson repart pour l'Europe sur le *George Washington*.

Jeudi 6 mars. — Ne pouvant accepter les conditions relatives à la livraison de la flotte marchande allemande sans garanties pour le ravitaillement complet du pays, la délégation allemande rompt les pourparlers et quitte Spa.

Lloyd George déclare, à la Conférence, qu'aucune précaution contre l'Allemagne ne sera efficace si on lui laisse une armée permanente de 100.000 à 200.000 hommes. On rap-

pelle, à ce propos, la renaissance militaire de la Prusse après Iéna.

M. Churchill dit aux Communes que le Gouvernement n'entend nullement maintenir la conscription en Angleterre puisqu'il lutte, à la Conférence de la paix, pour la faire abolir partout, mais jusqu'à présent sans succès. D'autre part, il est nécessaire, en 1919 et en 1920, de maintenir une forte armée sur le Rhin.

Les Communes fixent à 900.000 hommes l'effectif de l'armée britannique.

On assure à Helsingfors que les bolcheviks ont dépensé 50 millions de roubles en Irlande et qu'ils subventionnent des journaux anglais.

La duchesse de Marlborough, progressiste, est nommée conseillère municipale à Londres.

Une manifestation franco-italienne a lieu à la Sorbonne sous la présidence de Barthou.

Les fonctionnaires des administrations centrales expriment leur mécontentement au Parlement français et menacent de faire grève.

On constate qu'il faudra au moins cinq ans pour rétablir les usines de Briey, détruites de fond en comble par les Allemands.

Le Collège des échevins de Bruxelles offre à Wilson, comme résidence de la Ligue des Nations, le palais d'Egmont (jadis d'Arenberg).

Le Saint-Siège déclare qu'il n'approuve pas les projets sionistes sur la Palestine.

New Europe : « L'Italie, avec la complaisance et quelquefois même l'aide active des Alliés, s'applique à élever un mur infranchissable entre la Yougoslavie et le reste du monde. La saisie de Fiume par les Italiens a privé la Serbie de son seul accès à la mer ; elle se trouve rigoureusement bloquée. »

Depuis le meurtre d'Eisner, le Gouvernement bavarois est un comité central dominé par un petit groupe de bolcheviks en relations étroites avec Moscou.

A Berlin, les troupes reprennent la préfecture de police et le château. 10.000 officiers ont formé une garde bourgeoise. Les spartacistes ont de l'artillerie et des avions.

L'état de siège est proclamé dans la Prusse orientale.

Pendant que les commissions interalliées et allemandes discutaient à Kreutz, sur la ligne de Posen à Stettin, des avions allemands ont bombardé Beutschen et Posen, tuant quelques civils.

Scheidemann a offert sa démission, qu'Ebert a refusée.

Une brochure anonyme d'un Polonais montre l'Ukraine en état complet d'anarchie, prête à être absorbée par l'Allemagne ; il faut que l'Entente y rétablisse l'ordre, ne fût-ce que pour assurer le ravitaillement de l'Europe.

Le plus grand dirigeable du monde, long de 200 mètres, fait sa première sortie en Angleterre.

Vendredi 7 mars. — G. H. Roberts, contrôleur de l'alimentation britannique, dit que la Roumanie, la Serbie, l'Autriche et l'Allemagne sont affamées, que les quantités d'aliments envoyées par les Alliés sont insuffisantes et qu'on peut redouter une catastrophe.

Lord Crawford dit aux Lords que, depuis le 11 novembre, pas une tonne allemande n'a été livrée dans les ports alliés, alors pourtant qu'il s'agissait d'employer les 2 millions de tonnes restantes au ravitaillement de l'Allemagne ; le tonnage des Alliés suffit à peine à leurs propres besoins.

Raoul Péret, à la Chambre française, préconise un grand emprunt interallié.

Le *Temps* publie un article intitulé : *La maladie du vainqueur.*

On découvre à Bruxelles des documents officiels allemands relatifs à un consortium de démolitions en pays occupés (*Abbaukonzern*).

De nombreux industriels sont arrêtés à Bruxelles pour avoir commercé avec les Allemands.

Interviewé par le *Corriere d'Italia,* le cardinal Mercier estime que l'Allemagne n'est pas mûre pour entrer dans la Ligue des Nations.

La censure a supprimé dans les *Débats* une partie d'une correspondance d'Athènes où il était question du régime d'oppression exercé par les Italiens dans le Dodécanèse.

La division de marine et la garde républicaine populaire ayant fait cause avec les insurgés, la résistance spartaciste se prolonge à Berlin ; on parle d'un millier de morts.

Une consultation populaire, dans le grand-duché de

Brunswick, se prononce en faveur d'une république de soviets.

Erzberger déclare, à Weimar, que le Gouvernement allemand persiste dans son attitude ; le ravitaillement, la couverture financière des achats de vivres et le sort de la flotte de commerce forment un tout inséparable. On croit à Berlin que la rupture des pourparlers de Spa marque le triomphe de la politique de Brockdorff.

Gauvain (*Débats*) accuse le Gouvernement danois (démissionnaire) d'avoir fait le jeu de l'Allemagne dans la question du Slesvig.

Un nouveau grand-vizir, Damad-Férid, beau-frère du sultan, remplace Tewfik, démissionnaire.

Sous la pression des Polonais, les bolcheviks évacuent Pinsk.

La mission interalliée menace les Ukrainiens d'une rupture complète avec l'Entente s'ils continuent à faire la guerre aux Polonais.

Grève générale à Madrid.

On déclare que 8.500 soldats portugais sont morts pendant la guerre.

La Ligue pour la sauvegarde de l'indépendance américaine fait connaître son programme : défendre la Constitution et l'intégrité de la doctrine de Monroe.

A Genève, 100 francs valent 87,95 ; 100 marks, 45,65 ; 100 couronnes, 22,65 ; 100 lires, 74,60 ; 100 roubles, 50,75 ; 100 pesetas, 101,25.

Samedi 8 mars. — Le Conseil des Alliés approuve le projet de Lloyd George : suppression de la conscription en Allemagne, réduction de l'armée à 70.000 volontaires. Ce système avait été combattu par Foch, qui disait qu'une armée de métier est une pépinière de cadres et qu'il valait mieux réduire les cadres que le nombre des hommes passant quelques mois à la caserne.

New-York Nation : « Ce serait un résultat quelque peu ironique des efforts pour établir une Ligue des Nations si l'idée de la balance du pouvoir, expulsée du continent, reparaissait sur les mers. »

Le général Plumer, commandant à Cologne, télégraphie à Lloyd George que l'état de disette est alarmant et que les souffrances des femmes et des enfants émeuvent douloureusement les troupes anglaises. Ce télégramme est lu au Conseil des Dix.

Dans une réunion au Trocadéro, présidée par Deschanel, une pétition revêtue de 3.744.327 signatures d'habitants des régions dévastées demande que les dommages faits par l'ennemi soient intégralement réparés.

L. Robelin donne lecture d'un message du 16 juin 1917, trouvé dans une batterie allemande : « Le groupement répondra aux tirs dirigés contre le dépôt de la maison forestière par un tir de représailles contre la cathédrale de Reims. » Jouvenel dit : « Puisque la destruction a été la formule de la guerre allemande, la réparation est la seule formule possible de la paix humaine. »

Pour la première fois, les agents des services publics se rendent, au nombre de 10.000, à une réunion de la Bourse du travail.

Le C. O. de Berlin décide que la grève finira lundi.

5.000 prisonniers russes, échappés de Rechleben, sont armés par les spartacistes.

La *Gazette de Francfort* s'élève contre le projet prêté à l'Entente d'exiger de l'Allemagne un acompte de 10 à 12 milliards. L'Allemagne ne peut pas payer, sa fortune étant en majeure partie effritée.

Une commission militaire interalliée est envoyée à Laybach pour enquêter sur les incidents des 12 et 20 février.

On assure que les Hongrois assassinent en masse les Roumains en Transylvanie.

On relève (*Matin*) cette parole de Tchitcherine : « L'Entente n'interviendra pas chez nous parce que nous ne le voulons pas. Notre propagande dans les pays de l'Entente est plus forte que la volonté des gouvernements. »

Dimanche 9 mars. — La reine de Roumanie parcourt les régions dévastées de la France.

Bernstorff dit que les ennemis de l'Allemagne abusent de leur victoire bien plus que les Allemands ne l'ont fait à Brest-Litovsk ; ils continuent à martyriser les prisonniers allemands, à faire mourir de faim, par le maintien du blocus,

les femmes, les enfants et les vieillards. Il raconte qu'ayant à choisir entre l'intervention pacifique de Wilson et la guerre sous-marine à outrance, Berlin s'est décidé pour la seconde alternative sous la pression de l'opinion publique. Quant aux responsabilités de la guerre, les Alliés ont montré qu'ils redoutaient de faire la clarté, puisqu'ils ont refusé de soumettre cette question à une commission de neutres [fourberie].

Sur la ligne de Vitebsk à Petrograd, Trotski échappe à un attentat.

Les Ukrainiens reculent devant les bolcheviks vers la Galicie orientale.

Tchitcherine a dit au *Socialdemokraten* de Stockholm qu'il ne peut être question de créer un Parlement en Russie, parce que cela impliquerait le retour à l'ordre bourgeois. L'idée centrale de la Révolution est de garantir la dictature du prolétariat, mot d'ordre ayant acquis une signification internationale pour stimuler la propagande.

On remarque (Gomez Carrillo, *Matin*) que la propagande germanophile reprend de plus belle en Espagne, où l'on impute à la France le retard de la paix.

On annonce à Washington que les indemnités réclamées par des citoyens américains aux États centraux s'élèvent à 750 millions de dollars.

Dans une réunion à Brooklyn, le prédicateur méthodiste Simons ayant attaqué violemment Wilson, l'auditoire se fâche et exige des excuses.

Lundi 10 mars. — La Conférence a arrêté les conditions militaires à imposer à l'Allemagne : pas de conscription ; armée de métier de 100.000 hommes, recrutés pour douze ans ; limitation des armements ; contrôle des alliés sur les casernes, usines, etc. ; pas de flotte de guerre ; nombre limité d'avions commerciaux.

L'amiral Wemyss arrive à Bruxelles, pour renouer les relations relatives à l'approvisionnement de l'Allemagne.

Bonar Law déclare aux Communes que le Gouvernement anglais négocie avec le Gouvernement français pour commencer immédiatement le tunnel sous la Manche.

Frank H. Simonds demande : 1° la réunion de l'Alsace-

Lorraine à la France, sans plébiscite; 2° l'annexion du bassin de la Sarre comme compensation de la destruction des mines du Nord ; 3° la constitution d'une République rhénane indépendante, occupée par les Alliés en vertu d'un mandat de la Société des Nations, jusqu'à ce que l'Allemagne ait acquitté toutes ses dettes (*Times*).

J. Reinach, *Figaro :* « Comme la déesse de la Sagesse, la Ligue ne se conçoit pas sans armure... Quand l'Allemagne a-t-elle fait acte de contrition ? Il s'est trouvé un Bavarois pour lui en donner le conseil ; il a été assassiné par un jeune junker. La dynastie des Hohenzollern a-t-elle été, par l'Assemblée de Weimar, déclarée déchue, responsable du crime qui pèsera éternellement sur l'Allemagne ?... La garde ne se monte qu'au Rhin et par l'armée de la Ligue des Nations, sentinelle de la paix et du droit vivant. »

Dans la *Revue de Paris*, Barthou réclame la réforme électorale qui, sans la guerre, serait chose faite.

Parlant en consistoire secret, le Pape réclame la remise des Lieux Saints à une nation chrétienne.

Les troupes allemandes attaquent Leipzig, qui est aux mains des spartacistes.

A la Conférence des délégués allemands et alliés à Posen, Noulens est obligé d'exiger le renvoi d'un secrétaire allemand qui refusait de parler français.

La propagande allemande fait connaître le projet d'une armée de 350.000 volontaires, avec engagements de six mois.

Les *Débats* protestent contre la prétention des délégués du Conseil national juif de Pologne qui, tout en réclamant l'établissement en Palestine d'un foyer national juif, revendiquent pour les juifs de Pologne une autonomie de culture, les prérogatives d'une minorité nationale (reconnaissance du jargon, son enseignement obligatoire dans les écoles juives, le droit pour le Conseil national d'établir et de percevoir des taxes). Les *Débats* demandent que ces projets « rentrent dans le néant d'où ils n'auraient jamais dû sortir. »

Wilson est souffrant à bord du *George Washington*.

A la Commission d'enquête du Sénat américain, l'ambassadeur Francis commence à lire un rapport sur les infamies germano-bolchevistes. Une partie de l'opinion américaine semble pencher de nouveau vers une intervention active en Russie.

Taft dit que les États-Unis ont le devoir strict d'aider les Alliés à faire triompher le projet de la Ligue des Nations.

Mardi 11 mars. — Une conférence pour la Ligue des Nations s'ouvre à Londres ; Léon Bourgeois et Venizélos y prennent la parole. Les débats sont secrets.

L'effectif total de l'armée d'occupation britannique atteint 902.000 hommes (au lieu de 1.300.000 le 15 février).

Lord Cavendish dit aux Communes que le blocus de l'Adriatique réduit à la famine les Tchéco-Slovaques, les Yougo-Slaves et les Serbes.

Au banquet offert par la presse française à la délégation américaine, Foch rend hommage à l'armée de Pershing. Tardieu dit que le but de la Conférence de la paix est de mettre, entre l'idée de guerre et l'acte de guerre, le maximum d'obstacles. Lansing dit que l'Allemagne mérite ses souffrances, mais qu'il faut la ravitailler pour empêcher qu'elle ne soit submergée par le bolchevisme, et lui permettre, en travaillant, de réparer le mal qu'elle a fait. « Il n'y a pas de temps à perdre si nous voulons sauver le monde du despotisme de l'anarchie, comme nous l'avons sauvé de l'autocratie. »

Le *Corriere della Sera* s'élève de nouveau contre la France qui, en favorisant la création d'une confédération danubienne, menacerait gravement les intérêts de l'Italie.

Le centre de Berlin est nettoyé d'émeutiers ; on attaque le faubourg de Lichtenberg. Les quartiers révoltés sont mitraillés par des avions.

On parle de nouveau de transporter la capitale hors de Berlin.

On affirme à Berlin que la grève a été exploitée par des criminels, alors que les chefs indépendants et communistes étaient hostiles à toute violence.

La République tchéco-slovaque dénonce au Conseil des Alliés les intrigues allemandes et autrichiennes contre le nouvel État ; la propagande bolcheviste se poursuit sous la direction du baron de Lancken.

Des agents allemands, amplement munis de fonds, excitent, dit-on, des troubles en Finlande.

Les représentants des gouvernements russes non bolchevistes remettent une note à la Conférence en faveur d'une fédération des nationalités de l'ancienne Russie.

On dit à Helsingfors que le Gouvernement bolcheviste a créé, sous la direction du Suisse Moor, ami de Trotski, un commissariat international pour la révolution communiste universelle.

Gauvain (*Débats*) résume l'histoire et les prétentions de l'Ukraine, représentée à la Conférence par une délégation que préside Sidorenko.

W. H. Lamar, avoué auprès du ministère des Postes, dénonce au Sénat américain un complot bolcheviste formé aux États-Unis.

Des manifestations nationalistes se produisent au Caire ; la police fait 400 arrestations ; il y a 22 tués ou blessés.

Mercredi 12 mars. — On dit à la Commission de l'armée que la fabrication du matériel d'artillerie en France a coûté 1 milliard 500 millions et qu'il a été dépensé pour 26 milliards de munitions.

Gauvain (*Débats*) approuve le discours de Lansing. « Le temps a été gaspillé ; il serait criminel de céder aux suggestions de la haine. »

Vestnitch (*Débats*) publie un télégramme « strictement confidentiel » de l'ambassade d'Autriche à Berlin, expédié à Vienne le 27 juillet 1914. « Le Gouvernement allemand affirme qu'il ne prend aucunement pour lui les propositions anglaises de médiation, qu'il est absolument contraire à leur prise en considération et qu'il ne les transmet que pour tenir compte de la demande anglaise. » Cela en réponse à Zittelmann, recteur de l'Université de Bonn, qui, au témoignage des *Débats* de la veille, affirmait une fois de plus que l'Allemagne n'a pas voulu la guerre.

A Milan, grande manifestation pour l'annexion de Fiume et de la Dalmatie. On lit un message d'Annunzio, injurieux pour les Croates et sans aménité pour la Conférence de la paix.

Dans la nuit de mardi à mercredi, les spartacistes de Berlin font des offres de soumission ; Noske exige le désarmement complet. Nombre de riches quittent Berlin, emportant leurs biens sur des charrettes. La terreur blanche sévit dans la ville ; 1.500 prisonniers sparta-

cistes sont exécutés par des mitrailleuses ou fusillés. Le public paraît indifférent.

La ligue pangermaniste fait distribuer une déclaration votée récemment dans une réunion à Bamberg. Les responsables de la catastrophe sont les traîtres; la guerre était depuis longtemps préméditée par l'Entente. Tout Allemand doit faire le possible pour empêcher la comparution de son empereur devant un tribunal étranger; Guillaume II et son épouse, modèles de vertu pour les Allemands, doivent recevoir un asile sûr dans l'Empire. Le peuple doit aussi vouer une reconnaissance éternelle à Hindenburg et à Ludendorf. Les pangermanistes demandent encore que l'Allemagne ait une armée qui garantisse sa sécurité; une propagande intensive doit favoriser le retour de l'Alsace-Lorraine à l'Empire allemand.

La délégation allemande a quitté Posen. Noulens exige une réponse définitive pour la fin de la semaine.

On affirme que les Alliés offrent de ravitailler l'Allemagne avec 300.000 tonnes de farine par mois et 70.000 tonnes de graisse jusqu'au 1er septembre.

Malgré les sommations de la Commission interalliée, les Tchèques refusent d'évacuer le territoire qu'ils ont occupé en Pologne.

Une note fait connaître au gouvernement de Karolyi les décisions de l'Entente au sujet de la Hongrie, enfermée entre la Theiss, le Szamos et le Maros. Les troupes hongroises doivent être retirées le 23 mars.

Le *Fremdenblatt*, publié depuis soixante-douze ans, cessera de paraître le 22 mars.

L'Assemblée constituante de Géorgie s'ouvre à Tiflis sous la présidence de Tchkheidze. Elle ratifie la déclaration d'indépendance du 26 mai 1918; la Géorgie se proclame perpétuellement neutre.

Le Gouvernement de l'Inde à Dehli passe le *Rowlatt act*, « la plus formidable loi de coercition de tout l'Empire » (*London Nation*, 26 avril, p. 97). Cet acte est le signal d'une grave agitation dans le Pendjab.

Jeudi 13 mars. — Le ministre des Finances français, après avoir répété que l'Allemagne paierait, obtient un vote de confiance.

On publie le mémorandum italien revendiquant la Dalmatie et Fiume. Il y est dit que les Yougo-Slaves ont coopéré directement à l'agression contre la Serbie et ont combattu l'Italie jusqu'au dernier moment ; le don fait par l'Autriche aux Yougo-Slaves de sa flotte de guerre doit faire réfléchir les Alliés (*Débats*).

La délégation pour le ravitaillement de l'Allemagne, présidée par l'amiral Wemyss, se réunit à Bruxelles.

A. Müller, ministre d'Allemagne à Berne, dit que l'Allemagne refuse énergiquement de se plier à la politique d'écrasement de l'Entente. « A l'égard des nouvelles conditions, nous maintiendrons une attitude de protestation et de résistance passive. Je crois à l'adoption d'une politique de protestation et de revanche de la part du peuple et du Gouvernement. »

La République tchéco-slave rompt toutes relations avec l'Autriche allemande.

Un décret royal met en état de siège les circonscriptions de Salonique et de Pella.

La grève générale, proclamée à Sébastopol, gêne les travaux pour le renflouement du *Mirabeau*.

La police arrête 200 bolchevistes russes à New-York.

A 8h 15 le *George Washington* entre en rade de Brest.

Vendredi 14 mars. — Wilson, arrivé le matin à Paris, descend à l'hôtel Bischoffsheim (de Croisset), place des États-Unis.

A 8h 20 du soir, la Conférence de Bruxelles aboutit à un accord : les Allemands livreront 1.800.000 tonnes, qui serviront non seulement au ravitaillement de l'Allemagne (370.000 tonnes par mois), mais à celui du reste de l'Europe.

La Commission des responsabilités de guerre fait un communiqué officiel, tendant à la création d'un tribunal spécial par la Conférence de la paix pour juger tous les coupables.

Sir Douglas Haig est remplacé par le général Sir W. Robertson au commandement de l'armée anglaise d'occupation.

Cottin, qui a tiré sur Clemenceau, est condamné à mort.

L'Assemblée de Weimar approuve les déclarations de Scheidemann contre tout projet ayant pour but de séparer la région rhénane de l'Empire.

Schiemann révèle (*Tägliche Rundschau*) qu'un employé de l'ambassade russe de Londres transmettait régulièrement à Berlin les correspondances échangées entre cette ambassade et Pétersbourg.

Les bolcheviks ont progressé dans toute l'Ukraine, obligeant les contingents grecs dans les régions de Nikolaïeff et de Kherson à se replier.

Les antibolchevistes prennent Oufa.

Plusieurs sénateurs américains, notamment Borah, Reed et Pointdexter, fondent une organisation ayant pour but de s'opposer à la Ligue des Nations telle qu'elle a été constituée.

Samedi 15 mars. — Wilson déclare que l'établissement d'une Ligue des Nations doit faire partie intégrante du traité de paix.

Le Gouvernement français refuse des passeports aux délégués socialistes qui veulent se rendre en Russie.

Le cours de la livre sterling monte subitement, à la Bourse de Paris, de 27,16 à 27,40.

Le général de Lacroix étudie (*Revue des Deux Mondes*) le rôle des chemins de fer pendant la guerre.

Pour que les importations de vivres puissent commencer, l'Allemagne doit déposer £ 11 millions d'or à Bruxelles. Les journaux se plaignent des prix élevés auxquels sont taxées les denrées dont l'Allemagne a besoin.

Le *Vorwärts* menace l'Entente d'imiter la politique russe et de se servir des forces révolutionnaires sans signer la paix. On distribue à Berlin des tracts demandant la rupture des négociations.

Hoffmann, ancien ministre des Cultes, parlant à l'Association nationale prussienne, dit que Guillaume II a fait partie d'une bande de pillards (protestations indignées à droite). Il accuse le Gouvernement d'avoir réprimé les dernières émeutes avec barbarie.

La Serbie a refusé les lettres de créance du nouveau ministre italien parce qu'elles étaient adressées au roi

des Serbes et non au roi des Serbes, Croates et Slovènes. Ce refus est généralement blâmé.

Dans la province de l'Amour, 300 Japonais battent 1.000 bolcheviks et en tuent 250.

La grève est presque générale à Barcelone ; les journaux ne paraissent pas.

Daniels dit que la flotte américaine fera, sur les océans, la police pour la Ligue des Nations.

Un train allant à Louqsor est attaqué par les Bédouins à Minieh ; 7 officiers anglais sont tués.

Dimanche 16 mars. — Le lieutenant-colonel-Mayer (*Mercure de France*) montre, dans une fiction romanesque, que l'Allemagne, par l'usage en grand de gaz soporifiques, pourrait asservir ses voisins tout en ne possédant qu'une petite armée.

Hemmerdinger, parlant à la Faculté de médecine, prévoit le temps où la cuisine sera devenue la branche la plus importante de la médecine, où le cuisinier sera l'être le plus utile à la société.

Erzberger, parlant à Berlin, proteste à nouveau contre la politique de violence des Alliés qui laisserait l'Allemagne désarmée en face du bolchevisme. L'Allemagne ayant offert la paix en décembre 1916, la responsabilité des dommages faits après cette date ne peut lui incomber. Le peuple allemand ne sacrifiera pas son honneur. Le *Vorwärts* publie un article inspiré des mêmes pensées de résistance et menace l'Entente d'un débordement de bolchevisme.

On publie une entrevue avec Harden, qui se déclare écœuré des méthodes de la diplomatie allemande. « Nous avons commencé la guerre et nous l'avons conduite comme des criminels... Le peuple allemand, par suite des privations et des fatigues de la guerre, a perdu la tête. Partout on danse, on joue, on s'étourdit... Si le Kaiser n'était pas un poltron et revenait, chacun crierait : Hourra !... J'ai une grande confiance dans la Ligue des Nations, qui doit être une ligue de toutes les nations. La paix du monde dépendra des relations amicales de l'Amérique, de l'Angleterre et de l'Allemagne. »

Une grande manifestation a lieu à Posen en faveur du retour de Danzig à la Pologne. Le général Niessel est porté en triomphe.

A l'ouverture des États généraux du nouveau royaume serbo-croate-slovène, le prince Alexandre a prononcé un discours consacrant l'union.

Les Esthoniens et les Lettons, pressant les bolcheviks, paraissent commencer une offensive générale.

On assure que Lenine aurait fait fusiller la jeune terroriste Jakovleva et serait devenu hostile à la Terreur.

Sunday American (feuille de Hearst) : « Il y a peu ou point de signes d'amitié pour les soldats américains à Paris. Le prétendu charme de la France est un mythe. La France gagne 75 millions par mois à exploiter les Américains. »

Une ligue pour l'abolition des distinctions de race s'agite beaucoup au Japon ; si cette distinction est maintenue, on dit que le Japon se retirera de la Ligue des Nations.

On révèle une découverte consistant à gonfler les dirigeables non plus avec l'hydrogène, mais avec l'hélium, gaz non inflammable. Des dirigeables anglais ainsi gonflés étaient destinés à bombarder Berlin.

Lundi 17 mars. — Malgré la gravité de la situation ouvrière en Angleterre, où une grève de 3 millions d'artisans menace, Wilson, Clemenceau et Orlando écrivent à Lloyd George pour le prier de rester à Paris jusqu'au règlement des principales questions relatives à la paix.

La Conférence internationale pour la Société des Nations, tenue à Berne du 6 au 13 mars, adresse ses propositions et observations à la Commission présidée par Wilson. Elle demande un Parlement international à la place d'une assemblée de délégués ; la Société doit embrasser tous les peuples autonomes ; le peuple juif et le Saint-Siège doivent y être admis. Il y aurait un tribunal et un Conseil international. La Société procéderait au désarmement total sur terre et sur mer, abolirait partout le service obligatoire et disposerait elle-même d'une force armée sur terre et sur mer. Une législation internationale du travail empêcherait le trafic des femmes et des enfants ; les tarifs douaniers et les monopoles seraient abolis, les boycottages pour raison nationale interdits, etc.

Le président de la Commission allemande d'armistice

à Spa proteste contre l'idée d'une paix imposée à l'Allemagne sans qu'elle en puisse discuter les conditions.

Le correspondant du *Daily Mail*, revenu de Berlin, dit qu'il n'y a de repentir dans aucune classe de la population. Von Kluck lui a demandé sérieusement s'il y avait possibilité d'un rapprochement économique entre l'Allemagne et l'Angleterre.

Kühlmann aurait écrit : « Vivent Longuet, Loriot, Sadoul et leurs amis ! Avant 1925 nous serons à Paris. » (Voir *Liberté* du 18.)

La presse autrichienne repousse à la presque unanimité le projet (formulé en France) d'une neutralisation de l'Autriche allemande.

L'armée hongroise, réorganisée, compte 6 divisions, recrutées par engagements volontaires.

La presse de l'Ouest américain est presque unanime en faveur de la Ligue des Nations.

Mardi 18 mars. — Les organisations féminines sont admises à exposer leurs revendications à la Commission du travail de la Conférence.

Le général Diaz arrive à Paris.

Pertinax, *Écho de Paris :* « Saurons-nous parler de l'indemnité autrement qu'en termes où l'illusion et l'ignorance le disputent à la démagogie ? »

La presse française regrette en général que Wilson veuille faire entrer dans les préliminaires de paix les statuts de la Ligue. On perd ainsi un temps précieux, alors que l'Allemagne, qui commence à se ravitailler, peut redevenir menaçante.

Gauvain, *Débats :* « Le troisième renouvellement de l'armistice a été signé le 16 février. On a dit alors que, quelques jours plus tard, l'armistice final serait conclu. Nous sommes le 18 et rien n'a encore été conclu. Tel est le résultat d'une pseudo-méthode qui consiste à remettre au lendemain, sous prétexte de mieux faire, ce qu'on pouvait faire le jour même. »

Boussenot (*Journal*) prétend que la France a besoin d'un grand nombre de sous-marins. [Il s'agit de maintenir des arsenaux inutiles et coûteux.]

Soixante-dix membres et six serviteurs de Jockey Club sont tombés au champ d'honneur.

On constate (*Débats*) qu'à Laroche, Tétouan, Melilla, etc. « les organisations ennemies sont aussi vivantes qu'au moment où les hordes teutonnes menaçaient Paris ».

Les négociations de Posen ont été de nouveau rompues par suite du conflit du haut commandement allemand avec le cabinet de Berlin.

Hindenburg, dans une lettre, essaie de justifier la fuite de Guillaume II en Hollande.

L'anniversaire de la commune de Paris est célébré en grande pompe à Moscou ; la France est (soi-disant) représentée par Sadoul, Guilbeaux, etc.

2.419.000 Américains ont été démobilisés à ce jour.

Un comité de nationalistes égyptiens demande aux Communes l'autonomie complète de l'Égypte, ne laissant à l'Angleterre que le contrôle des finances et du canal [affaire de places à occuper, de bakchich à percevoir].

Les Bédouins révoltés saccagent l'oasis du Fayoum.

Mercredi 19 mars. — Le conseil supérieur des Alliés somme les belligérants de cesser les hostilités devant Lemberg.

L'assemblée des gens de mer à Hambourg refuse de livrer la flotte et enjoint à tous les marins et ouvriers de quitter les bâtiments.

On dit que Petlioura a battu les bolcheviks en Ukraine et que les Grecs ont repris Kherson.

Les États-Unis réclameront à l'Allemagne 4 milliards.

Les Bédouins d'Égypte attaquent les gares et coupent les voies ferrées. La garnison de Medinet, attaquée, tue ou blesse 400 indigènes.

Le premier avion postal de Rabat arrive à Tanger.

Jeudi 20 mars. — Le colonel House déclare aux journalistes anglais que le traité intégral de paix sera prêt samedi en huit et que les délégués allemands iront à Versailles dans trois semaines.

On dit à Londres que le cardinal Amette négocie à Rome au sujet du statut religieux de l'Alsace-Lorraine, où l'on insiste pour le maintien du Concordat.

Le 3 % est à 62f 50.

Gauvain (*Débats*) remarque que les anciens organes tripliciens d'Italie sont devenus les hérauts de l'impérialisme [anti-français].

A l'assemblée nationale badoise de Carlsruhe, le ministre Haase proteste contre les projets français sur Kehl et l'idée d'un contrôle militaire français sur le Rhin. Si la France persiste dans ses intentions, « nous devrons dire au monde qu'on nous a menti ».

Le professeur Schmidt (*Deutsche allgemeine Zeitung*) dit que l'Allemagne ne peut pas consacrer plus de 10 milliards au payement d'indemnités pour restaurer « une partie des régions dévastées ». Lui demander davantage serait la ruiner à jamais.

Les forces polonaises venant de l'ouest ont dégagé Lemberg et sont entrées dans la ville après cinq jours de combats.

La situation empire en Égypte, où le mouvement est dirigé par des étudiants. Le général Allenby revient en toute hâte, passant par Paris.

Vendredi 21 mars. — Le général Allenby dit que l'Angleterre ne veut intervenir militairement ni en Syrie ni en Arménie : ce sont les autres Puissances qui doivent y maintenir l'ordre, car elle a besoin de ses propres troupes en Égypte.

La situation ouvrière paraît se détendre à Londres.

Sur le refus de Jonnart, Millerand est nommé commissaire général à Strasbourg, avec accès au Conseil des ministres.

Stefanik, général en chef des Tchéco-Slovaques, est reçu par Clemenceau.

La Chambre vote le déclassement des fortifications.

Gauvain, dans un article censuré des *Débats*, se plaint de la politique suivie en Syrie et en Turquie, où le régime anglais paralyse toute reprise de l'activité française. Il montre l'insanité des accords conclus en 1915 et 1916. « C'est le sort commun de tous les traités secrets conclus pendant la guerre que leurs auteurs les cachent comme des plaies honteuses. »

Le général Malleterre, témoignant à la Commission d'en-

quête sur la métallurgie, dit que le lieutenant A. Reinach, envoyé en exploration le 14 août, parvint jusqu'à Briey et constata qu'il n'y avait pas d'Allemands.

La *Deutsche allgemeine Zeitung* publie le décret de constitution provisoire de la Prusse.

Une nouvelle réunion de gens de mer à Hambourg accepte, à une faible majorité, la livraison des navires. Emden, Brême, Bremerhafen, Lubeck, Flensburg et Nordenham se prononcent contre.

Vienne exprime le désir d'être représentée à la Conférence de la paix.

Karolyi et son cabinet démissionnent, livrant le pouvoir aux communistes et à la république des soviets hongrois [coup monté avec Berlin].

Samedi 22 mars. — Le Gouvernement japonais demande que la Ligue des Nations reconnaisse formellement l'égalité de ses membres, sans distinction de races.

Lord Lansdowne proteste contre le maintien du service obligatoire et demande la levée du blocus, qui porte atteinte aux intérêts de tous les peuples.

Briand, à la Chambre, réclame éloquemment la réforme électorale.

150 wagons de munitions sautent près de Tirlemont ; il y a de nombreuses victimes.

Brockdorf cherche à négocier avec les bolcheviks par l'entremise de Kautsky ; les industriels et financiers allemands préconisent, pour peser sur l'Entente, une alliance germano-russe.

La Bavière annonce qu'elle désarme complètement et ne fournira aucun soldat à l'Empire.

Budapest est aux mains d'un comité d'ouvriers, qui a proclamé la République des soviets. L'agitateur bolcheviste Bela Kun est aux Affaires étrangères. Le nouveau gouvernement annonce une alliance étroite avec la République des soviets russes et fait appel à Lenine, « chef du prolétariat international ». Sous la présidence de Gorlaï, le Conseil exécutif révolutionnaire tient séance et décide la séparation de l'Église et de l'Etat.

Les trésors d'art sont socialisés ; on étudie la socialisation des immeubles et des exploitations.

La flottille serbe du Danube fait vapeur vers Budapest.

Il se confirme que Karolyi a démissionné sans y être contraint, parce que l'Entente ne voulait pas accepter les impudentes revendications des Maygars.

Protich, à l'assemblée de Belgrade, signale des déportations et autres violences italiennes sur la côte adriatique ; il réclame pour les Yougo-Slaves les régions de Trieste et de Gorizia, faisant appel à Wilson contre les théories germaniques du droit fondé sur la force.

Begouen écrit de Belgrade aux *Débats* (7 avril) pour signaler les mauvais procédés des nations envers les Yougo-Slaves, dont l'État n'a encore été reconnu que par les États-Unis.

La flottille révolutionnaire de la Caspienne s'est rendue aux Anglais.

Un dirigeable britannique a fait un voyage de 1.285 milles au-dessus de la mer.

Dimanche 23 mars. — Le président Wilson visite les régions dévastées (Château-Thierry, Soissons, Montdidier, etc.).

Daniels, ministre de la Marine américaine, arrive à Brest sur le *Leviathan*.

Matin : « Le dernier quart d'heure, c'est maintenant. Il faut encore tenir ; il faut encore être prêt à tous les sacrifices pour que l'ennemi, momentanément terrassé, ne puisse se relever. »

Un meeting de 40.000 personnes à Danzig proteste contre la cession de cette ville à la Pologne. A Breslau, une assemblée proteste contre tout morcellement de la Silésie. A Berlin, des manifestations dans le même sens défilent dans les rues. Le ministre Schiffer a déclaré que ce qui était allemand resterait tel, qu'il s'agisse de Danzig, de la Silésie ou du bassin de la Sarre.

Erzberger déclare que le Gouvernement allemand interdit aux troupes polonaises d'entrer à Danzig.

Le haut commandement allemand a ordonné de

cesser le feu sur le front polonais, sans cesse bombardé malgré l'armistice du 17 février.

Suivant une correspondance adressée de Berlin au *Corriere della Sera,* l'Allemagne croit ne devoir que 30 milliards, payables en vingt ans.

Bernstorff dit que l'Allemagne demande un plébiscite en Alsace-Lorraine ; qu'elle consent que les Polonais aient un débouché sur la mer, mais pas Danzig ; qu'elle refuse d'accepter, pour les colonies, le principe du mandat.

Charles Ier et sa famille quittent Vienne pour la Suisse.

Lundi 24 mars. — On déclare aux Communes que l'Allemagne ne recevra pas de vivres tant qu'elle n'aura pas rempli les conditions préliminaires relatives aux finances et aux transports. Les stocks sont emmagasinés à Rotterdam.

102 députés anglais adressent une lettre à Bonar Law, demandant qu'il prenne jour pour s'expliquer sur les indemnités dues par l'Allemagne.

Le *Globe* (Londres) reprend pour son compte la parole attribuée à Foch : « Je ne permettrai pas qu'on me sabote la victoire. »

A la Chambre, Marcel Cachin et Ernest Lafond attaquent vivement Pichon et défendent les bolcheviks.

Un décret rétablit le libre commerce du beurre et des chocolats de luxe.

L'École normale supérieure reprend ses cours. Elle a perdu 373 élèves et anciens élèves.

Alors qu'en 1870-71 l'armée française a compté 125.000 varioleux et 25.000 décès, en 1914-1918 elle n'a eu que 12 malades et 1 décès.

Les cuirassés *Tegethoff, Franz Ferdinand* et *Saïda* sont remis à l'Italie.

A Berlin, des officiers font une ovation à Ludendorf et manifestent au pied du monument de Bismarck.

Lettow-Vorbeck, « le défenseur invaincu de l'Afrique Orientale allemande », forme un corps de volontaires qui sera incorporé à la cavalerie de la Garde.

La *Deutsche allgemeine Zeitung* publie de nouvelles déclarations belliqueuses d'Erzberger qui attaque Neulens comme représentant des prétentions polonaises. Tous les journaux accusent les Alliés de violer les principes de Wilson. Scheidemann, dans une conférence, veut bien conseiller à l'Entente de ne pas « jouer avec le feu ».

Charles Ier et sa famille s'établissent au château de Warteck près de Rorschach.

Les journaux hongrois célèbrent (par ordre) le nouveau régime ; quelques-uns disent que la révolte prolétarienne est aussi une révolte nationale, la Hongrie ne pouvant pas vivre dans les frontières que lui impose l'Entente. Le *Pester Lloyd* menace les Alliés d'un tremblement de terre qui s'étendra de l'Oural à la Tamise.

Tchitcherine demande aux communistes hongrois de concerter une action militaire avec les soviets russes. Guilbeaux représente le Gouvernement russe en Hongrie.

Deux monitors britanniques arrivent à Budapest.

Piccione, commandant des forces tchéco-slovaques, ordonne la fermeture hermétique des frontières du côté de la Hongrie.

Weckerlé, ancien president du Conseil hongrois, est en prison à Budapest.

Gauvain : « La Hongrie est condamnée à devenir une simple Magyarie. Toutes les menaces du monde n'engageront pas les Alliés à rendre aux Magyars des territoires slovaques, roumains ou yougo-slaves. »

La campagne contre la Ligue des Nations devient plus intense dans la presse américaine.

L'impôt sur le revenu, aux États-Unis, a donné 5 milliards en trois mois.

La Bolivie demande à la Conférence de la paix un accès à la mer.

Mardi 25 mars. — Wilson, Clemenceau, Lloyd George et Orlando forment un conseil des Quatre qui se réunira dorénavant tous les jours.

Henri Morgenthau, arrivé à Paris, siège à la délégation américaine de la Conférence. Il dit que le peuple américain,

dans son immense majorité, est acquis à la Ligue des Nations. L'Amérique ne veut plus d'une politique d'isolement. « Qui sait si, un jour, nous ne serons pas heureux que l'Europe transporte 2 millions d'hommes pour venir au secours de l'Amérique ? »

Sir G. Buchanan, parlant à Edimbourg, préconise l'intervention alliée en Russie pour extirper le chancre bolcheviste.

Le premier cargo allemand livré à l'Angleterre arrive à Leith.

Le Sénat vote la loi relative aux dommages de guerre.

A la Chambre, Franklin-Bouillon attaque violemment le ministre des Affaires étrangères. Mayéras dit que l'armée bolcheviste est commandée par Broussilov (!).

Bainville (*Action française*) dit que nous assistons au spartacisme des nationalités, à l'alliance du nationalisme et du bolchevisme.

Le général de Lacroix (*Temps*) constate que l'Allemagne n'a pas désarmé.

Le comte Greppi, ancien page de Marie-Louise, donne à Rome un dîner pour célébrer son centième anniversaire.

La Diète bavaroise rappelle au Gouvernement de Berlin que la Bavière entend voir rester intangibles les bases fédératives de l'Empire.

A Vienne, les journaux pangermanistes et kruppistes sont joyeux. Mais les socialistes refusent de s'allier aux C. O. S. de Budapest, de peur que le ravitaillement de Vienne ne soit supprimé.

Le Conseil révolutionnaire de Budapest recrute une armée rouge.

Les Tchèques s'emparent de Raab, où se trouve la plus grande fabrique de canons et de munitions de la Hongrie.

Lenine adresse à Bela Kun un télégramme empreint de soupçons sur le caractère du nouveau gouvernement [fourberie ?].

Gauvain, *Débats :* « Quatre mois après l'armistice, nous risquons d'être victimes des manœuvres germano-toura-

niennes ; on fait éclater sous nos pieds des pétards qui nous affolent. Résistons et servons-nous de nos amis contre nos ennemis. »

Le *New-York Herald* dit que les troupes de l'Entente devraient occuper Berlin et Budapest. Le *New-York Times* croit que les Magyars tentent un formidable bluff, mais estime qu'il faut leur donner une leçon. Le *Daily Chronicle* dit que l'action des Magyars est une violation de l'armistice et demande des mesures militaires immédiates.

Les Polonais sont à Grodno et à Pinsk ; les bolcheviks ont été battus et ont perdu beaucoup d'artillerie.

Savinkov, qui est à Paris, déclare qu'on ne demande pas de troupes aux Alliés, mais seulement des armes et des munitions. Il dit que les bolcheviks ont 600.000 soldats, dont 50.000 (Allemands, Lettons et Chinois) sont solides.

Les garanties constitutionnelles sont suspendues en Espagne.

Le haut commissariat français à Washington est supprimé à partir du 1er avril.

Mercredi 26 mars. — Les gouvernements alliés adressent à l'Allemagne un ultimatum aux termes duquel l'armistice sera déclaré rompu, au cas où le Gouvernement allemand ne donnerait pas, dans un délai fixé, son assentiment au débarquement des légions polonaises à Danzig.

L'Allemagne offre de faciliter le débarquement des Polonais à Stettin, Kœnigsberg, Memel ou Libau. Mais on craint qu'un débarquement à Danzig ne provoque des troubles.

Charles Gore, évêque d'Oxford, déplore dans un sermon l'égoïsme des vainqueurs et l'espoir déçu d'une véritable Ligue des Nations ; il insiste aussi sur les responsabilités encourues dans l'est de l'Europe par la politique anglaise qui a soutenu la Turquie et déchiré le traité de San Stefano (*N.-Y. Nation,* 17 mai, p. 806).

Pichon fait à la Chambre le procès du bolchevisme, qui n'est pas la Russie, mais l'oppresseur de la Russie. Le bolchevisme est le fourrier du tsarisme.

Le Comité national confédéral, organe de la C. G. T., expose son programme : désarmement général, organisation

d'un Parlement du travail, service laborieux universel substitué au service militaire. C'est ce que les *Débats* (du 28) appellent « les cahiers du quatrième État ».

Un arrête à la gare de l'Est deux Allemands, venant de Metz, porteurs de passeports délivrés par le président de la République allemande.

L'Assemblée de Weimar proteste à l'unanimité contre l'annexion du bassin de la Sarre et la création d'un État rhénan.

La *Deutsche allgemeine Zeitung* dit que la situation de l'Allemagne s'améliore : l'Entente a dû céder sur la question de la flotte de commerce ; elle fera des concessions dans l'affaire de Posen. Les événements de Hongrie sont la première réaction violente contre les méthodes surannées de la diplomatie. Ce sont les vaincus et les opprimés qui représentent le droit. L'Allemagne et la Russie sont désormais alliées contre l'impérialisme occidental.

Un délégué de Wilson arrive à Spalato pour étudier l'ethnographie de cette ville.

La *Reichspost* de Vienne prétend que, sur les 30 ministres du cabinet révolutionnaire hongrois, il y a 24 israélites et 6 catholiques.

Trotski ordonne la mobilisation des torpilleurs de la Néva et envoie deux dreadnoughts russes à Cronstadt.

Jeudi 27 mars. — Le Conseil suprême économique des Alliés invite le Gouvernement allemand à envoyer à Versailles une commission financière de six membres.

Les cheminots anglais acceptent les offres du Gouvernement.

Churchill, ministre de la Guerre, est obligé de reconnaître aux Communes qu'une feuille de démobilisation anglaise a été imprimée à Zulpich en Allemagne.

Reynald fait au Sénat un rapport émouvant sur les cruautés allemandes ; ce rapport sera lu dans toutes les écoles.

Malleterre (*Matin*) demande qu'on en finisse « par un coup de tonnerre », en occupant le pays ennemi au delà du Rhin et du Danube.

Les Italiens occupent Presbourg, Stuhlweissenburg et la voie ferrée vers Budapest.

Scheidemann, à Weimar, s'élève contre les manifestations des officiers qui ont crié : Vive l'Empereur ! et dit que Ludendorf sera cité devant une haute Cour.

Ludendorf dit au correspondant du *Daily Express* que les Américains étaient bien inférieurs aux Français et aux Anglais ; c'est la révolution seule qui a fait perdre la guerre à l'Allemagne. Il ajoute : « Croyez-vous que l'Allemagne soit démoralisée au point de ne pas chercher une revanche ? » Comme le correspondant objectait que l'humanité gagnerait à ne plus avoir de guerre, Ludendorf répondit : « Ne me parlez pas d'humanité, cela m'agace ! »

On prétend à Vienne que Karolyi a spéculé à la baisse sur le triomphe, préparé par lui, du bolchevisme hongrois.

La Diète de Varsovie, après deux jours de débat, confirme l'alliance de la Pologne avec les nations de l'Entente.

Le général en chef des bolchevistes est le Letton Watsetis.

Vendredi 28 mars. — Le duc d'Albany, le duc de Cumberland, le prince Ernest-Auguste duc de Brunswick et le vicomte Taaffe sont déclarés, par le roi d'Angleterre, déchus de leurs titres pour s'être rangés, pendant la guerre, du côté des ennemis de Sa Majesté.

Les conflits ouvriers paraissent s'apaiser en Angleterre.

L'entrée des billets de banque russes est prohibée en Angleterre.

La Chambre modifie la taxe sur le luxe et élève de 20 à 25 % les droits sur les spiritueux.

Un comité alsacien donne 1 million au Président de la République pour les provinces envahies.

Un service anniversaire est célébré à Saint-Gervais pour les victimes du crime allemand du 28 mars 1918.

J. Reinach (*Morning Post*) dit que l'idée d'un État juif en Palestine est une sottise (trad. dans les *Débats* du 30).

A la Commission d'enquête, Sarrail expose qu'il avait préconisé, dès décembre 1914, un plan d'attaque contre Briey, qui fut écarté par le Grand Quartier général, bien qu'il en eût entretenu Poincaré.

La natalité de Paris, de 51,9 en 1912, est tombé à 34,57

en 1918; le nombre des enfants illégitimes a augmenté (24 à 31), mais la mortalité infantile a diminué (15,51 à 13,96).

D'Annunzio proteste qu'il est toujours l'ami de la France, mais dit qu'en pays dalmate tout ce qui n'est pas italien est barbare.

L'Assemblée de Weimar, y compris les socialistes indépendants, refuse à l'unanimité de laisser les légions polonaises débarquer à Danzig.

Le bassin de la Ruhr, où les spartacistes sont très actifs, est en effervescence; il y a des fusillades.

Ludendorf dit à la *Berliner Zeitung* qu'il s'occupe uniquement de la rédaction de son livre et non de politique.

Il y a de nombreuses grèves à Vienne.

On dit que l'Autriche allemande demande à l'Italie la cession d'une zone du port franc de Trieste.

Le *Times* annonce que l'armée de Koltchak a gagné 80 kilomètres sur le front de l'Oural, faisant 5.000 prisonniers. On annonce aussi que les bolcheviks ont été battus par les Lithuaniens.

L'ordre d'évacuer Odessa est signé [le public l'ignore, ainsi que les incidents divers qui motivent cet ordre].

On assure que les ouvriers des usines Poutilov sont hostiles à Lenine.

American Hebrew, p. 469 : « Hypocrisie, ton nom est Dmovsky! Impudence, ton nom est Bratiano! »

On rapporte (*Journal*) qu'un avion français sans pilote a exécuté un raid de 180 kilomètres avec crochets et détours prescrits; il a atterri, sur ordre, dans un aérodrome désigné (T. S. F.).

Le nombre des navires en construction dans le monde est de 2.189 (6.921.989 tonnes), dont 2.018 vapeurs.

Samedi 29 mars. — Le Conseil suprême décide d'envoyer en Roumanie des armes et du matériel pour permettre de réorganiser l'armée.

On aménage le château de Versailles en vue des futures séances.

Déposant à la Commission d'enquête sur la métallurgie, Messimy établit que, dès le 25 août, il a donné

l'ordre de former une armée de trois corps dans le camp retranché de Paris, d'accord avec Gallieni.

Gauvain, *Débats :* « Le Conseil des Quatre examine en ce moment les demandes de la France. Pour nous et pour le monde, l'heure est critique. On est obligé de constater que la discussion ne s'est pas ouverte dans une atmosphère sereine ; elle a été précédée d'incidents qui ont créé une regrettable nervosité. »

A la Chambre, pressé par les socialistes, le Gouvernement s'engage à ne plus envoyer de troupes en Russie. Renaudel dit avoir reçu des lettres de soldats qui se plaignent de ne plus savoir contre qui ils se battent. La confiance a été votée par 362 voix contre 131.

Villain, assassin de Jaurès, détenu depuis près de cinq ans, est acquitté par le jury de la Seine. Ce verdict incohérent est très commenté.

Les États-Unis ouvrent à la France un nouveau crédit de 500 millions.

Mort d'Adrien Mithouard, bon lettré, président du Conseil municipal de Paris.

Bela Kun dit que le nouveau Gouvernement hongrois n'imitera pas les fautes des bolcheviks et ne procédera pas par la Terreur à l'œuvre de la socialisation.

Arrivé à Vienne, Karolyi est souffleté dans la rue par le comte de Salm.

L'amiral Koltchak fait savoir à ses troupes que l'objectif de sa campagne est Moscou.

On rappelle des textes prophétiques de Michelet sur la Russie : « Force barbare, monde sans loi, monde ennemi de la loi, la Russie attire, absorbe tout le poison de l'Europe ; elle le rend augmenté et plus dangereux. Hier, elle nous disait : « Je suis le christianisme » ; demain elle nous dira : « Je suis le socialisme. » Et Michelet prévoyait « l'effroyable spectacle d'une démagogie sans idée, sans principe, sans sentiment ; un peuple qui marcherait vers l'Occident d'un mouvement aveugle, ayant perdu son âme, sa volonté et frappant au hasard, automate terrible, comme un corps mort qui atteint et peut tuer encore. Elle pourrait troubler l'Europe, l'ensanglanter, mais cela ne l'empêcherait pas de s'enfoncer elle-même dans le néant, dans les profondes boues d'une dissolution définitive. »

Dimanche 30 mars. — Un décret supprime en France plusieurs restrictions alimentaires (pâtisserie fraîche, etc.).

Cachin écrit (*Humanité*) que le verdict d'hier est un défi jeté par quelques bourgeois aveugles à tout un peuple de travailleurs.

Les amis de Verlaine apposent une plaque de marbre sur la maison natale du poète à Metz (30 mars 1844).

Le Dr Reiss (Suisse), arrivant de Macédoine, lit au cercle français de la presse un rapport effrayant sur les atrocités commises par les Bulgares. Venizelos explique l'impossibilité de concilier la politique bulgare avec celle des Alliés.

A 12 membres du Congrès américain venus à Paris, Wilson déclare que la Ligue des Nations n'entraînera nullement les États-Unis dans le règlement de toutes les affaires européennes. L'élaboration de la Ligue ne retarde pas la paix; mais il subsiste des difficultés considérables touchant les réparations. Les troupes américaines seront retirées de Russie aussitôt que la température le permettra.

Le *Corriere della Sera* publie un article violent contre l'Angleterre, accusée de s'opposer au droit italien sur Fiume. Anciens crispiniens et cléricaux sont d'accord pour exciter l'opinion italienne contre l'Entente.

On distribue et on affiche à Berlin des placards réclamant une paix de justice, sans aucune violence.

Sur l'invitation du parti socialiste indépendant, le capitaine de Beerfelde expose à Berlin les responsabilités de la guerre : « Tout fut mensonge dans la politique allemande. »

La mission interalliée quitte Varsovie pour retourner à Paris.

Il se confirme que les bolcheviks gagnent du terrain dans le sud de la Russie et que les Cosaques reculent devant eux.

A la Chambre japonaise, le général Tanaka, ministre de la Guerre, dit que les troupes américaines ont refusé de prendre part à un combat récent livré près de Blagovestchenk aux bolcheviks.

Lundi 31 mars. — Suivant la *Chicago Tribune*, les réclamations françaises seraient réduites à 50 milliards, celles de la Belgique à 25 milliards; l'Angleterre, la Serbie, la Pologne et les États-Unis recevraient chacun 5 milliards.

De 17 milliards en 1914, la dette anglaise s'est élevée à 196 milliards (Dominions non compris).

Au Conseil de guerre de Paris, commencement de l'affaire Humbert et consorts.

Effrayé des dangers de la contagion bolcheviste dans une société où le frein du christianisme fait défaut, Seippel (*Journal de Genève*) rappelle le vers de Hugo : « C'est peut-être le soir qu'on prend pour une aurore. »

On écrit de Berlin au *Temps* que Noske, ancien ouvrier meunier, a toutes les qualités qui ont manqué à Kerenski ; il réorganise méthodiquement l'armée allemande.

Grève générale dans le bassin de la Ruhr, partielle à Stuttgart.

Des troupes allemandes se concentrent vers Graudenz et Thorn.

Le nouveau conseil municipal de Posen compte 40 Polonais, 17 Allemands, 2 socialistes et 1 sioniste.

On publie à Londres des conversations récentes de Guillaume II. Il n'a pas voulu la guerre ; c'est la diplomatie (ou la franc-maçonnerie) qui est responsable. L'exécution de miss Cavell a été ordonnée par un général pris de boisson ; Guillaume II l'a désapprouvée. Il ajoute que, plutôt que de paraître devant un tribunal international, il se tuerait.

Le *Journal de Genève* rapporte qu'un chimiste allemand aurait trouvé le moyen d'extraire l'aluminium de l'argile, et donne des détails sur les progrès de la domestication de ce métal, *Ersatz* du cuivre.

On dit à Zurich que Lenine et Bela Kun auraient offert leur alliance à Ebert contre l'Entente.

L'Entente aurait acquis la preuve que le coup d'État magyar a été machiné par Karolyi d'accord avec l'Allemagne.

London Nation : « La conversion de la Hongrie au bolchevisme est le plus grand événement en Europe depuis la signature de l'armistice. La Russie, qui devait être isolée du reste de l'Europe, a rompu le cordon ; la vague bolcheviste déferle vers le sud-ouest. »

On affirme à Belgrade que la Bulgarie fait seulement semblant de démobiliser et laisse armes et équipements aux soldats.

Les *Débats* publient les traités secrets entre l'Autriche et la Bulgarie (sept. 1914 et sept. 1915).

Ce mois, la mortalité a atteint 40.000 à Petrograd (80 %).

AVRIL

Mardi 1er avril. — Le général Smuts est envoyé par la Conférence en Hongrie pour procéder à une enquête [sur des questions qui lui sont tout à fait étrangères].

Chéradame explique (*Times*) que la politique poursuivie par Lloyd George à la Conférence fait courir des dangers à la France et à la Grande-Bretagne. La France est menacée d'une catastrophe financière qui aurait une répercussion grave en Angleterre. Chéradame regrette que l'opinion française puisse avoir l'impression qu'un parti anglais prépondérant veuille sacrifier la France à l'Allemagne.

Des manifestations violentes et des grèves se produirent à Albi, Decazeville et ailleurs contre l'acquittement de Villain.

La délégation financière allemande descend au château de Plessis-Villette, habité jadis par la Mise de Villette, la « belle et bonne » de Voltaire (aujourd'hui à Edg. Stern).

Le bruit court à Paris qu'un arrangement a été conclu entre une grande maison américaine et deux maisons allemandes, dont celle de Warburg, pour financer un projet d'exploitation de la Russie, confié à des ingénieurs allemands (voir *Débats* du 9).

Des commissions d'enquête allemandes ont déclaré conforme au droit international l'exécution de miss Cavell et du capitaine Fryatt, tout en regrettant la hâte apportée à ces mesures de rigueur.

Un article d'Elzbacher (de Cologne), très commenté dans la presse allemande, dit que le refuge de l'Allemagne, si les conditions de paix sont inacceptables, serait le système des soviets et la socialisation de toutes les ressources du pays, qui échapperaient ainsi à l'ennemi.

Les Ukrainiens bombardent Lemberg avec de gros canons.

Des bolchevistes hongrois travaillent à susciter une agitation en Roumanie ; ce pays est aussi menacé par les Bulgares, qui ont conservé leurs armes.

On annonce à Omsk que les bolcheviks ont été dispersés dans la région de l'Amour et que les Bashkirs ont rejoint l'armée sibérienne. Les troupes bolchevistes battent en retraite sur le front d'Orenbourg ; un régiment de cavalerie a passé à leurs adversaires.

Mercredi 2 avril. — Bonar Law, répondant à une question, nie que Lenine ait fait des offres de paix à l'Entente ; il dit aussi que le Gouvernement a l'intention d'obtenir de l'Allemagne tout ce qu'il pourra tirer d'elle et conteste que Wilson ait fait sentir son influence pour empêcher un juste règlement de comptes.

Berlin est déclaré en état de siège ; les vivres fournis par les Alliés ne sont pas distribués aux grévistes.

L'Assemblée nationale d'Autriche adopte un projet de loi sur le bannissement des Habsbourg.

A la suite de désordres(?), les marins italiens occupent Adalia (Cilicie).

La presse de Varsovie proteste contre le projet de créer un État neutre sur le cours inférieur de la Vistule.

Lenine déclare dans un message que les agents de Koltchak, de Denikine et des Alliés ont tenté de faire sauter les conduites d'eau de Petrograd.

Jeudi 3 avril. — Le Conseil des Quatre s'occupe du différend italo-slave. Orlando réclame, dit-on, l'exécution pleine et entière du traité de Londres d'avril 1915 et, en outre, la ville de Fiume. Wilson objecte que l'Italie a accepté ses 14 articles. Le même jour, Trumbitch expose la thèse des Yougo-Slaves ; mais Orlando s'est retiré pour marquer que l'Italie n'accepte même pas la discussion sur le sujet. L'effet produit par cette intransigeance est très fâcheux.

Les délégués des communes dalmates présentent à la Conférence le résultat d'un plébiscite organisé sous l'occupation italienne ; 95 % des votants se prononcent pour l'union avec les Serbes, Croates et Slovènes.

Le Conseil des Quatre décide que les Slesvigois de l'armée allemande, faits prisonniers par les Alliés, seront renvoyés en Danemark.

Le correspondant de la *New-York Tribune* télégraphie de Paris que l'esprit d'une Ligue des Nations telle que l'avait rêvée Wilson s'est évanoui et que des efforts désespérés sont faits pour conclure dans les dix jours une paix de compromis. Certaines personnes favorisent ouvertement l'idée d'une alliance entre la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et la Belgique, à la place d'une Ligue des Nations.

Le *Daily Mail* dit que, dans les lieux en contact avec la Conférence, on se plaint que les grandes questions politiques s'effacent devant celle du maintien des majorités politiques parlementaires à l'intérieur.

Le maréchal Foch rencontre Erzberger à Spa pour traiter de la question polonaise.

Lloyd George affirme qu'il n'y a pas de dissentiment entre l'Angleterre et la France (*Petit Parisien*).

A Londres, une conférence ouvrière discute le projet de la Ligue des Nations. Stuart Bunning demande que l'Autriche et l'Allemagne en fassent partie ; Henderson émet le vœu que le pacte de la Ligue soit inséré dans les préliminaires de paix ; Smillie exige la suppression du blocus, sans quoi les mineurs déclareront la grève (motion votée à l'unanimité).

223 députés français demandent que l'Allemagne ne conserve ni armée ni armements. La Chambre fait un accueil favorable à cette motion qui n'est pas mise aux voix, le président l'ayant déclarée inconstitutionnelle.

Hambourg est ce jour la première ville allemande qui distribue de la farine américaine aux habitants.

Le Conseil du peuple de la Russie orientale proteste contre le passage des troupes polonaises à Danzig, qui pourrait causer des effusions de sang.

Ed. Bernstein reconnaît le bien-fondé des revendications polonaises sur Danzig. Les autorités allemandes de cette ville persécutent les Polonais.

La couronne vaut dix-huit centimes à Vienne.

Une mission spéciale, se disant *thrace*, arrive à Rome, en route pour Paris.

On fait courir le bruit de négociations avec les bolcheviks sur les bases de concessions économiques ; 10 milliards de con-

cessions auraient été accordés à des Norvégiens, munis de capitaux américains (*Écho de Paris* et *Times* du 4).

L'explorateur Nansen fait appel aux gouvernements alliés pour organiser le ravitaillement de la Russie par une commission neutre.

On publie à Londres un Livre blanc sur les crimes bolchevistes (trad. franç., *Pages d'histoire*, n° 165).

Le général Blanquet débarque au Mexique avec des troupes qui viennent se joindre à celles de Félix Diaz pour rétablir la Constitution de 1857.

Vendredi 4 avril. — L'accord s'est fait à Spa pour le transport des troupes polonaises par voie ferrée par Stettin et Kœnigsberg, au besoin aussi par Danzig (concession à l'Allemagne).

Le roi Albert et P. Hymans vont trouver Wilson pour insister sur les réparations dues à la Belgique.

Daily Mail : « On a l'impression pénible, de jour en jour plus profonde, que la Conférence va à la dérive vers les récifs. »

Le général américain Dawes, dans *Stars and Stripes*, déclare mensongères les accusations portées aux États-Unis contre la conduite des Français envers les soldats américains.

Gauvain (*Débats*) parle des Bulgares s'armant contre les Serbes ; des Monténégrins du parti de Nicolas se mettant, sous les auspices des autorités militaires italiennes, à la tête de bandes albanaises; de coquetteries suivies entre les mêmes autorités et les Allemands ; des persécutions italiennes contre les Yougo-Slaves. « Les hommes ou les gouvernements qui, en vue d'intérêts égoïstes, rallumeraient quelque part l'incendie, seraient voués à l'exécration publique. »

Temps : « Des banques américaines — nous en pourrions peut-être citer une, et son nom ferait réfléchir — se sont abouchées avec des financiers allemands pour exploiter la Russie. »

Un général écrit que Montereau est resté indemne de la grippe à cause de l'existence, près de la ville, d'une usine de chlore ; il propose qu'en cas d'épidémie on balaie de nuit les grandes villes par des nuages de chlore ou de tout autre gaz insecticide (*Débats* du 5).

A 6 heures du soir, la République des soviets est proclamée à Munich.

Depuis trois jours, Stuttgart est en état d'anarchie ;

il y a de l'agitation en Silésie et surtout dans le bassin de la Ruhr. Les grèves se multiplient à Berlin.

Dans une caserne de Berlin, un régiment spartaciste a été cerné et désarmé.

Le Conseil communal de Malmédy demande la réunion de cette ville à la Belgique.

On annonce de Cologne (*Morning Post*) que les fabricants anglais y organisent la vente de leurs produits dans les territoires occupés.

Trouvant Bela Kun trop modéré, les extrémistes hongrois tentent de le renverser, mais sont défaits après des combats sanglants. Des paysans hongrois se soulèvent contre les soviets.

L'évacuation d'Odessa s'accomplit sans effusion de sang, mais non sans scandale. Les détails manquent.

Le centre de la propagande bolcheviste est actuellement à Vilna ; elle est dirigée par Joffé avec des moyens illimités.

On signale le danger que l'effroyable situation sanitaire de la Russie fait courir au reste de l'Europe.

American Hebrew : « La Pâque est la commémoration de la tentative heureuse d'un peuple pour s'affranchir. La Pâque de 1919 verra libérés tous les peuples asservis du monde. »

Trois archevêques mexicains, en exil à Chicago, adressent une belle lettre aux catholiques des États-Unis pour les mettre en garde contre les projets d'intervention dans leur pays, favorisés par les intérêts du pétrole (cf. *N.-Y. Nation*, 12 avril).

Quatre vapeurs allemands, devenus intéralliés, arrivent à Cherbourg pour contribuer au ravitaillement de l'Allemagne par l'Amérique. Un premier convoi de sept sous-marins allemands est arrivé dans le même port.

Samedi 5 avril. — Lloyd George demande que l'opinion attende encore quinze jours avant de s'énerver (*Matin*).

Le *Matin* dit qu'il y a un « fossé » entre les réparations qu'on nous offre et celles que nous réclamons. « Le Gouvernement français ne peut signer un traité qui signifierait la banqueroute de la France. »

Wetterlé (*Rhin français*) se plaint de l'attitude agressive des fonctionnaires et intellectuels allemands restés en Alsace.

Le nombre hebdomadaire des décès par grippe est tombé à Paris de 45 à 34.

Les premiers wagons contenant du matériel volé par les Allemands en Belgique arrivent à Liège.

Au Vatican, en présence du Pape, on lit le décret constatant les deux miracles requis pour la canonisation de Jeanne d'Arc. Mgr Touchet (Orléans) prononce un discours auquel le Pape répond en français, affirmant ses sentiments d'affection pour la France.

Le *Popolo Romano* publie une dépêche intitulée « Les rebelles de Dalmatie » où sont reconnus et approuvés les procédés tyranniques des autorités italiennes.

Gauvain, *Débats :* « Il n'existe pas une seule bonne raison justifiant l'annexion de Fiume à l'Italie. Les Italiens n'y possèdent la majorité qu'en l'isolant de ses faubourgs. En outre, la ville et le port sont absolument inutiles à l'Italie. Quel est donc le véritable mobile des annexionistes ? Il s'agit pour eux de tenir en main le lacet avec lequel ils peuvent étrangler les Croates et les Slovènes unis aux Serbes. Malheureusement, les cerveaux intoxiqués de triplicisme sont devenus incapables de comprendre la situation de l'Europe. Ils s'orientent instinctivenient vers Berlin. »

Le Gouvernement allemand aurait découvert un complot pour établir le régime des soviets dans l'Allemagne du Nord.

Les journaux allemands sont satisfaits du résultat des pourparlers de Spa. Le *Vorwärts* dit qu'on a reconnu, en l'espèce, qu'il y a aussi des limites pour les vainqueurs.

La *Gazette de Francfort* dit que la Conférence a réduit à néant les projets français sur le bassin de la Sarre. L'Angleterre et les État-Unis ayant refusé de coopérer à l'occupation prolongée de la rive gauche du Rhin, la France a demandé que la Ligue des Nations prenne cette occupation sur elle. « Du moment que Wilson tient ferme à son programme de paix, il ne restera plus à Clemenceau qu'à se soumettre. »

On traduit un article de la grande-duchesse Anastasie (*New-York American*), touchant les sévices exercés sur sa femme par le Kronprinz et ses nombreuses infidélités.

Allizé, ministre de France à Vienne, fait la première visite au chancelier Renner. Celui-ci demande que

l'Autriche allemande ne devienne pas une base pour des opérations militaires de l'Entente contre la Hongrie.

Le général Smuts quitte Budapest après avoir inutilement conféré avec Bela Kun et Garbaï.

N.-Y. Nation (p. 517) : « La Hongrie a été traitée suivant les principes non de Wilson, mais de Brennus. » [Cette feuille, devenue bolcheviste et germanophile, prétend que la révolution en Hongrie est due aux exigences déraisonnables des Alliés.]

Les soldats polonais massacrent 50 juifs à Pinsk.

Une attaque bolcheviste est repoussée sur le front d'Arkhangel.

Les bolcheviks, battus, évacuent le nord de la Lithuanie.

Dans l'Ukraine orientale, une armée rouge se rend aux Ukrainiens avec 35 canons.

Le trafic est rétabli sur le chemin de fer de Bagdad.

Dimanche 6 avril. — Les délégués de la Conférence visitent Lens, Arras, Denain et Cambrai, profondément émus des dévastations qu'ils y constatent.

New-York Herald (Paris): « Il est consolant de savoir que l'imbroglio de Danzig a pu être dénoué, mais il est humiliant d'apprendre que ce dénouement ait été obtenu par la capitulation de la Conférence. »

Le maréchal Haig quitte Boulogne pour rentrer définitivement en Angleterre.

H. de Varigny (*Débats*) raconte la carrière scientifique de Sir William Crookes, qui vient de mourir à Londres (1832-1919).

Paderewski et Noulens arrivent à Paris.

Paderewski déclare que Danzig est indispensable à la Pologne ; sans accès à la mer, les 35 millions de Polonais ne pourront vivre et seront obligés d'évoluer vers l'Allemagne. La neutralisation d'un couloir d'accès ne suffit pas. Pour les charbonnages de Teschen, revendiqués par les Tchèques, il demande qu'on fasse voter la population.

Pichon reçoit une députation des municipalités dalmates, présentée par Pachitch.

La reine de Roumanie visite Reims.

Un immense cortège (où figure Anatole France) défile à

Paris devant le buste de Jaurès, érigé square Lamartine. Des anarchistes provoquent des bagarres ; beaucoup d'agents sont blessés.

Au cours des matinées données dans les théâtres, le personnel fait une grève d'un quart d'heure pour se joindre (symboliquement) à la manifestation en l'honneur de Jaurès.

On se plaint du mauvais accueil fait en France aux Français rapatriés de Russie, qui ne peuvent pas échanger leurs roubles.

On expose (*Débats*) le système de Bouilloux-Lafont pour le règlement international des dépenses de guerre ; ce système paraît plus pratique que celui de J. Stern.

Le Pape reçoit 70 veuves de guerre françaises, déléguées de 200.000 autres, qui lui sont présentées par le cardinal Luçon.

Barzilaï a dit à des journalistes anglais que, si le Conseil des Quatre ne prenait pas une décision sauvegardant les droits de l'Italie dans l'Adriatique, il en résulterait une situation très grave à l'intérieur.

Il y a 345.000 grévistes à Essen ; la grève est générale à Düsseldorf.

Les leaders communistes à Munich sont Lewyn et Waldner. On dit que le caractère de la révolution est séparatiste, ayant pour but d'empêcher les Allemands d'exploiter les chutes d'eau et les minoteries de la Bavière.

Les étudiants de Munich déclarent suspendu le Sénat universitaire ; l'Université sera dirigée par des conseils d'étudiants et de professeurs.

Le Kronprinz, tombant d'un tricycle, se fracture le poignet à Wieringen.

Parlant à New-York, Lord Reading dit que le monde doit aussi enrayer la marche de l'anarchie et ne pas permettre qu'un autre despotisme remplace celui qui vient d'être abattu.

A l'instigation de K. Gandhi, les Indous inaugurent par un jeûne de vint-quatre heures la politique de résistance passive dite *Satyagraha* (fidélité à la Vérité).

Lundi 7 avril. — La Conférence a admis le droit de la France à exploiter le bassin de la Sarre ; le désac-

cord subsiste sur le régime politique futur de cette région.

Des agents de Hearst (?) font courir à Paris des bruits fâcheux : le Président Wilson, refusant de ratifier les demandes françaises, aurait demandé un dreadnought pour rentrer chez lui.

Aulard (*Matin*) propose que Paris soit la capitale de la Ligue des Nations.

Gauvain, *Débats :* « L'affaire de Danzig est un scandale qui nous couvre de ridicule d'un bout à l'autre du *Reich*. Danzig, qui a été volé aux Polonais, doit redevenir polonais.» Le même historien pense que le Gouvernement italien croit échapper au bolchevisme en proclamant l'annexion de Fiume et de la Yougo-Slavie, comme Berchtold et Tisza ont cru sortir de leurs embarras intérieurs en se jetant, en 1914, sur la Serbie.

La Diète bavaroise est dissoute ; les ministres sont remplacés par des commissaires du peuple.

Unterleitner, ministre de la prévoyance sociale, aurait dit que la Bavière va bientôt avoir une armée rouge qui tendra la main à la Hongrie et à la Russie.

Un congrès des conseils de soldats s'ouvre à Vienne.

Magyars et Tchéco-Slovaques en viennent aux mains ; les Magyars sont repoussés à 8 kilomètres derrière la ligne de démarcation.

On apprend avec joie, au Caire, la libération de quatre chefs nationalistes égyptiens qui avaient été déportés à Malte.

Mardi 8 avril. — Une note officieuse fait savoir que de nouveaux délais sont nécessaires pour préciser les préliminaires de la paix.

150 bolchevistes sont arrêtés à Londres; ils vont être expulsés.

Le général Andlauer, commandant le corps d'occupation de Sarrebrück, militarise le personnel des mines et ordonne la reprise immédiate du travail.

Par 235 voix contre 201, la Chambre se prononce pour la représentation proportionnelle.

Paderewski, venu à la Chambre, y est l'objet d'une ovation.

Le député J.-L. Breton déclare, à l'encontre du général Estienne, qu'il est le véritable inventeur des chars d'assaut (voir le *Matin* du 8 et du 10).

A la demande de Clemenceau, Cottin est gracié ; il subira 10 ans de réclusion.

A la Commission d'enquête sur la métallurgie, le général Malleterre cite les noms d'aviateurs qui ont été blâmés pour avoir bombardé la région de Briey.

La reine de Roumanie préside, à l'Hôtel Ritz, la séance du comité d'assistance à la Croix-Rouge roumaine.

Séance orageuse au procès Humbert; l'accusé et son avocat, Moro-Giafferi, mettent en cause le président de la République.

Le Congrès des soviets allemands s'ouvre à Berlin.

70.000 soldats sont concentrés autour de Berlin, où il y a des menaces de grève générale.

On signale des collisions sanglantes à Magdebourg ; l'état de siège renforcé est proclamé à Dusseldorf.

La garnison de Munich se déclare pour les soviets.

Le nouveau Gouvernement de Bavière rappelle son ministre de Berlin.

Le Gouvernement bavarois s'est réfugié à Nuremberg. Berlin ne reconnaît pas les usurpateurs.

Sollicité par l'Entente d'intervenir en Hongrie, le Gouvernement yougo-slave refuse, tant que ses aspirations légitimes n'auront pas été satisfaites.

Le président du Comité yougo-slave de Londres écrit aux *Débats* que 100.000 volontaires ont servi contre les Empires centraux; il rappelle qu'il y a juste un an Trumbitch était reçu au Capitole et que l'Italie tout entière approuvait cette manifestation d'amitié envers les Croates, Serbes et Slovènes. C'est que le front autrichien tenait encore.

Gauvain, *Débats :* « Bela Kun est une marionnette israélite, comme la plupart de ses pareils, dont Lenine tire les ficelles. Il remplit l'office d'épouvantail à moineaux. »

Le *Mirabeau,* échoué dans la Mer Noire, est renfloué.

Mercredi 9 avril. — A ce jour, l'Angleterre a démobilisé 71.230 officiers et 2.274.000 sous-officiers et soldats.

200 membres de la Chambre des Communes télégraphient à Lloyd George pour lui représenter l'inquiétude du pays en ce qui touche les indemnités dues par l'Allemagne.

Steph. Lauzanne (*Matin*) reconnaît que la doctrine de Monroë est en contradiction ouverte avec le projet de Ligue des Nations.

Barthou dit à la Sorbonne, au cours d'une commémoration des écrivains morts pour la Patrie : « La dérision serait trop cruelle et la révolte trop forte si l'Allemagne agressive, sauvée par une pitié imprudente, ne portait pas le poids et ne payait pas les dettes de ses crimes. » La salle entière applaudit.

Marcel Cachin, *Humanité :* « M. Clemenceau, qui croit qu'il a « fait la guerre » et à qui ses courtisans ont persuadé qu'il l'avait gagnée, a essayé vainement de « faire la paix » à sa manière, c'est-à-dire d'imposer sa volonté, inspirée par ce qu'il y a de plus injuste, de plus brutal et de plus fou. Cette volonté a été sérieusement contrariée. Le président Wilson a eu des « faiblesses » au début, mais, en fin de compte, il a pris nettement parti, et nous l'en remercions, contre l'impérialisme français. » Ces propos font grand plaisir au delà du Rhin.

A la Commission d'enquête, le général Sarrail déclare qu'après la bataille de la Marne nous aurions pu reprendre la région de Briey. Le général de Castelnau avait reçu des ordres à cet effet le 14 ; ils furent contremandés le 16.

Les Arméniens de Transcaucasie, menacés par des bandes tartares, font un nouvel appel à l'Entente.

Par suite du départ des Alliés (Français et Grecs), la Crimée est livrée aux bolcheviks.

Jeudi 10 avril. — Le Parlement irlandais indépendant se réunit à Dublin sous la présidence de Valera.

Civrieux (*Matin*) estime que 60.000 Franco-Belges suffiraient à la garde du Rhin.

Franklin-Bouillon, président de la Commission des Affaires étrangères, demande la nomination par la Chambre d'une commission de 90 membres chargés de l'étude des questions qui font l'objet des délibérations de la Conférence de la paix.

Matin : « Si l'angoisse monte, c'est que le mystère dont les Quatre s'entourent semble tous les jours plus menaçant. On ne se défie pas de l'opinion quand on est d'accord avec elle. »

La Chambre belge vote le suffrage universel.

L'autorité anglaise interdit les rassemblements à Cologne et suspend la *Gazette du Rhin*.

Les émeutes de Berlin en janvier ont causé la mort de 196 personnes ; celles de mars ont fait 1.175 victimes.

Brockdorf, à Weimar, insiste sur le droit de la population d'Alsace-Lorraine de décider de son sort par une expression de sa volonté soustraite à toute influence. Scheidemann dit qu'il s'agit de supprimer ainsi l'idée de revanche, d'écarter toute nouvelle accusation d'oppression.

Koltchak déclare, dans une proclamation datée d'Omsk, que la propriété foncière doit désormais être respectée.

Vendredi 11 avril. — La Conférence adopte le projet d'une charte internationale du travail.

Wilson s'est rallié à Orlando pour proposer Genève comme siège de la Ligue des Nations et faire écarter Bruxelles, où le vote de la Conférence produit un effet très pénible. La France a voté pour Bruxelles.

A Hull, un candidat gouvernemental est battu par un libéral. On dit le pays mécontent des lenteurs et de l'indécision de la Conférence.

Winston Churchill dit que la paix ne contentera certes pas tout le monde, que chacun aura sujet de grogner. Mais il s'agit de faire une paix durable et de ne pas permettre au bolchevisme d'envahir le monde. Il faut monter la garde sur le Rhin et soutenir nos amis et nos troupes en Russie.

Au procès Humbert, on lit une deuxième déposition de Poincaré ; il dit qu'en 1916 il sentait la trahison rôder en France.

Miss Morgan refuse d'autoriser les délégués allemands à loger dans une de ses villas à Versailles.

Une révolte communiste éclate à Brunswick.

Le Dr Lipp dit à Munich que la nouvelle révolution n'est pas bolcheviste, mais dirigée contre l'esprit prussien.

On estime que 200.000 personnes par mois meurent de faim en Russie. Hoover estime qu'il est urgent de ravitailler ce pays. Les classes supérieures et moyennes sont menacées d'extinction. La population de Petrograd a diminué de 70 %.

Il y a des émeutes sanglantes au Caire et à Alexandrie.

Des troubles graves éclatent à Calcutta, où Indous et Musulmans agissent de concert.

Samedi 12 avril. — Le maréchal Pétain est nommé, à l'unanimité, membre libre de l'Académie des Sciences morales.

Une délégation tchéco-slovaque, arrivée à Paris, dit que l'Allemagne mobilise en secret, dissimule des batteries d'artillerie dans les bois, fabrique des munitions, etc.

Le 3 % est à 61,80.

On dit (*Temps*) que l'élément slave à Fiume est immigré, ce que démentent vivement les Yougo-Slaves.

A l'Assemblée de Weimar des clameurs s'élèvent contre Erzberger, accusé d'avoir, le 4 septembre 1914, rédigé un mémoire sur les revendications impérialistes à imposer aux adversaires de l'Allemagne. Les indépendants demandent qu'Erzberger soit traduit devant une haute Cour.

Pressés par les bolcheviks, les Roumains reculent sur tout le front de Bessarabie.

La famine est telle dans le sud de l'Arménie russe qu'on y signale des cas d'anthropophagie.

Dimanche 13 avril. — Le comité des Quatre décide que la France sera propriétaire à perpétuité des houillères fiscales de la Sarre. Le territoire sera pendant quinze ans administré par la Ligue des Nations ; les habitants ne devront ni impôts ni service militaire. Au bout de quinze ans, ils statueront eux-mêmes sur leur sort.

Clemenceau, parlant aux délégués radicaux-socialistes, donne des informations rassurantes sur la marche des négociations.

Le Congrès socialiste de la Seine flétrit Guilbeaux, anarchiste et non socialiste.

Ce jour et le 15, il y a des troubles bolchevistes à Milan.

La Commission d'armistice allemande proteste contre l'occupation de Griesheim ; les Français, dit-elle, veulent mettre la main sur les fabriques de produits chimiques.

Les Allemands, qui avaient promis dix trains par jour pour transporter les légions polonaises, ne peuvent en fournir que cinq.

500 Rhénans déposent des couronnes sur les tombes

d'un cimetière voisin de Mayence où sont enterrés des soldats français de 1813.

Conflits sanglants à Dusseldorf ; les troupes ont le dessus.

Une lutte s'engage à Munich entre les communistes et les partisans de l'ancien Gouvernement.

Le plénipotentiaire militaire britannique à Vienne menace de suspendre toute importation au cas où l'ordre serait troublé.

Les dommages de guerre causés à la Roumanie par les ennemis et les troupes russes atteignent 6.608 millions.

Les barons baltes ont renversé le Gouvernement letton et occupé Libau, qui est sans communications avec le reste du pays.

Lundi 14 avril. — Wilson remet à Orlando un mémorandum (publié le 30) qui nie les droits de l'Italie sur Fiume et la Dalmatie.

Lloyd George, parti pour Londres, est remplacé au Conseil des Quatre par Balfour.

Un communiqué annonce que les négociations sont assez avancées pour qu'on invite les plénipotentiaires allemands à se rendre le 25 avril à Versailles.

Il se confirme qu'on demande à l'Allemagne 125 milliards pour réparer les dommages de guerre ; la France touchera 55 % des sommes versées. Les pensions dues aux victimes de la guerre seront imputées à l'Allemagne, mais le remboursement des frais de guerre n'est pas prévu.

Bonar Law, répondant à une question aux Communes, dit que le Gouvernement anglais est d'avis que les crimes de droit commun commis pendant la guerre soient soumis à un tribunal international. Il paraît que le Japon seul s'est opposé à la demande, que fera la Belgique à la Hollande, d'extrader Guillaume II ; les États-Unis auraient d'abord appuyé le Japon.

Gauvain, *Débats :* « M. Lloyd George ne semble pas encore convaincu que l'Angleterre doit défendre son propre sol sur la rive gauche du Rhin, et le président Wilson se flatte trop que des textes suffisent à protéger des principes. »

Le Président de la République inaugure les anciennes salles de dessins du Louvre où le public revoit la *Joconde*, l'*Antiope*, les Raphaël, etc.

Baker et Hugh Wallace, le nouvel ambassadeur des États-Unis à Paris, arrivent à Brest.

Les Nouvelles (Arlon) : « A la capitale du Roi-soldat, la commission préfère la ville de Genève qui est devenue le grand quartier général du bolchevisme. »

L'Assemblée de Weimar adopte une loi instituant une haute Cour pour enquêter sur les responsabilités de la guerre [comédie].

Plusieurs hauts fonctionnaires monténégrins rompent tout rapport avec le Gouvernement de Nicolas pour se rallier au royaume yougo-slave.

Le Cabinet Romanonès est démissionnaire.

Les bolcheviks ont pris Simféropol.

On annonce aux Communes qu'il y a eu des émeutes à Lahore, Allahabad, Amritsar et Bombay.

Mardi 15 avril. — Mme Charles H. Farman, représentant 5 millions d'Américaines, remet à Clemenceau une protestation contre la barbarie allemande, demandant que les coupables soient punis.

La Commission du budget déclare qu'il est de la plus élémentaire justice de réclamer à l'ennemi le remboursement intégral de tous les dommages et charges de guerre, avec priorité pour la réparation des dommages. Elle appelle l'attention du Gouvernement sur l'écart de 14 milliards entre nos recettes et nos dépenses ; les budgets futurs atteindront 22 milliards.

Le *Matin* accuse le Gouvernement français d'avoir été négligent en acceptant au mois de novembre les articles de Wilson sans faire de réserves sur le remboursement des dépenses de guerre.

Un ingénieur hollandais évalue à 125 milliards les dommages faits par les Allemands dans le nord de la France.

Six grandes fédérations ouvrières françaises, y compris les cheminots, décident un chômage général pour le 1er mai.

Louis Havet, *Scientia*, p. 297 : « Le traité ne vaudra que s'il fait l'unité humaine, alliance dont le nom décisif sera fédération. Ce qui s'ouvre sous nos yeux, ce n'est pas un incident ou un épisode : c'est la seconde période de l'histoire. »

Le Comité national polonais à Paris estime que sa tâche est accomplie et prononce sa propre dissolution.

On dit à Genève que l'agitation anti-dynastique augmente en Bulgarie.

Un Cabinet espagnol est formé sous la présidence de Maura.

Les postes et télégraphes d'Espagne sont en grève.

Graves troubles à Calcutta ; les troupes ont tiré sur la foule.

Mercredi 16 avril. — Lloyd George, dans un grand discours aux Communes, parle avec sympathie de la France et dit que l'intervention armée en Russie est impossible. Il flétrit ceux qui essaient de semer la méfiance entre les Alliés.

Lloyd George a déclaré que toutes les promesses faites par lui en ce qui concerne les indemnités et responsabilités seront réalisées dans le traité de paix.

Par 693.000 voix contre 77.000, les mineurs anglais acceptent les propositions du rapporteur Sankey, approuvées par le Gouvernement (2 shillings de plus par jour, journée de 7 heures, à réduire à 6 heures en 1921).

A la Chambre. Pichon refuse de répondre aux questions sur la paix ; malgré les attaques des socialistes, il obtient un ordre du jour de confiance.

Le Sénat adopte la loi relative au déclassement des fortifications de Paris.

Martinet se fait au Sénat l'écho des doléances des contrôleurs des contributions indirectes, qui se plaignent d'être désarmés contre la fraude.

Un premier convoi de troupes polonaises quitte Paris par la gare de la Villette.

Matin : « M. de Brockdorf a estimé les frais de guerre allemands à 170 milliards. Ajoutez-y 125 milliards, et vous n'aurez à opposer qu'un total de 295 milliards aux 366 milliards (Grande-Bretagne, 205 ; France, 161) que représentent, pour la Grande-Bretagne et la France envahie, les frais de guerre. Ce serait là vraiment pour nous la victoire à la Pyrrhus dont parlait un jour Clemenceau. »

On constate que des bolcheviks fabriquent des bombes à Amsterdam.

Dans un message de Pâques à l'Assemblée de Weimar, Ebert condamne à la fois la rigueur des Alliés et la folie des communistes : « La dictature du prolétariat ruinerait l'Allemagne en peu de mois. »

Les communistes sont de nouveau maîtres de Munich.

La presse allemande tout entière fulmine contre les propositions relatives au bassin de la Sarre.

L'entretien des troupes alliées sur le Rhin, à la charge de l'Allemagne, coûte 600 millions par mois.

Un numéro spécial de la *Pravda* appelle le prolétariat russe à la lutte contre Koltchak sur le front de la Volga.

On dit à Zurich que Lenine offre 1.500.000 hommes à l'Allemagne pour reconquérir ses frontières de 1914, à condition qu'elle constitue un ministère pratiquant la socialisation totale et immédiate.

Le général Berenguer, haut commissaire espagnol, est présenté au sultan du Maroc par le général Lyautey.

Jeudi 17 avril. — Wilson reçoit Boghos Nubar, président de la délégation nationale arménienne.

La *Chicago Tribune* dit que, d'après les assurances données par Wilson à Clemenceau, si l'Allemagne attaque la France à l'ouest du Rhin, la Ligue des Nations donnera à l'Amérique le pouvoir de secourir militairement la France. Lloyd George a fait la même promesse au nom de l'Angleterre.

Lloyd George revient à Paris.

Gauvain, *Débats* : « Lloyd George a dit aux Communes qu'il aimait mieux avoir une bonne paix qu'une bonne presse. Mais chaque phrase de son discours montre qu'il est vexé d'avoir eu une mauvaise presse. »

La Chambre vote le projet du Gouvernement sur la journée de huit heures [propice aux cabarets et aux cinémas, à défaut de vrais cercles ouvriers].

Mayéras soulève un tumulte à la Chambre en disant que les soldats se démobiliseront tout seuls.

Le Sénat ratifie le texte de la Chambre sur la réparation des dommages de guerre.

La Chambre et le Sénat manifestent une vive et légitime inquiétude au sujet de la situation financière.

Le général Ruffey, à la Commission d'enquête, dit qu'il

perdit la bataille de Virton parce que plusieurs divisions sur lesquelles il comptait furent détachées de son armée et envoyées à celle de Maunoury.

6 soldats français et 16 américains sont tués dans un tamponnement à Crissé (Sarthe).

D. Cochin (*Figaro*) défend Venizelos contre d'Annunzio, qui l'a qualifié d'*Ulysséide au pince-nez;* mais il revendique les droits de l'Italie sur la Dalmatie, rappelant ces lignes d'Anatole France (*Figaro*, 10 oct. 1897) : « Longez les côtes de la Dalmatie ; partout vous trouverez Rome et Venise, l'aigle et le lion ; le reste n'est que barbarie. »

On mande de Varsovie que l'Allemagne a conclu un accord formel avec la Russie ; l'Allemagne, en retour de vivres, fournira quinze mille instructeurs militaires ; la Russie s'engage à ne pas négocier avec l'Entente (*Daily Telegraph*).

On dit aussi à Genève que Ludendorf et l'État-major ont partie liée avec les monarchistes et bolchevistes russes.

Brockdorf dit à un journaliste américain : « La France a naturellement droit à des dommages pour ses mines détruites, et l'Allemagne est disposée, comme elle en est capable, à supporter ces dommages. » Mais il n'admet pas « l'annexion déguisée » du bassin de la Sarre.

Le Comité yougo-slave de Paris affirme que la force militaire de l'Autriche-Hongrie s'est écroulée par l'œuvre systématique des intellectuels slaves. « Lorsqu'on connaîtra les effectifs dont l'Autriche disposait sur le front italien, le monde sera étonné que ces effectifs aient pu tenir pendant deux ou trois mois contre toute l'armée italienne. »

Les ouvriers sans travail provoquent des troubles à Vienne.

A l'unanimité, la Diète de Pologne réclame Danzig et son littoral, ainsi que les districts de Varsovie et de Mazurie (Prusse Orientale).

Les bolcheviks sont à Sébastopol ; les Alliés ont quitté la Crimée en vertu d'un accord et sans effusion de sang. [On est mal éclairé sur ces événements scandaleux.]

L'Égypte est le théâtre de troubles très graves ; les insurgés demandent le départ des Anglais et l'établissement d'un Khalife arabe au Caire.

Une gare contenant de grands approvisionnements a été incendié aù Pendjab.

Vendredi 18 avril. — Les Quatre décident que

Danzig sera port libre, où la Pologne aura droit de garnison.

Wilson reçoit une délégation des communes dalmates occupées par l'Italie.

Le *World* de New-York publie le texte du formulaire arrêté par les Alliés sur la question des réparations financières.

Pams, ministre de l'Intérieur, déclare à la Chambre que le Gouvernement n'a pas d'opinion au sujet de la réforme électorale. La Chambre vote cette réforme par 287 voix contre 131.

A l'unanimité, le Sénat vote un ordre du jour accepté par le Gouvernement et compte sur lui pour assurer, d'accord avec les Alliés, toutes les garanties d'ordre militaire indispensables à la sécurité de la France et à la liberté du monde (occupation de la rive gauche du Rhin).

Brunschwig, *Le Peuple juif* (p. 4) : « Il est étonnant que ce soient toujours ceux qui sont le plus éloignés des traditions juives qui insistent sur le fait que le judaïsme ne serait qu'un groupement religieux. »

Un manifeste bolcheviste circule parmi les paysans suisses, les exhortant à former des soviets.

Le Conseil national et la municipalité de Fiume demandent l'annexion de la ville à l'Italie.

D'Annunzio et Orlando échangent des télégrammes pour affirmer les revendications italiennes. Orlando fait allusion à des événements possibles « que nous souhaitons nous voir épargner ».

La presse italienne constate (prématurément) la faillite de l'agitation bolcheviste en Italie.

Les troupes du Gouvernement reprennent Brunsvick.

A une réunion du parti démocratique à Francfort, le Dr Haas dit que Wilson ne sait pas l'histoire ; autrement il saurait que l'Alsace n'est pas française et que la France l'avait seulement volée. La France est responsable de la guerre, parce qu'elle n'a jamais renoncé à ses provinces perdues.

Dans la région d'Essen, on fait de la propagande en faveur d'une émigration en masse vers l'Amérique du Sud [spéculation sur les terrains].

On a constaté que les Jeunes Turcs ont fait fusiller tous les prisonniers anglais tombés entre leurs mains en 1914-1915 ; sur le front du Caucase, tous les prisonniers arméniens ont été tués (*Débats*).

Platon, métropolite d'Odessa et de Kherson, adresse une longue lettre aux Alliés, les suppliant de sauver la Russie.

Les Polonais prennent Novogrodek.

La *Chicago Tribune* publie des propositions d'accommodement faites par Tchitcherine aux Alliés.

Samedi 19 avril. — Lvov, Sazonov, Tchaikovski et Maklakov adressent, au nom des gouvernements unifiés russes, une déclaration à la Conférence de la paix.

Sir W. Robertson arrive à Cologne et prend le commandement des Britanniques sur le Rhin à la place du général Plumer.

Marcel Nadaud (*Liberté*) regrette que le Comité interallié d'aéronautique n'ait pas admis la proposition de la France, de la Belgique et de l'Italie : « Les Alliés fourniront aux Allemands des avions commerciaux. » Cette motion a été mise en échec par les Américains, les Anglais et les Japonais, nations non limitrophes de l'Allemagne.

Il n'y a aucune réserve de charbon à Paris ; la situation est grave pour les usines des eaux et de l'épandage.

Un plaisant dit de Wilson : « C'est un Messie que nous prenons pour une lanterne. »

Czernin est arrêté au moment de passer en Suisse.

Après cinq jours de lutte acharnée, les Polonais prennent Vilna et Baranoviczi. Ils y massacrent les juifs, qualifiés pour la circonstance de bolcheviks.

Du 19 au 21 avril, des mutineries ont lieu sur les navires français de la Mer Noire. Ce jour, l'équipage de la *Justice* s'est révolté en rade de Sébastopol.

Goto, ministre des Affaires étrangères du Japon, de passage à New-York, dit que la sympathie du Japon pour la Ligue des Nations est très refroidie du fait de l'opposition au principe de l'égalité des races. Les massacres de Corée ont été exagérés ; d'ailleurs, le Japon n'admet pas l'intervention américaine dans ce pays, pas plus que celle du Japon au Mexique.

Dimanche 20 avril. — Le Gouvernement allemand a prétendu n'envoyer à Versailles que des courriers, non des plénipotentiaires ; mais l'Entente exige que les plénipotentiaires allemands aient des pouvoirs égaux à ceux des Alliés.

Lloyd George visite Noyon et les districts ravagés du voisinage.

Gauvain, *Débats :* « Les cloches de Pâques n'ont pas annoncé ce matin la paix au monde; elles sonnent dans le vide. Le président Wilson, qui est libre de tout engagement, refuse de ratifier les stipulations du traité secret du 25 avril 1915. Il combat également les prétentions complémentaires de l'Italie sur Fiume. Il est dans le droit et dans la justice; il parle aussi dans le véritable intérêt de l'Italie, car plus elle incorporera de Slaves, plus elle se paralysera. » Gauvain préconise, comme solution, la neutralisation des côtes orientales de l'Adriatique et l'attribution d'un mandat spécial à l'Italie dans les colonies allemandes d'Afrique.

A la réunion du Congrès socialiste français, les bolcheviks (*kienthaliens*) sont fortement représentés.

On n'attribue plus, à Paris, que 23 décès à la grippe.

La marquise d'Havrincourt, née Rochechouart-Mortemart, meurt rue de Varennes à l'âge de 105 ans.

Les cigognes reviennent à Strasbourg, qu'elles ont quitté dans l'hiver de 1914.

Le *Popolo d'Italia* menace l'Angleterre d'un soulèvement de son empire africain et asiatique. L'Irlande est loin, mais l'Égypte est à quelques heures de navigation (de l'Italie). Ces propos sont jugés inconvenants.

On dit que le Gouvernement d'empire a enjoint aux différents États allemands de préparer un plébiscite au sujet des conditions de paix.

Suivant des avis de Zurich, les Allemands construisent des wagons blindés en Silésie et ont caché, en Silésie et en Posnanie, un grand nombre de locomotives neuves.

On découvre un dépôt d'armes et de munitions dans le château du prince Henri à Kiel.

Le Gouvernement d'Hoffmann a repris le contrôle de Munich à 10h45. Les troupes se sont aussi emparées d'Augsbourg à 5 heures du matin.

On affirme que les troupes allemandes, commandées par von der Goltz, ont pris part au coup d'État de Libau.

Chatterton-Hill, secrétaire de la société germano-irlandaise, le Dr Pelai, président de la Société *Pro India*, et le Dr Éloui, nationaliste égyptien, se seraient réunis à Berlin sous le patronage du Gouvernement allemand (?).

Un cortège de matelots français, précédé du drapeau rouge, parcourt les rues de Sébastopol. Une collision sanglante se produit avec une compagnie de débarquement du *Jean-Bart*.

Le *New-York Times* décrit un gaz supervénéneux dit methyl, fabriqué en Amérique, qui aurait fait des ravages épouvantables si la guerre avait duré. Ce qu'on en avait fabriqué a été noyé à 50 milles en mer.

Lundi 21 avril. — L'Allemagne accepte d'envoyer des plénipotentiaires à Versailles.

Wilson s'abstient d'assister à la réunion d'aujourd'hui au sujet de l'Adriatique, les États-Unis n'ayant pris aucun engagement envers l'Italie.

L'émir Faïçal, après s'être entretenu avec Clemenceau, quitte Paris pour Rome et Tarente, d'où un navire de guerre français le transportera à Beyrouth.

Une des explications de la vie chère est dans les chiffres suivants fournis par l'*Officiel*. De 1912 à 1918, les récoltes de froment ont passé de 89,6 à 63; celles de pommes de terre de 132 à 62,1; le nombre des bovins a passé de 14,7 à 13,3; des ovins de 16,4 à 9,4; des porcins de 6,9 à 4; plus d'un million de vaches laitières ont disparu.

Alors qu'il y a seulement 20 % d'adultes allemands sans métier, il y en a 80 % chez nous (d'après les rapports allemands sur les prisonniers français). Le département d'Ille-et-Vilaine a pris l'initiative de consacrer à l'apprentissage les 13.000 pupilles de la nation qui sont à sa charge (*Intransigeant*).

On apprend que le Dr Ernst, agitateur bolcheviste et ami de Karolyi, a été arrêté en Suisse; il était en rapport avec des bolcheviks italiens.

Le premier échelon de l'armée de Haller arrive à Varsovie.

La première armée bolcheviste, opérant sur le Pripet, s'est rendue aux Ukrainiens.

Il y a des désordres sur le contre-torpilleur *Algol*, en rade de Sébastopol; mais 19 mutins essaient en vain d'envahir la *Justice* et force reste au commandement.

Védrines, volant de Paris à Rome, tombe dans le département de la Drôme et se tue.

Mardi 22 avril. — Alors que l'opinion publique italienne soutient sans réserves Orlando, Wilson paraît inflexible sur la question de l'Adriatique. Les journaux italiens font ressortir les satisfactions que reçoit l'Angleterre, même au prix des principes de Wilson, en ce qui touche la liberté des mers. Les délégués italiens menacent de quitter la Conférence.

L'escadre anglaise, dont les équipages doivent visiter Paris, arrive à Cherbourg.

Vorwärts : « Nous ne croyons pas que ceux qui menacent d'un cœur léger de ne pas signer les préliminaires de paix se rendent un compte exact des conséquences qu'un pareil refus entraînerait pour le peuple allemand. »

Si les plénipotentiaires allemands refusent de signer, les Alliés doivent récupérer eux-mêmes, dans les usines de la vallée du Rhin, ce que les Allemands ont volé (*Débats*).

R. Raynaud (*Information*) demande que la Palestine et la Syrie soient des protectorats français ; il demande aussi que la « conversation interrompue » soit reprise avec le Pape.

R. Reynolds, correspondant du *Daily News*, écrit que les habitants de Lissa sont prêts à quitter leur île plutôt que d'y vivre sous la domination italienne.

Les Roumains et les Tchèques marchent contre les Hongrois et prennent Debreczin.

Mercredi 23 avril. — L'après-midi, Wilson publie une note sur les revendications italiennes ; cette note fait l'effet d'un appel à l'Italie contre sa diplomatie et d'un appel à l'opinion du monde contre les aspirations de ce pays. A la suite de cette publication, Orlando écrit à Clemenceau et à Lloyd George que la délégation italienne quittera Paris le lendemain à 2 heures.

Il y a des troubles à Limerick (Irlande).

Le *Daily Chronicle* dit que l'Italie, ayant perdu 500.000 hommes, a droit à quelque chose de plus que si elle était restée neutre; les Yougo-Slaves ont tort de lui contester cela.

Paris fête la délégation des marins britanniques.

Gauvain, *Débats :* « On parle beaucoup en ce moment du danger d'indisposer l'Italie contre nous. On ne parle pas assez du danger d'indisposer le peuple américain. »

Branting écrit à l'*Humanité* pour protester contre les massacres de juifs en Pologne (sous prétexte de bolchevisme).

Le journal *Bonsoir* est saisi pour avoir publié une entrevue de Foch qui avait déjà paru dans l'édition anglaise du *Daily Mail.*

Les soldats italiens creusent des tranchées et garnissent de fils barbelés les limites des pays occupés par eux ; ils arrêtent et expulsent nombre de gens inoffensifs.

Hoover arrive à Berlin avec une nombreuse suite.

Les Polonais attaquent les bolcheviks en Lithuanie sur un front de 240 kilomètres.

Le *Lord Nelson,* venant de la Mer Noire, arrive à Gênes avec les grands-ducs Nicolas et Pierre de Russie.

On dit à Bruxelles que plus de 500.000 noirs sont morts de la grippe au Conge belge.

Jeudi 24 avril. — Orlando répond à Wilson par une déclaration publique. Il regrette que le message du Président ait été publié au moment où les négociations étaient en bonne voie. Le flanc droit de la muraille des Alpes ne doit pas rester ouvert ; la côte dalmate est le boulevard de l'Italie.

Le soir, la délégation italienne quitte Paris, malgré les prières des Trois (y compris Wilson).

Matin : « La France ne saurait admettre que la seule grande Puissance appelée à monter la garde à ses côtés sur la frontière de la Liberté soit séparée d'elle par un malentendu. Clemenceau et Lloyd George ont un devoir de conciliation ; ils n'y failliront certainement pas. »

Le *Times* dit que l'Angleterre et la France partagent l'opinion de Wilson sur le droit moral des territoires au nord et au nord-est de Fiume à posséder une porte ouverte sur les mers. Le *Daily Mail* dit que l'accroissement des haines et des méfiances mènerait le monde à la barbarie.

Les *Débats* nomment une foule de Yougo-Slaves distingués que les Italiens ont transférés en Sardaigne, dans les conditions les plus pénibles et les plus malsaines.

Toute l'Italie, même l'Union socialiste, se prononce en faveur de la politique d'Orlando.

Klotz demande à la Chambre 3 milliards; il annonce un nouvel emprunt et propose de porter à 40 milliards la circulation des billets.

La France a démobilisé actuellement 2.600.000 hommes.

L'Académie française demande que, conformément à une longue tradition, le texte officiel des traités futurs soit rédigé en français.

La Comtesse de Paris meurt au château de Villamanrique près de Séville.

Le compositeur Camille Erlanger meurt à 56 ans.

L'amiral Koltchak déclare qu'il peut désormais se passer de l'aide de l'étranger.

Les paysans caréliens, aidés de volontaires finlandais, prennent Olonetz.

Une convention militaire est conclue entre les Ukrainiens et le Gouvernement de Moscou, qui leur livre 30 canons et 250 mitrailleuses pour servir contre les Polonais ; en retour, les Ukrainiens assureront le passage d'un corps russe vers la Hongrie (?).

On confirme à Stockholm que les bolchevistes négocient avec des capitalistes américains ; on craint que leurs arrangements n'entament les gages des créanciers actuels de la Russie.

Vendredi 25 avril. — L'*Idea Nazionale* dit que pas un Italien n'oserait signer la paix proposée par Wilson. Le groupe *Unità* exprime l'avis que l'Italie doit sortir de la Ligue des Nations si elle ne reçoit pas Fiume, Zara et les îles dalmates.

Matin : « La journée d'hier est la plus néfaste que les Alliés aient connue depuis l'armistice du 11 novembre. »

Gauvain (*Débats*) dit que la déclaration de Wilson avait été communiquée dès dimanche à Clemenceau et à Lloyd George. Il se demande pourquoi une partie notable de la presse française attaque violemment Wilson et réclame l'exécution intégrale du traité de Londres, sur lequel Orlando lui-même déclare ne s'être jamais appuyé.

Les journaux américains sont, en général, favorables à Wilson.

Un bataillon italien, destiné à occuper Koniah, débarque dans le golfe d'Ismid.

Bela Kun demande un armistice à la Roumanie.

Les socialistes suisses Platten et Axelrode ont été arrêtés en Finlande à leur retour de Russie. Une lettre interceptée dit que Platten est porteur de 250 millions pour la propagande en Suisse, en France et en Italie; elle ajoute que la situation financière de la Russie est bonne, l'Allemagne ayant envoyé des presses pouvant imprimer des roubles à l'effigie de Nicolas, des billets français de 1.000 francs et des billets anglais.

Samedi 26 avril. — Lloyd George, l'ambassadeur américain Wallace, Lansing et House partent pour les régions dévastées.

Nation (Londres) : « Fiume est le débouché naturel de l'État yougo-slave et aucune conférence de la paix ne pourrait, sans se décrier, priver un État qu'elle a créé d'un centre commercial aussi important. » Le même journal prétend (p. 96) que la France ne réclame pas les territoires allemands comme une garantie contre une revanche allemande, mais par cupidité et orgueil. « Une fois de plus, l'agression prend le masque de la défensive. »

La production de la margarine a triplé en Angleterre depuis la guerre (285.000 tonnes); l'importation de Hollande est devenue inutile.

Sur tout le parcours du voyage d'Orlando vers Rome, on a crié : « Avec vous jusqu'à la mort ! » A son arrivée, il a été l'objet d'une immense ovation.

On dément catégoriquement en Italie la nouvelle donnée dans les cercles américains de Paris que l'annexion de Fiume allait être annoncée par des affiches dans des rues de Rome et que la publication du message de Wilson fut la conséquence des informations qu'il reçut à ce sujet. On se demande si Wilson n'est pas trompé par ses informateurs et l'on rappelle qu'il a déjà été induit en erreur sur la Russie par des envoyés à tendances bolchevistes (voir *Matin* du 27).

Harden (*Zukunft*) fait l'histoire de la guerre et déclare que l'Allemagne l'a voulue. « Le Gouvernement allemand d'aujourd'hui se refuse à publier tous les documents. Le mot d'ordre est : Pas de révélations ! C'est que les hommes au pouvoir espèrent que les Hohenzollern leur conserveront

leurs places ou du moins leur assureront des retraites en qualité de conseillers de la Couronne. »

L'Empereur d'Autriche loue le château de Prangins, autrefois à Jérôme Napoléon.

Les Finlandais, entrés en Russie, tiennent la ligne Petrograd-Mourmansk.

Dimanche 27 avril. — Lane, secrétaire d'État à l'Intérieur, dit que Clemenceau et Lloyd George sont d'accord avec Wilson pour refuser Fiume à l'Italie, car c'est le seul port de l'Adriatique que puissent utiliser les Yougo-Slaves.

La C. G. T. adresse une lettre d'approbation sans réserves à Wilson. Elle dit que les États alliés approuvent ses principes quand il s'agit de leurs voisins et les repoussent quand il s'agit d'eux-mêmes.

Gauvain, *Débats :* « Au lieu de crier éperdument : « Vive « toute la Dalmatie ! », il faudrait publier les extraits des ouvrages d'honorables citoyens italiens où l'*italianità* de la Dalmatie est catégoriquement niée. Non seulement on n'a pas publié ces extraits : on en a censuré la reproduction et l'on a interdit l'entrée en France de ces ouvrages. »

Par décret, le Parlement italien est convoqué pour le 9.

Le Conseil national et la municipalité de Fiume remettent leurs pouvoirs au Gouvernement italien. Les habitants de Fiume télégraphient à Wilson pour le remercier de leur avoir donné l'occasion d'exprimer leurs sentiments.

A Venise, à la *loggia* de Sansovino, d'Annunzio prononce un discours belliqueux.

Les socialistes officiels, réunis sous la présidence de Turati, déclarent qu'il serait criminel de placer le pays en présence de faits accomplis pouvant entraîner une reprise d'hostilités.

Plusieurs journaux italiens disent que l'Italie doit faire grève jusqu'à ce que ses droits aient été reconnus ; d'après le traité de 1915, la paix ne peut être signée sans elle ; si donc elle s'abstient, il n'y aura pas de paix. Toute la presse ne s'associe pas à ce chantage.

Muret (*Débats*) montre avec quel chauvinisme les écri-

vains allemands prétendus libéraux ont accueilli, pendant la guerre, les homélies conciliantes de Romain Rolland.

Une note officieuse dit que le maréchal Foch n'est pas qualifié pour connaître du traité de paix en préparation.

Le Congrès international ouvrier et socialiste se réunit à Amsterdam.

La discorde règne à Munich entre extrémistes et modérés; sur 30.000 chômeurs, 2.000 seulement se sont engagés dans l'armée rouge.

Troubles à Stettin ; il y a plusieurs morts.

La foire de Leipzig ouvre avec 8.000 exposants, dont 193 étrangers. Le nombre des exposants suisses a presque doublé.

Le titre d'Excellence est aboli en Allemagne.

Depuis six semaines, sur un front de 2.000 kilomètres, les troupes de Koltchak en ont gagné 400.

Rob. de Flers (*Figaro*) proteste contre le projet de ravitaillement de la Russie, qui serait un encouragement aux bolcheviks.

Lundi 28 avril. — Au cours d'une séance d'apparat de la Conférence, Wilson donne lecture du projet de convention établi par la Commission de la Ligue des Nations. Pichon retire les amendements soutenus par Bourgeois au nom du Gouvernement français, visant entre autres le contrôle des déclarations d'armement de chaque pays. Le délégué japonais exprime le « regret poignant » de n'avoir pu obtenir l'unanimité pour le principe de l'égalité des races et retire son amendement. Hymans, au nom de la Belgique, marque un regret touchant la désignation de Genève comme siège de la Ligue. On passe ensuite à l'adoption d'un amendement sur les conditions du travail. La séance est levée avant l'examen du rapport de la Commission des responsabilités.

Un article du rapport de la Commission vise la mise en accusation de Guillaume II et des autres auteurs d'actes contraires aux lois de la guerre, qui devront être extradés.

Bourgeois dit en sortant : « C'est une maison bien branlante et ouverte à tous les vents qu'on vient de construire. Il faudra fortement étayer, si on veut qu'elle reste debout. »

Affonso Costa, délégué du Portugal, proteste contre la désignation du représentant d'un pays neutre, l'Espagne, comme membre du Comité exécutif de la Ligue des Nations.

La Commission chargée de la rédaction du traité de paix travaille nuit et jour pour mettre au point le texte des préliminaires (120.000 mots).

Il y a un demi-mètre de neige à Londres; à Paris, le thermomètre descend au-dessous de 0.

Le *Matin* pose des questions relatives au traité de paix. Elles sont toutes rayées par la censure.

Un avis publié à l'*Officiel* supprime les « listes noires ».

La réquisition du Métro et du Nord-Sud a pris fin.

Grève générale de l'habillement à Paris.

Revenu des régions dévastées, l'ambassadeur Wallace dit : « Dans cette guerre, l'esprit du mal s'est assis sur le trône humain et a envoyé ses esclaves jeter un défi à la civilisation. »

Chiesa, délégué à la Conférence, dit que l'Italie considérera comme une trahison une paix signée sans son concours.

Un plaisant dit que l'Italie souffre de « fiumasthénie ».

Erzberger adresse une protestation à Foch contre les propos du général Haller qui, passant en revue ses troupes à Kretechin, aurait affirmé les droits de la Pologne sur Danzig.

Lienert, président du Parlement prussien, dit au *Neues Wiener Tagblatt* que les exigences françaises (125 milliards) sont une pure folie. Il parle d'une alliance de l'Allemagne avec la Russie pour échapper à la contrainte qu'on menace de leur imposer.

Gauvain (*Débats*) dit que, pour obtenir la tranquillité sur le Rhin, il faut désarmer la Bulgarie.

Dans la nuit du 28 au 29, 17.000 Yougo-Slaves franchissent la ligne tracée entre eux et la Carinthie.

Inquiet de l'avance des Esthoniens, le gouvernement des soviets, par l'entremise de Bela Kun, demande la cessation des hostilités.

Mardi 29 avril. — Brockdorf-Rantzau arrive à Versailles; c'est un beau type de Germain, mais hautain et très nerveux.

W. Churchill dit, aux Communes, qu'en ce moment

critique la Grande-Bretagne doit consacrer ses effectifs et sa force à l'armée du Rhin. (*Applaudissements.*)

Les conseils syndicaux décident, pour le 1er mai, une manifestation sur la voie publique ; le Gouvernement l'interdit.

Gauvain (*Débats*) estime que la Triple Entente (États-Unis, Angleterre et France) devrait se constituer en Ligue et s'adjoindre successivement d'autres nations.

Le Sénat belge envoie aux Parlements alliés un message pour insister sur l'urgence des secours pour la restitution de la Belgique, si souvent promise au cours de la guerre.

Par 382 voix contre 40, la Chambre italienne approuve Orlando.

Gothein, ministre du Trésor, développe, dans le *Berliner Tageblatt*, les contre-propositions allemandes : referendum en Alsace-Lorraine ; le bassin de la Sarre doit rester allemand ; les colonies allemandes doivent être rendues.

L'Allemagne reconnaît l'indépendance de l'Esthonie.

A l'Association pour la protection des provinces de l'Est, Heine, ministre de l'Intérieur prussien, menace la France d'une revanche. « Nous n'aurons pas de repos jusqu'à ce que nous soyons assez forts pour réparer la grande injustice qu'on veut nous faire. »

Les troupes gouvernementales commencent leur avance en Bavière contre l'armée rouge.

Le *Volksblatt* de Halle reconnaît que les prétendues agressions françaises d'août 1914 sont des « contes de nourrice » et que la conduite des Allemands en Belgique et en France a été atroce (voir *Matin*, 5 mai). « Il est tout à fait compréhensible que les Français se préoccupent d'obtenir des garanties contre les manigances de nos Erzberger, Scheidemann et Noske. »

Les paysans slovènes qui surveillent la frontière de Carinthie sont attaqués par des bandes allemandes et appellent à leur secours les réguliers yougo-slaves qui se heurtent à des réguliers autrichiens.

On annonce à Athènes que, dans la nuit de Pâques, le peuple du Dodécanèse a proclamé l'union des 12 îles

à la Grèce. Il y a eu des rixes graves avec les Italiens, qui ont pris des mesures violentes dans tout l'Archipel.

Le sénateur Lodge appuie les revendications italiennes sur Fiume.

Le sénateur Pointdexter déclare que Wilson ne devrait plus se mêler des affaires européennes, mais consacrer toute son attention à l'Amérique ; il suffirait alors d'une semaine pour aboutir à une paix juste.

Mercredi 30 avril. — Un des chefs de la C. G. T. a dit que la manifestation organisée pour le 1er mai est « un tir de barrage avant l'attaque ».

Les représentants de la Russie à Paris déclarent que la Russie ne reconnaîtra aucune concession accordée à des étrangers par les bolcheviks.

On raconte (*Débats*) que la pendule de l'hôtel Jessé à Versailles, où habitait Bismarck en 1871, au moment de l'armistice, s'est mystérieusement remise en marche et à sonner le 10 novembre 1918.

Dans la nuit du 30 avril au 1er mai, les Autrichiens attaquent sur la rive droite de la Drave et occupent le secteur Freibach-Drauburg, tuant et pillant, emmenant des milliers d'habitants à Klagenfurt et à Velden (*Débats* du 13 mai). Voilà ce qu'on appelle « l'offensive yougoslave ».

Les Roumains, marchant de nouveau contre les Hongrois, atteignent la Theiss.

L'archiduc Eugène, en route pour la Suisse, est arrêté par le Conseil des soldats à Linz, puis relâché ; il portait sur lui 670.000 couronnes.

Les Lithuaniens, progressant sur un front de 400 kilomètres approchent de Vilna.

La flotte bolcheviste bombarde Narva.

MAI

Jeudi 1er mai. — La question de Kiao-tchéou est réglée par la Conférence en faveur du Japon, auquel sont transférés les (prétendus) droits de l'Allemagne sur le territoire que le Japon, le 25 mai 1915, s'est engagé à rendre ultérieurement à la Chine.

Chômage absolu à Paris. Dans la soirée, il y a des bagarres sérieuses; 429 gardiens de la paix sont blessés; 90 manifestants, dont beaucoup de jeunes étrangers, sont arrêtés.

Les Salons de peinture font leur réouverture à Paris.

D'après le *Paysan de France*, les pertes françaises en tués et mutilés se répartissent ainsi : agriculteurs, 55 %; professions libérales, employés, marchands, 27 %; industriels et ouvriers, 18 %.

Le *Corriere della Sera* adresse un appel à la France et à l'Angleterre pour qu'elles évitent la rupture des négociations avec l'Italie.

G. Herron, ami de Wilson, estime qu'une grave injustice a été faite à l'Italie. Il accuse des financiers qui cherchent à accaparer le commerce de l'Adriatique aux dépens de l'Italie.

Les relations commerciales reprennent entre l'Allemagne et l'Italie.

Les pacifistes allemands protestent contre la composition de la délégation allemande à Versailles qui comprend seulement deux des leurs, Ed. Bernstein et le professeur Schüking.

Jagow publie à Berlin un ouvrage sur la guerre. Il dit qu'il trouva trop dur l'ultimatum à la Serbie et le fit observer à l'ambassadeur d'Autriche. Il regrette que de prétendues hostilités françaises sur territoire allemand, signalées à l'État-major par des subalternes, aient été alléguées comme motif de guerre.

L'armée du directoire ukrainien a pris Kiev.

La diète polonaise demande le rattachement à la Pologne des territoires polonais des gouvernements de Vilna et de Grodno.

Le Gouvernement soviétiste lithuanien décide d'expulser toute la noblesse balte.

Le bolchevik Platten, arrêté en Finlande, annonce la fin prochaine du bolchevisme : « Lenine, dit-il, est un fanatique, mais ses lieutenants sont des criminels et des assassins. »

On crie à Madrid : « Vive la Russie ! A bas le Maroc ! » Plusieurs magasins sont pillés ; il y a de nombreux blessés.

Aux États-Unis, 36 bombes à dynamite sont envoyées par la poste à des personnages en vue, dont Morgan et Rockefeller. Il y a eu des troubles sérieux dans les villes ; des soldats ont mis à sac les bureaux de journaux socialistes et brûlé des bannières rouges. On croit que I. W. W. et bolcheviks agissent de concert.

Vendredi 2 mai. — Les Trois décident que le canal de Kiel restera propriété de l'Allemagne, mais grevé de servitudes sous contrôle international. L'Allemagne devra s'engager à se désintéresser des accords que les Alliés pourront conclure avec la Russie, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie. Les câbles allemands seront considérés comme butin de guerre. Les Allemands verseront un acompte de 125 milliards sur la dette totale contractée par eux, dont le montant leur sera communiqué le 19 mai 1921. Tout ce qui ne pourra être fourni en or et en valeurs négociables à l'étranger, le sera en bons du Trésor allemand.

La C. G. T. proteste contre l'intervention de la force armée dans la journée du 1er mai à Paris.

Les habitants du Dodécanèse adressent une protestation à Clemenceau contre les procédés sauvages des Italiens qui, à Rhodes notamment, ont tué des Grecs, citoyens et femmes sans défense.

Le matin, Munich se rend aux troupes allemandes. Les communistes ont fusillé des otages, prince et princesse de Taxis, prince de Wrède, etc.

Il y a eu plus de 200 morts à Munich ; plusieurs dépôts d'archives sont détruits.

La feuille officielle de Berlin publie le texte d'une loi relative à la création d'une nouvelle marine d'Empire.

Hindenburg écrit à Ebert qu'il prend sa retraite ; Ebert l'assure de la gratitude éternelle du peuple allemand.

Un syndicat se forme à Berlin pour acheter des vivres en Argentine.

On assure à Stuttgart que 35 milliards de marks allemands ont été déposés depuis deux mois dans les banques suisses.

Bela Kun adresse un message aux travailleurs du monde, se déclarant prêt à toutes les cessions territoriales moyennant cessation des hostilités et garantie qu'il n'y aura pas d'immixtion dans les affaires intérieures de la Hongrie.

Attaqués par les Autrichiens, les Serbes sont obligés de repasser la Drave.

Une cérémonie a lieu à Constantinople à l'occasion du cinquantenaire du lycée français de Galata-Seraï. Le grand vizir fait appel à la clémence des nations victorieuses.

Les Polonais, qui ont massacré des juifs à Pinsk, prétendent avoir seulement pris des mesures de répression contre les bolcheviks.

On télégraphie au *Times* que les bolcheviks évacuent Petrograd et que les Finlandais espèrent prendre la ville en quelques semaines.

On mande de Londres au général Judenitch qu'une cargaison de vivres destinée à Petrograd sera expédiée sitôt la prise de la ville.

Le roi d'Espagne dissout le Parlement.

Samedi 3 mai. — Le préfet de Seine-et-Oise se rend à Saint-Germain pour chercher des locaux destinés aux délégués austro-hongrois.

Jouhaux, blessé le 1er mai, écrit à Clemenceau qu'il renonce à son mandat de délégué suppléant à la Conférence de la paix. « La liberté refusée par vous aux travailleurs, le représentant de ceux-ci ne peut plus l'avoir à la Conférence. »

Gauvain (*Débats*) montre par des dépêches inédites que la remise de l'ultimatum autrichien à Belgrade a été arrangée de telle sorte qu'elle ne serait connue à Petrograd qu'au moment où Poincaré et Viviani seraient en mer, dans l'impossibilité de se concerter avec la Russie.

La gelée a gravement éprouvé les cultures dans la vallée du Rhône.

Il règne une très vive agitation en Belgique à cause de l'insuffisance des réparations prévues par la Conférence de la paix.

Les conseils nationaux de Fiume, Zara et Susak télégraphient à Wilson, protestant contre les prétentions italiennes.

D'Annunzio écrit au *Gaulois* que l'Italie doit prendre des garanties sur les Alpes et dans l'Adriatique comme la France sur le Rhin. Il n'existe pas de question de Fiume, car Fiume est « un bloc d'italianité ».

Le Gouvernement italien nie que des milliers de Serbo-Croates aient été transférés de Dalmatie dans les Pouilles : il ne s'agirait que de 6 gendarmes austro-hongrois. Les *Débats*, mis en cause, répondent en publiant à nouveau les noms des victimes dalmates, maire, avocats, prêtres, etc.

La *Nation* (Londres) note que la *Vossische Zeitung* et les *Socialistische Monatshefte* demandent un rapprochement franco-allemand contre les Anglo-Saxons ; mais l'idée d'une alliance avec la Russie bolcheviste perd du terrain.

Harden attaque Lichnowski qui a protesté contre les conditions de paix offertes à l'Allemagne : « On ne peut s'attendre sérieusement à ce que des vainqueurs, au lendemain du triomphe le plus chèrement acheté, traitent sur le pied d'égalité un ennemi désarmé qui leur a infligé, avec une cruauté impitoyable, les pires souffrances physiques et morales. Ils ne s'y sont jamais engagés. »

Le 3 à minuit, l'armée roumaine remet un projet d'armistice aux délégués des soviets hongrois, demandant une capitulation sans conditions. Les soviets répondent qu'ils continueront la lutte à outrance.

Le cabinet de Vienne proteste contre la décision de Wilson d'approuver le traité de Londres en ce qui concerne le sud du Tyrol ; cette région est allemande et ne peut devenir italienne.

On rappelle, à propos de la Ligue des Nations, ce

mot de Fr. Bacon : « Comme les créatures vivantes viennent au monde informes, il en est de même des nouveautés que crée le temps. »

Dimanche 4 mai. — Ce soir a été achevée la rédaction du traité des préliminaires de paix.

On examine la question de savoir si Brockdorf est qualifié pour parler au nom de tous les États allemands, ceux-ci ayant signé le traité de 1871 à côté de l'Empire.

On rappelle les mots de Pie IX, alors qu'on se plaignait des lenteurs du Concile du Vatican : « D'abord, ce sont les hommes qui entrent en scène ; il n'y font rien de bien bon. Vient ensuite le diable qui aggrave le trouble. Heureusement survient la troisième période, où le Saint-Esprit descend et arrange tout. »

J. Reinach (*Figaro*) analyse une brochure de Siegfried Balder (pseudonyme), suivant laquelle la guerre fut décidée le 2 juillet à Potsdam, au cours d'un entretien de Guillaume II avec Moltke. Le Conseil de la Couronne du 5 juillet n'eut qu'à régler le *scenario ;* les banques réclamaient un délai de deux semaines.

Les élèves du lycée Jules-Ferry offrent à Clemenceau une plume en or pour signer la paix.

On se plaint que le *Politiken* ait envoyé comme correspondant à Paris le nommé Kirkeby, défenseur des incendiaires de Louvain et de Reims.

20.000 manifestants, à Luxembourg, réclament pour la population le droit de disposer de son sort et protestent contre toute ingérence menaçant l'indépendance nationale.

Une grande manifestation à Anvers demande la revision des traités de 1839 et le libre accès d'Anvers à la mer.

D'Annunzio, à Rome, en présence d'une foule énorme, dit que l'esprit de Cavour assiste et incite l'Italie. Le cri de l'Italie ira au delà de l'Atlantique et sera répété par le peuple américain. Il demande que le Gouvernement italien rétablisse toutes les restrictions du temps de guerre, afin de pouvoir prévenir les représailles de l'étranger.

D'Annunzio est promu lieutenant-colonel.

Un communiqué officiel annonce que l'Italie a perdu dans la guerre 494.000 soldats et 13.000 marins.

On s'étonne en Italie que les délégués autrichiens aient été convoqués à Saint-Germain, alors que l'Italie n'a plus de représentant en France pour conclure la paix.

Matin : « Fiume est aussi italienne que Trieste ; les corps élus de la ville en portent témoignage. »

Gauvain, *Débats :* « Les Alpes dinariques n'ont jamais servi de frontières à l'Italie. Il n'en a jamais été question dans les programmes du *Risorgimento*. Le *limes* italien dont Orlando a parlé dans sa réponse à Wilson n'a jamais existé que dans l'imagination des nationalistes modernes. »

Guillaume II demande, dit-on, à se fixer dans ses propriétés de Kadinen.

On fait courir le bruit (faux) que Bela Kun aurait capitulé.

Le général Stefanik, chef de l'armée tchéco-slovaque, se tue dans un accident d'aviation.

On annonce l'entrée du général Haller à Lemberg. Les Ukrainiens, battus, se retirent, poursuivis par les Polonais.

Un meeting populaire demande la réunion de Vilna à la Pologne.

L'agitation reprend à Lisbonne.

Aussitôt la paix signée, les troupes américaines seront rapatriées à raison de 150.000 hommes par mois.

Lundi 5 mai. — Le comité d'organisation de la Ligue des Nations tient sa première réunion à l'Hôtel Crillon et nomme Pichon président.

Matin : « Le lendemain de l'armistice, la nation qui avait eu la direction de la guerre perdait la direction de la paix... Joseph de Maistre avait raison : la vérité a besoin de la France. » Le même journal constate que l'opinion aux Etats-Unis se préoccupe plus de la Ligue des Nations que de la cause de la France ; plusieurs journaux prétendent que les exigences de la France et son opposition au programme de Wilson font obstacle à la paix.

Emmanuel Brousse, député des Pyrénées-Orientales, est l'objet d'un arrêté d'expulsion à cause d'articles récemment publiés par lui sur la triste situation politique de l'Espagne.

Sur 25.000 employés de Banque et de Bourse, 15.000 sont en grève.

Les courses reprennent par une réunion à Maisons-Laffitte.

Le dernier des trois frères Charmes, Xavier, meurt à soixante-dix ans.

Orlando et Sonnino, dans un esprit de conciliation, quittent Rome pour revenir à Paris.

On a arrêté à Munich 500 insurgés ; le combat continue dans quelques rues.

Fehrenbach convoque par télégramme à Berlin les membres de l'Assemblée nationale.

Le correspondant du *Daily Express* à Berlin y note les symptômes d'un mouvement vers la droite ; Ludendorf est toujours acclamé ; d'anciens fonctionnaires sont de retour et Bernstorff dirige la politique internationale.

Erwin Barth (*Vorwärts*) écrit que le courant de l'émigration allemande doit désormais se tourner vers la Russie et l'Orient.

On écrit de Berlin au *Daily Chronicle* que le Tsar et sa famille sont en sûreté, sans qu'on puisse dire où ni comment (?).

Tchitcherine, par radio, exhorte Bela Kun à la résistance.

Le Gouvernement des États-Unis achète les quais de la compagnie Hamburg-Amerika à New-York.

Mardi 6 mai. — A 3 heures, en séance plénière non publique, le traité des préliminaires de la paix est communiqué aux puissances alliées. La remise à la délégation allemande aura lieu à 7 heures.

Le Conseil des Quatre répartit les mandats sur les colonies allemandes. L'ancien Cameroun allemand est attribué à la France.

La police a découvert à Cork 300 bombes à mélinite.

On s'inquiète, dans les milieux conservateurs de Londres, de la visite des délégués américains en mission semi-officielle auprès de Valera. Le *Morning Post* dit que les affaires de l'Angleterre ne regardent qu'elle.

Interpellé sur les incidents du 1er mai, le Gouvernement obtient un vote de confiance.

Comme la destruction des fortifications est commencée,

A. Menabrea écrit au *Matin* pour demander qu'on en profite pour débloquer Paris, et non pour remplacer une ceinture de murs par une ceinture d'immeubles [qui feraient baisser les loyers à l'intérieur de Paris].

Les *Débats* publient un rapport du général Lebon (16 mars 1907), démontrant que les Allemands attaqueraient notre frontière nord-est par la Belgique. Lebon insistait sur la nécessité de renforcer Maubeuge.

Le 3 % est à 63f15.

Schüking, dans une conférence aux délégués allemands à Versailles, dit que l'Allemagne demande l'admission à la Ligue de tous les États ayant adhéré à la Conférence de La Haye, et du Pape. Ils veulent que l'organisation de La Haye subsiste et que toute possibilité de guerre soit exclue. La liberté des mers doit être sauvegardée par une police maritime internationale; l'action de la presse au point de vue des relations internationales doit être contrôlée.

L'Italie somme l'Autriche allemande de cesser toute opération militaire en Carinthie.

On dit que le Tyrol a décidé de se constituer en État libre ou de se réunir à l'Allemagne.

De nouveaux troubles s'étant produits à Carpathos, le président de la commission du Dodécanèse à Paris télégraphie au roi d'Italie pour lui demander de mettre fin aux conflits entre les troupes italiennes et les habitants.

Le bruit court à Salonique d'une mobilisation générale en Bulgarie. On dit aussi à Berne que les Bulgares, de concert avec les Albanais et les Italiens, préparent un mauvais coup sur la Macédoine.

La cour martiale devant laquelle ont été renvoyés les anciens ministres turcs s'est déclarée incompétente.

Des bandes turques continuent partout à molester les chrétiens.

Les cosaques du Kouban prennent Mariapol (mer d'Azov), avec 5.000 prisonniers bolcheviks.

Le Gouvernement mexicain proteste contre l'incorporation de la doctrine de Monroë au pacte de la Ligue des Nations.

Mercredi 7 mai. — C'est l'anniversaire du torpillage du *Lusitania* et du second traité de Bucarest.

A 3 heures, à Versailles, par un temps magnifique,

les plénipotentiaires allemands reçoivent communication des préliminaires de la paix. Clemenceau prononce quelques paroles : « L'heure est venue des lourds règlements de comptes. Vous allez recevoir le livre qui contient nos conditions de paix ; vous aurez toutes facilités pour les examiner à loisir. » Il donne délai de quinze jours pour présenter des observations écrites. Brockdorf répond : « Nous ne méconnaissons pas notre impuissance et l'étendue de notre défaite ; nous savons la puissance de haine que nous rencontrons ici. » Il nie que l'Allemagne soit seule coupable et incrimine les lenteurs des ennemis qui ont coûté la vie, depuis le 11 novembre, à des centaines de milliers de non-combattants, victimes du blocus. Il demande que, pour permettre à l'Allemagne de supporter le fardeau qu'on lui impose, on reconnaisse sans réserve la solidarité économique et sociale des peuples. Clemenceau ne répond pas, mais annonce que la séance est levée.

Conditions principales du traité de paix. 1° Restitution de l'Alsace-Lorraine ; 2° cession pour quinze ans des droits de souveraineté sur le bassin de la Sarre et des droits de propriété sur les mines à perpétuité ; la population décidera dans quinze ans de son sort ; 3° l'Allemagne supportera pendant quinze ans l'occupation de la rive gauche du Rhin ; il y aura repli tous les cinq ans si elle exécute ses engagements ; l'Allemagne s'interdit à jamais toute fortification, manœuvre ou rassemblement militaire sur la rive gauche du Rhin et à 50 kilomètres de la rive droite ; 5° l'Allemagne cède quelques districts à la Belgique ; 6° à l'est, cession à la Pologne de la Posnanie et d'une partie de la Silésie prussienne ; l'Allemagne renonce à la souveraineté de Danzig ; 7° les populations du Slesvig du nord et du Slesvig central exprimeront leur volonté ; 8° l'Allemagne renonce à toutes ses colonies, à tous les privilèges acquis en Asie Mineure et au Maroc ; 9° l'Allemagne paiera 25 milliards aux Alliés, avant le 1er mai 1921, en bons du Trésor sans intérêt ; 40 milliards de marks en bons du Trésor portant intérêt depuis 1921 seront émis immédiatement par l'Allemagne ; 40 autres milliards, complétant un total de 125 milliards de francs, seront émis quand la commission des réparations estimera que l'Allemagne peut supporter cette charge ; le 1er mai 1921, la commission des réparations fixera le total de la dette allemande,

qui ne comprendra pas les frais de guerre (estimés à 170 milliards pour la France seule); 10° l'Allemagne perd sa flotte marchande ; elle consacrera ses ressources à la réparation des territoires dévastés; elle livrera pendant dix ans à la France, à la Belgique, à l'Italie et au Luxembourg des quantités de charbon fixées à l'avance ; une option est donnée à la commission des réparations sur les colorants et produits chimiques allemands jusqu'à concurrence de 50 % des stocks.

Le traité impose à l'Allemagne de ne garder qu'une armée de 120.000 hommes, recrutés par engagements volontaires de 12 ans ; elle ne doit avoir ni aéronautique, ni tanks, ni gaz toxiques, et limiter la fabrication de son matériel à un taux fixe, dans des usines déterminées. Des clauses analogues sont appliquées à la flotte.

La France réclame les drapeaux pris en 1870-71, les papiers volés le 10 octobre 1870 au château de Rouher. L'Université de Louvain recevra en compensation des cartes, livres, etc. ; l'Allemagne restituera à la Belgique les volets de l'*Agneau mystique* des van Eyck et les volets de la *Cène* de Th. Bouts ; le roi du Hedjaz réclame le Coran enlevé par les Turcs à Médine et offert par eux à Guillaume II.

En plus des garanties contenues dans le traité, Wilson et Lloyd George s'engagent à demander à leurs parlements l'engagement de venir au secours de la France si l'Allemagne l'attaquait sans provocation.

Wilson convoque le Congrès américain pour le 19 mai.

Les bolcheviks avancent en nombre sur Vilna et bombardent la ville.

Jeudi 8 mai. — Les délégués allemands à Versailles ont reçu l'ordre de présenter des contre-propositions et de réclamer l'ouverture de discussions verbales.

Brockdorf se fait conduire à la Malmaison et y manifeste une vive émotion, disant que les Allemands ont conservé le culte de Napoléon Ier.

On assure que Balfour a qualifié la réponse de Brockdorf de ridicule et que Wilson a dit n'avoir jamais rien entendu d'aussi stupide.

Pall Mall Gazette : « Le discours de Brockdorf révèle clairement que l'Allemagne est encore impénitente. Les délégués allemands sont venus à Versailles avec la moralité d'un Bethmann et la dialectique d'un Hertling. »

R. Péret, président de la Commission du budget, et L. Marin, rapporteur général, se plaignent que le traité laisse la France avec un fardeau de dettes écrasant. Steeg dit que les difficultés financières de la France sont celles de la vie ; nous ne les connaîtrions pas si la France avait été vaincue, car alors elle serait morte.

Après trente-quatre audiences, fin du procès de Ch. Humbert, qui est acquitté à la minorité de faveur, ainsi que Ladoux. P. Lenoir est condamné à mort, Desouches à cinq ans de prison.

Premières courses à Longchamp, en présence de M. et Mme Wilson.

A Genève, le mark tombe de 46 à 41,85.

Les Belges se plaignent de n'avoir pas été consultés sur la répartition des colonies allemandes; l'Est africain tout entier a été confié à l'Angleterre.

L'*Osservatore Romano* approuve les revendications de l'Italie et fait appel à Wilson.

A la commission allemande de la paix, Fehrenbach dit que les conditions du traité dépassent les prévisions les plus pessimistes et signifient l'asservissement perpétuel du peuple allemand. Scheidemann dit qu'une pareille paix serait le tombeau de l'Allemagne ; qu'a-t-on fait des quatorze points de Wilson ? Pas de garantie internationale de la réduction des armements ; pas d'arrangement pour les colonies allemandes, mais spoliation. — On remarque que ni l'un ni l'autre n'ont protesté contre les conditions financières, parce que l'Allemagne s'attendait à pire [et espère ne point payer].

Les journaux allemands, tant socialistes que bourgeois, demandent le rejet du traité. Il est impossible de maintenir l'ordre avec 100.000 hommes ; il est impossible de payer 125 milliards.

Giesberts, délégué allemand à Versailles, dit que l'Allemagne n'a plus qu'à conclure la paix avec la Russie et à inviter les troupes russes à entrer en Allemagne.

Schüking déclare que, même dans les moindres détails du traité, on reconnaît l'intention qu'a la France d'humilier l'Allemagne.

Scheidemann a qualifié l'Allemagne de « peuple et pays martyrs ».

En signe de deuil, théâtres et concerts resteront fermés pour deux semaines en Allemagne.

Le procès des assassins de Liebknecht et de Rosa Luxemburg commence devant le Conseil de guerre de Berlin.

Gauvain, *Débats :* « Les réparations matérielles, tout en étant sensiblement inférieures à nos sacrifices, atteignent tout ce qu'on peut espérer récupérer de l'Allemagne. »

La *Zeit* de Vienne dit que l'Allemagne ne répondra *oui* que des lèvres et jurera tout bas de déchirer le traité à la première occasion.

Daily Chonicle : « Rien ne peut changer le fait brutal que la puissance de destruction de l'Allemagne est bien au-dessous de sa puissance de réparation. »

Morning Post : « Le traité de paix est un bon traité si ses clauses sont mises à exécution. Mais pour cela il faut une alliance entre les principales Puissances intéressées. » Le même journal menace l'Allemagne d'une « paix de justice » si elle refuse la « paix de modération » qu'on lui propose.

Le *Daily Mail* dit que le traité est dangereux et « plein d'échappatoires dans ses clauses financières ».

Daily Telegraph : « Cette paix est rigoureusement une paix de justice; aucun annexioniste n'en approuvera les conditions. »

Daily News : « Après avoir mis l'Allemagne à nu, nous lui demandons de retourner ensuite ses poches. »

New-York World : « Les conditions imposées à l'Allemagne sont modérées en comparaison de celles que l'Allemagne victorieuse aurait dictées. »

Il se confirme que la demande d'armistice de Bela Kun n'était qu'une ruse pour gagner du temps. Le 7 au soir, l'armée roumaine, attaquée par les bolcheviks sur le Dniester, a repris sa marche vers Budapest.

L'*Imparcial* de Madrid se plaint que « la guerre économique succède à la guerre à mort ».

Vendredi 9 mai. — Les Alliés interdisent la vente à l'étranger d'avions allemands.

Une mission éthiopienne arrive à Marseille pour solliciter le protectorat de la France.

Sur l'impulsion du Gouvernement, toute l'Allemagne manifeste contre le traité. Les différents partis de l'As-

semblée, excepté les socialistes indépendants (qui protestent pourtant contre la rigueur des conditions), se réunissent pour le déclarer inacceptable. Un comité de l'ouest de la Prusse télégraphie à Scheidemann : « Que nos ennemis viennent chercher eux-mêmes ce qu'ils demandent ! » Certains journaux réclament un referendum.

Le Gouvernement lance un appel au peuple : à la proposition d'une paix de violence il répondra en proposant une paix de droit sur la base d'une Ligue des Nations durable. L'Assemblée est convoquée pour lundi.

On trouve, dans les cercles officiels danois, que les articles du traité relatifs au sort futur du Slesvig ont fait aux revendications danoises une part plus large que ne la désirait le Gouvernement. Le plébiscite dans la 3e zone du Slesvig est jugé superflu.

C. de Martonne déclare impossible d'établir le port yougoslave dans la baie de Buccari, qui convient seulement aux torpilleurs.

On signale des mouvements bolchevistes à Kustendil (Bulgarie).

Le *Peuple juif* publie un long rapport sur les pogroms sanglants de l'Ukraine, à Berditchev, Proscourov, Jitomir, Elizabethgrad, Tchernigov, etc. Les autorités sont indifférentes ou complices.

Le soviet d'Odessa crée de l'agitation en Bessarabie.

Des troupes afghanes ont passé la frontière de l'Inde et menacent la passe de Khaïber ; elles sont poussées, dit-on, par des bolcheviks.

Samedi 10 mai. — En réponse à deux lettres de Brockdorf, Clemenceau déclare : 1° les Alliés ne peuvent prendre en considération que des suggestions d'ordre pratique ; 2° l'admission de l'Allemagne à la Ligue des Nations est prévue par le paragraphe 2 de l'article 1.

Le soir, Brockdorf envoie deux nouvelles notes sur la question des prisonniers de guerre et sur celle de la législation internationale du travail (collaboration des classes ouvrières au Gouvernement).

La question des mandats en Afrique est examinée de

nouveau de concert avec le ministre des Affaires étrangères de Belgique.

On assure que Wilson, dans la question adriatique, s'en tient aux termes de son manifeste.

On parle à Londres d'un consortium de banques anglo-américaines en vue de la reconstitution des pays envahis. Il est aussi question d'un emprunt de 1 milliard 250 millions pour la Serbie, la Roumanie, la Pologne et la Tchéco-Slavie.

Wilson prend séance à l'Académie des Sciences morales. Welschinger lit un mémoire intitulé : *Bonaparte et Washington.*

Wilson, à la Société de droit international, salue l'ère nouvelle préparée par la plus grande des guerres.

On déménage, pour le transformer en salle de congrès, une partie du premier étage du musée de Saint-Germain.

Milliès-Lacroix, rapporteur de la Commission des finances au Sénat, trouve insuffisantes les clauses financières du traité. « Notre déception est d'autant plus profonde que nous avons souvent été entraînés à voter des dépenses considérables à l'appel : l'Allemagne paiera. »

Gauvain, *Débats :* « Les Allemands seront simplement dans la situation de débiteurs qui, après s'être livrés à de folles dépenses, doivent se restreindre jusqu'à ce qu'ils aient remboursé leurs créanciers. On leur accorde même le bénéfice d'un concordat, car on leur fait remise des frais de la guerre proprement dite. Les Alliés sont des créanciers privilégiés qui doivent recevoir avant tous autres une part du revenu allemand. C'est la justice même. »

Matin : « Ce qui est plus sérieux que toutes les protestations que nous entendons et entendrons encore, c'est, exprimée par des journaux de toutes nuances, la volonté ferme de signer, mais de ne pas exécuter. »

On fait observer (*Matin*) qu'aucune clause du traité ne vise l'aviation commerciale, alors qu'une nuit suffirait à l'Allemagne pour militariser sa flotte aérienne. L'air devrait devenir propriété de la Société des Nations, qui créerait un organe international d'exploitation de cet élement; l'Allemagne ne pourrait y participer que sous contrôle.

Les obus non éclatés, les bouteilles de gaz abandonnées et les cadavres en putréfaction constituent des dangers sérieux dans les ruines des pays libérés.

L'hôtel Claridge, le premier hôtel démobilisé, a, paraît-il, un directeur neutre et des chefs de service tous étrangers, sauf un. L'*Union des combattants de l'industrie hôtelière* menace de recourir à la violence : « La guerre a formé à la colère beaucoup d'hommes jadis paisibles. On ne compte pas assez, en haut lieu, avec cet état d'esprit. »

Au cours des six premières journées de courses, depuis le 5 mai, près de 10 millions ont été engagés au pari mutuel ; c'est presque le double des recettes d'avant-guerre.

En présence du couple royal a lieu la première séance publique (depuis 1914) de l'Académie royale de Belgique. H. Pirenne parle du pangermanisme « qui a passé de l'humanité par la nationalité à la bestialité ».

Le mark est à 38 à Genève, la couronne à 19,50.

On s'étonne en Italie que, par suite d'un malentendu (?), l'Italie ne participe pas à la ligue défensive entre la France, l'Angleterre et les États-Unis.

Nation (New-York) : « Jamais on n'a rédigé un traité plus despotiquement indémocratique. Les dieux doivent pleurer s'ils considèrent comme on a jeté aux vents l'occasion qui se présentait de réorganiser le monde sur une base humaine et chrétienne. » Dans la même Revue (p. 742), J. E. Bonnoront (de Roanne) proteste avec fermeté contre un article violemment hostile à la France qu'elle a publié le 22 février.

Dimanche 11 mai. — La fédération socialiste de la Seine proteste contre le projet de traité, « compromis entre l'idéologie wilsonnienne et l'impérialisme anglais ». Marcel Cachin n'admet pas le régime imposé au bassin de la Sarre et à la rive gauche du Rhin : « La paix du droit est devenue une paix de violence. »

On propose de transformer le château, le donjon et la chapelle de Vincennes en musée de la grande guerre.

La Ligue des Patriotes manifeste à Bruxelles et fait appel au Roi, prétendant que la paix n'indemnise pas la Belgique de ses sacrifices et la laisse dans une situation industrielle très grave.

On dit à La Haye que le Gouvernement hollandais livrera Guillaume II quand les Puissances le lui demanderont (art. 227 du traité de paix).

Par 46.000 voix contre 11.000, le Vorarlberg décide de se rattacher à la Suisse.

Une grande agitation belliqueuse règne dans la Prusse Orientale.

Les troupes du Gouvernement entrent à Leipzig.

Mille individus ont été fusillés à Munich après jugement sommaire.

Le parti socialiste indépendant se prononce pour la signature de la paix, en exprimant l'espoir qu'elle sera bientôt annulée par la révolution universelle.

Stampfer, rédacteur en chef du *Vorwärts*, dit qu'une lutte même sans espoir est préférable à la signature du traité. « Il faut pousser la brutalité de l'ennemi jusqu'au point où elle s'effraiera d'elle-même. »

On rapporte qu'un groupe de philosophes allemands (Deussen, Eucken, Ostwald, etc.) a envoyé, il y a quelques semaines, un mémoire à Wilson.

Bien que ce soit, à Berlin, le premier jour du deuil national prescrit, on danse jusqu'à l'aube et les cafés-concerts sont pleins.

On publie le témoignage d'un officier américain qui, revenu de Berlin, affirme que l'idée de la revanche aux dépens de la France est dominante en Allemagne. Pour l'instant, elle se prépare à une offensive économique et à un accroissement de population.

D'après le traité, la Tchéco-Slavie comprendrait 130.000 kilomètres carrés avec 15 millions d'habitants.

Lundi 12 mai. — Le Conseil municipal de Verdun proteste contre l'insuffisance des moyens mis à sa disposition pour reconstruire la ville.

Débats : « L'Allemagne trouve dans notre pays la sollicitude attendrie des socialistes au moment du règlement des comptes. »

La Commission d'action de la Conférence socialiste internationale de Berne, présidée par Branting, exprime le regret que le désarmement ne soit imposé qu'à l'Allemagne et fait des réserves tant sur le tracé des frontières de la Pologne que sur le sort des colonies allemandes. On sème ainsi des germes de guerres futures.

La presse italienne jadis germanophile attaque violemment la France, accusée de vouloir détruire l'Allemagne et refaire l'Autriche.

On incrimine, en Italie, la mollesse des délégués, qui

n'ont rien su obtenir pour leur pays, alors que les ambitions de la France et de l'Angleterre étaient satisfaites (?).

A l'Assemblée nationale, réunie à Berlin, Scheidemann et d'autres orateurs s'élèvent violemment contre le traité et se plaignent que l'espoir en Wilson ait été déçu. De nombreux télégrammes de protestation couvrent le bureau. « Nous voulons travailler pour tout réparer, dit Scheidemann, mais on ne doit pas tarir toutes les sources de notre richesse. Seul un traité exécutable peut avoir pour nous un caractère obligatoire. » Le socialiste Müller (Breslau) dit : « Cette paix n'est que la continuation de la guerre avec d'autres moyens. »

Fehrenbach dit : « Les femmes allemandes enfanteront, et leurs enfants briseront les chaînes de l'esclavage. Aujourd'hui comme dans les jours heureux, ce sont les mots *Deutschland über Alles* qui nous inspirent, ces mots qui ne furent jamais l'expression d'un orgueil égoïste, mais seulement l'écho de l'amour de la patrie (Vifs applaudissements, mêlés de quelques sifflets des indépendants).

Haase dit que son parti refuse de prendre le pouvoir pour liquider la situation ; il proteste contre toutes les clauses par lesquelles l'Entente « viole honteusement le droit de libre disposition du peuple allemand », mais se rassure en disant : « La révolution mondiale est en marche. »

Haussmann (démocrate) dit que si les armées et les ouvriers avaient su, le 5 novembre, que la paix se présenterait ainsi, ils n'auraient pas déposé les armes.

Riesser, leader national-libéral, dit que les conditions inacceptables ne sont pas nombreuses, mais que parmi elles figure l'extradition du Kaiser et de plusieurs officiers ; ce serait là une humiliation pour l'honneur allemand.

Le parti démocrate allemand, dans un manifeste, dénonce les conditions de paix de l'Entente comme une violation manifeste de la parole donnée.

La Diète provisoire de Silésie demande au Gouvernement de ne pas signer.

Bela Kun a fait arrêter et retient comme otages tous les Roumains habitant Budapest.

On annonce que les troupes de Koltchak, dans le secteur à l'ouest d'Oufa, ont fait plus de 16.000 prisonniers.

Le Gouvernement bolcheviste considère comme une déclaration de guerre l'occupation de Vilna par les Polonais.

Les Etats-Unis reconnaissent le protectorat britannique sur l'Égypte.

Le Trésor américain avance encore 250 millions à la France.

Le Japon reconnaît le gouvernement de l'amiral Koltchak.

Mardi 13 mai. — La délégation égyptienne demande à être entendue à la Conférence de la paix.

Brockdorf expose, dans une note, que l'Allemagne, d'après le traité, perd un cinquième de sa production en pommes de terre, un tiers de son charbon, trois quarts de ses minerais de fer, trois cinquièmes de son zinc. La signature du traité serait l'arrêt de mort de plusieurs millions de femmes et d'enfants.

Un décret supprime en France la plupart des restrictions à l'exportation. Un crédit de 100 millions est ouvert pour prêts à de petits industriels et commerçants démobilisés.

Débats : « L'idée de désarmer l'Allemagne à force de générosité est vaine : ce serait le plus sûr moyen de la remettre dans l'état d'esprit de conquête et d'envahissement qui a pesé sur le monde depuis un demi-siècle. »

A la commission d'enquête de la métallurgie, Maunoury réfute les accusations de Ruffey sur l'inaction de l'armée de Lorraine. Michel, ancien chef d'état-major, met en cause Bertaux et Messimy, anciens ministres de la guerre, qui ont repoussé son plan de défense du nord de la France, en avant de Lille et de Maubeuge.

Le socialiste italien Salvemini écrit aux *Débats* qu'il n'a jamais proposé l'annexion de Fiume à la Croatie, mais l'autonomie municipale de cette ville sous la protection italienne. L'irrédentisme des Italiens de Fiume est un fait dû à la guerre et dont on a le devoir de tenir compte, tout comme de la récente conversion de tant de Yougo-Slaves à la cause des Alliés.

A Berlin, grande manifestation du parti socialiste contre le traité. Scheidemann déclare qu'il ne le signera jamais; on ne peut lier les mains de l'Allemagne et lui demander ensuite de travailler.

Devant l'hôtel Adlon, la foule manifeste contre les commissaires de l'Entente.

Paroles de Harden : « Les conditions sont plus dures que je ne m'y attendais ; mais celles que l'Allemagne victorieuse aurait faites à la France vaincue eussent été plus terribles. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir la mémoire d'Erzberger de 1914. Pendant ces six derniers mois, nos adversaires n'ont pu acquérir la certitude que l'esprit allemand ait changé. Par le choix des personnes, par le ton toléré dans la presse, on a tout fait pour laisser subsister des doutes sur notre sincérité. On oublie que les quatorze points de Wilson ont été attaqués avec la dernière violence et rejetés par le Reichstag. On oublie que la France et l'Angleterre ont tout fait pour éviter la guerre et que c'est nous qui avons refusé l'arbitrage. » Harden rappelle le mot de Jaurès : « L'auteur d'une guerre est celui qui a refusé l'arbitrage. »

Le Riksdag demande que le rattachement du Slesvig au Danemark soit réglé par un plébiscite.

Le projet de ravitailler la Russie est abandonné, les bolchevistes ayant refusé de suspendre les hostilités.

Mercredi 14 mai. — Les plénipotentiaires autrichiens arrivent à Saint-Germain (Ch. Renner, chancelier d'Autriche, le professeur Lammasch, Landesberger, etc.). La mission comprend deux journalistes, Szeps et Frischauer, contre lesquels le *Daily Mail* et le *Matin* mettent en garde.

Clemenceau répond à la note de Brockdorf (du 10) sur la législation internationale du travail et repousse la proposition de convoquer une conférence du travail à Versailles.

Plusieurs députés anglais harcèlent Bonar Law de questions au sujet des indemnités de guerre ; le ministre ne répond pas.

G. de Kerguézec (*Matin*), revenant d'Orient, dit que notre armée d'Orient n'existe plus ; il y a pléthore d'officiers et manque de soldats.

Le sucre est de nouveau rare à Paris.

On dit en Italie que l'accueil plutôt aimable fait aux Autrichiens en France a pour but d'empêcher l'union de l'Autriche avec l'Allemagne ; on part de là pour attaquer la France, soupçonnée de vouloir opposer à l'Italie une confédération danubienne.

Le ministre de l'Intérieur bavarois annule tous les actes du gouvernement des Conseils depuis le 7 avril.

Le *Berliner Tageblatt* commence la publication intégrale du traité, encore interdite en France à la grande colère des socialistes et de quelques autres.

Pavicic, député des îles dalmates, proteste contre les projets d'annexion à l'Italie et demande le plébiscite, même pour Fiume et Trieste (*Débats*).

On dit que le général Gregoriev, maître d'Odessa, a fait exécuter plus de cent membres des soviets ; on le représente comme un traître à la cause soviétique.

Effrayés par les raids aériens anglais, les Afghans demandent la paix.

L'attorney général Becker, qui rentre dans la vie privée, dit que l'Allemagne est une « autocratie camouflée ».

Jeudi 15 mai. — Le cercueil de miss Cavell est transféré en grande pompe à Westminster.

Le Gouvernement français décerne, à titre posthume, la Légion d'honneur à miss Cavell.

Le *Daily Chronicle* se prononce pour l'union austro-allemande.

Une lettre du général Mordacq reconnaît la priorité de J. L. Breton dans la construction des chars d'assaut.

Van de Kerkhove raconte l'histoire du journal clandestin *La Libre Belgique* (*Revue des Deux Mondes*).

L'*Osservatore* publie le texte du traité secret de Londres (26 avril 1915).

Mussolini (*Popolo d'Italia*) publie un article intitulé *Rappel à la modération,* où l'on signale les propos suivants : « La France fait une politique stupidement, dangereusement anti-italienne? Bien. L'Italie est libre désormais de faire une politique anti-française. L'Italie doit aider puissamment, même avant la signature du traité, à la réunion des Allemands d'Autriche à l'Allemagne. »

Le maréchal Foch, venant de Mayence sur le vapeur rhénan *Bismarck*, débarque à Ehrenbreitstein.

Le cardinal Hartmann sollicite l'intervention du Pape pour sauver l'Allemagne de la ruine.

Bernstein (*Vorwärts*) se prononce contre la signature du traité.

Kautsky estime que l'Allemagne doit signer, parce que la reprise de la guerre serait sa ruine.

La *Freiheit* dit que l'immense majorité du prolétariat et une grande partie de la bourgeoisie savent fort bien que le gouvernement de 1914 a été le grand coupable.

Une compagnie de grenadiers italiens arrive à Cavle (commune de Cernik) et déclare aux habitants que, si quelqu'un ose ouvrir la bouche, il sera déporté en Sardaigne. Le Conseil yougo-slave de Rijeka-Susak (Fiume) porte cet incident à la connaissance des Puissances.

Des forces alliées occupent Smyrne. On parle du partage de l'Asie Mineure, où l'Arménie deviendrait un protectorat américain (comme Constantinople?). Telford Erikson, délégué albanais, demande aussi le protectorat des États-Unis pour l'Albanie.

On annonce la prise de Samara par Koltchak.

Kerenski, dans le *Mercure*, répond à des attaques de Savinkov au sujet de l'affaire Kornilov. L'impression d'ensemble est fâcheuse pour Kerenski.

Le Portugal, qui a mobilisé 200.000 hommes et saisi 72 navires allemands, proteste contre l'oubli dont il est l'objet à la Conférence.

Les troupes anglaises pénètrent en Afghanistan.

L'escadre japonaise quitte la Méditerranée pour rentrer au Japon.

Le ministre chinois est démissionnaire à cause de l'échec subi par le Gouvernement dans l'affaire du Chantoung.

L. Roustan, *Revue critique* (p. 188) : « Encore quelques décades et nous pourrons assister à la japonisation du vaste empire chinois. » [Aucun danger plus grand ne menace le monde.]

Vendredi 16 mai. — Des négociations entre Orlando et Trumbitch n'ont pas abouti, l'Italie se plaçant sur le terrain du traité de Londres, que ne reconnaissent pas les Yougo-Slaves.

On fait observer que parmi les délégués autrichiens figure Schumacher, président du tribunal de Trente en 1914, qui se signala par son zèle contre les Italiens.

Les *Débats* rappellent le refrain du *Chant des nations* de Pierre Dupont (1847) :

Le jour des grands destins se lève,
Au son du cuivre et du tambour;
O guerre, c'est ton dernier jour,
Le glaive brisera le glaive!

La Diète badoise se prononce contre le traité.

On publie à Berlin une nouvelle statistique des pertes allemandes : morts, 2.050.460 ; blessés, 4.207.028 ; prisonniers, 615.922 ; total, 6,873.410.

La circulation des tramways à Berlin a doublé depuis six semaines.

Un gouvernement hongrois antibolcheviste se forme à Arad, sous la présidence de Jules Karolyi.

Paderewski, ayant vainement tenté d'enrayer l'offensive polonaise sur la Galicie, a donné sa démission, que la Diète a refusée ; Pilsudski a décommandé, puis, sur l'ordre des leaders de la Diète, ordonné à nouveau l'offensive.

Les Polonais occupent Sambov et Zolkiev, refoulant les Ukrainiens (18 canons, 2.000 prisonniers).

Tchitcherine télégraphie au prolétariat allemand pour exprimer sa sympathie et l'indignation que le traité cause au peuple russe.

Samedi 17 mai. — Devant le conseil des Quatre, Montagu, secrétaire d'État pour l'Inde, un maharajah et des délégués musulmans de l'Inde protestent contre tout projet de faire disparaître l'Empire ottoman.

Brockdorf quitte Versailles pour aller conférer à Spa avec des experts financiers.

Le *Manchester Guardian* demande qu'on constitue un organe financier analogue à la Société des Nations pour liquider les dettes internationales et offrir des facilités aux débiteurs moins solvables. La Ligue devrait lancer un emprunt garanti par le crédit collectif des gouvernements (125 milliards à 4 %, exigeant 6.250 millions par an).

L'Angleterre a institué une Chambre de commerce à Cologne; 70 maisons anglaises ont déjà des agents sur le Rhin.

Foch est reçu par le général belge Michel à Aix-la-Chapelle.

La fédération des cheminots décide de retirer 70.000 francs placés en Bons de la Défense afin de marquer sa volonté de ne pas fournir de ressources à un gouvernement qu'elle considère comme l'ennemi de la classe ouvrière. [Ce geste anti-français est sévèrement apprécié.]

Les tickets de pain sont supprimés en France.

Le *Corriere della Sera* reproche à la France officielle de « forniquer » avec l'Autriche et de « saboter » l'alliance italienne par amour pour la fédération danubienne. Il dit que l'Italie est profondément blessée de l'accueil cordial fait à ses ennemis de la veille.

L'*Italia del Popolo*, approuvée par Bissolati, organise des manifestations contre le traité.

Les troupes prussiennes font régner la terreur à Munich.

Berliner Volksblatt : « Le peuple allemand ne veut plus entendre parler de ceux qui, en prolongeant la guerre et en déchaînant la guerre sous-marine, nous ont conduits au calvaire de Versailles. Il leur crie un seul mot : Silence ! »

Franchet d'Esperey arrive à Arad, siège du nouveau gouvernement hongrois ; il est reçu par J. Karolyi « comme le sauveur et le libérateur de notre jeune peuple opprimé ».

L'escadre bolcheviste sort de Cronstadt ; les Anglais coulent un croiseur et mettent les autres navires en fuite.

The Review (New-York) fait contraster la sévérité de Wilson envers l'Italie avec son acquiescement aux prétentions injustes du Japon.

Nation (New-York), p, 789 : « Des millions d'Asiatiques, dressés et instruits suivant un idéal militariste et une moralité matérialiste, deviendraient une menace autrement grave pour le monde que celle que la guerre européenne a cherché à écarter. »

Des hydravions partis des États-Unis arrivent aux Açores, ayant fait la traversée depuis Terre-Neuve en quinze heures (1.950 kilom.)

Dimanche 18 mai. — Au quai d'Orsay, sous la présidence de Pichon, première réunion de l'Union juridique internationale.

Un délégué des nègres américains demande à être reçu par Clemenceau.

La fête de Jeanne d'Arc est célébrée avec éclat à Paris.

Début d'une semaine hippique française à Wiesbaden.

A Berlin, la ligue des vétérans mutilés proteste contre les provocations nationalistes ; Ebert refuse de la recevoir.

On annonce que Denikine, opérant vers Tsaritsine, a capturé 10.000 hommes et 26 canons.

La province d'Olonetz se rallie à Koltchak.

On parle de la découverte d'un complot bolcheviste dans la légion finlandaise de Mourmanie.

En Espagne, les partis de gauche publient un manifeste déniant toute autorité aux futures Cortès.

Uchida, ministre des Affaires étrangères, déclare à Tokio que le Japon est décidé à restituer Kiao-tchéou à la Chine.

Lundi 19 mai. — Les délégués alliés échangent à Saint-Germain leurs pleins pouvoirs avec les délégués autrichiens.

Brockdorf revient à Versailles. Il adresse une note sur les missions allemandes d'Afrique, dont l'expulsion (art. 438) signifierait l'abandon de 1 million de catéchumènes et d'écoliers noirs.

Clemenceau reçoit Foch et se rend avec Pichon et lui chez Wilson.

Il est décidé que l'État français achètera le matériel américain devenu disponible à la fin des hostilités.

Les Alliés demandent au Conseil fédéral si la Suisse est prête à renforcer le blocus de l'Allemagne au cas où les circonstances l'exigeraient.

Parlant à Berlin du balcon du ministère de l'Intérieur, Ebert dit que la paix proposée par l'Entente serait la ruine de la classe ouvrière et qu'il faut la repousser, advienne que pourra. La foule applaudit avec enthousiasme.

Gauvain, *Débats*. « Les Quatre sont sur le point de commettre en Turquie une faute analogue à celle qu'ils

ont faite à Danzig. Si les Quatre écoutent les réclamations de quelques notables musulmans, ils provoqueront plus que des troubles : des massacres. C'est un crime contre l'humanité que de laisser croire un instant aux musulmans ottomans que leur régime peut renaître. Constantinople n'est point une ville sainte de l'Islam : elle est seulement le symbole de sa domination en Europe. »

L'avance polonaise continue en Galicie ; elle trouve les mines de Boryslav intactes.

L'Assemblée constituante d'Esthonie proclame l'indépendance de ce pays, république démocratique autonome.

On apprend que la Grande-Bretagne a fourni à Denikine des armes et des munitions pour 250.000 hommes.

Mardi 20 mai. — Clemenceau répond à la note de Brockdorf (13 mai) : l'Allemagne a reconnu sa responsabilité au mois de novembre en invoquant la note de Lansing (5 nov. 1918), d'après laquelle l'obligation de réparer résulte de l'agression allemande. Une modification du régime politique d'une nation ne peut éteindre les obligations qu'elle a encourues. Clemenceau refuse de communiquer le rapport de la Commission des responsabilités, qui est un document d'ordre intérieur.

Orlando quitte Paris le soir pour Oulx, où a été convoqué un Conseil des ministres italiens. Pourvu que le drapeau italien flotte à Fiume, l'Italie est prête à des concessions en Dalmatie.

A la suite des discours de Viviani et de Briand, la Chambre accorde le droit de vote et l'éligibilité aux femmes.

L'Académie de médecine vote le principe de la déclaration obligatoire de la tuberculose.

La *Stampa* (Giolitti) rappelle sa campagne neutraliste de 1915, alors qu'on parlait de réclamer pour l'Italie la Corse, Malte, Bizerte et l'Asie Mineure.

Le pacifiste von Gerlach, dans la *Freiheit*, dévoile l'organisation des milices allemandes, pourvues de mitrailleuses, qui ont pour objet la reconstitution secrète de l'armée.

Les Lettons ont pris Riga et Dvinsk.

Les opérations contre Petrograd commencent sur un front de 200 kilomètres. Les bolcheviks se replient sur Gatchina.

De grands incendies, allumés par les bolcheviks, auraient éclaté à Petrograd, où l'on parle d'un soulèvement ouvrier contre les soviets.

Gregoriev, se disant ataman de l'Ukraine, après avoir été bolcheviste, avance sur Odessa et prend Élizabethgrad, où ses troupes indisciplinées massacrent les juifs.

On annonce que les bolchevistes ukrainiens ont été mis en déroute au sud du Dniester par les Polonais, qui ont pris Stryi.

Vera Sassoulitch, âgé de soixante-huit ans, meurt à Petrograd.

Des membres de la Constituante russe, ayant à leur tête Kerenski, précisent, dans une déclaration, l'attitude que devraient adopter les Alliés à l'égard de la Russie. Ils ne devraient reconnaître aucun gouvernement qui ne s'appuierait pas sur la représentation nationale.

Bourtsev (*Matin*) invite les Russes de tous les partis à reconnaître Koltchak.

Il y a encore 840.000 soldats américains en Europe.

On boycotte en Chine les marchandises et les navires du Japon ; il y a des désordres à Wuhu.

L'avion de Hanker, parti des États-Unis, est tombé à 60 kilomètres de l'embouchure du Shannon ; on est sans nouvelles de l'aviateur.

Mercredi 21 mai. — Le *Times* menace l'Allemagne d'une aggravation du blocus, auquel pourrait s'ajouter le péril d'une invasion.

La coutellerie française demande un « barrage » contre l'invasion de la coutellerie allemande (*Matin* du 22). [Il s'agit d'empêcher l'importation d'objets nécessaires et de continuer à lever des impôts sur le public.]

Matin : « Si la mortalité était abaissée chez nous à ce qu'elle est en Norvège, nous récupérerions en moins de six ans nos 1.700.000 morts de la guerre. »

Le grand-duc Boris, qui était à Paris, s'est rendu en Italie, la France et l'Espagne lui ayant fait savoir que sa présence était indésirable.

Le change sur Londres atteint à Paris 30,97.

On signale en Italie une certaine réaction contre les excès de la campagne anti-française ; la situation d'Orlando, responsable de ces excès, est ébranlée.

Bernstein (*Vorwärts*) montre les dangers d'une consultation populaire qui pourrait aboutir au rejet du traité. Il concède que certains ennemis de l'Allemagne ont beaucoup plus souffert qu'elle-même de la guerre.

Plus de 100.000 ouvriers manifestent à Berlin pour la paix. A la presque unanimité, le Congrès des C. O. S. demande que la paix soit signée, quelles qu'en soient les conditions.

Muehlon, dans une entrevue publiée par l'*Humanité*, dit qu'il est opposé à la signature du traité, tout en repoussant toute idée de résistance armée.

Nouveau ministère à Constantinople : Damad Ferid Pacha reste aux Affaires étrangères, Ali Kemal est à l'Intérieur.

Des renforts anglais arrivent en Mourmanie.

Le gouvernement bolcheviste ayant été renversé à Riga, les troupes des soviets reprennent l'offensive, alors que les Allemands défendent aux Lettons d'envoyer des secours à leur avant-garde qui est en péril.

Bullitt, délégué américain à la Conférence, dont les sympathies bolchevistes sont notoires, est envoyé par Wilson en Russie « pour s'informer des conditions auxquelles le gouvernement bolcheviste consentirait à participer au traité de paix ».

Un grand meeting à New-York, où Mac Adoo et Hughes prennent la parole, flétrit les pogroms organisés en Pologne et demande que justice soit faite. A la suite de questions posées à la Chambre des Communes, l'Angleterre adresse des représentations au Gouvernement polonais.

Jeudi 22 mai. — Clemenceau répond longuement et sagement à Brockdorf au sujet des conditions économiques du traité.

Les plénipotentiaires allemands demandent et obtiennent un délai ; c'est le 30 mai qu'ils devront donner une réponse définitive. La délégation quitte Versailles pour se rendre à une conférence en Allemagne.

Clemenceau fait savoir à Péret, président de la Commission du budget, qu'il ne peut lui communiquer le texte intégral du traité de paix. Les Gouvernements alliés sont d'accord pour ne pas communiquer ce texte à leurs Parlements respectifs.

A la suite d'un débat sur l'amnistie, question où le Gouvernement a réservé son initiative, la confiance est votée par 277 voix contre 135 ; il y a eu beaucoup d'abstentions.

L'Entente autorise l'exportation libre des denrées alimentaires en Suisse.

Les troupes roumaines entrent à Arad, complétant l'occupation des territoires réclamés par la Roumanie au nord du Maros. Pour réaliser les stipulations du traité de 1916, les Roumains avancent dans le Banat.

Le Canada met 500 millions à la disposition du Gouvernement yougo-slave.

Le gouvernement bolcheviste a nationalisé la propriété de Tolstoï à Iasnaïa-Poliana.

Gauvain (*Débats*) attaque violemment Kerenski pour avoir proposé qu'une mission composée de délégués de toutes les Puissances et comprenant des représentants de la démocratie et du travail organisés, soit envoyée en Russie pour représenter l'organe unifié des Puissances libres. « Il s'agit d'une délégation de soviets mondiaux ; ce serait le triomphe de Lenine. Kerenski ne se contente pas d'avoir trahi et ruiné le gouvernement provisoire : il se propose maintenant d'empêcher le rétablissement de l'ordre. On le connaît trop pour le suivre. »

Vendredi 23 mai. — Les ouvriers et les cheminots anglais menacent de faire une grève politique. Ils réclament l'abandon de la loi sur le service militaire, la cessation du blocus, le rappel des troupes anglaises de Russie, la libération des *conscientious objectors,* le retrait de la circulaire enjoignant aux troupes d'obéir aux ordres en cas de grève générale [influences allemandes et bolchevistes].

Le Sénat et la Chambre manifestent pour célébrer le quatrième anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie.

A la commission de métallurgie, le général Percin dit que le Grand Quartier refusa toujours d'écouter le général Lebas,

commandant de la place de Lille, qui signalait le danger d'une invasion allemande par la Belgique. On lui répondait : « Rien ne pourrait nous être plus favorable qu'une pareille opération. » [Avec raison, car c'était l'intervention anglaise assurée.]

Le Sénat décide qu'aucun établissement de jeu ne sera toléré à moins de 100 kilomètres de Paris ; c'est la fin du casino d'Enghien.

Le 3 % est à 62.

L'*Osservatore* proteste contre l'accusation intentée au Saint-Siège d'avoir, pendant la guerre, favorisé les Empires centraux, alors que son action s'est déroulée constamment en faveur des puissances de l'Entente [contre-vérité].

Gauvain, *Débats :* « Débridée par le coup de bistouri du président Wilson, la plaie adriatique s'assainit. »

L'armée américaine de Cologne se prépare à marcher vers l'est.

Des manifestations favorables à la France, que les Allemands essaient de réprimer, ont lieu à Landau et à Spire.

Le Gouvernement dissout par la force une réunion à Berlin où Beerfelde accusait l'Allemagne d'avoir commencé la guerre.

Max de Bade, dans la *Badische Presse,* dit que la paix de Versailles se fonde sur un monstrueux mensonge, l'affirmation que l'Allemagne serait seule responsable de la guerre. C'est pour établir ce mensonge qu'on demande la mise en accusation de Guillaume II devant des ennemis qui se diraient ses juges. Il ne faut pas que l'Allemagne songe à faire de nouveau la guerre, ou à s'allier au bolchevisme : il faut seulement qu'elle oppose un *non* énergique au traité.

Un décret-loi signé Bratiano abroge le décret de décembre 1918 relatif à la naturalisation des juifs et y substitue des dispositions plus libérales, mais non moins illégales [à dessein ; fourberie].

Les troupes anglaises de Mourmanie bordent le lac Onéga.

Le Gouvernement des États-Unis ne reconnaîtra celui de Koltchak que s'il établit un régime démocratique dans les territoires occupés.

On dit à Londres que les bolcheviks auraient envoyé 5 millions aux révolutionnaires français.

Samedi 24 mai. — Brockdorf, avec une partie de la délégation allemande, rentre à Versailles.

Les Quatre modifient le projet relatif au bassin de la Sarre ; la nouvelle rédaction envisage les moyens de garantir le rachat du bassin dans l'hypothèse d'un plébiscite favorable à l'Allemagne en 1934.

La délégation autrichienne, qui se morfond à Saint-Germain, prie Clemenceau de hâter le dépôt du traité.

La question de la dette publique de l'Autriche-Hongrie et de sa répartition cause de graves embarras au Conseil des Quatre.

Une commission anglaise constate la tendance croissante à créer, dans l'industrie britannique, des *trusts* et *combines* aux dépens du public [tout comme chez nous].

Plusieurs associations françaises protestent contre le traité qui laisse la France ruinée en présence d'une Allemagne intacte et restée unie.

Du balcon du Grand Hôtel, d'Annunzio, qui a demandé sa mise en disponibilité, harangue des bandes de jeunes gens qui parcourent le Corso. Le Gouvernement interdit à Rome un meeting qu'il devait présider.

Le Conseil national italien de Fiume, qui a usurpé les fonctions qu'il exerce sous la protection des troupes italiennes d'occupation, licencie 150 fonctionnaires ou employés de la gare de Fiume par décrets rédigés en italien et en hongrois.

On constate que des aiguilles de fabrication allemande, importées en Italie, sont réexpédiées avec marque italienne.

La *Gazette de Francfort* prépare l'opinion à la signature du traité.

L'Assemblée de Wurtemberg, à l'exception des socialistes, invite le Gouvernement à repousser la proposition tendant à faire passer en jugement Guillaume II.

On parle à Vienne d'envoyer les officiers de l'armée, devenus inutiles, coloniser l'Argentine.

Bela Kun, à une séance du soviet de Budapest, déclare qu'il faut combattre à la fois les ennemis extérieurs et intérieurs.

Les généraux Auffenberg, Ermoli et Rhemen offrent leurs services au Gouvernement yougo-slave de Prague.

Un mandat d'arrêt est délivré à Athènes contre les membres du Cabinet Lambros (janvier 1917), coupables de l'assassinat de marins français et anglais.

La Diète polonaise déclare accorder l'autonomie à la Galicie orientale, peuplée de Polonais et d'Ukrainiens.

Ukrainiens et Polonais négocient un armistice à Varsovie.

Les Polonais ont décrété la loi martiale en Galicie orientale ; ils sévissent cruellement contre les Ukrainiens et les juifs. Les officiers polonais déclarent qu'ils iront jusqu'à Kiev pour exterminer l'idée d'un État ukrainien.

L'avocat américain Louis Marshall, parlant au Palais de la Mutualité à Paris, dénonce les pogroms et massacres organisés par les Polonais.

Les volontaires russes ont pris Peterhof, à 24 kilomètres de Petrograd, que les bolcheviks mettent en défense.

On annonce que les bolcheviks ont battu les troupes de Gregoriev à Krementchoug.

Nation (Londres) : « La guerre contre la Russie n'est pas une guerre contre un gouvernement et un peuple, mais contre une classe et un idéal. »

Au Sénat américain, Sherman attaque violemment le traité de paix. « La Ligue des Nations trahit la Pologne, vole la Chine ; l'abrogation du traité conclu avec l'Italie dans une heure de grand péril est d'une insigne mauvaise foi. »

Une éruption volcanique à Java détruit 20 villages (15.000 victimes).

L'aviateur Roget vole sans escale de Paris au Maroc (2.160 kilomètres).

Dimanche 25 mai. — Clemenceau répond longuement aux deux notes allemandes sur la question de la Sarre (13 et 16 mai), acceptant quelques modifications de détail.

Hawker et Grieve, sauvés par un navire danois, débarquent en Écosse. Londres est enthousiaste et se prépare à les fêter.

L'aviation française, pendant la guerre, a perdu 61 % de son effectif ; il restait, le 1er décembre 1918, 12.919 aviateurs.

G. Claude (*Matin*) s'élève contre les manigances des

polytechniciens au cours de la guerre pour supprimer ou confisquer les inventions d'autrui.

On a porté près de 6 millions au pari mutuel de Longchamp (record). Quelques dames s'y sont montrées les jambes nues.

La *Stampa* publie un article contre Salandra, lui reprochant de n'avoir pas déclaré la guerre à l'Allemagne, bien qu'il y fût obligé par le traité de Londres.

Gazette de l'Allemagne (officieuse) : « L'Allemagn refuse de signer parce qu'elle reconnaît la malhonnêteté consciente de la politique qui est derrière les conditions de paix. L'Angleterre sait très bien que l'Allemagne ne peut les remplir; on veut prouver que la parole « nécessité ne connaît pas de « loi » est toujours la ligne directrice de la politique allemande. »

Brockdorf (*Berliner Tageblatt*) proteste contre l'attitude de la presse française, qui représente le Gouvernement allemand comme prêt à signer la paix à tout prix.

Le *World* (New-York) publie une conversation de Ludendorf sur les conditions de la paix « dictées par le désir de vengeance de la France et le désir de supériorité commerciale de l'Angleterre ».

Ed. Helsey (*Journal*) décrit la vie maussade que mène à Lucerne le roi Constantin, tombé d'un palais dans un palace et du trône à l'hôtel.

Les Esthoniens et l'armée russe du Nord prennent Pskov.

Bidou (*Débats*) estime que « le récit grec des guerres médiques est un bluff qui défie toutes les agences Wolff » [c'est la thèse de Gobineau].

Lundi 26 mai. — Le Gouvernement annonce aux Communes que l'Angleterre a reconnu les gouvernements tchéco-slovaque, letton, finlandais, polonais et arabe.

On voit poindre, en Angleterre, « le chantage appliqué à la politique et la substitution du gouvernement par la grève au gouvernement parlementaire » (*Débats* du 28).

Matin : « La Révolution allemande ne fut pas la cause, mais la conséquence de la défaite militaire. La propagande allemande aura beau faire ; elle ne regagnera pas la guerre.

Malgré quarante-cinq ans de préparation, la plus formidable armée du monde, capitulant le 11 novembre 1918, a signé la mort du militarisme. » Un tableau montre qu'à cette date l'Allemagne avait 184 divisions, dont 17 en réserve, 2 fraîches, 5 reconstituées et 10 fatiguées.

Les Belges occupent Eupen.

Le *Corriere della Sera* réprouve la politique agressive du Cabinet italien ; il lui reproche d'avoir déchaîné la colère populaire dont il reste le prisonnier.

Journal de Genève : « La Pologne aurait pu renaître pacifique ; elle a préféré renaître militariste. Pourquoi ? Parce qu'elle a voulu retrouver entier son territoire, redessiner ses frontières et reprendre sa politique historique, qui a abouti à la faillite tragique de 1772. Seule dans un Orient hostile, elle se voit obligée de chercher des appuis au loin en Occident, d'assumer vis-à-vis de la France le rôle de contrepoids que la Russie n'est plus en état de jouer. »

Les Anglais s'emparent de Spinbladak, la place la plus forte de l'Afghanistan.

Mardi 27 mai. — Le Conseil des Quatre porte à la connaissance de Koltchak les conditions auxquelles son gouvernement sera reconnu.

Le Gouvernement polonais reçoit communication d'un projet de traité sauvegardant en Pologne les droits des minorités, en particulier ceux des juifs.

A cause de la multiplicité et de l'abondance de ses notes, on appelle le chef de la mission allemande « Brockdorf Grandes Eaux de Versailles ».

Un petit groupe, à Coblence, proclame à midi la République rhénane.

Paderewski, revenu à Paris, dit que les Ukrainiens ont attaqué les Polonais ; ceux-ci n'auraient fait que se défendre en Galicie orientale.

Klotz expose au Sénat ses plans financiers, comportant 1.280 millions d'impôts nouveaux. Il pense que, dans les budgets futurs, 10 milliards seront absorbés par le service de la dette et 2 par les dépenses militaires. L'Alsace-Lorraine donnera 2-3 milliards de plus ; il faut trouver encore 4-5 milliards par l'impôt. Klotz dit que l'heure est passée de la politique du blé et de la politique des allocations.

Les *Débats* s'inquiètent des progrès des idées bolchevistes dans les syndicats ouvriers français.

Les pertes de l'École polytechnique (1914-1918) s'élèvent à 685 morts.

Les Grecs occupent Aïdin.

Un mouvement se produit en Turquie pour demander l'occupation de l'Empire par les troupes anglaises, à l'exclusion des Grecs détestés.

L'hydravion américain N. C. 4, reparti des Açores, arrive à Lisbonne, complétant ainsi la traversée de l'Atlantique en vingt-six heures vingt minutes.

Mercredi 28 mai. — Des scènes tumultueuses se produisent à l'Assemblée de Berlin à l'occasion d'une interpellation sur le mouvement séparatiste rhénan.

Le Kronprinz quitte Wieringen pour une destination inconnue.

Les Yougo-Slaves reprennent l'offensive contre les Autrichiens qui ont envahi le sud de la Carinthie et y commettent des horreurs.

Une agence italienne révèle que l'impératrice Zita, dès l'avènement de son époux, lui conseilla de faire immédiatement la paix avec l'Entente. Guillaume II, averti, obligea Charles Ier par des menaces à continuer la guerre.

46 membres du Comité *Union et Progrès* sont internés sur un navire anglais à Constantinople.

On souscrit dans les églises grecques de Constantinople pour la reconstruction de Virton.

Trotski aurait quitté Petrograd pour le front de la Volga.

Antonov, ancien officier, est nommé généralissime des troupes des soviets.

Parti d'Issy-les-Moulineaux, le lieutenant Casale bat le record du monde en hauteur (9^{k} 300 en 50 minutes).

Jeudi 29 mai. — Les contre-propositions allemandes, formant un volume de 230 pages, ont été remises mercredi et ce jour. L'Allemagne réclame une revision complète du traité et se plaint qu'on veuille la réduire en esclavage. Elle refuse de livrer les présumés

coupables et propose que des tribunaux mixtes jugent les chefs et les soldats des armées alliées sur le même pied que ceux des armées allemandes.

L'Université américaine de Beaune (10.000 étudiants) ferme ses portes; Tardieu et Lafferre prononcent des discours d'adieu.

D'Annunzio, dont le congé a été refusé, part pour Venise, après avoir prononcé un discours violent contre Orlando.

On dit en Italie qu'on viendra à bout des Yougo-Slaves dans les pays occupés au moyen de trois F : *Farina, Feste* et *Forche* (farine, fêtes et potences).

Les ouvriers de Petrograd ne répondent pas aux ordres de mobilisation; les munitions manquent.

La guerre navale a coûté à la Norvège 929 navires (1.240.000 tonnes) et 1.155 marins.

Vendredi 30 mai. — Les Alliés remettent une note à la Commission allemande d'armistice à Spa, demandant, sous certaines conditions, le maintien des forces allemandes en Lettonie.

Le traité avec l'Autriche ne sera remis que lundi au lieu de ce jour, les petites nations intéressées ayant réclamé le droit de l'examiner d'abord.

Parlant, à l'occasion du Memorial Day, au cimetière de Suresnes, où gisent 1.100 soldats américains morts au front, Wilson dit que la nation qui ferait obstacle aux mesures envisagées pour rendre impossibles les guerres futures commettrait une trahison envers l'humanité.

On communique le texte d'une allocution de Lloyd George à la 38e division galloise. Si les Allemands ne signent pas la paix à Versailles, ils seront obligés de la signer à Berlin.

L'Angleterre a démobilisé 3 millions d'hommes ; elle a encore sous les armes 1.270.000 hommes, dont 10 divisions sur le Rhin.

La presse anglaise estime déraisonnables les contre-propositions allemandes. Quelques agences américaines répandent le bruit qu'elles seront prises en considération.

La presse pangermaniste fulmine contre les propositions de l'Allemagne à l'Entente [alors que ces propositions sont celles qui auraient pu être faites en 1917]. La presse française les trouve en général impudentes.

Le parti socialiste français adresse un manifeste aux travailleurs de la terre, ménageant les petits propriétaires « qui produisent eux-mêmes ».

La C. G. T. n'a pas seulement la prétention de reviser le traité : elle interdit au Gouvernement de reconnaître Koltchak et félicite les équipages des navires français qui se sont mutinés à Odessa et à Sébastopol.

Ribot parle au Sénat des gaspillages commis depuis l'armistice et exhorte à la production ; pendant son discours, il s'est trouvé mal. Ribot, comme Klotz, prévoit un budget de 17 milliards, dont 10 exigés par la dette ; il croit indispensables de gros emprunts et 4-5 milliards d'impôts nouveaux ou accrus. Ribot approuve le monopole du pétrole et condamne l'idée d'exempter d'impôts les salaires. Les versements prévus de l'Allemagne sont absolument insuffisants pour assurer l'équilibre de nos finances ; la France doit compter sur l'aide de ses alliés. Le Sénat ordonne l'affichage.

Les Académies françaises des Inscriptions et des Sciences morales constituent, avec celles de Washington, de Boston, de Belgique, de Rome, de Turin, de Roumanie, de Grèce et du Japon, une *Union académique* pour promouvoir les sciences philosophiques, historiques, sociales, morales et politiques.

Une panique dans un cinéma à Valence-sur-Rhône fait 120 victimes.

La Suisse repousse les demandes de l'Entente au sujet du blocus éventuel de l'Allemagne.

On affirme à Berlin que l'Allemagne ne signera pas, « sauf sur une base ressemblant plus ou moins à ses contre-propositions ».

Kleinov, agitateur pangermaniste, adresse une circulaire confidentielle aux conseils populaires allemands de la Prusse Orientale ; il faut organiser des manifestations et au besoin des troubles pour faire croire à l'Entente que le peuple combattra jusqu'à la mort plutôt que devenir polonais (*Information*, 25 juin).

On est sévère en Norvège pour le Gouvernement danois qui espère ne rentrer en possession que d'une petite partie du Slesvig et semble plus que jamais inféodé à l'Allemagne.

Pavlov (*Débats*) montre l'ineptie du projet d'une Ukraine indépendante, alors qu'il y a dans ce pays 12 % d'Ukrainiens, 19 % de Juifs, 9 % de Polonais et 55 % de Russes.

Samedi 31 mai. — Le Conseil des Quatre examine les contre-propositions allemandes.

Bratiano, auquel font écho Paderewski, Kramarz et Trumbitch, se plaint que les grandes puissances veuillent s'ingérer dans la législation intérieure des petites. Wilson accepte que les puissances grandes et petites soient appelées à remanier ensemble les textes en litige, pour leur enlever leur caractère impératif. [Il s'agit surtout de mesures propres à empêcher les Polonais, Roumains, etc., d'opprimer les minorités politiques et les juifs.]

On dit que les Germano-Américains et leurs alliés anglais (*Daily News, Manchester Guardian*) agissent sur la presse, d'accord avec la finance cosmopolite, dans l'intérêt de l'Allemagne (*Débats, Liberté,* etc.).

Nation (Londres) : « Les contre-propositions allemandes ont été rédigées avec une vraie clairvoyance d'homme d'État; si quelque discussion impartiale était possible dans la presse quotidienne, elles pourraient, même aujourd'hui, exercer une influence puissante sur l'opinion. Elles concèdent tout ce qu'on peut équitablement demander contre tout retour du militarisme prussien. Elles acceptent l'obligation de payer une immense indemnité, mais demandent que la somme soit définitivement fixée et que des délais soient consentis. Les propositions allemandes, à la différence de celles de Versailles, sont en harmonie avec l'opinion libérale et ouvrière des pays alliés. »

Le Congrès des mineurs à Marseille décide la grève pour le 16 juin si la règle des huit heures n'est pas appliquée.

L'Académie des Sciences morales nomme Venizelos associé étranger à la place de Roosevelt et Balfour à la place du grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch.

L'ancien ambassadeur Morgenthau, revenu de Coblence, dit que les Allemands n'ont à la bouche que des paroles de revanche. On parle d'une brochure distribuée par Erzberger en avril dernier qui promet à l'Allemagne, aidée de la Russie, la prise de Paris en 1929.

Brockdorf, dans une entrevue, dit que l'Allemagne ne doit pas réparer comme une criminelle, mais remplir ses engagements comme une partie contractante ; il y a un abîme entre les deux conceptions.

Bernstorff déclare que, pas plus que Brockdorf, il ne signera le traité, qui équivaudrait à la condamnation à mort de l'Allemagne.

W. Rathenau (*Zukunft*) suggère que l'Assemblée nationale allemande soit dissoute, que le Gouvernement donne sa démission et qu'il invite les Alliés à prendre le pouvoir vacant, avec la responsabilité de nourrir soixante millions d'hommes.

Le socialiste indépendant Dittmann, atteint d'une maladie incurable, se suicide.

Les Polonais sont à Stanislau.

Les troupes grecques occupent Aïvali.

Le lieutenant Read, sur le N. C. 4, arrive de Lisbonne à Plymouth.

Les chantiers de Hog Island, près de Philadelphie, lancent en 48 minutes 5 navires de 7.800 tonnes (record). A cette occasion, Daniels a déclaré que les États-Unis allaient construire de très grosses unités.

— — — —

JUIN

Dimanche 1er juin. — On publie le résumé des contre-propositions de l'Allemagne. Elle consent à désarmer, à condition d'entrer immédiatement dans la Ligue des Nations. Elle refuse de céder la Haute-Silésie. Elle demande à être mandataire de ses propres colonies. Elle consent à payer 100 milliards de marks. Elle est prête à mettre toute sa force économique au service de la reconstitution et à remplacer le tonnage perdu. Elle n'admet que des tribunaux neutres pour établir les responsabilités. Le nouveau traité doit consacrer la rupture avec les théories de la violence et du droit du plus fort.

Des mutineries se produisent, ce jour et le suivant, au 117e d'artillerie lourde à Toulouse.

A Milan, en présence de Longuet, Ramsay Macdonald et Turati, une réunion a lieu en faveur du bolchevisme russe.

La République rhénane est proclamée à Wiesbaden. Des tendances séparatistes se manifestent au Hanovre.

Le manifeste du Gouvernement provisoire rhénan dit que les énormes dommages subis par la France et la Belgique doivent être réparés et que le traité doit offrir des garanties contre le retour de la guerre.

Une fête en l'honneur de Jeanne d'Arc est célébrée à la cathédrale de Mayence.

La mission alliée remet un ultimatum à Bela Kun : il doit se retirer dans le délai de soixante-douze heures.

On prétend que les Italiens excitent les Turcs de la côte d'Asie contre les Grecs.

Les Polonais font leur jonction avec les Roumains en Galicie.

Les radios du gouvernement des soviets confirment l'arrêt de l'avance des Esthoniens. Les bolcheviks reprennent l'offensive vers Gatchina et Krasnoié-Selo.

La flotte bolcheviste fait une tentative de sortie, mais est obligée, par sept navires anglais, de regagner Cronstadt.

Les élections espagnoles sont favorables aux conservateurs ; mais les régionalistes l'emportent à Barcelone.

Il y aura 600.000 Américains sur le Rhin en juillet, 400.000 en août, 200.000 en septembre.

Après quatre jours d'incendies et de pillages, le calme est rétabli à Lima.

Lundi 2 juin. — Au château de Saint-Germain, une partie du traité de paix est communiquée aux délégués autrichiens ; Renner prononce un discours en français.

Benès, après la séance, dit au *Matin* que le chancelier Renner a adhéré depuis 1914 à toute la politique de guerre de l'Autriche et qu'il est mal venu à prétendre que l'Autriche actuelle n'a aucune responsabilité de la guerre. « A la place de l'insolence prussienne de Brockdorf, nous avons entendu les paroles insinuantes de M. Renner qui veut gagner les Alliés pour les duper. C'est la tradition de Vienne. M. Renner ne diffère pas beaucoup d'Aerenthal ni de Czernin. »

La Chambre des Communes vote un emprunt de 6 milliards 250 millions.

On se plaint que les Alliés s'arrêtent, sans raison apparente, devant Budapest et Petrograd (*Matin*).

Hervé (*Victoire*) demande qu'on fasse des concessions à l'Allemagne sur les mines de la Sarre, l'incorporation des Allemands d'Autriche et les colonies. Cela n'empêchera pas les Allemands de nous haïr ; mais ce sera une sécurité morale pour nous de n'avoir aucun abus de la force à nous reprocher.

Grève générale dans la métallurgie en France ; grève des employés du *Printemps* à Paris. Il y a des tendances inquiétantes à une diminution du travail, au profit des cabarets et des cinémas, plus prospères que jamais.

Les grèves produisent une vive émotion dans les couloirs de la Chambre.

Le procès des anarchistes allemands commence à Zurich.

Le *Vorwärts* dit qu'une vraie paix est impossible entre l'Allemagne et la France militariste d'aujourd'hui.

A propos de la proclamation de la République rhénane, qui trouve peu d'écho, Barrès écrit : « Nous sommes en présence d'une réapparition de la vieille Allemagne, avec laquelle nos pères purent s'entendre et parfois lièrent amitié. »

Gauvain, *Débats :* « Nous verrons d'un bon œil les séparations, mais nous n'admettrons pas qu'elles nous enlèvent nos gages. Toute l'Allemagne solidaire doit expier et payer. »

Les Polonais repoussent une attaque allemande entre Ossoviec et Grajevo.

Les terroristes commettent de nombreux attentats aux États-Unis.

Le mouvement germanophile aux États-Unis est conduit par une société dite *Friends of German democracy*, qui n'est autre que l'ancienne *German alliance* (Voir *Débats* du 4).

Mardi 3 juin. — Le drapeau noir est hissé sur les monuments publics à Vienne ; le Gouvernement ordonne un deuil national de trois jours. Les journaux déclarent à l'unanimité que les conditions de paix sont inacceptables. On s'étonne d'ailleurs que le texte remis à Saint-Germain ne contienne aucune allusion à la question de l'union austro-allemande.

L'Assemblée nationale autrichienne est convoquée pour le 7 juin.

Times : « Le champion chrétien contre les plus grands sultans ottomans, le vieux rival de la France en Europe et de la Prusse en Germanie, n'existe plus. »

Asquith prononce un discours sévère contre Lord French, l'accusant d'avoir abusé de documents confidentiels, dans un livre récent, pour attaquer son gouvernement, incriminer son inertie dans la fourniture des munitions, etc.

Les femmes anglaises s'émeuvent des paroles prononcées, dans un procès, par le juge Darling : « La guerre a eu sur la femme britannique un effet désastreux. » (Voir *Débats* du 5.)

Dès le matin, grève générale du Métro et du Nord-Sud; autobus et tramways cessent tout service à 1 heure.

Rien que dans la banlieue de Paris, il y a 98.000 chômeurs volontaires. On reconnaît généralement le caractère politique des grèves et l'on soupçonne qu'elles sont fomentées par les bolcheviks, agents ou instruments dociles de l'Allemagne.

Parlant à Milan, Longuet a dit : « Notre effort commun rompra la conjuration scélérate qui prépare une paix d'infamie et d'iniquité. Le prolétariat sent et affirme que le traité de Versailles ne le regarde pas; c'est un chiffon de papier. Les peuples le reviseront en instituant la paix juste et durable, celle qui est liée au triomphe de Lenine, de Bela Kun, de Haase et Ledebour. » (*Liberté*, 1er juillet.)

A. Thomas (*Information*), rappelant des lettres inédites de Gambetta, demande si la garantie supérieure de l'exécution des conditions de paix ne réside pas dans la Confédération européenne et dans la Fédération des nations.

L'*Humanité* parle de « la paix belliqueuse et scélérate de l'odieux vieillard notre maître », de « la guerre prolongée trois ans inutilement et plus de six mois après la cessation des hostilités ».

Gauvain, *Débats* (à propos des droits des minorités) : « Le Conseil national juif de Bukovine demande déjà qu'on fonde un lycée juif et une école technique juive à Czernovitz. Où irait-on si de pareilles prétentions étaient admises ? »

Matin : « A une nation appauvrie [la France], on veut brusquement imposer des charges quadruplées, alors qu'elle avait perdu l'habitude de payer le percepteur. »

Le Dr Dorten, chef du Gouvernement provisoire rhénan, ayant notifié la création du nouvel Etat à Scheidemann, celui-ci ordonne l'ouverture d'une procédure de haute trahison contre Dorten et consorts.

J. Bainville : « Le tempérament politique de l'Allemagne est fédéraliste. La santé de l'Europe demande que l'Allemagne soit fédéralisée. »

Le Gouvernement allemand arrête la distribution d'un questionnaire lancé le 21 mai par le haut commandement et demandant quelle serait l'attitude de la population en cas de reprise des hostilités.

L'amiral Koltchak accepte la note des Alliés.

Au Sénat américain, Johnson attaque le projet de Ligue des Nations et dit que c'est « un gigantesque trust de guerre » qui forcerait les Américains à entrer en lutte pour garantir les acquisitions territoriales des Européens.

Mercredi 4 juin. — 25.000 métallurgistes et mécaniciens chôment dans la région parisienne.

Gauvain, *Débats :* « Ne détruisons rien, ni par bombardements, ni par le fer et le feu : remboursons-nous directement. Après quinze jours de ce régime, les Allemands viendront nous supplier de leur permettre de signer les conditions du 7 mai. »

Le Kronprinz est revenu à Wieringen.

Le Dr Dorten notifie au général anglais commandant à Cologne que la République rhénane, proclamée le 1er juin, aura pour capitale Coblentz et pour siège provisoire Wiesbaden. Le nouveau gouvernement ne cherche aucune échappatoire pour se soustraire aux charges qui lui incombent. La République rhénane veut se délivrer à tout jamais de la féodalité et du militarisme prussien; elle prie les gouvernements alliés et associés de la protéger contre les rancunes et les désirs de vengeance des fonctionnaires qui ne comprennent pas la justice de ses aspirations.

Au nom de 12 millions de Rhénans (?), le nouveau gouvernement demande à envoyer une délégation à Paris.

Le Dr Froberger donne sa démission de rédacteur de la *Gazette populaire* de Cologne ; il assume toutes les responsabilités de son action en faveur de la République du Rhin.

Ebert adresse une protestation au gouvernement français contre la fondation de la République rhénane et accuse le haut commandement français de l'avoir provoquée.

Les socialistes indépendants allemands protestent contre la « trahison » des Rhénans et font appel à une « marche victorieuse de l'Internationale ».

La cour martiale de Munich condamne à mort le bolcheviste Lewyn.

L'agence Havas donne un résumé d'un rapport allemand

sur les origines de la guerre, signé de Delbrück, Montgelas et Max Weber. Le déclenchement des hostilités y est imputé à la Russie ; la France est accusée de n'avoir cessé de menacer l'Allemagne par son alliance avec le tsarisme et la revendication de l'Alsace-Lorraine. La violation du Luxembourg et de la Belgique est blâmée, ainsi que l'excès des constructions navales [tissu de fourberies].

Renner déclare que les conditions de paix sont techniquement absurdes, parce que inapplicables.

Les bolcheviks, menacés par les Esthoniens, ont évacué Riga.

Les troubles recommencent en Égypte.

L'ambassadeur mexicain à Washington proteste contre un discours agressif prononcé par Gillett, président de la Chambre des représentants, à la Conférence commerciale panaméricaine.

Jeudi 5 juin. — Le Conseil des Quatre a reconnu que le désarmement des petites Puissances (Pologne, Roumanie, Grèce, Tchéco-Slavie) serait dangereux et prématuré.

Les Quatre ont confié à une nouvelle Commission l'examen de la question de la Haute-Silésie.

On distribue le rapport de Bérard au Sénat sur la réforme électorale ; ce rapport est hostile au projet de la Chambre et propose (sachant que la Chambre n'en veut pas) le retour au scrutin de liste.

La grève du *Printemps* est terminée ; mais d'autres grévistes ont causé des désordres à Montrouge et à Courbevoie. On constate que les grèves allemandes ont cessé immédiatement dès que les grèves françaises ont commencé.

Par ordre du Gouvernement militaire de Paris, une perquisition a lieu au secrétariat de l'Office national de la Presse ; il s'agit d'une plainte portée [à tort] par un journaliste de Verdun, accusant l'Office de trafic d'influence.

De 1914 à 1919, le déficit des réseaux français atteint 5 milliards 500 millions, dont 3 milliards pour 1919. Les salaires du personnel ont monté de 800 millions (1914) à 4 milliards.

Le parti du Centre à Francfort proteste contre le mouvement séparatiste.

Une lettre de Venizelos apprend que les Grecs ont

été assaillis par les Turcs à Smyrne ; au cours d'une lutte acharnée, il y a eu 260 morts.

L'escadre anglaise coule deux navires bolcheviks en rade de Cronstadt.

Vendredi 6 juin. — Brockdorf part le soir pour Cologne, afin de conférer avec le cardinal Hartmann.

Dans la *Gazette de Voss,* Brockdorf demande la constitution des États-Unis d'Europe, les divers États cédant une partie de leur souveraineté économique à une commission supérieure qui pourrait être celle des réparations.

La réunion des cheminots de la région parisienne blâme le Gouvernement d'agir contre les révolutions russe, hongroise et allemande, réclame l'expropriation des capitalistes, approuve l'insurrection des marins et des soldats et se déclare prête à entraver la circulation des trains de troupes, du matériel et du ravitaillement. On a crié : Vive la révolution sociale ! Vivent les soviets !

La C. G. T. essaie de prendre la direction du mouvement gréviste en publiant un manifeste où il est dit que l'irritation marquée par les grèves résulte de la politique du silence et de la contrainte, ainsi que de l'oubli des engagements solennels annonçant la paix des peuples.

Le Comité exécutif des C. O. S. de Berlin a voté une grève de deux jours pour protester contre l'exécution de Lewyn à Munich.

Un sergent de police allemand, pris de boisson, tue un soldat américain à Ehrenbreitstein. On signale plusieurs autres rixes dans la même région.

L'Autriche et la Serbie concluent un armistice sur le front de Carinthie.

Le général français Pellé, nommé au commandement de l'armée tchéco-slovaque, dit que la situation est grave, les bolcheviks magyars n'ayant cessé de gagner du terrain.

On annonce que l'émir Faïçal a été reçu en triomphe à Damas.

La vague d'hostilités contre le Japon s'étend en Chine ; les étudiants dirigent le mouvement.

Samedi 7 juin. — Rentré de Feldkirch à Paris,

Renner dit que l'Entente condamne l'Autriche à mort et la traite bien plus durement que l'Allemagne.

Gauvain, *Débats :* « L'Allemagne s'est ressaisie et menace. Elle fomente des grèves chez nous. On entend dire à des meneurs de ces grèves que l'Allemagne n'est pas responsable de la guerre, que la guerre a été provoquée par la mobilisation russe, qu'il ne faut pas imposer à l'Allemagne une paix de violence. Déjà, aux moments critiques de la guerre (1917), la Fédération des métaux répandait des brochures rejetant la responsabilité de la guerre sur les gouvernements russe et français. Par les mêmes canaux, les mêmes légendes empoisonnées circulent et pénètrent. »

La *Deutsche Zeitung* est suspendue pour un article excitant les armées à la révolte.

A la suite de l'exécution de Lewyn, on s'est battu à Munich dans la nuit du 6 au 7.

L'Assemblée nationale de Vienne déclare le traité inacceptable.

Il est question, à Zurich, du rattachement de l'Autriche à la Bavière, projet qui aurait la faveur du Vatican.

Les Allemands font sauter le pont du chemin de fer de Wenden, rendant ainsi très difficiles les communications des Esthoniens avec l'Est.

Dimanche 8 juin. — L'agence Havas communique un rapport attribué à Ludendorf, chef de section au grand état-major de Berlin, en date du 19 mars 1913 ; il montre que l'Allemagne était décidée à une guerre offensive qui devait être considérée par le peuple comme une délivrance. « Il faut susciter des troubles dans le nord de l'Afrique et en Russie, vaincre rapidement ou neutraliser la Belgique et la Hollande, etc. » Ce rapport était connu depuis 1914, mais on n'avait pas dit que Ludendorf en fût l'auteur (*Débats* du 10).

Le cardinal Mercier fait lire dans les églises belges une lettre pastorale où il défend [froidement] l'attitude du Vatican pendant la guerre par des raisons d'opportunité. [Il obéit à des raisons du même ordre.]

Le cardinal Gasparri dit à une agence américaine que les quatorze points de Wilson n'ayant pas été res-

pectés en pratique, il est parfaitement inutile d'émettre une opinion à leur sujet; on peut constater, sans plus, qu'il n'en reste plus rien. [Thèse purement allemande et contraire à la vérité.]

Le *Corriere della Sera* attaque violemment les Tchèques et dénonce leur impérialisme.

On recommence, en Allemagne, à parler du retour de Guillaume II, très désiré par les fonctionnaires et les riches.

Harden (*New-World*) dit que le peuple allemand croit encore à l'innocence de l'Allemagne et pense que le blocus seul a été inhumain. Il propose que toute personne ayant voté des crédits de guerre après janvier 1915 soit inéligible au Parlement allemand.

Lundi 9 juin. — Les Alliés somment le Gouvernement hongrois de cesser ses attaques contre les Tchéco-Slovaques.

Lord Robert Cecil demande que l'Allemagne soit reçue dans la Société des Nations au mois d'octobre.

Alors que le *Matin* (devenu très hostile au Gouvernement) dit que la victoire française est mise en péril, la *Liberté* déclare que si l'Allemagne entre dans la Société des Nations, comme paraît le désirer l'Angleterre, la France doit en sortir.

La France reconnaît le royaume yougo-slave.

La grève des mineurs est générale dans les bassins du Nord, du Pas-de-Calais et d'Anzin.

400 marins réunis à Toulon exigent qu'aucune sanction ne soit prise contre ceux qui se sont mutinés dans la Mer Noire.

La Fédération des gens de mer de Gênes a empêché le départ pour la Russie du navire *Fedora,* portant 6.000 tonnes d'explosifs.

La presse allemande hausse le ton à la nouvelle que des concessions financières sont accordées. Le *Berliner Tageblatt* demande la modification des clauses économiques et proteste contre l'occupation du pays rhénan par la France. Les journaux insistent avec plaisir sur les grèves françaises et racontent qu'il y a des mutineries dans toutes les armées alliées.

Harden dit que les Allemands ont tort de se plaindre de leurs vainqueurs, car, victorieux, ils auraient fait cent fois pire, comme l'attestent leurs articles de journaux lorsqu'ils comptaient sur la victoire.

L'émir Faïçal, méconnaissant les droits de la France, parle, dans une proclamation, de l'indépendance absolue de la Syrie.

On dit que les États-Unis réclament 5 milliards à l'Allemagne pour dommages causés à des citoyens américains pendant la guerre ou séquestration de biens américains en Allemagne.

Un exemplaire complet du traité de paix ayant été produit au Sénat américain, Wilson télégraphie qu'il faut faire une enquête à ce sujet : « J'ai conscience que mon honneur est engagé à ce qu'en cette matière j'agisse comme les représentants des autres grandes Puissances. Je suis persuadé que mes concitoyens n'attendent pas de moi que je manque à la parole donnée. »

Mardi 10 juin. — Tous les délégués de la Conférence reçoivent une pétition de nègres américains (dont 400.000 ont servi dans l'armée), réclamant l'égalité des droits et la cessation de tout ostracisme social.

Il y a beaucoup d'énervement en France, non seulement à cause des grèves, mais du bruit persistant que, sous l'influence des travaillistes anglais, les conditions du 7 mai vont être modifiées à notre détriment.

Le *Matin* attaque vivement Clemenceau à cause d'une perquisition faite chez son directeur commercial au cours de l'enquête sur les agissements de l'Office de la Presse.

Vu la grève, des élèves de Polytechnique et de Centrale conduisent des trains du métro.

Des grévistes, à Courbevoie, incendient deux voitures du tramway de Saint-Germain.

Les paysans français regorgent d'argent ; la valeur vénale des parcelles de terre a monté de 30 à 40 %. Il en est de même en Belgique.

Grève générale à Gênes.

Les Esthoniens ont dû évacuer Wenden, que les Allemands ont occupé.

Le général Judenitch est généralissime des troupes opérant contre Petrograd.

Mercredi 11 juin. — Renner remet à Clemenceau la protestation (très modérée de forme) de l'Autriche. Sur les 10 millions d'Allemands d'Autriche, plus de 4 millions passeraient sous la domination étrangère et tous seraient absolument ruinés.

Gauvain, *Débats* : « Les Quatre observent la méthode de Boileau : sans cesse sur le métier ils remettent leur ouvrage. Mais cette méthode est contre-indiquée pour les hommes d'État. L'œuvre du 7 mai est largement perfectible ; mais, avant qu'on y touche, il faut que l'Allemagne l'accepte intégralement. »

Les services de transport reprennent à Paris.

A l'unanimité, la Chambre vote la loi qui réduit à 8 heures le travail dans les mines. A cette occasion, Loucheur dit que la production en mars 1919 a été de 800.000 tonnes inférieure à celle de mars 1918.

Le *Berliner Tageblatt* attaque Erzberger qu'il accuse de négocier directement avec l'Angleterre par l'entremise du prince Ysenburg à La Haye.

La *Gazette de Voss* dit que le refus de signer équivaudrait à la pulvérisation de l'Allemagne ; les Alliés installeraient partout des républiques indépendantes.

Parlant à un correspondant du *New-York Times,* le Kronprinz prévoit une nouvelle grande guerre dans dix ans.

Bela Kun répond aux Alliés qu'il n'est pas responsable de la lutte avec les Tchéco-Slovaques ; il estime que toutes les hostilités sur le front devraient cesser.

On affirme de nouveau que la tsarine est vivante (*Débats* du 13).

Jeudi 12 juin. — Les Alliés reconnaissent le Gouvernement de Koltchak et l'assurent qu'ils sont prêts à l'aider dans les conditions marquées par la note du 28 mai.

L'arrangement relatif à l'Adriatique, élaboré par House et Tardieu, accepté par Wilson et par l'Italie, a été repoussé par les Yougo-Slaves. Orlando déclare que l'Italie est allée jusqu'à l'extrême limite de ses concessions.

La mission turque arrive à Vaucresson.

Grande chaleur à Paris ; 150.000 kilos de *frigo* pourrissent au marché de La Villette.

Scheidemann expose la situation au congrès socialiste majoritaire à Berne. « Nous avons essayé de réaliser à Versailles la paix de conciliation, au prix des sacrifices nécessaires. Si nos adversaires n'avaient plus un homme sur pied, il s'agirait encore pour nous de reconstituer la Belgique et le nord de la France. Nous sommes prêts à conclure une convention sacrée, que nous nous engagerons à exécuter volontairement. Cette convention non dictée créerait une paix équitable qui mettrait fin à la dernière guerre du monde. »

La situation militaire des Tchèques s'améliore.

Suivant la *Nouvelle Presse libre,* l'armée communiste magyare reçoit d'Italie des armes et des munitions ; malgré le blocus, l'Italie ravitaillerait la Hongrie (*Débats* du 15).

Franchet d'Esperey a fait transférer à Constantinople les culasses des canons bulgares et donné l'ordre de dissoudre les régiments en surnombre.

La Diète de Varsovie, à l'unanimité, réprouve les pogroms et invite le Gouvernement à les réprimer.

Les troupes du roi du Hedjaz ont été battues par les Wahabites qui menacent Taïf.

Les *Débats* dénoncent la campagne germanophile de la *Nation* de New-York et de son rédacteur O. G. Villard.

Vendredi 13 juin. — Le maréchal Foch a sommé l'Allemagne de révoquer immédiatement un ordre venu de Berlin qui interdit les mouvements de troupes polonaises. Il exige aussi que des excuses soient faites aux autorités britanniques au sujet de l'arrestation de cinq officiers anglais à Libau.

A la Chambre, Leygues, ministre de la Marine, s'explique sur les mutineries dans la Mer Noire. Un officier blessé, Héricourt, prend la parole dans une tribune et injurie les socialistes.

L'absence de proportion entre les raisons invoquées par les mécontents et les moyens révolutionnaires qu'ils adoptent (*Débats*) fortifie le soupçon que l'argent allemand et bolcheviste travaille dans certains milieux parisiens.

Les bolcheviks suscitent des troubles sanglants à

Zurich, sous prétexte de rendre hommage à la mémoire de Rosa Luxemburg (3 morts, 15 blessés). La police municipale est restée inactive.

A propos de « Smyrne l'Infidèle » Loti (*Information*) prend de nouveau la défense des Turcs et soutient (non sans arguments) que les vrais ennemis de la France en Orient sont les Grecs.

Les Esthoniens prennent Krasnaïa Gorka, clef de la dernière ligne de résistance en avant de Petrograd.

Une escadre britannique bombarde Cronstadt; les forts ne répondent pas.

Le Gouvernement d'Omsk reconnaît le royaume yougo-slave.

Samedi 14 juin. — Une note officieuse annonce que l'accord est complet entre les Puissances, que toutes les mesures sont prises pour renouveler le blocus et qu'on est en possession de preuves que les Allemands ont ouvert à Lenine et à Trotski des crédits pour la propagande en leur faveur.

Renner, dans une nouvelle note, se plaint que les Yougo-Slaves de Carinthie continuent à menacer Lillach et S. Veit.

Le maréchal Foch arrive à Luxembourg.

On note une tendance à l'accalmie dans les mouvements ouvriers.

La France démobilise les inscrits maritimes des classes 1907 et 1908.

Troubles graves à Lubeck; la foule pille des magasins.

On commente vivement en Allemagne les mémoires du maréchal Conrad von Hoetzendorff qui attribue la catastrophe des empires centraux au refus de l'Allemagne, en particulier de Falkenhayn, de pousser à fond les opérations contre l'Italie.

La *Nation* (New-York) insulte Wilson et dit qu'après avoir été le chef indigne du radicalisme international, il se rejette, avec non moins d'inconséquence et d'indignité, dans le camp impérialiste.

Le lieutenant Casale, parti d'Issy-les-Moulineaux, dépasse la hauteur de 10.000 mètres, où il trouve — 50° de froid.

Dimanche 15 juin. — Le texte des contre-propositions allemandes est distribué à la presse française.

R. Reuss, *Revue critique* (p. 235) : « L'Alsace veut être française : cela suffit, ce me semble, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à des fictions historiques pour étayer une volonté si ferme et si tenace. Il ne faut pas imiter la méthode des historiens d'outre-Rhin qui se fatiguent à démontrer, en sens inverse, aux Alsaciens d'aujourd'hui qu'ils sont tenus, de par leur race, leur langue et leur histoire, à se considérer comme leurs frères germaniques. »

Le *New-York Herald* publie des détails effrayants sur la condition des prisonniers politiques dans les geôles d'Irlande (Voir *N. Y. Nation*, 21 juin).

Tribuna : « L'Italie représente la main droite, la Bulgarie la main gauche ; l'ennemi se trouve au milieu ; lorsque ces deux mains se joindront, il sera écrasé. » La crainte de voir se former un État slave redoutable inspire toute la presse italienne et la fait déraisonner.

Une manifestation communiste à Vienne fait plusieurs victimes ; on croit que le ministre O. Bauer n'y est pas étranger. L'*Arbeiter Zeitung* dit que le mouvement a été financé, au prix de plusieurs millions, par les communistes de Hongrie.

Les Prussiens ayant fermé la frontière entre la Pologne et la Haute-Silésie et chassé les Polonais de cette région, les Polonais arrêtent 5.000 Allemands à Posen. On dit que les usines de guerre de la Haute-Silésie travaillent nuit et jour.

Les Esthoniens ont repris Krasnaïa-Gorka.

Le Gouvernement espagnol commence à expulser du Maroc les agents austro-allemands, qui sont débarqués à Cadix.

Un avion anglais, parti de Terre-Neuve, atterrit en Irlande (3.000 kilomètres en seize heures douze minutes ; 185 kilomètres à l'heure).

Lundi 16 juin. — A 6h 40, après différents délais, les conditions définitives de la paix sont remises aux délégués allemands à Versailles ; la réponse doit être donnée avant lundi prochain 7 heures. La remise a été accompagnée d'une lettre d'envoi de Clemenceau à

Brockdorf, qui établit éloquemment la responsabilité de l'Allemagne et dénonce ses crimes.

Les concessions des Alliés portent sur les points suivants : 1° l'Allemagne pourra, dans un avenir prochain, entrer dans la Société des Nations; 2° il y aura plébiscite dans la Haute-Silésie ; 3° l'armée allemande pourra compter 200.000 hommes pendant trois mois, pour être réduite ensuite à 100.000 ; 4° la Commission des réparations n'aura aucun pouvoir exécutif ; 5° dans les quatre mois qui suivront la signature, l'Allemagne pourra soumettre des propositions relatives au paiement de sa dette et aux réparations ; 6° il n'y aura pas réciprocité pendant cinq ans pour les échanges commerciaux, à moins que d'ici là l'Allemagne ne soit admise dans la Société des Nations; 7° Danzig sera ville libre.

Le soir, à 10h30, la plus grande partie de la délégation allemande quitte Versailles pour Weimar. Ce départ donne lieu à quelques désordres, d'ailleurs exagérés par la presse allemande ; des excuses sont présentées à la délégation allemande par le préfet de Seine-et-Oise, lequel est révoqué le lendemain, en même temps que le commissaire spécial.

La grève des transports est terminée à Paris, mais les grèves minières s'étendent.

Gauvain, *Débats :* « Le Livre Blanc que le Gouvernement allemand vient de publier est un monument de fourberie. Il contient, dans un désordre voulu, une longue série de pièces destinées à insinuer dans l'esprit du lecteur que la catastrophe, comme il appelle la déclaration de guerre, a été provoquée par l'Entente. » Gauvain réclame à nouveau des Alliés un manifeste sur les responsabilités qui serait obligatoirement affiché en Allemagne : « Nous sommes manœuvrés diplomatiquement comme nous l'avons été militairement jusqu'au moment où l'unité de commandement a permis des opérations coordonnées et suivies. »

Les habitants du Dodécanèse s'adressent à la Conférence pour réclamer l'occupation des îles par l'armée grecque.

La disette cause de graves désordres à Bologne.

D'Annunzio rentre dans la vie civile.

L'armée tchéco-slovaque rompt le front hongrois au

nord de Chemnitz et progresse en capturant hommes et matériel.

Attaquant de nouveau les Polonais en Galicie, les Ukrainiens prennent Tarnopol.

La Diète de la province de Grodno vote la réunion à la Pologne.

Des troupes américaines ont passé la frontière et attaqué les rebelles mexicains pour venger quatre soldats mexicains tués par des balles perdues au cours de combats entre Villistes et Carranzistes à la frontière.

Mardi 17 juin. — A l'unanimité, les délégués allemands concluent au rejet du traité; mais on parie 5 contre 2, en Angleterre, que l'Allemagne signera.

Le soir Wilson part pour la Belgique; accompagné du roi, il va visiter Nieuport, Dixmude, Ypres, Roulers, Ostende, Zeebrugge, etc.

Le Conseil des Dix reçoit la délégation turque. Damad Ferid lit un mémoire pour établir que le peuple turc n'est pas responsable de la guerre, œuvre du comité *Union et Progrès*.

Se trouvant à l'étroit, la mission turque quitte Vaucresson pour le château de Montéclain (aux Mallet).

Des cargos américains à destination de l'Allemagne sont retenus par l'Amirauté anglaise à Falmouth.

Après des scènes violentes, le débat sur les incidents [mal connus] d'Odessa se termine par un ordre du jour de confiance. Pichon a dit que la Russie redeviendrait notre alliée, que la France voulait une Russie forte et puissante. Delahaye a affirmé que l'argent étranger circulait en France et a demandé une enquête.

A la suite d'une séance de la Congrégation des Rites, Jeanne d'Arc et Louise de Marillac entrent dans le calendrier de l'Église. On remarque que Jeanne est la seule victime de l'Inquisition que l'Église ait canonisée.

G. Bovione (*Gazzetta del Popolo*) dit que l'Italie se désintéresse des querelles de l'Entente avec l'Allemagne, qu'elle n'a jamais pris part à l'effort que d'autres ont accompli pour aggraver les conditions de la paix imposées à cette Puissance et qu'elle ne participera pas aux mesures mili-

taires éventuelles. La seule brigade italienne sous les ordres de Foch restera dans le Palatinat.

La *Gazette de Francfort* trouve « cassant et méprisant » le ton du mémoire des Alliés. Erzberger et les catholiques sont partisans de la signature, à laquelle s'opposent Noske, David, Landsberg, etc.

Lichnowski dit que Guillaume II, au moment de déclarer la guerre, était absolument effondré et qu'il eût suffi d'un mot de Bethmann pour faire accepter la médiation anglaise.

Le Conseil national yougo-slave de Fiume proteste, dans une lettre à Clemenceau, contre l'attitude du Conseil national italien, organe d'une minorité.

Les troubles recommencent à Vienne; des gardes rouges hongrois essaient de franchir la frontière autrichienne.

Bela Kun offre à Masarik de négocier.

Mercredi 18 juin. — De vastes préparatifs pour l'invasion de l'Allemagne sont faits sur le Rhin; il y a une quantité énorme de tanks et des centaines d'escadrons de cavalerie.

Wilson, Clemenceau et Lloyd George signent une déclaration en vertu de laquelle l'occupation de la rive gauche du Rhin pourra cessér avant le délai de quinze ans prévu par le traité si l'Allemagne donne des preuves de bonne volonté. Les frais annuels de l'occupation ne dépasseront pas 240 millions de marks (Voir *Débats* du 5 août).

Les soldats nègres américains protestent auprès de Wilson; on ne leur donne pas de facilités pour voir Paris; on les emploie exclusivement à l'exhumation des soldats tombés au champ d'honneur.

Matin : « La paix de restitution, de réparation et de sécurité est bâtie sur le sable mouvant. Les Allemands la signeront très vraisemblablement, parce qu'ils peuvent l'altérer par la suite. » Ce journal relève l'imprudence des concessions accordées : 1° ce ne sont pas les généraux alliés, mais une haute commission qui donnera des ordres dans les territoires occupés; l'administration civile restera sous l'autorité du Gouvernement central allemand (donc, désaveu du séparatisme rhénan); 2° l'admission prochaine de l'Allemagne dans la Société des Nations lui permettra de former des coalitions et de nouer des intrigues avec les nations européennes « mécontentes du traitement qu'elles ont

reçu à la Conférence » ; ces intrigues auront pour but d'obtenir un allégement ou l'annulation de sa dette.

La livre sterling est à 30, le dollar à 6,50.

Wilson visite les ruines des usines de Charleroi et déjeune à Bruxelles ; puis il se rend à Louvain et à Malines, où il rend visite au cardinal Mercier. De retour à Bruxelles, il y reçoit le titre de citoyen d'honneur.

A 6 heures du matin, la délégation allemande arrive à Weimar. A 10 heures a lieu une séance du Cabinet, où la délégation recommande à l'unanimité de rejeter le traité.

Alors que la *Gazette de Francfort* dit que l'Allemagne est hors d'état de refuser sa signature, le *Vorwärts* dit que le dernier mot de l'Entente est une déclaration de guerre. « C'est la première fois dans l'histoire qu'un peuple avec lequel on veut faire la paix est insulté ainsi. Cette prétendue paix est un crime contre l'humanité, pire que la guerre elle-même. » La *Badische Presse* dit qu'on signera, mais qu'on ne se soumettra pas aux exigences des vainqueurs.

Wassermann, directeur de la *Deutsche Bank*, dit que la signature de l'Allemagne est sans valeur pour l'Entente, vu que les conditions du traité sont inexécutables.

On soupçonne la diplomatie allemande de chercher à gagner du temps pour commencer l'attaque sur la Pologne, contre laquelle seraient massées 18 divisions.

Helfferich a reconnu l'authenticité complète de la lettre de Charles Ier à Sixte, qualifiée autrefois par l'agence Wolff de « plus grand faux de l'histoire ».

Le dirigeable R. 33, complètement armé, a quitté le Yorkshire pour Heligoland et le canal de Kiel.

Un dirigeable anglais survole Berlin vers 4 heures.

Les Hongrois attaquent de nouveau le front tchécoslovaque.

Un sous-marin anglais coule le croiseur russe *Oleg* en Baltique.

Au Congrès américain, Knox, très applaudi, demande que le pacte de la Société des Nations soit disjoint du traité de paix.

Jeudi 19 juin. — La délégation ukrainienne à Paris se plaint qu'il ne soit pas question de l'Ukraine dans le message des Cinq à Koltchak.

Le traité de paix est remis à la presse ce soir, tant en France qu'en Angleterre.

Le travail reprend dans les mines du Nord.

Il est question à la Chambre de nos 314.000 disparus. Les Allemands ont affirmé qu'il ne reste en Allemagne que des blessés intransportables; mais Guischard dit qu'au rapport d'un prisonnier, il y aurait encore 2.000 détenus dans une mine d'Autriche.

Une coalition de défaitistes et de nationalistes renverse le ministère Orlando.

Une note italienne nie que l'Italie négocie séparément avec la Bulgarie ou la Hongrie.

A la séance du Cabinet allemand, il y a 7 voix pour l'acceptation et 7 contre (Scheidemann, Landsberg, Brockdorf, Dernburg, Gothein, Giesberts, Preuss).

Richthofen dit au *Daily Express* que l'Allemagne doit signer pour se ravitailler et gagner du temps. L'opinion hostile à l'application rigoureuse du traité l'emportera d'ici quelques mois dans les pays de l'Entente.

Gauvain (*Débats*) préconise le régime du mandat collectif à Constantinople.

Le cuirassé bolchevik *Andrei Pervosanni* est torpillé par un sous-marin anglais. Le croiseur *Petropavlosk* hisse le drapeau blanc.

Vendredi 20 juin. — Les Alliés demandent à l'Allemagne d'évacuer Windau et Libau et de cesser toute avance en Esthonie. Sous le commandement de von der Goltz, les Allemands ont progressé à 50 kilomètres au nord de Riga.

Pour répondre aux propos de Delahaye, Pichon déclare, à la Chambre, que le Gouvernement n'a pas connaissance d'un apport quelconque d'argent allemand aux socialistes français.

On signale la destruction par le feu de quantité de matériel américain; on s'étonne que le public, à défaut de l'État, ne soit pas autorisé à l'acquérir.

Depuis l'augmentation de l'impôt sur les tabacs de luxe (100 %), la vente a diminué de 90 %.

Le cabinet Scheidemann est démissionnaire.

Les socialistes indépendants publient un manifeste exigeant l'acceptation du traité.

Le cours du mark monte de 5 points; le ton de la presse allemande se radoucit. On dit que Guillaume II et Hindenburg ont conseillé de signer.

La presse roumaine s'élève contre les dispositions du traité qui sont destinées à protéger, en Roumanie, les minorités étrangères, et contre les clauses relatives à la liberté du commerce des Alliés.

Un armistice d'un mois est conclu entre la Pologne et l'Ukraine.

Le Sénat américain écarte la motion Knox.

Sherman dit que la Ligue des Nations, comprenant dix-sept nations catholiques, serait sous l'influence du Vatican.

Le Gouvernement des États-Unis prend des précautions extraordinaires contre le bolchevisme.

Samedi 21 juin. — Les nègres américains demandent au Conseil des Cinq de stipuler, dans le pacte de la Ligue, que tous les citoyens auront la garantie de leurs droits et de leur existence, non moins que les juifs et d'autres minorités en Pologne et ailleurs.

Sur l'ordre de l'amiral Reuter qui croit (?) l'armistice rompu, la flotte allemande internée à Scapa Flow (Orcades) est presque entièrement coulée par ses équipages (400.000 tonnes, 100 gros canons, 200 moyens). Les navires reposent sur un fond de 35 mètres.

A 30 voix de majorité et contre sa commission, le Sénat français vote la réforme électorale, d'accord avec la Chambre.

Un incendie détruit 250 avions et de grands hangars à Saint-Cyr; il y a pour 8 millions de dégâts.

Venizelos, reçu à l'Académie des Sciences morales, y prononce un discours.

A la Chambre italienne, le socialiste Treves attaque violemment l'Entente qui permet au Japon de prendre une province chinoise et refuse Fiume italienne à l'Italie.

Un télégramme allemand daté de Posen a été intercepté par l'Entente : « Le Gouvernement signera ; néanmoins Hörsing proclamera pour la Silésie, Winnig pour la Prusse Orientale la guerre contre l'Orient. Le Gouvernement s'y opposera officiellement, mais il soutiendra officieusement par tous les moyens. Hörsing a télégraphié ce jour : Envoyez mon grand paquet à Breslau. »

Les Yougo-Slaves évacuent la région de Klagenfurt.

A 150 voix de majorité sur 200 votants, la Diète finlandaise vote la république.

Norman Angell (*New-York Nation*) publie un article d'une extrême violence contre le blocus, intitulé : « Le massacre des enfants comme arme politique. »

Dimanche 22 juin. — Le nouveau Gouvernement allemand, présidé par Bauer, envoie une note où il se déclare prêt à signer, sous la réserve de concessions relatives aux responsabilités et aux sanctions (pas de mise en jugement du Kaiser et des généraux). La note se termine par des menaces voilées relatives à la Pologne et à l'impossibilité où sera l'Allemagne d'exécuter les conditions prévues. L'Allemagne refuse expressément de se reconnaître le seul auteur de la guerre ; elle proteste contre la confiscation de ses colonies.

Après la réception de la note allemande, le Conseil des Quatre a siégé de 21 à 22 heures ; à 22 heures, von Haniel, élevé au rang de plénipotentiaire le jour même, a reçu à Versailles la réponse des Puissances ; c'est un refus net de faire aucune concession.

L'opinion anglaise est indignée de la destruction de la flotte allemande internée ; on n'avait pas mis de marins anglais sur les navires parce qu'il en aurait fallu 3.000.

L'amiral de Reuter ayant été arrêté, l'amiral Freemantle lui reproche son acte de traîtrise ; sur quoi Reuter répond qu'il prend tout sur lui et qu'un amiral anglais n'aurait pas agi autrement. L'amiral et 1.800 officiers et marins sont retenus prisonniers. Il se confirme que 6 marins allemands, qui essayaient de fuir dans des embarcations, ont été tués par le tir anglais.

W. Churchill (*Weekly Dispatch*) exprime des craintes sur la balkanisation de l'Europe centrale. « La guerre des géants a pris fin et les guerres de pygmées commencent. » Ce sera le devoir de la Ligue de maintenir la paix parmi ces petits peuples turbulents et jaloux. »

Un nouveau ministère italien est constitué sous la présidence de Nitti, avec Tittoni aux Affaires étrangères. D'Annunzio reproche à Nitti de rimer avec Giolitti ; mais c'est un Giolittien émancipé.

Des officiers de la Garde, conduits par von Simons, pénètrent à Berlin au Zeughaus, enlèvent les drapeaux français qui devaient être rendus et les brûlent au pied de la statue de Frédéric le Grand ; la foule chante *Deutschland über Alles*.

On trouve à Varsovie un document secret prouvant que l'Allemagne recrute des polyglottes pour faire de la propagande bolcheviste en France et en Angleterre.

La *Deutsche Zeitung* prêche la révolution réactionnaire.

La ligue des officiers allemands déclare qu'elle protégera ses glorieux chefs et camarades, menacés d'être livrés à l'ennemi.

Les militaristes qualifient le cabinet Bauer d'*Ersatz*, car c'est toujours Erzberger qui tient les ficelles.

Carp, ancien premièr ministre roumain et germanophile, meurt à quatre-vingt-deux ans.

Les Esthoniens somment Cronstadt de se rendre ; le commandant de la place refuse.

Lundi 23 juin. — LA PAIX EST RENDUE A L'OCCIDENT.

Le matin, l'Allemagne sollicite en vain un nouveau délai de quarante-huit heures. Réunie vers 13 heures, l'Assemblée nationale de Weimar autorise le Cabinet Bauer à signer la paix. A $4^h 55$, von Haniel fait demander d'urgence le colonel Henry, chef de la mission militaire française ; le baron von Lersner lui remet une note rédigée par von Haniel, que Henry porte au quai d'Orsay. Cette note dit que l'Allemagne cède à la force et, sans renoncer à sa manière de concevoir l'injustice inouïe qui lui est faite, se déclare prête à signer les conditions imposées. A 7 heures du soir, une salve de

cent un coups de canon tirés aux Invalides, puis les sirènes et les cloches, apprennent à Paris que la paix est faite en Occident. La foule envahit les boulevards jusqu'à minuit. Mlle Chenal chante la *Marseillaise* au balcon de l'Opéra.

Le Conseil des Quatre a décidé que Danzig serait occupé par des troupes anglaises.

L'amiral de Reuter a coulé la flotte parce que Guillaume II, au début de la guerre, avait donné l'ordre qu'aucun navire allemand ne se rendît. Le dommage est évalué à 1 milliard 750 millions. La presse anglaise demande qu'on le mette à la charge de l'Allemagne. La perte atteint surtout la France qui espérait recevoir, en compensation de ses unités coulées, une partie de la flotte ennemie.

Lord Beresford dit : « On pourrait, dans certains milieux, supposer que nous avons laissé faire, afin d'empêcher le partage entre les Alliés des bâtiments internés. »

Le maréchal Joffre est reçu avec enthousiasme à Londres ; il va à Oxford recevoir le diplôme de docteur en droit.

Le député Longuet, allant en Angleterre pour assister à la Conférence annuelle du Labour Party, a été empêché de débarquer à Folkestone, ainsi que Frossard, secrétaire général du parti socialiste. Cela est dû, paraît-il, à un excès de zèle d'un subalterne.

On remarque que les dernières réclamations de l'Allemagne ont pour objet de soustraire les auteurs de la guerre et les bourreaux au jugement mérité ; c'est donc que l'Allemagne se solidarise avec eux au lieu de les renier, parce qu'elle a besoin de l'élément militaire au-dedans et compte sur lui pour une prochaine revanche. [Ce n'est pas cela. En essayant de soustraire les criminels haut placés à la justice, l'Allemagne les déclare innocents comme elle ; elle voudrait, comme eux, échapper à toute sanction, c'est-à-dire ne pas payer ce qu'elle doit.]

Gauvain, *Débats :* « La Bête n'attend que d'être guérie de ses blessures pour s'échapper de sa cage et sauter à la gorge du dompteur. »

Clémentel, ministre du Commerce, présidant un dîner, dit savoir d'un témoin qui se trouvait près de Guillaume II, lorsqu'il apprit l'attentat de Sarajevo, que l'Empereur s'écria : « L'heure est arrivée ; on va voir enfin ce que c'est qu'une armée. » [Cette histoire ne peut être authentique, car elle n'est pas d'accord avec le témoignage véridique d'Albert de Monaco. On la signale ici pour l'écarter.]

Hindenburg a déclaré que, malgré des succès probables à l'Est, une lutte nouvelle serait sans espoir.

La *Freiheit* révèle que le général Lettow-Vorbeck organise deux armées, l'une destinée à marcher contre la Pologne, l'autre à occuper Berlin. Ce général aurait déclaré qu'il n'accepte pas le traité de paix.

Dans la nuit du 23 au 24, l'artillerie allemande ouvre le feu près de Czenstochova; l'infanterie attaque vers Lubliniec. Wieruszov est en flammes. Les Allemands arrêtent en masse les Polonais dans la Haute-Silésie.

Les Allemands évacuent Libau.

Des troubles dus à la disette éclatent dans la partie sud de Berlin.

La presse allemande célèbre le « sabordement » de la flotte comme un acte héroïque. Des affiches signées : Les femmes allemandes, apposées sur les murs de Berlin, disent que si le désastre de novembre a été causé par la marine, c'est d'elle maintenant que part le signal du réveil.

Gazette de Francfort : « En acceptant un traité aussi dur, l'Allemagne s'attirera la sympathie universelle. Cette victoire immense sur nous-mêmes, ce sacrifice pour l'idée, ce contraste infini entre notre action et celle de nos ennemis, tout cela contribue à garder au nom allemand sa pureté dans l'histoire et à le rendre vraiment grand dans un sens nouveau. » [Absence complète et voulue de contrition après des forfaits qui scandaliseront tous les siècles.]

Gazette de Voss : « La honte d'avoir imposé un tel traité à un tel peuple retombe sur l'Entente; c'est de ce côté que se fera sentir un jour la brûlure d'un tel stigmate. » [Le crime fait la honte, et non pas l'échafaud.]

Lokal Anzeiger : « Jour de deuil. A partir d'aujourd'hui, le peuple allemand n'a plus le droit de célébrer de fête nationale jusqu'à ce que la honte du 22 juin soit effacée. »

Des bandes turques, avec de l'artillerie, ont obligé les Grecs à évacuer Pergame.

Mardi 24 juin. — Le Gouvernement turc envoie à la Conférence une note presque insolente pour réclamer le maintien de l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman.

Dans une longue lettre à Paderewski (*Temps* du 2), Clemenceau explique les clauses du traité que les Puis-

sances demandent à la Pologne de signer à l'occasion de la reconnaissance de ce pays comme État indépendant (droits des minorités).

Renner, dans une note remise à Clemenceau, demande que l'Autriche soit admise dans la Ligue des Nations.

Bauer a dit à un journaliste : « Nous nous efforcerons d'exécuter le traité de paix, afin de dissiper la méfiance et la haine et de créer des relations amicales avec les travailleurs de tous les pays, car seule une collaboration internationale permettra d'adoucir la servitude et la misère du prolétariat mondial. »

Gazette de la Croix : « Nous cultiverons la semence de haine jusqu'à ce que notre peuple soit assez fort pour briser ses chaînes. »

Neue Freie Presse : « Ce traité est une folie, c'est l'œuvre d'un vieillard prisonnier de ses souvenirs et de sa vengeance. Lloyd George l'a toléré parce que ses plans pour l'hégémonie mondiale sont sauvegardés. »

Neues Wiener Journal : « La mort de la France est hâtée par cette guerre déplorable; le sentiment de sa décadence fatale permet en partie d'expliquer l'hystérie qui a dicté cette paix. »

Times : « Les Allemands ont cédé à l'argument de la force armée. Ils ne montrent ni sagesse ni dignité dans leur acceptation. La note où ils annoncent leur acquiescement dit clairement qu'ils ne considèrent pas le traité comme les liant en conscience. Nous voilà prévenus : la signature de la paix ne fait pas la paix. L'Allemagne entend tricher : c'est sa nature et elle nous avoue que c'est son but. Une arme seule peut être réellement efficace contre elle : c'est l'amitié, la confiance et une adhésion commune à nos principes communs. »

Homme Libre : « Si l'attitude dernière de l'Allemagne devant la paix nous éclaire un peu plus encore sur la valeur qu'il faut accorder à sa moralité, pouvons-nous nous fier à sa signature pour le maintien de la paix ? »

Information : « Il faut survivre à notre héroïsme. Il est plus malaisé d'organiser sa vie que de consentir sa mort. » Et l'auteur (Audibert) rappelle le mot de Talleyrand après le Congrès de Vienne : « Maintenant, il faut faire la France. »

Téry, *Œuvre :* « La question est de savoir si nous serons demain aussi résolument pacifistes que nous fûmes hier belliqueux par nécessité. Car ce n'est pas assez de signer la paix ; maintenant il faut la faire. »

Gauvain, *Débats :* « Nous avons payé d'un prix disproportionné le désir de paraître justes envers les Allemands. Ils ne nous en savent aucun gré. Ils ne croient pas à notre justice, ni à aucune justice. Ils ne croient qu'à leur vocation divine de gouverner le monde. »

Le Pays : « Il faut le désarmement général et non pas seulement la limitation des armements. Il faut le libre échange entre les nations. Il faut l'entente entre les pays et l'entente entre les classes. L'œuvre de la Conférence de Paris porte en elle-même sa propre revision. »

L'*Humanité* qualifie la paix d'impérialiste, cynique et dangereuse ; elle proteste contre cette « conclusion de violence et d'iniquité », contre le triomphe du « droit du poing ».

Daudet, *Action française :* « Cette victoire renforce en nous le nationalisme et l'intègre. Elle postule la restauration de l'ordre français, inconcevable sans son chef héréditaire. Ce chef peut être transitoirement un dictateur militaire. Après la dictature, il faudra bien revenir au principe éternel de l'autorité normale, au Roi de France. »

Aux Communes, l'Amirauté déclare qu'elle a été dans l'impossibilité de prévoir et d'empêcher le sabordement des navires allemands.

G. Leygues dit à la Commission de la Marine que la France exigera de l'Allemagne la réparation du dommage que la destruction de la flotte lui a causé.

Au cours de la séance de la Chambre, on apprend que nous avons encore sous les armes 2 millions d'hommes et 84.000 officiers.

Clemenceau, venu à la Chambre, dit que la situation reste difficile. Avant même d'avoir conclu la paix, les Allemands la violent.

L'*Osservatore Romano* se déclare hostile à l'idée d'intenter un procès à Guillaume II.

L'Assemblée nationale allemande de Weimar s'ajourne au 1er juillet.

Le Gouvernement allemand déclare qu'il n'est responsable ni des actes de ses équipages, ni de ceux des officiers de la Garde à Berlin.

Le premier bourgmestre de Danzig fait une déclaration : « Le cœur gros, nous nous soumettons à la décision prise. Danzig est autonome et n'appartiendra jamais aux Polonais. »

Dans la soirée, des chasseurs à cheval de Weimar veulent s'emparer d'Erzberger; mais ils s'aperçoivent qu'il est parti pour Erfurt.

Trois monitors contre-révolutionnaires bombardent l'hôtel Hungaria à Budapest, quartier général des soviets.

Les Esthoniens ont repris aux Allemands Roop et Wenden. Ils ont abattu un grand dirigeable allemand armé.

Ouverture des Cortès. Le discours du trône affirme l'inaltérable concorde avec la Papauté et promet des réformes intérieures.

Mercredi 25 juin. — On est sans avis de la délégation allemande qui doit venir signer la paix à Versailles.

Clemenceau envoie deux notes énergiques à l'Allemagne pour protester contre les violations de l'armistice et les préparatifs faits contre la Pologne. Il fait état du télégramme déloyal du 21 juin qui est en la possession de l'Entente.

La conférence du parti travailliste à Southport demande que l'Allemagne soit reçue le plus tôt possible dans la Société des Nations et que soient revisées les clauses du traité qui ne sont pas conformes aux conditions de l'armistice et à la conception que la classe ouvrière a de la paix, de la justice internationale et du droit démocratique.

Le *Times* dit que l'Allemagne n'a pas l'intention de respecter le traité et rappelle ces phrases de Wilson (septembre 1918) : « La paix repose en partie sur la parole de gens qui sont hors la loi. Il faudra que l'Allemagne se rachète à nos yeux non par ce qui se passera à la table de la paix, mais par ce qui suivra. »

Les journaux socialistes attaquent vivement Clemenceau pour avoir dit hier, dans les couloirs de la Chambre, que la démobilisation devait être différée (on garderait 10 classes, en renvoyant les classes 1907-1909).

La Bourse de Paris est inquiète et faible.

On ferme le chantier de démolition du bastion 37, confié à une association ouvrière. Le prix du mètre est revenu à 24 francs (au lieu de 4f 50 ailleurs); on a donné le coup de pioche en trois temps; la plupart des ouvriers sont partis, enlevant les outils qui leur avaient été prêtés (*Liberté*).

Gauvain, *Débats :* « La Conférence doit choisir entre deux politiques, celle qui tend à contenir l'Allemagne au moyen d'États indépendants et celle qui mène à une guerre de l'Italie contre la Serbie et la Grèce, c'est-à-dire à la revanche de l'Allemagne. MM. Nitti et Tittoni diront ce qu'ils ont choisi. »

L'*Action française* publie des télégrammes de l'attaché naval et de l'attaché militaire allemand à Madrid (novembre-décembre 1918), d'où il résulte que les Allemands auraient fourni des fonds à Longuet pour faire de l'agitation dans les milieux socialistes, par l'intermédiaire des socialistes espagnols (?).

Titoni, parlant au Sénat, réclame avec intransigeance les droits de l'Italie. « Tout notre programme se résume dans ces mots : Italiens, toujours Italiens, surtout Italiens. » [C'est la négation même de l'idéalisme wilsonien.]

Beaucoup de hauts fonctionnaires allemands donnent leur démission; les milieux militaires s'agitent.

Sept mille officiers bavarois repoussent avec indignation la demande d'extradition de l'Empereur et d'autres Allemands : « Seuls des Allemands sont qualifiés pour juger des Allemands. »

Le *Vorwärts* déclare que la menace sous laquelle l'Allemagne a dû signer enlève toute valeur à sa signature.

La *Münchener Post* demande qu'on dise la vérité au peuple pour le convaincre que la dureté des vainqueurs répond aux forfaits de la politique de violence.

Trois monitors contre-révolutionnaires, traversant Budapest à toute vapeur et répondant au tir des communistes, font de nombreuses victimes.

On annonce la signature, pour dix ans, d'une alliance gréco-serbe [visant l'Italie et la Bulgarie].

Le sénateur américain Borah se plaint que la Ligue ne prévoie pas le désarmement général et que la Conférence ait refusé de recevoir les délégués irlandais.

Jeudi 26 juin. — L'Allemagne a désigné, pour signer la paix, Hermann Müller, ministre des Affaires étrangères, et deux autres délégués.

Au nom de la Conférence, Clemenceau répond à la

note turque : le peuple turc a prouvé son inaptitude à gouverner des races étrangères ; ses talents doivent s'exercer désormais sur un autre terrain.

Tout le judaïsme anglais se réunit, dans différentes villes, pour protester contre les horribles pogroms de Pologne. Zangwill, parlant à Whitechapel, dit : « Les sauvages africains ne sont pas autorisés à exercer la souveraineté sur d'autres tribus ; ils sont placés sous la surveillance de la Ligue des Nations en attendant qu'ils se civilisent. Voilà ce qu'on devrait faire pour les Polonais. » Lord Robert Cecil a envoyé un message de sympathie.

A un dîner de l'Élysée en l'honneur de M. et Mme Wilson, les deux présidents échangent des discours. « Notre coopération s'élargira, dit Wilson ; la poignée de main que nous échangeons ne sera pas relâchée. » Poincaré a constaté l'absence de signes de repentir et d'amendement en Allemagne ; il a ajouté que « la véritable paix ne sortira que d'une création continue, œuvre des peuples alliés et associés. Il faut qu'après nous avoir fait gagner la guerre, l'harmonie des cœurs et la convergence des volontés nous fassent gagner et garder la paix. »

Le Sénat vote définitivement la réforme électorale.

La Chambre abroge le relèvement prohibitif du prix des tabacs de luxe.

Jean Dupuy, président, convoque le syndicat de la presse parisienne pour lui soumettre la question de la censure.

Pour châtier l'Allemagne de la destruction de nos drapeaux, quelques députés proposent de démolir le monument de Niederwald ; un lecteur des *Débats* trouve plus raisonnable de réclamer des tableaux français à Potsdam.

Le journaliste Scheuermann, de la *Deutsche Tageszeitung*, a été arrêté la veille à Versailles pour un vol commis à Charleville ; on le relâche afin d'éviter un incident diplomatique.

Le bruit court à Zurich que le Kronprinz est rentré en Allemagne (faux).

On signale le ton germanophile et anti-français de la presse de Turin.

La ligue des officiers allemands télégraphie au Gouvernement hollandais pour le prier de refuser l'extradition de Guillaume II.

Le général Hoffmann prend la direction d'un mouvement contre la signature de la paix et la cession de territoires à la Pologne.

Hindenburg donne sa démission et adresse une lettre d'adieu à ses troupes : « C'est seulement par un travail unanime qu'il sera possible, avec la grâce de Dieu, de relever notre patrie profondément abaissée. »

Helfferich, parlant à l'Université de Berlin, dit qu'Erzberger a été, pendant la guerre, le pire fléau de l'Allemagne et que c'est lui qui a vraiment perdu l'Empire.

Après deux jours de luttes, la tentative contre-révolutionnaire est réprimée à Budapest.

Les bolcheviks magyars font régner la terreur dans les districts slovènes de Hongrie.

Le colonel House s'installera à Genève comme chef de la délégation américaine auprès de la Ligue des Nations.

Vendredi 27 juin. — La délégation allemande ayant manifesté la crainte que le texte à signer différât du texte accepté, Clemenceau, par une lettre autographe, certifie la conformité.

Le Conseil suprême décide que l'Italie prendra à sa charge la partie de la dette autrichienne correspondant aux territoires qui lui sont concédés.

Au congrès de Southport, 1.000 délégués, représentant 3 millions d'ouvriers, manifestent l'intention de peser sur la politique du pays par des menaces de grève et d'action directe. Par 1.893.000 voix contre 935.000, la Conférence donne raison à Smillie qui engage les Trade's Unions à préparer une grève générale afin de forcer la main au Gouvernement sur la triple question de l'intervention en Russie, de la conscription et de l'amnistie. Une démonstration internationale (Angleterre, France, Italie) aura lieu à cet effet le 20 juillet.

Les députés socialistes français refusent de faire partie de la Commission de la paix, élue au scrutin de liste.

On dit qu'en Belgique, grâce à la liberté du commerce, le prix de la vie a diminué de moitié (*Matin*).

L'Italie demobilise les classes 1909-1911.

Le gouvernement fédéral fait arrêter Conrad Wyss, homme de confiance de Scheidemann, revenu d'Allemagne avec des documents qui révèlent l'existence de complots bolchevistes en Suisse, en France et en Italie. On dit que Scheidemann est à Zurich, hôte du riche espion et escroc Parvus.

Dans la nuit de vendredi à samedi, il y a des troubles à Francfort; la troupe tire; on compte 7 tués.

La grève des cheminots s'étend en Allemagne.

Noske prononce la mise à la retraite du général Hoffmann.

On prétend que Scheidemann aurait dit : « La guerre n'est pas finie. Il faut que les peuples balkaniques prennent les armes contre l'Italie; l'intérêt de l'Allemagne l'exige. »

Les conseils populaires allemands entrent en rapport avec les conseils polonais et font appel à la population pour le maintien de l'ordre. Le président Batocki prie les populations allemandes de renoncer à la résistance.

Après soixante heures de combat, les Grecs doivent abandonner Aïdin, bombardée et incendiée par les Turcs.

Il arrive de fâcheuses nouvelles de l'armée de Koltchak qui, pressée par les bolcheviks, recule vers l'Oural.

On s'est assuré aux États-Unis que plus d'un million d'habitants usent couramment d'opium et de cocaïne.

Samedi 28 juin. — Paix de Versailles.

La paix est signée à 3h 30 dans la Galerie des Glaces à Versailles, où avait été proclamé, en 1871, l'Empire allemand. La Chine a refusé de signer à cause du transfert des droits de l'Allemagne sur le Chantoung au Japon.

Tous les plénipotentiaires, y compris les 5 délégués allemands, ont signé le traité de paix. La Convention relative à la rive gauche du Rhin a été signée par la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Belgique. Le statut de reconnaissance de la Pologne a été signé par les cinq grandes Puissances et la Pologne.

On a remarqué, à Versailles, l'absence de Poincaré et des maréchaux; il n'y avait pas non plus de délégations des grands corps de l'État.

A 4 heures, canons, cloches et sirènes annoncent à Paris que l'Allemagne a signé la paix.

Après la cérémonie, Clemenceau, Wilson, Lloyd George, Sonnino et Makino ont conféré jusqu'à 6 heures dans l'ancien local du Sénat.

A 9h 45, Wilson a quitté Paris pour Brest.

La délégation allemande repart à 8h 30.

Les délégués Müller et Bell ont déclaré à l'Agence américaine : « Nous avons signé sans aucune réserve mentale. Nous avons signé, nous exécuterons. Mais nous croyons que l'Entente, dans son propre intérêt, modifiera certains articles, quand elle aura reconnu qu'ils sont inexécutables. Nous pensons que l'Entente n'insistera pas sur la livraison du Kaiser et des hauts officiers. Le Gouvernement central ne prêtera assistance à aucune attaque contre la Pologne. L'Allemagne fera tous ses efforts pour prouver qu'elle est digne d'entrer dans la Société des Nations. »

A son retour de Versailles, Venizelos dépose sur le monument Gambetta une couronne avec ces mots : « L'heure de la justice immanente est venue » (*Temps* du 2 juillet).

Wilson adresse un message au peuple américain : « Le traité a détruit le droit de conquête et rompu avec la politique d'annexions. Il sera la charte d'un nouvel ordre de choses... Je prends la liberté de souhaiter à la France la protection divine et, lui disant adieu, je lui renouvelle l'expression de mon affection durable et de ma pleine confiance dans l'avenir. »

Au nom de la Conférence politique russe, Lvov, Sazonov, Maklakov et Tchaïkovski se plaignent de n'avoir pas été admis aux discussions de la Conférence et à la cérémonie de ce jour.

Les Puissances signent un traité particulier avec la Pologne, assurant le respect des minorités de race et de religion. La Vistule est déclarée fleuve international.

Une note collective demande à l'Allemagne la ratification rapide du traité par l'Assemblée nationale ; il en résultera une suppression plus rapide du blocus.

Ce matin a été signé, sous réserve de la ratification des Parlements, l'engagement de l'Angleterre et des États-Unis de soutenir la France en cas d'une agression allemande.

Clemenceau a fait savoir aux délégués turcs que l'examen de leur mémorandum sera long et que leur présence en France est superflue.

La grève des métallurgistes est terminée, après leur avoir coûté 187.500.000 francs de salaire.

Débats : « La solution juste et complète de la question du Slesvig n'aura rencontré, du côté de l'Entente victorieuse,

d'autre obstacle que la misérable politique du Gouvernement danois. Cette politique de soumission à l'Allemagne commence à éveiller, au Danemark même, des protestations. »

L'Italie montre une indifférence presque complète à la paix; beaucoup de journaux, à l'instigation d'Orlando et de Sonnino, publient des articles violents contre l'Entente. Pendant toute la durée des négociations, les plénipotentiaires Italiens ont affecté de se désintéresser de tout ce qui touchait à la France et à l'Allemagne.

La *Deutsche Tageszeitung* est saisie pour des articles intitulés : « Vengeance! Michel, réveille-toi! Malheur aux vautours! Vengeance pour l'ignominie infligée au trône impérial! »

Les hostilités entre Allemands et Polonais sont suspendues.

Bela Kun lance une proclamation : les officiers contre-révolutionnaires seront fusillés. Malgré une protestation de la mission italienne, la terreur règne à Budapest.

Le *Daily Herald* (Londres) reproduit, d'après la *Pravda*, des documents tirés des archives russes, où l'on affecte de voir des révélations fâcheuses pour la politique de l'Entente (*New-York Nation*, 9 août 1919; *London Nation*, 23 août 1919) : 1° la Convention russo-italienne de Racconigi (24 octobre 1919) stipulait que l'Italie et la Russie se soutiendraient dans leurs visées sur la Tripolitaine et sur les Détroits; 2° Isvolsky regrette (12 octobre 1911) de n'avoir pas les mêmes ressources que Tittoni pour acheter la presse française, Caillaux étant ministre; 3° le 12 septembre 1912, Isvolsky rapporte ces paroles de Poincaré : « Si un conflit avec l'Autriche avait pour conséquence l'intervention armée de l'Allemagne, la France reconnaîtrait immédiatement le *casus foederis* ; 4° le même mois, Sazonov va en Angleterre; dans un rapport au Tsar, il dit avoir informé Grey de l'accord naval de la Russie avec la France pour empêcher la flotte autrichienne d'entrer dans la Mer Noire; il demande à l'Angleterre d'interdire à la flotte allemande l'accès de la Baltique; à quoi Grey aurait répondu que, si pareille situation se produisait, l'Angleterre ferait le possible pour infliger un coup très lourd à la puissance navale de l'Allemagne. Dans le même entretien, Grey révéla à Sazonov l'existence d'un accord anglo-français : en cas de guerre avec l'Allemagne, l'Angleterre devait secourir la France non seulement sur mer,

mais sur terre ; 5° le 11 avril 1914, le Tsar écrit de Livadia qu'il est prêt à recourir à la force pour ouvrir les Détroits. Le même mois, Grey et le roi George étaient à Paris ; Grey dit, suivant Isvolsky, que certains membres du Gouvernement anglais (Asquith ?) soupçonnaient les relations intimes de l'Angleterre avec la Russie. Grey aurait dit aussi à Isvolsky qu'en cas de guerre les forces anglaises de terre ne pourraient pas coopérer avec les forces russes, étant déjà engagées à servir ailleurs. [Cela est tout à fait inadmissible, à moins qu'il ne s'agît de la violation prévue de la neutralité belge.]

Dimanche 29 juin. — Les gouvernements alliés prient la Hollande de prendre des mesures pour empêcher Guillaume II de quitter ce pays.

De passage à Namur, les délégués allemands disent à un correspondant du *Daily News* qu'ils ont trouvé la cérémonie de Versailles triste jusqu'à l'ennui, mais non humiliante.

W. Churchill (*Weekly Dispatch*) propose que les Alliés admettent, dans le règlement financier, le principe de l'égalité des sacrifices, déduction faite des avantages spéciaux de chaque pays.

Le général Smuts dit à un journaliste qu'il fait des réserves sur le traité, trop sévère, à son avis, pour l'Allemagne. Il n'admet pas qu'on juge Guillaume II.

Wilson quitte Brest à 2h 15.

Le Conseil fédéral socialiste de la Seine décide que les députés adhérents devront voter contre le traité.

On demande de tous côtés en France une large démobilisation ; 500.000 hommes bien équipés devraient suffire sur le Rhin.

La première kermesse depuis 1915 est célébrée à Bruxelles.

Du 29 juin au 2 juillet (puis le 6 juillet) il y a des rixes fâcheuses à Fiume entre soldats français et apaches italiens, « préméditées par des gens désireux de forcer la main à la fois au Gouvernement italien et à la Conférence » (*Débats*, 10 juillet). Les troupes italiennes observent une neutralité malveillante pour les nôtres ; mais pourquoi avons-nous une base à Fiume ?

On parle à La Haye d'un jugement sous conditions des auteurs responsables de la guerre. Le tribunal international ne pourrait leur infliger qu'un blâme ; les Hohenzollern seraient déclarés déchus.

Bethmann-Hollweg déclare qu'il est seul responsable et demande à être jugé à la place de Guillaume II.

Une grande réunion, à Vienne, proteste contre les pogroms de Pologne; ces massacres sont exploités par les ennemis du nouvel État pour répandre l'idée que les Polonais sont incapables de se gouverner eux-mêmes.

On a arrêté à Belgrade les auteurs d'un complot républicain contre le prince Alexandre.

Les Grecs reprennent Pergame; parmi leurs prisonniers figurent 4 officiers de l'armée régulière turque.

A Rhodes, les Italiens ont infligé 50.000 francs d'amende au Dr Demerdjis pour avoir refusé d'enlever de son salon les portraits de Venizelos et de Wilson. (?)

Il y a des désordres agraires en Russie; on dit que Lenine veut reprendre aux paysans les terres laissées sans culture et les faire exploiter par les anciens gérants.

Lundi 30 juin. — Lloyd George est acclamé aux Communes.

L'Angleterre et les États-Unis, soutenus avec réserve par l'Italie et le Japon, proposent de détruire les 8 cuirassés et 8 croiseurs légers que l'Allemagne doit encore livrer aux Alliés. La France demande que ces navires soient répartis entre les Alliés.

Le traité de paix est communiqué à la Chambre et au Sénat. « C'est, dit Dubost, la glorieuse revanche de celui qui nous avait été si durement imposé. »

Clemenceau a dit : « Le jour est venu où la force et le droit, redoutablement séparés, doivent se rejoindre pour la paix des peuples au labeur. Que l'humanité se lève pour vivre toute sa vie! » Il insiste sur les difficultés de l'heure, sur la nécessité de concessions mutuelles et d'union.

Le Conseil municipal donne une réception à l'Hôtel de Ville en l'honneur de Poincaré; Richepin récite une ode de la paix.

Dans un article fortement censuré des *Débats*, Gauvain se plaint que les intérêts français soient sacrifiés en Turquie.

En Auvergne, le thermomètre est descendu à — 4°; il a neigé dans l'arrondissement de Murat.

Le 3 % est à 62f 80.

Tremblement de terre en Toscane ; il y a de nombreuses victimes.

Troubles à Breslau ; plusieurs morts.

Le général Falkenhayn, ancien chef d'État-major, est mis en disponibilité.

On dit qu'Erzberger, objet de violentes attaques et de menaces, songe à se réfugier en Suisse.

On télégraphie de Coblence au *Times* que l'Allemagne se propose de faire la guerre à la Pologne d'abord, puis à la France. « Il n'a jamais été plus nécessaire pour les Alliés de surveiller étroitement l'Allemagne. »

Vorwärts : « Nous ne rêvons pas d'une revanche sanglante, mais nous croyons inébranlablement que la victoire du droit viendra d'elle-même. Au jour de la victoire de la force, nous saluons la prochaine paix du droit qu'avec nos frères d'au delà les frontières nous voulons conquérir. » La presse allemande estime généralement que le traité sera modifié au fur et à mesure de l'entrée en vigueur de ses clauses.

Le même journal propose que la question de la responsabilité de la guerre soit soumise à l'Internationale socialiste. C'est parce qu'elle comptait sur la volonté pacifiste de Guillaume II que l'Entente a pu organiser sa coalition contre les puissances centrales [fourberie].

Les Magyars se replient sur la frontière fixée par l'Entente.

Le prince Borghèse, représentant l'Italie à Budapest, quitte la ville ; on écrit que l'Italie rompt ainsi avec le gouvernement communiste.

Les auteurs du guet-apens du 1er décembre sont condamnés à mort par un Conseil de guerre d'Athènes (entre autres Mercouris, ancien maire).

Le patriarche grec, le patriarche arménien et d'autres chefs religieux signalent à Clemenceau les procédés de terrorisme des Turcs.

Les anti-bolchevistes sont à Kharkov ; les bolchevistes ont repris Perm.

On assure que l'armée opposée à Koltchak comprend 40.000 prisonniers de guerre allemands.

La production de platine de l'Oural (95 % de la produc-

tion mondiale) est en forte augmentation ; on croit que le change russe pourra en bénéficier.

Une partie de la presse espagnole, notamment la *Correspondencia militar,* continue à être favorable à l'Allemagne.

La vente de l'alcool étant interdite aux Etats-Unis, tous les bars ferment ce jour à minuit.

*
* *

Mercredi 9 juillet. — Par 200 voix contre 115, l'Assemblée de Weimar ratifie la paix de Versailles.

Dimanche 13 juillet. — Le blocus de l'Allemagne est levé.

Lundi 14 juillet. — Des régiments des armées victorieuses traversent Paris, de la porte Maillot à la place de la République, en passant sous l'Arc de triomphe où a été érigé le *Monument des morts.*

Ultima Cumæi venit jam carminis ætas :
Magnus ab integro sæclorum nascitur ordo.

(VIRGILE, *Bucol.*, IV, 4.)

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT, NANCY - PARIS - STRASBOURG

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

NANCY - PARIS - STRASBOURG

PAGES D'HISTOIRE 1914-1918

Série de volumes in-12

HONORÉE DE SOUSCRIPTIONS DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
DU MINISTÈRE DE LA MARINE ET DU GOUVERNEMENT BELGE

Prix nets.

1. **Le Guet-apens.** *23, 24 et 25 juillet 1914.* . . . . . 40 c.
2. **La Tension diplomatique.** *Du 25 juillet au 1er août 1914* . . . . 60 c.
3. **En Mobilisation.** *2, 3 et 4 août 1914.* . . . . . 60 c.
4. **La Journée du 4 août 1914.** . . . . . 60 c.
5. **En Guerre.** *Du 5 au 7 août 1914* . . . . . 60 c.
6. **Les Communiqués officiels depuis la déclaration de guerre.** — I. *Du 5 au 14 août 1914* . . . . . 60 c.
7. — II. *Du 15 au 31 août 1914* . . . . . 60 c.
8. — III. *Du 1er au 30 septembre 1914* . . . . . 60 c.
9. **Extraits du « Bulletin des Armées de la République ».** — I. **Les Premiers-Paris.** *Du 15 août au 3 septembre 1914* . . . 60 c.
10. — II. **Les Premiers-Bordeaux.** *Du 4 sept. au 21 octobre 1914.* 60 c.
11. **A l'Ordre du Jour.** — I. *Du 8 août au 18 septembre 1914.* . . 60 c.
12. **Les Communiqués officiels.** — IV. *Du 1er au 31 octobre 1914.* 60 c.
13. **A l'Ordre du Jour.** — II. *Du 19 au 29 septembre 1914.* . . . . 60 c.
14. — III. *Du 2 au 14 octobre 1914* . . . . . 60 c.
15. **Le Livre bleu anglais** (*23 juillet-4 août 1914*). . . . . 60 c.
16. **A l'Ordre du Jour.** — IV. *Du 15 au 26 octobre 1914* . . . . . 60 c.
17. — V. *Du 28 octobre au 1er novembre 1914* . . . . . 60 c.
18. **Les Communiqués officiels.** — V. *Du 1er au 30 novembre 1914.* 60 c.
19. **A l'Ordre du Jour.** — VI. *Du 6 au 10 novembre 1914* . . . . . 60 c.
20. **Le Livre gris belge** (*24 juillet-29 août 1914*). . . . . 2 fr.
21. **Le Livre orange russe** (*10/23 juillet-24 juillet/6 août 1914*) . . . 60 c.
22. **Le Livre bleu serbe** (*16/29 juin-3/16 août 1914*). . . . . 60 c.
23. **La Séance historique de l'Institut de France.** Préface de M. H. Welschinger, de l'Institut. . . . . 60 c.
24. **Extraits du « Bulletin des Armées de la République ».** — III. **Les Premiers-Bordeaux.** *Du 24 oct. au 9 décembre 1914.* 60 c.
25. **Le Livre blanc allemand** (*24 juillet-2 août 1914*). . . . . 60 c.
26. **Les Communiqués officiels.** — VI. *Du 1er au 31 déc. 1914* . . 60 c.
27. **L'Allemagne et la Guerre,** par Emile Boutroux, de l'Académie Française. . . . . 40 c.
28. **La Folie allemande.** *Documents allemands,* par Paul Verrier, chargé de cours à la Sorbonne. . . . . 30 c.
29. **La Journée du 22 décembre 1914** (*Rentrée des Chambres*). Préface de M. H. Welschinger, de l'Institut . . . . . 60 c.
30. **La Chronologie de la Guerre.** *Du 31 juillet au 31 décembre 1914,* par S. R. . . . . 40 c.

PAGES D'HISTOIRE 1914-1918 (*Suite*)

31. **A l'Ordre du Jour.** — VII. *Du 11 au 21 novembre 1914.* . . . . 60 c.
32. **Le « 75 ».** *Notions sur le canon de 75*, par Th. Schlœsing fils, membre de l'Institut . . . . . 40 c.
33. **A l'Ordre du Jour.** — VIII. *Du 22 au 25 novembre 1914* . . . 60 c.
34. **Les Neutres. — Les Allemands en Belgique (Louvain et Aerschot).** *Notes d'un témoin hollandais*, par L.-H. Grondijs. 60 c.
35. **Les Communiqués officiels.** — VII. *Du 1er au 31 janvier 1915.* 60 c.
36 et 37. **Les Neutres. — Voix américaines sur la guerre de 1914.** Articles traduits ou analysés par S. R. — I et II. Chacun. 60 c.
38. **Le second Livre orange russe** (*19 juillet/1er août-19 octobre /1er novembre 1914*) . . . . . 60 c.
39. **Le Front.** *Atlas dépliant de 32 cartes en six couleurs.* (Août-décembre 1914.) Préface du général Cherfils . . . . . 90 c.
40. **Paroles allemandes.** Préface de l'abbé E. Wetterlé, ancien député de Ribeauvillé (Haut-Rhin) au Reichstag. . . . . 90 c.
41. **Les Poètes de la Guerre.** *Recueil de poésies parues depuis le 1er août 1914.* Préface en vers de Hugues Delorme . . . . . 75 c.
42. **Les Communiqués officiels.** — VIII. *Du 1er au 28 février 1915.* 60 c.
43. **A l'Ordre du Jour.** — IX. *Du 26 novembre au 1er déc. 1914* . . 60 c.
44. **La Haine allemande** (*Contre les Français*), par Paul Verrier, chargé de cours à la Sorbonne . . . . . 40 c.
45. **Les Communiqués officiels.** — IX. *Du 1er au 31 mars 1915.* . 60 c.
46. **Les Neutres. — La Suisse et la Guerre** . . . . . 60 c.
47. **Le Livre rouge austro-hongrois** (*29 juin-24 août 1914*) . . . . 90 c.
48. **Les Campagnes de 1914,** par Champaubert. Avec 23 cartes . 60 c.
49. **Les Communiqués officiels.** — X. *Du 1er au 30 avril 1915* . . 60 c.
50. **Nos Marins et la Guerre.** — I. . . . . 60 c.
51. **Le second Livre bleu anglais** (*Turquie, 3 août-4 nov. 1914*). 90 c.
52. **A l'Ordre du Jour.** — X. *Du 2 au 7 décembre 1914.* . . . . . 60 c.
53. **Les Communiqués officiels.** — XI. *Du 1er au 31 mai 1915* . . 60 c.
54. **Les Neutres. — Les Dessous économiques de la Guerre,** par Christian Cornélissen, économiste hollandais. Préface de Charles Andler, professeur à la Sorbonne . . . . . 60 c.
55. **Le Livre vert italien** (*9 décembre 1914-4 mai 1915*) . . . . . 90 c.
56. **A l'Ordre du Jour.** — XI. *Du 8 au 11 décembre 1914* . . . . . 60 c.
57. **Les Volontaires étrangers enrôlés au service de la France en 1914-1915,** par M.-C. Poinsot . . . . . 60 c.
58. **L'Organisation du Crédit en Allemagne et en France,** par André Liesse, membre de l'Institut . . . . . 90 c.
59. **A l'Ordre du Jour.** — XII. *Du 11 au 13 décembre 1914* . . . . 60 c.
60. **A l'Ordre du Jour.** — XIII. *Du 14 au 28 décembre 1914.* . . . 60 c.
61. **Les Communiqués officiels.** — XII. *Du 1er au 30 juin 1915.* . 60 c.
62. **La Vie économique en France pendant la guerre actuelle,** par Paul Beauregard, membre de l'Institut . . . . . 40 c.
63. **L'Œuvre de la France.** Articles traduits du journal *The Times.* Avec 1 carte. . . . . 40 c.

PAGES D'HISTOIRE 1914-1918 (*Suite*)

64. **La Guerre et les Monuments.** *Cathédrale de Reims, Ypres, Louvain, Arras,* par Lucien MAGNE. Avec 32 illustrations . . . 1 fr
65. **Les Origines historiques de la guerre,** par Gabriel ARNOULT, docteur en droit. Avec 4 cartes . . . . . 40 c.
66. **Du Rôle de la Physique à la guerre. De l'Avenir de nos Industries physiques après la Guerre,** par J. VIOLLE, membre de l'Institut. Avec 26 figures . . . . . 75 c.
67. **Le Livre jaune français** (*17 mars 1913-4 septembre 1914*). . . . 90 c.
68. **Chronologie de la Guerre.** *Du 1er janvier au 30 juin 1915,* par S. R. . . . . 60 c.
69. **Les Communiqués officiels.** — XIII. *Du 1er au 31 juillet 1915.* 60 c.
70. **A l'Ordre du Jour.** — XIV. *Du 29 décembre 1914.* Avec la *Liste alphabétique des noms cités du 8 août au 29 décembre 1914* . . . 90 c.
71. **Les Pages de Gloire de l'Armée belge.** *De la Gette à l'Yser. A Dixmude,* par le commandant WILLY BRETON, de l'armée belge. Avec 4 cartes . . . . . 60 c.
72. **Chants de Soldats (1525-1915).** *Chansons populaires. Chants militaires. Hymnes nationaux. Sonneries.* (Avec la musique.) Recueillis par A. SAUVREZIS . . . . . 1 fr.
73. **Le Livre bleu anglais. Documents complémentaires** (*20 juillet-1er septembre 1914*). . . . . 1 f 50
74. **Voix italiennes sur la Guerre de 1914-1915.** . . . . . 60 c.
75. **Les Neutres. — Voix américaines sur la Guerre de 1914-1915.** Articles traduits ou analysés par S. R. — III. . . . . 60 c.
76. **Les Neutres. — Voix espagnoles.** Préface de Gomez CARRILLO. 60 c.
77. **Les Communiqués officiels.** — XIV. *Du 1er au 31 août 1915.* 60 c.
78. **L'Anniversaire de la Déclaration de guerre** (*4 août 1914-4 août 1915*). Préface de M. H. WELSCHINGER, de l'Institut . . . 60 c.
79. **Paroles françaises.** *Hommes d'État. Hommes politiques. Diplomates. Publicistes* . . . . . 60 c.
80. **Paroles françaises.** *L'Institut de France. L'Université. Les ministres des cultes. Les chefs militaires. Le Président de la République.* . . . . . 60 c.
81. **Les Communiqués officiels.** — XV. *Du 1er au 30 sept. 1915.* . 60 c.
82. **Mines et Tranchées,** par Henry DE VARIGNY. Avec 5 figures. 60 c.
83. **Nos Marins et la Guerre.** — II. *Du 3 avril au 14 août 1915.* 60 c.
84. **Les Alsaciens-Lorrains en France pendant la Guerre** . . 60 c.
85. *La Diplomatie française.* **L'Œuvre de M. Delcassé,** par Georges REYNALD, sénateur. Avec portrait . . . . . 60 c.
86. **Les Communiqués officiels.** — XVI. *Du 1er au 31 octobre 1915.* 60 c.
87. **Les Terres meurtries,** par A. DE POUVOURVILLE. Avec 7 cartes. . 60 c.
88. **Documents authentiques sur le complot austro-allemand aux États-Unis,** présentés aux deux Chambres du Parlement britannique. 1916 . . . . . 60 c.
89. **Les Communiqués officiels.** — XVII. *Novembre-décembre 1915.* 90 c.
90. **Les Neutres. — Voix américaines sur la Guerre de 1914-1916.** Articles traduits ou analysés par S. R. — IV. . . . 60 c.

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

NANCY - PARIS - STRASBOURG

PAGES D'HISTOIRE 1914-1918 (*Suite*)

91. **La Prospérité économique de l'Allemagne.** *Sa « Place au soleil » et la Guerre*, par Gaston Cadoux. 1916 . . . . . 40 c.
92. **Les Derniers Massacres d'Arménie.** *Les Responsabilités*, par Herbert Adams Gibbons. 1916. . . . . 40 c.
93. **Le second Livre blanc allemand** (Documents sur l'explosion de la Guerre). *Essai critique et notes sur l'altération officielle des documents belges*, par Fernand Passelecq. Avec fac-similés . . . 1 fr.
94. **Chronologie de la Guerre.** 3e volume (*1er juillet-31 décembre 1915*), par S. R. . . . . 90 c.
95. **Les Neutres. — Voix de l'Amérique latine.** Préface de Gomez Carrillo : *Le Péril allemand dans l'Amérique latine*. . . 75 c.
96. **Problèmes de Guerre.** *Le Droit de la Guerre, autrefois et aujourd'hui. Comment on paie en temps de guerre*, par Alglave, professeur à la Faculté de Droit de Paris. . . . . 75 c.
97. **Les Communiqués officiels.** — XVIII. *Janvier-février 1916*. . 90 c.
98. **La Guerre aérienne.** *Le Rôle de la cinquième Arme*, par G. Crouvezier. Avec 24 illustrations . . . . . 90 c.
99. **La Conquête de l'Autriche-Hongrie par l'Allemagne.** *Une nouvelle forme de Pangermanisme : le « Zollvereln »*, par Adrien Bertrand. . . . . 60 c.
100. **Deuxième Livre gris belge.** *Correspondance diplomatique relative à la guerre de 1914-1916* 1f 25
101. **Le Nerf de la Guerre.** *Les Ressources de la défense nationale*, par G. Cerfberr de Médelsheim, chef des bureaux du service des émissions de la défense nationale. Avec 3 gravures. . . . 1f 50
102. **La Réponse du Gouvernement belge au Livre blanc allemand du 10 mai 1915.** *Étude analytique de la publication officielle du Gouvernement belge*, par Fernand Passelecq, directeur du Bureau documentaire belge . . . . . 60 c.
103. **La Bataille marocaine.** *L'Œuvre du général Lyautey*, par Ernest Vaffier . . . . . 60 c.
104. **Les Communiqués officiels.** — XIX. *Mars-avril 1916* . . . . 90 c.
105. **L'Effort de la France.** Préface par Alfred Croiset, membre de l'Institut. . . . . 60 c.
106. **Le Développement économique de l'Allemagne contemporaine (1871-1914)**, par Albert Pingaud, consul général de France. . . . . 75 c.
107. **Explosions et Explosifs**, par Henry de Varigny . . . . . 75 c.
108. **Les Forces économiques des puissances belligérantes avant la guerre**, par B. Fayolle, ingénieur . . . . . 60 c.
109. **Les Chansons de la Guerre.** Rondeau-préface de Hugues Delorme 1f 25
110. **Les Emprunts de Guerre de l'Allemagne**, par A. Liesse, membre de l'Institut . . . . . 60 c.
111. **Les Communiqués officiels.** — XX. *Du 1er mai au 30 juin 1916*. 90 c.
112. **L'Esprit français. Les Caricaturistes.** Préface d'Arsène Alexandre . . . . . .

PAGES D'HISTOIRE 1914-1918 (*Suite*)

113. **Les Communiqués officiels.** — XXI. *Juillet 1916* . . . . . 90 c.
114. **Chronologie de la Guerre.** — IV. *Du 1er janvier au 30 juin 1916*, par S. R. 1f 25
115. **Les Communiqués officiels.** — XXII. *Août 1916* . . . . . 90 c.
116. **Leurs Crimes,** *d'après les rapports officiels des Gouvernements français et belge*, par L. Mirman, préfet de Meurthe-et-Moselle, G. Simon, maire de Nancy, et G. Keller, maire de Lunéville. Publié sous le patronage des maires des villes martyres . . . 60 c.
117. **Deuxième Livre jaune français. Lille 1916.** *Conduite des autorités allemandes à l'égard des populations des départements français occupés par l'ennemi.* Préface de Henri Welschinger, de l'Institut . . . . . 75 c.
118. **Les Communiqués officiels.** — XXIII. *Septembre 1916* . . . . 90 c.
119. **Autres Chants de Soldats (1200-1916).** *Chansons populaires. Chansons de route. Chants historiques et militaires.* Recueillis par A. Sauvrezis 1f 25
120. **Deuxième Livre bleu serbe, 1916,** sur les violations du droit des gens commises par les autorités allemandes, autrichiennes et bulgares dans les territoires serbes occupés 75
121. **Les Communiqués officiels.** — XXIV. *Octobre 1916* . . . . . 90 c.
122. **Les Commandements de la Patrie.** Discours prononcé à l'Institut au nom de l'Académie Française (Séance publique des cinq Académies, 25 octobre 1916), par Paul Deschanel . . . . 50 c.
123. **Les Communiqués officiels.** — XXV. *Novembre 1916* . . . . 75 c.
124. **La Hollande et la Guerre,** par Louis Piérard . . . . . 75 c.
125. **Les Communiqués officiels.** — XXVI. *Décembre 1916* . . . . 60 c.
126. **La Course à la Mer et la bataille des Flandres** (*Septembre-novembre 1914*), par René Puaux. Avec 10 cartes . . . . . 75 c.
127. **Les Communiqués officiels.** — XXVII. *Janvier 1917* . . . . . 60 c.
128. **Chronologie de la guerre.** 5e volume (*1er juillet-31 décembre 1916*), par R. S. 1f 75
129. **Pour avoir la Paix. La Manœuvre allemande.** Préface de Georges Reynald, sénateur de l'Ariège, secrétaire de la Commission des Affaires étrangères . . . . . 1 fr.
130. **Les Sous-marins,** par J. Hutter, ingénieur en chef de la Marine. 90 c.
131. **Les Communiqués officiels.** — XXVIII. *Février-mars 1917.* 1f 25
132. **Les Dévastations allemandes dans les départements envahis.** *Mars-avril 1917.* Préface de Henri Welschinger, de l'Institut de France. Avec 4 photographies. 1f 25
133. **Les Communiqués officiels.** — XXIX. *Avril 1917.* . . . . . 90 c.
134. **L'Alsace-Lorraine sous le joug qui se brise...,** par Émile Hinzelin. . . . . 60 c.
135. **Histoire de la Révolution russe (1905-1917),** par S. R., membre de plusieurs sociétés savantes. 1f 25
136. **Les Communiqués officiels.** — XXX. *Mai 1917.* . . . . . 90 c.
137. **Leurs Buts de guerre.** Documents réunis et publiés par G. Pariset, professeur à l'Université de Nancy. 1f 50

PAGES D'HISTOIRE 1914-1918 (*Suite*)

138. **La Vérité sur les Déportations belges.** *Étude historique et économique*, par Fernand Passelecq, directeur du Bureau documentaire belge au Havre. Discours-préface de Emile Vandervelde, membre du Conseil des ministres de Belgique. 1 fr.
139. **Le Traitement des Plaies de guerre,** par A. Sartory, professeur agrégé à l'École supérieure de Pharmacie de Paris. Avec planches en noir et en couleurs . . . . . 2 fr.
140. **Pourquoi nous nous battons,** par le général Pétain, Ernest Lavisse, de l'Acad. Française, et A. Ribot, président du Conseil. 60 c.
141. **Les Communiqués officiels.** — XXXI. *Juin 1917* . . . . . 90 c.
142. **Chronologie de la Guerre.** 6e volume (*1er janvier-30 juin 1917*), par S. R. . . . . 3 fr.
143. **Le Retour de l'Alsace-Lorraine à la France,** par Henri Welschinger, de l'Institut de France 1f25
144. **Les Communiqués officiels.** — XXXII. *Juillet 1917*. . . . . 90 c.
145. **Le Livre blanc grec** (*1913-1917*) 1f50
146. **Les Communiqués officiels.** — XXXIII. *Août 1917* . . . . . 90 c.
147. **Les Communiqués officiels.** — XXXIV. *Septembre 1917* . . . 90 c.
148. **Le Mensonge autrichien.** *L'incident Czernin-Clemenceau*. . . 75 c.
149. **Les Communiqués officiels.** — XXXV. *Octobre-décembre 1917*. 3 fr.
150. **Chronologie de la Guerre,** par S. R. 7e volume (*1er juillet-31 décembre 1917*) . . . . . 3 fr.
151. **Les Conquêtes africaines des Belges,** par Pierre Daye. Avec une carte. . . . . 2 fr.
152. **La Magistrature belge contre le despotisme allemand,** par Fernand Passelecq 2f50
153. **Les Communiqués officiels.** — XXXVI. *Janvier-mars 1918*. . 3 fr.
154. **Le Mémoire Lichnowsky et les documents Muehlon.** Préface de Joseph Reinach (Polybe) 1f50
155. **Les Combats de Steenstraat, avril-mai 1915.** *Une page glorieuse de la résistance belge,* par le commandant Willy Breton. Avec 9 cartes. 2f50
156. **Les Communiqués officiels.** — XXXVII. *Avril-juin 1918*. . . 3 fr.
157. **Le Front.** *Atlas dépliant de 16 cartes en six couleurs* (faisant suite au fascicule 39). II. *Les étapes de la délivrance. Front occidental. Les fronts successifs du 1er janvier 1915 au 15 octobre 1918* 1f20
158. **L'Épopée de Zeebrugge et le « Vindictive »,** par Keble Howard, de la Royal Air Force. Avec 17 photographies. . . . 2 fr.
159. **Troisième Livre jaune français.** (*L'Alliance franco-russe, 1890-1912*) 2f50
160. **Chronologie de la Guerre,** par S. R. 8e volume (*1er janvier-30 juin 1918*). . . . . 3 fr.
161. **Les Glorieuses Journées de Lorraine et d'Alsace** (*Novembre-décembre 1918*). . . . . 1 fr.
162. **La Lutte financière pendant la Guerre,** par G. Cerfberr de Mideelsheim. Avec 2 planches 1f25
163. **Les Communiqués officiels.** — XXXVIII. *Juillet-septembre 1918*. . . . . 3 fr.

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

NANCY - PARIS - STRASBOURG

PAGES D'HISTOIRE 1914-1918 (*Suite*)

164. Chronologie de la Guerre, par S. R. 9e volume (*1er juillet-31 décembre 1919*) 3f 50
165. Le Bolchevisme en Russie. *Livre blanc anglais, avril 1919.* 3 50
166. Paris pendant la Guerre, par Gaston Cerfberr 2 50
167. Les Communiqués officiels. — XXXIX. *Oct.-Décembre 1918.* 3 »
168. Traité de Versailles, 1919 . . . . . 3 50

Il a été tiré, des volumes 1 à 140 des *Pages d'Histoire*, 55 exemplaires numérotés à la presse : Nos 1 à 5 sur papier Japon à . . . . **5** fr. ou au-dessus.

6 à 55 sur papier de Hollande à. **3 fr. 50** ou au-dessus.

A partir du no 140, il n'est plus tiré, en fait d'exemplaires numérotés, que 15 exemplaires sur papier du Japon.

La collection des *Pages d'Histoire* comprend jusqu'à présent, entre autres, les séries de volumes ci-après :

Les Communiqués officiels du Gouvernement français. — 40 volumes.
Les Livres diplomatiques. — 20 volumes.
Les Voix des Neutres. — 9 volumes.
Histoire de la Guerre. — 39 volumes.
Les Aspects juridiques, économiques, financiers et scientifiques de la Guerre. — 18 volumes.
La Littérature et la Guerre. — 15 volumes.

CARTONS D'EMBOITAGE

permettant de relier soi-même les différentes séries des PAGES D'HISTOIRE

Il a été établi, pour la collection des **PAGES D'HISTOIRE,** des cartons d'emboîtage correspondant aux différentes séries de la collection.

Ces emboîtages, très élégants, en demi-percaline, avec caoutchoucs intérieurs pour fixer les fascicules, portent au dos, gaufrés en or, les titres de séries, ainsi que l'énumération, nom d'auteur et titre des fascicules entrant dans chaque emboîtage. Le classement des fascicules ainsi établi, outre qu'il donnera à la collection un aspect des plus élégants, assurera surtout **la rapidité et la facilité des recherches.**

Les 29 emboîtages suivants sont déjà établis :

Titre de série.	Nombre d'emboîtages.	Titre de série.	Nombre d'emboîtages.
Communiqués officiels	7	Voix américaines	1
A l'ordre du jour	3	Voix de neutres	1
Pourparlers diplomatiques	4	Questions économiques	2
Opérations militaires	1	Poèmes et chansons de la guerre	1
Technique de guerre	1	Histoire de la guerre	3
Paroles françaises	1	Les Journées historiques	1
L'Allemagne et la guerre	3		

Nous continuerons par la suite, au fur et à mesure de la publication des volumes, à créer les emboîtages de séries correspondants. La collection des **Pages d'Histoire** sera ainsi entièrement reliée.

Prix de chaque emboîtage . . . . . **1 fr. 25**

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

NANCY - PARIS - STRASBOURG

LÉGISLATION DE GUERRE 1914-1918

Collection publiée sous la direction de A. SAILLARD ✠, ✠ I. C ✠

ANCIEN INSPECTEUR GÉNÉRAL

CHEF DE BUREAU AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Ouvrages honorés des souscriptions de divers ministères

Série de volumes in-12, brochés

1. Les Loyers et le Moratorium. . . . . 75 c.
2. Les Baux à ferme, les Métayages et le Moratorium. . . 60 c.
3. Les Affaires, la Bourse, les Banques et la Guerre. . . 2 fr. 25
4. Finances publiques. Emprunts et Placements pendant la guerre. . . . . 2 fr. 50
5. Le Séquestre des biens des Allemands et des Austro-Hongrois . . . . . 1 fr. 50
6. Condition civile des Mobilisés. . . . . 2 fr.
7. Décès et disparitions aux armées. . . . . 75 c.
8. Les Droits des Veuves et des Orphelins des militaires tués à l'ennemi. . . . . 2 fr. 50
9. Les Allocations aux familles des Mobilisés, Réfugiés et Victimes civiles de la guerre . . . . . 2 fr. 25
10. Croix de guerre, Insignes et Décorations militaires. . . 2 fr.
11. Les Dommages de guerre (biens immobiliers), . . . 2 fr. 50
12. Les Assurances et la Guerre. . . . . 1 fr.
13. L'Application de l'Impôt sur le revenu. . . . . 1 fr. 50
14. L'Impôt sur les bénéfices de guerre. . . . . 4 fr.
15. Le Travail des Femmes à domicile. . . . . 1 fr. 25
16. Réquisitions militaires et maritimes. . . . . 3 fr.
17. La Propriété industrielle et la Guerre. . . . . 2 fr.
18. Les Valeurs mobilières volées, perdues ou détruites pendant la guerre. . . . . (*Sous presse.*)
19. Militaires blessés et infirmes. Réformés, Gratifications et Pensions . . . . . 4 fr. 50
20. Les Blessés de guerre . . . . . 3 fr.
21. Les Dommages de guerre (biens mobiliers). . . . . *Net.* 3 fr.

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

NANCY - PARIS - STRASBOURG

a Macédoine et l'Hellénisme. *Étude historique et ethnologique,* par V. Colocotronis. 1919. Volume in-8, avec 24 planches ou cartes hors texte. *Net.* **30 fr.**

Hellénisme et l'Asie-Mineure. *Son histoire, sa puissance, son sort,* par Léon Maccas, directeur des « Études franco-grecques ». 1919. Volume in-8, avec une carte en couleurs hors texte . . . . . **5 fr.**

inq ans d'Histoire grecque, 1912-1917. Discours prononcés à la Chambre des Députés, en août 1917, par E. Venizelos, président du Conseil, N. Politis, E. Répoulis et G. Cafandaris. Traduction de Léon Maccas, autorisée par le Gouvernement grec. 1917. Volume in-8. . . . . **4 fr**

a Grande Guerre, les Nations et les Hommes. *Réflexions d'un Contemporain,* par Léon Maccas. 1918. Volume in-12 . . . . . **3 fr. 50**

a Nouvelle Serbie. *Origines et bases sociales et politiques. La renaissance de l'État et son développement historique. Dynastie nationale et revendications libératrices,* par Georges Y. Devas. 1918. Volume gr. in-8 de 485 pages, avec 6 cartes, dont 2 hors texte en couleurs . . . . . **15 fr.**

'Occupation austro-bulgare en Serbie, par Novakovich. 1918. Volume in-12. . . . . **3 fr.**

a Phalange tchèque. *Comment se sacrifièrent les premiers volontaires tchéco-slovaques,* par Simon Ioffé. 1919. Volume in-12. . . . . **2 fr. 50**

a Guerre roumaine 1916-1918, par Mircea Djuvara. Préface de M. Émile Boutroux, de l'Académie Française. 1919. Volume in-8 . . . . *Net.* **10 fr.**

e « Peuple ukranien », par Un Petit-Russien de Kief. 1919. Volume in-12. . . . . *Net.* **1 fr. 50**

e la Succession d'Autriche. *Essai sur le régime des pays autrichiens avant, pendant et après la guerre,* par Étienne Fournol. 4e édition, revue et augmentée. 1919. Volume in-12 . . . . . **3 fr. 50**

ontre les Barbares de l'Orient, par J. de Morgan, ancien directeur général des antiquités de l'Égypte, ancien délégué général en Perse du ministère de l'Instruction publique. 1918. Volume in-8 . . . . . **5 fr.**

e Pangermaniste en Alsace, par Jules Froelich. 12e mille. Édition définitive. 1919. Volume in-12, avec 16 dessins par Hansi, broché . . . . . **1 fr.**

e Délire pangermanique. *Documents authentiques,* traduits, annotés et commentés par Jules Froelich. 1918. Volume in-12, avec 28 dessins de Zislin . . . . . **3 fr. 50**

Nos Marins en guerre. *Morceaux choisis,* par le capitaine H. Bornecque et le lieutenant Germain Drouilly. Préface de Jean Richepin, de l'Académie Française. 1919. Volume in-12 . . . . . **3 fr.**

UIDES ILLUSTRÉS MICHELIN POUR LA VISITE DES CHAMPS DE BATAILLE

Volumes in-8, avec de nombreuses vues photographiques, des portraits et des cartes et plans en noir et en couleurs, cartonnés.

Champs de Bataille de la Marne :

– I. L'Ourcq. *Meaux. — Senlis. — Chantilly.* . . . . . *Net.* **3 fr. 50**

– II. Les Marais de Saint-Gond. *Coulommiers. — Provins. — Sézanne.* *Net.* **3 fr. 50**

– III. La Trouée de Revigny. *Châlons. — Vitry-le-François. — Bar-le-Duc.* *Net.* **3 fr. 50**

Soissons, *avant et pendant la guerre.* . . . . . *Net.* **1 fr. 50**

Lille, *avant et pendant la guerre* . . . . . *Net.* **1 fr. 50**

Amiens, *avant et pendant la guerre* . . . . . *Net.* **1 fr. 50**

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAU

NANCY	PARIS	STRASBOUI
18, Rue des Glacis	5-7, Rue des Beaux-Arts	23, Place Broc

Le Nouvel état militaire de la France. *L'Armée de demain*, par
néral Maitrot. 1919. Volume in-12 . . . . . *Net.* **2.**

Guerre et Théâtre, 1914-1918, par P. B. Gheusi. *Mémoires d'un a
du général Galliéni et Journal parisien du directeur du Théâtre natio
l'Opéra-Comique pendant la Guerre.* 1919. Volume grand in-8, avec l
trait du général Galliéni . . . . . *Net.*

Le Revers de 1914 et ses causes, par le lieutenant-colonel de Thom
1919. Volume in-12, avec 3 croquis. **3**

Le Maréchal Foch, par le commandant A. Grasset. 1919. Volume
avec un portrait et 6 cartes. . . . . *Net.*

Préceptes et Jugements du Maréchal Foch. *Extraits de ses Œ*
précédés d'une Étude sur la vie militaire du Maréchal, par le comma
A. Grasset. 1919. Volume in-12, avec 1 portrait et 4 cartes . . . . *Net.*

Guerre de 1914. L'œuvre de l'armée britannique. *Quatre ra
(21 août-29 novembre 1914),* par le maréchal Sir John French, comma
en chef de l'armée britannique. Traduit de l'anglais par Théodore Re
membre de l'Institut. 1919. Volume in-8, avec 4 croquis topograph
Net.

1914, par le maréchal lord French. Traduction de Robert Burnand. P
du maréchal Foch. 1919. Volume in-8, avec 3 cartes hors texte. . . .

L'Allemagne des Hohenzollern, 1415-1918, par Jean-Édouard Sp
1919. Volume in-12 . . . . . .

La Paix qu'il faut à la France, par le général Maitrot. 1919. Vo
in-12, avec 2 cartes . . . . . .

La Pensée allemande dans l'ordre juridique, par Jean Signorel,
président de l'Académie de législation. 1919. Volume grand in-8. . **3**

L'Alsace et l'Alemanie. *Origine et place de la tradition germanique da
civilisation alsacienne (Études de géographie historique),* par J.-M. Tour
Aumont, docteur es lettres, agrégé de l'Université. 1919. Volume
in-8. . . . . .

Sourires d'Alsace, par H. Zislin. Préface de Paul Déroulède. Édition
nitive, avec 282 illustrations et 4 planches (*Les sept dernières années
domination allemande en Alsace*). 1919. Volume in-16 jésus, br. *Net.* 1
Relié. . . . . *Net.* 1

Histoire Générale et Anecdotique de la Guerre de 1914, par
Bernard. Publication grand in-8, avec de nombreuses illustrations et ca
Paraissant par fascicules à. . . . . *Net.*

— **Tome I.** *Jusqu'après la bataille de Charleroi.* Broché . . . . *Net.* **6** f
Relié en percaline . . . . . — **7** f

— **Tome II.** *Jusqu'après la bataille de la Marne.* Broché . . . . — **7** f
Relié en percaline . . . . . **9** fr

— **Tome III.** *Aisne, Flandre, Yser.* Broché. . . . . — **7** f
Relié en percaline . . . . . — **9** fr

L'ouvrage sera complet en six volumes.

Les prix des ouvrages non marqués **net** *sur cette couverture sont à
menter de la majoration temporaire de 30 °/₀ pour les volumes à 3 fr.
de 20 °/₀ pour les autres volumes. (Déc. du Syndicat des Éditeurs.)*

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT, NANCY-PARIS-STRASBOURG

J.R. 27/1/33

281987

HMod
P1344

Author

Title Pages d'histoire- Series 10. Les opérations militaires. 1919.

DATE.

NAME OF BORROWER.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU